# RAPPORT FINANCIER 2011

SNCF

# Rapport d'activité

page 4

# Comptes consolidés annuels du groupe SNCF

page 32

# Rapport sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne du groupe SNCF

page 156

# ATTESTATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER

Paris, le 16 février 2012,

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Le Président

Guillaume PEPY

Le Directeur Général Adjoint Finance,
Achats et Systèmes d'Information

Alain PICARD

# RAPPORT D'ACTIVITÉ

Sauf indication contraire, les montants sont indiqués en millions d'euros (M€).

**Le groupe SNCF en 2011** **6**

1. Événements majeurs de l'exercice 6
2. Chiffres clés 7
3. Événements postérieurs à la clôture 8

**Résultats et situation financière du Groupe** **9**

1. Commentaire général sur les résultats du Groupe 9
2. Activités et résultats des branches 13
3. Investissements incorporels et corporels et endettement net 23
4. État de situation financière consolidé et ratios 26
5. Relations financières avec l'État, Réseau Ferré de France et les collectivités locales 27
6. Volet social 29
7. Enjeux et perspectives 2012 30

**Gouvernement d'entreprise** **31**

1. Le Conseil d'administration 31
2. L'équipe dirigeante 31

# LE GROUPE SNCF EN 2011

## 1 ÉVÉNEMENTS MAJEURS DE L'EXERCICE

### 1-1 ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION DES TRAINS D'ÉQUILIBRE DU TERRITOIRE

La convention des Trains d'Équilibre du Territoire (TET) est entrée en vigueur le 1er janvier 2011. Signée le 13 décembre 2010, elle couvre les trains Intercités, Téoz et Lunéa, à l'exception des trains spéciaux et des autotrains. Les résultats sont suivis sous la nouvelle activité « Intercités » nouveau nom commercial pour l'ensemble des Trains d'Équilibre du Territoire. Initialement répartis entre les UGT « Intercités » de la branche SNCF Proximités et « Matériels classiques (Corail, Elipsos) » de la branche SNCF Voyages, les actifs couverts par la convention ont donc été regroupés dans une seule UGT au sein de la branche SNCF Proximités. Le Groupe a adapté l'information sectorielle en conséquence pour restituer les résultats des trains Téoz et Lunéa à l'exception des trains spéciaux et des autotrains parmi ceux de la branche SNCF Proximités au lieu de ceux de la branche SNCF Voyages.

### 1-2 SEAFRANCE

Fin septembre 2010, SNCF Participations, filiale du Groupe a annoncé son intention de vendre sa filiale SeaFrance spécialisée sur le trafic maritime entre la France et le Royaume-Uni. Le 28 avril 2010 SeaFrance a été placée sous la protection du tribunal de commerce via une procédure collective. Parallèlement, la demande de recapitalisation soumise à Bruxelles en février 2011 a été rejetée par la Commission en octobre 2011 considérant que la solution proposée par le gouvernement français n'était pas conforme aux règles de la concurrence. Le gouvernement français a fait appel de cette décision.

Le 16 novembre 2011, le tribunal de commerce de Paris, jugeant insuffisantes les deux offres de reprise restantes, a prononcé la liquidation judiciaire de la société avec poursuite de l'activité jusqu'au 28 janvier 2012 tout en fixant au 12 décembre 2011 une date de remise d'offres de reprises éventuelles. Le 9 janvier 2012, le tribunal de commerce de Paris a prononcé la cessation complète d'activité de SeaFrance. Le contrôle de la société étant passé aux mains des administrateurs judiciaires dès la première annonce de mise en liquidation le 16 novembre 2011, la filiale a été déconsolidée à cette date. La mise à jour de la valeur recouvrable de SeaFrance comme activité destinée à être cédée a entraîné un impact négatif de 20 M€ sur la ligne « Résultat net d'impôt des activités abandonnées » du compte de résultat consolidé. Les actifs et passifs de la filiale classés au 31 décembre 2010 en « Actifs détenus en vue d'être cédés » et « Passifs relatifs aux actifs détenus en vue d'être cédés » sont sortis de l'état de situation financière consolidé au 31 décembre 2011.

### 1-3 CRÉATION DU NOUVEAU SYSTRA

Le premier semestre a vu la concrétisation du projet d'accord signé le 28 octobre 2010 entre SNCF et RATP visant à développer l'ingénierie du transport dans toutes ses composantes autour de leur filiale commune Systra. À l'issue d'une première phase réalisée le 30 juin 2011, SNCF et RATP ont transféré à Systra le contrôle exclusif et 49 % de leurs filiales d'ingénierie, respectivement Inexia et Xelis. L'apport des 51 % restant détenus par SNCF dans Inexia et par RATP dans Xelis a été réalisé début janvier 2012 dans le cadre de la seconde phase. Initialement sous contrôle conjoint, Systra bénéficie après la révision de sa gouvernance de l'influence notable du groupe SNCF. Au 30 juin 2011, les filiales Systra et Inexia passent d'une consolidation respectivement par intégration proportionnelle et intégration globale à une mise en équivalence. L'entité Xelis entre dans le périmètre en mise en équivalence. Les impacts de l'opération sur les comptes consolidés sont détaillés en *note 4* de l'annexe aux comptes consolidés. Ceux sur le périmètre sont détaillés en *note 37* de cette même annexe.

### 1-4 PROTOCOLE D'ACCORD ENTRE RFF ET SNCF POUR L'ENTRETIEN DU RÉSEAU EN 2011

RFF et SNCF ont validé le 17 mars 2011 le protocole d'accord, préalable à la signature de la convention d'entretien du réseau ferré national, pour l'année 2011. Les deux acteurs se sont notamment mis d'accord sur le principe d'une relation économique saine. Le montant de la convention de gestion pour 2011 s'élève à un peu plus de 2,1 milliards d'euros. Cette rémunération devrait permettre à SNCF Infra de couvrir intégralement ses charges pour le volume de production demandé par RFF pour l'entretien du réseau en 2011, et par conséquent, d'envisager une relation économique saine. La signature de cette convention contribue à améliorer le chiffre d'affaires de la branche SNCF Infra de 212 M€ par rapport à l'exercice 2010.

### 1-5 PERTE DE VALEUR CONSTATÉE SUR l'UGT TGV FRANCE ET EUROPE (À L'EXCLUSION D'EUROSTAR)

L'évolution des conditions d'exploitation a constitué un indice de perte de valeur pour l'UGT TGV France et Europe (à l'exclusion d'Eurostar) amenant le Groupe à réaliser un test de perte de valeur sur cette UGT. Les résultats du test ont conduit à constater une perte de valeur de 700 M€ sur les lignes « Pertes de valeur » de l'état de résultat global et « Immobilisations corporelles » de l'état de situation financière. Les hypothèses du test et les impacts résultat sont respectivement détaillés en *notes 8* et *28* de l'annexe aux comptes consolidés.

## 2 CHIFFRES CLÉS

| En millions d'euros | Année 2011 | Année 2010 |
|---|---|---|
| Chiffre d'affaires | 32 645 | 30 466 |
| Marge opérationnelle | 3 020 | 2 163 |
| Résultat opérationnel courant | 1 255 | 531 |
| Résultat financier | -359 | -358 |
| Résultat net – part du Groupe | 125 | 697 |
| Capacité d'autofinancement | 2 148 | 1 431 |
| Investissements incorporels et corporels sur fonds propres | 2 321 | 2 127 |
| ROCE[1] | 7,1 % | 3,2 % |
| **Effectifs** | **245 090** | **240 978** |

(1) ROCE ou Return on Capital Employed = résultat opérationnel courant sur capitaux employés moyens.
Les capitaux entrant dans ce calcul sont la somme algébrique des capitaux propres (y compris les participations ne donnant pas le contrôle – intérêts minoritaires) et de l'endettement net. Ils sont retraités des dépréciations d'actifs. La moyenne avec les capitaux employés de l'année précédente forme les capitaux employés moyens.
À noter que le ROCE publié dans le Rapport d'Activité 2010 s'élevait à 3,6 % : les capitaux propres entrant dans le calcul de l'indicateur n'étaient pas retraités des dépréciations d'actifs.

| En millions d'euros | 31/12/2011 | 31/12/2010 |
|---|---|---|
| Endettement net | 8 329 | 8 499 |

# 3 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

## 3-1 SEAFRANCE

Le 9 janvier 2012, le tribunal de commerce de Paris a prononcé la liquidation avec cessation complète d'activité de la filiale SeaFrance. La SNCF a annoncé d'une part le versement d'une indemnité pour un montant total estimé à 50 M€ au bénéfice des salariés qui seraient licenciés à la suite de la cessation définitive de l'activité, d'autre part qu'elle souhaitait reclasser 500 de ces salariés. À l'issue de la période prévue, 15 salariés sont reclassés au sein du groupe SNCF.

## 3-2 CRÉATION DU NOUVEAU SYSTRA

Début janvier 2012 a eu lieu la deuxième phase d'apport prévue dans le cadre de la création du nouveau Systra (*voir point 1.3 des événements majeurs de l'exercice*). Le groupe SNCF a apporté les 51 % restant détenus dans Inexia tandis que RATP a apporté les 51 % qu'il continuait de détenir dans Xelis. La cession de titres prévue pour rééquilibrer les pourcentages de détention entre les deux partenaires a donné lieu à l'encaissement d'une soulte de 20 M€ par le groupe SNCF.

## 3-3 ALLIANCE DANS L'HYDRO-ÉLECTRICITÉ

Le 4 janvier 2012, l'électricien suédois Vattenfall a officiellement confirmé la création d'un consortium avec SNCF, Rhodia et ArcelorMittal dans l'hydro-électricité dans lequel il serait majoritaire. Dans ce cadre, SNCF va créer une filiale dédiée à cette activité, SNCF Énergie, qui aura pour vocation à organiser la sécurisation des approvisionnements en énergie à long terme.

## 3-4 DÉGRADATION DE LA NOTE SNCF

Après avoir dégradé la note souveraine de la France, l'agence de notation Standard & Poor's a annoncé le 17 janvier avoir dégradé la note d'un certain nombre d'entreprises publiques françaises. Celle de la SNCF en particulier a été dégradée d'un cran de AA+ à AA avec perspective négative.

## 3-5 ÉMISSION D'EMPRUNT

La SNCF a émis deux emprunts obligataires les 18 janvier et 10 février 2012 pour respectivement 450 M€ sur trente ans et 200 M€ sur vingt ans.

# RÉSULTATS ET SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE

## 1 COMMENTAIRE GÉNÉRAL SUR LES RÉSULTATS DU GROUPE

| En millions d'euros | Année 2011 | Année 2010 | Variation 2011 vs 2010 | |
|---|---|---|---|---|
| **Chiffre d'affaires** | **32 645** | **30 466** | **2 178** | **7,2%** |
| Péages | -3 817 | -3 679 | -138 | 3,8% |
| Achats et charges externes | -12 135 | -11 546 | -589 | 5,1% |
| Impôts et taxes | -1 104 | -1 072 | -32 | 3,0% |
| Charges de personnel | -12 603 | -12 154 | -449 | 3,7% |
| Autres produits et charges | 34 | 147 | -113 | -76,9% |
| **Marge opérationnelle** | **3 020** | **2 163** | **857** | **39,6%** |
| Dotations aux amortissements | -1 686 | -1 534 | -152 | 9,9% |
| Variation nette des provisions | -79 | -97 | 18 | -18,9% |
| **Résultat opérationnel courant** | **1 255** | **531** | **724** | **136,3%** |
| Résultat de cession d'actifs | 293 | 268 | 24 | 9,1% |
| Effets positifs des opérations de périmètre | 113 | 586 | -473 | -80,6% |
| Pertes de valeur | -840 | 23 | -863 | -3 702,5% |
| **Résultat opérationnel** | **821** | **1 409** | **-588** | **-41,7%** |
| Coût financier des avantages du personnel | -65 | -53 | -12 | 22,3% |
| Coût de l'endettement financier net | -294 | -305 | 12 | -3,8% |
| **Résultat financier** | **-359** | **-358** | **0** | **0,1%** |
| **Résultat avant impôt** | **463** | **1 051** | **-588** | **-56,0%** |
| Impôt sur les sociétés | -295 | -95 | -201 | 212,1% |
| Quote-part de résultat dans les entreprises associées | 4 | 6 | -2 | -34,7% |
| **Résultat net des activités ordinaires** | **171** | **962** | **-791** | **-82,2%** |
| Résultat net d'impôt des activités abandonnées | -21 | -240 | 219 | -91,4% |
| Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) | -25 | -25 | 0 | -0,2% |
| **Résultat net – Part du Groupe** | **125** | **697** | **-571** | **-82,0%** |
| | | | | |
| Marge opérationnelle/chiffre d'affaires | 9,3% | 7,1% | | |
| Résultat opérationnel courant/chiffre d'affaires | 3,8% | 1,7% | | |
| ROCE = résultat opérationnel courant/capitaux employés moyens[1] | 7,1% | 3,2% | | |

*(1) Voir définition du ROCE donnée dans les Chiffres clés.*

## 1-1 Comparabilité des comptes

La comparabilité des résultats 2011 avec ceux de 2010 est affectée par les variations de périmètre et de taux de change suivantes :

| En millions d'euros | | Impact sur le chiffre d'affaires |
|---|---|---|
| Branche SNCF Infra | **Variations de périmètre 2010**[1] | |
| | Acquisition Afacor | 1 |
| | **Variations de périmètre 2011** | |
| | Création du nouveau Systra | -120 |
| | **Variation des taux de change** | -1 |
| Branche SNCF Proximités | **Variations de périmètre 2010**[1] | |
| | Prise de contrôle de Keolis | 294 |
| | **Variations de périmètre 2011** | |
| | Acquisition Keolis aux États-Unis | 5 |
| | Acquisition Keolis en Belgique | 2 |
| | **Variation des taux de change** | 24 |
| Branche SNCF Voyages | **Variations de périmètre 2010**[1] | |
| | Création d'Eurostar International Limited | -32 |
| | Acquisition Findworks Technologies | 3 |
| | **Variation des taux de change** | -6 |
| Branche SNCF Geodis | **Variations de périmètre 2010**[1] | |
| | Acquisition Giraud | 126 |
| | Acquisition Ciblex | 53 |
| | Prise de contrôle de Ermewa | 35 |
| | Acquisition BSL SPA | 20 |
| | Autres variations de périmètre 2010 | 3 |
| | **Variations de périmètre 2011** | |
| | Acquisition One Source Logistics | 6 |
| | Acquisition Pharmalog | 6 |
| | Acquisition fonds de commerce Ciblex | 2 |
| | **Variation des taux de change** | -4 |
| Éliminations inter-branches | Effet indirect de la création d'Eurostar International Limited et du nouveau Systra | 14 |
| **Total** | | **430** |

*(1) Opérations réalisées en 2010 ayant un impact sur l'évolution du chiffre d'affaires 2010-2011.*

## 1-2 Résultats 2011

### 1-2-1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe SNCF s'élève à 32 645 M€ à fin 2011, soit une augmentation de 2 178 M€ (+7,2%) par rapport à 2010.

Cette hausse se décompose en :

— un effet périmètre pour +417 M€ *(voir 1.1)* ;

— un effet change pour +13 M€ *(voir 1.1)* ;

— une variation organique pour le Groupe de +1748 M€ (+5,8%) ; celle des branches est la suivante :

- SNCF Infra +232 M€, +4,6%
- SNCF Proximités +804 M€, +7,2%
- SNCF Voyages +408 M€, +5,9%
- SNCF Geodis +291 M€, +3,3%
- Gares & Connexions +32 M€, +2,9%

### 1-2-2 Marge opérationnelle

À 3 020 M€ en 2011, la marge opérationnelle s'améliore de 857 M€, soit de +39,6%, et le taux de marge opérationnelle sur chiffre d'affaires passe de 7,1% à 9,3% entre 2010 et 2011.

| En millions d'euros | Année 2011 | Année 2010 | Variation 2011 *vs* 2010 | | Variation 2011 *vs* 2010 à périmètre et change constants | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Chiffre d'affaires (CA) | 32 645 | 30 466 | 2 178 | 7,2% | 1 748 | 5,8% |
| Charges de personnel | -12 603 | -12 154 | -449 | 3,7% | -309 | 2,5% |
| Achats et charges externes (hors péages, énergie de traction et carburant) | -10 930 | -10 503 | -427 | 4,1% | -176 | 1,7% |
| Péages | -3 817 | -3 679 | -138 | 3,8% | -105 | 2,9% |
| Énergie de traction et carburant | -1 205 | -1 043 | -162 | 15,5% | -126 | 12,1% |
| Impôts et taxes | -1 104 | -1 072 | -32 | 3,0% | -25 | 2,4% |
| Autres produits et charges | 34 | 147 | -113 | -76,9% | -116 | -79,0% |
| Marge opérationnelle (MOP) | 3 020 | 2 163 | 857 | 39,6% | 890 | 41,2% |
| *Taux MOP/CA* | *9,3%* | *7,1%* | | | | |

*NB : les analyses concernant la marge opérationnelle portent sur des variations à périmètre et change constants.*

Les **charges de personnel** augmentent de 309 M€, soit +2,5%.

Cette évolution s'explique essentiellement par la hausse des frais de personnel moyens par salarié de 2,4%.

Les **achats et charges externes (hors péages, énergie de traction et carburant) et autres produits et charges** augmentent de 292 M€ (+2,8%). La progression de l'activité constatée sur les filiales de la branche SNCF Geodis se traduit par une hausse corrélative de la sous-traitance; l'augmentation de ce poste est également impactée par la croissance du chiffre d'affaires de Keolis (+6,2%).

Les dépenses en **énergie de traction et carburant** augmentent de 126 M€ (+12,1%); cette évolution est due à la hausse des prix du carburant (+55 M€), de l'énergie thermique de traction (+43 M€) et de l'énergie de traction électrique (+28 M€).

## 1-2-3 Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant atteint 1 255 M€, en hausse de 724 M€ par rapport à 2010.

Le taux de transformation du chiffre d'affaires en résultat opérationnel courant passe de 1,7% en 2010 à 3,8% en 2011.

L'augmentation des dotations nettes aux amortissements (+152 M€) est due notamment pour 25 M€ à l'effet périmètre, pour 60 M€ aux dotations aux amortissements du matériel roulant des Trains d'Équilibre du Territoire et pour 54 M€ à des radiations et mises au rebut d'immobilisations.

La variation nette des provisions est une dotation de 79 M€ à fin décembre 2011, à comparer à une dotation de 97 M€ à fin décembre 2010.

Les dotations nettes aux provisions 2011 concernent des provisions pour risques fiscaux, sociaux et douaniers (-64 M€) et des reprises nettes de provisions pour litiges et risques contractuels (+59 M€ dont 106 M€ de reprise de la provision liée au litige avec RTE).

## 1-2-4 Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est en baisse de 588 M€ et s'établit à +821 M€.

Le **résultat de cession d'actifs** 2011 se compose essentiellement de cessions immobilières.

Les **effets positifs des opérations de périmètre** constatés en 2011 découlent de la création du nouveau Systra (113 M€). En 2010, ce poste avait été bonifié par la création d'Eurostar International Limited et les prises de contrôle de Keolis et Ermewa.

Les pertes de valeur s'élèvent à -840 M€ (23 M€ en 2010); elles concernent principalement la dépréciation des actifs TGV à hauteur de 700 M€ (*voir point 1.5 des événements majeurs de l'exercice*).

## 1-2-5 Résultat financier

Le résultat financier (-359 M€) n'évolue pas, traduisant une stabilité du coût de l'endettement financier net.

## 1-2-6 Impôt sur les sociétés

La hausse de 201 M€ de l'impôt sur les sociétés résulte principalement d'une hausse de la charge d'impôt exigible qui passe de 117 M€ en 2010 à 353 M€ en 2011 dont :

— 80 M€ sont liés à l'augmentation de la Taxe sur le Résultat des Entreprises Ferroviaires (TREF) pour le financement des Trains d'Équilibre du Territoire;

— 116 M€ sont liés aux nouvelles modalités de calcul de l'impôt en France qui plafonnent le montant de déficits fiscaux imputable sur les bénéfices fiscaux imposables.

## 1-2-7 Résultat net d'impôt des activités abandonnées

Suite à la décision du Groupe de céder sa filiale SeaFrance, les éléments financiers de cette société ont été reclassés sur la ligne «Résultat net d'impôt des activités abandonnées» dans le compte de résultat à fin 2010 (*voir point 1.2 des événements majeurs de l'exercice*).
Dans les comptes clos au 31 décembre 2011, la mise à la juste valeur des actifs de SeaFrance a un impact négatif de 20 M€ sur la ligne «Résultat net d'impôt des activités abandonnées».

## 1-2-8 Résultat net part du Groupe

Conséquence de l'ensemble de ces évolutions, le résultat net part du Groupe est bénéficiaire de 125 M€, contre un gain de 697 M€ en 2010, après constatation d'un résultat

net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) de 25 M€.

La dégradation de 571 M€ du résultat est imputable à hauteur de -1 004 M€ aux éléments non récurrents suivants :

— variation des pertes de valeur constatées (-863 M€), notamment sur TGV ;

— impact sur le résultat 2010 de la création d'Eurostar International Limited et des prises de contrôle de Keolis et Ermewa (-585 M€) ;

— plus-value de cession à RTE constatée en 2010 (-80 M€) ;

— variation des justes valeurs en résultat financier (+10 M€) ;

— activation en 2011 des impôts différés sur reports déficitaires (+50 M€) ;

— plus-value de cession d'un terrain rue de Saussure à Paris constatée en 2011 (+70 M€) ;

— reprise en 2011 de la provision liée au litige avec RTE (+106 M€) ;

— impact sur le résultat 2011 de la création du nouveau Systra (+113 M€) ;

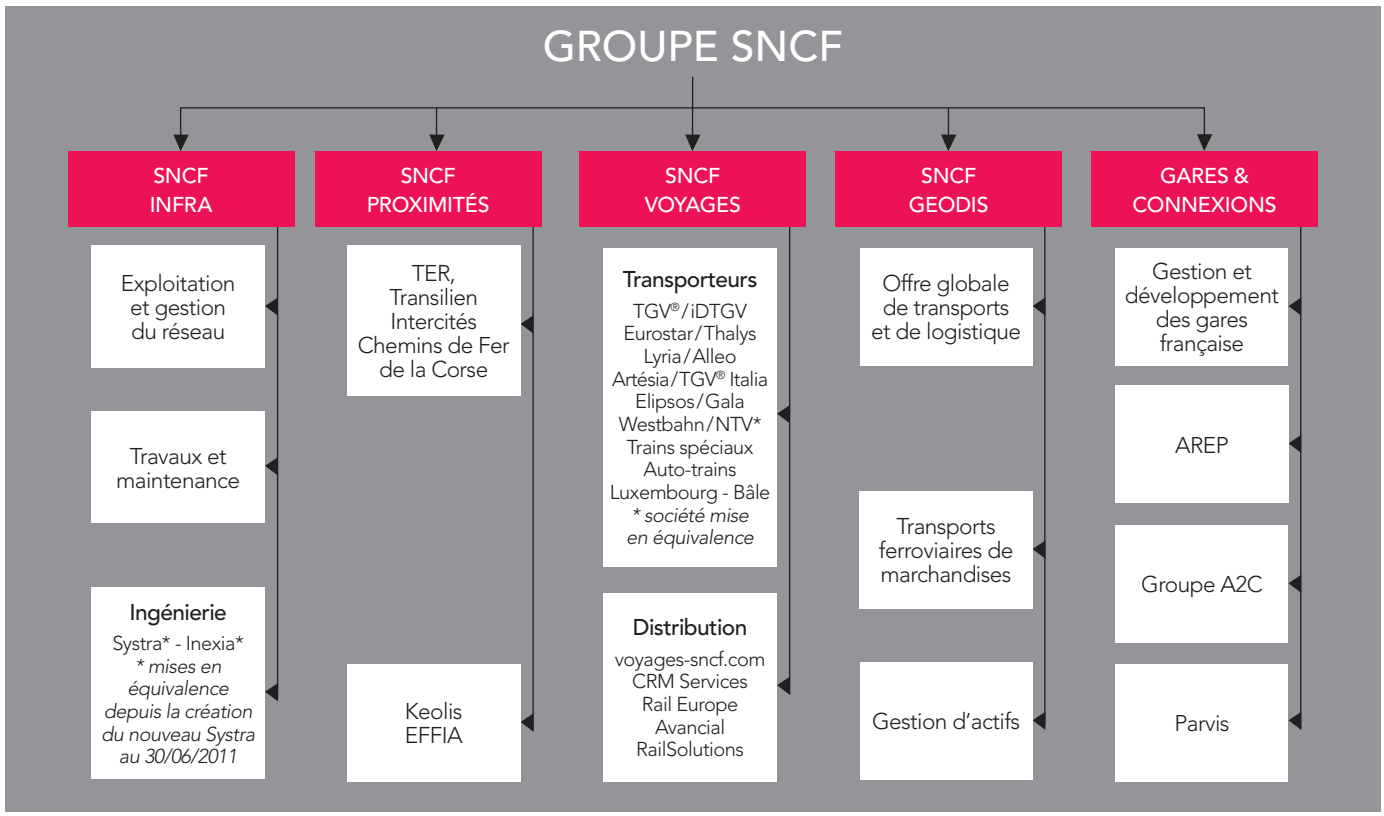
— variation de la mise à la juste valeur de SeaFrance (+174 M€).

Le résultat net récurrent est en croissance de 433 M€ et s'établit à +664 M€ à fin décembre 2011.

Le ROCE (calculé sur le résultat opérationnel courant) passe de 3,2% à 7,1%.

## 2 ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DES BRANCHES

L'activité du groupe SNCF est organisée en cinq branches, appuyées par des Fonctions communes : SNCF Infra, SNCF Proximités, SNCF Voyages, SNCF Geodis et Gares & Connexions.



Les contributions au chiffre d'affaires, à la marge opérationnelle, au résultat opérationnel courant et aux investissements sur fonds propres des composantes du Groupe s'établissent comme suit :

| En millions d'euros | SNCF Infra | SNCF Proximités | SNCF Voyages | SNCF Geodis | Gares & Connexions | FCP[1] | Éliminations interbranches | Groupe |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Chiffre d'affaires | 5 295 | 12 324 | 7 279 | 9 427 | 1 166 | 5 402 | -8 249 | 32 645 |
| Marge opérationnelle | 229 | 811 | 1 020 | 237 | 175 | 548 | | 3 020 |
| Résultat opérationnel courant | 227 | 301 | 581 | -214 | 64 | 296 | | 1 255 |
| Investissements incorporels et corporels sur fonds propres | -106 | -470 | -786 | -385 | -135 | -438 | | -2 321 |

*(1) Fonctions communes et Participations.*

Les données financières par branche figurant dans les tableaux des pages suivantes sont présentées aux bornes de chaque branche.

L'entrée en vigueur de la convention des Trains d'Équilibre du Territoire a amené le Groupe à reclasser les résultats de l'activité Téoz et Lunéa hors trains spéciaux et auto-trains de la branche SNCF Voyages vers la branche SNCF Proximités (*voir point 1.1 des événements majeurs de l'exercice*).
Les données par branche de l'exercice 2010 ont été adaptées en conséquence par rapport à l'information produite en 2010. Cela a eu pour effet sur 2010 :

— de créer chez SNCF Voyages un chiffre d'affaires interne de 121 M€ ;

— de diminuer chez SNCF Proximités le chiffre d'affaires interne de 7 M€ ;

— de transférer de la branche SNCF Voyages vers la branche SNCF Proximités :

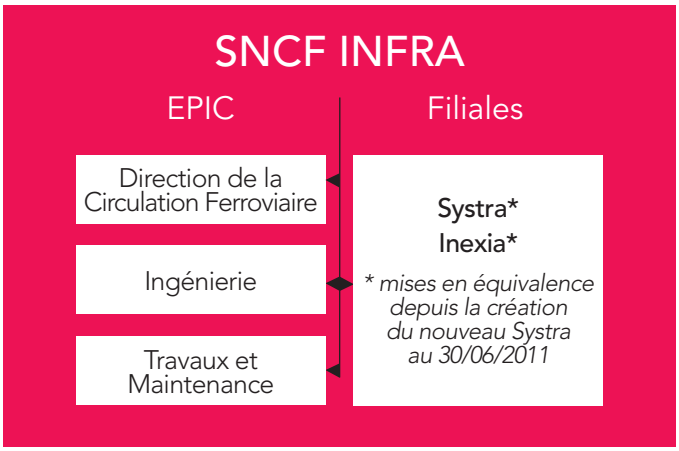
– du chiffre d'affaires externe pour 433 M€,

– de la marge opérationnelle pour -91 M€,

– du résultat opérationnel courant pour -96 M€,

– des investissements sur fonds propres pour 8 M€.

## 2-1 BRANCHE SNCF INFRA




La branche SNCF Infra regroupe les activités :

— de gestionnaire délégué de l'infrastructure pour le compte de Réseau Ferré de France (gestion des circulations et entretien du réseau) ;
— d'Ingénierie (principalement Systra et Inexia).

| En millions d'euros | Année 2011 | Année 2010 | Variations |
|---|---|---|---|
| Chiffre d'affaires (CA) | 5 295 | 5 182 | 113 |
| Marge opérationnelle (MOP) | 229 | 136 | 93 |
| *MOP/CA* | *4,3 %* | *2,6 %* | |
| Résultat opérationnel courant | 227 | 130 | 97 |
| Investissements incorporels et corporels sur fonds propres | -106 | -98 | -8 |

## Faits marquants

— Les Conseils d'administration de SNCF et RFF ont validé le 17 mars 2011 le protocole d'accord préalable à la signature de la convention relative à l'entretien du réseau pour 2011. Le 26 mai 2011, le Conseil d'administration de SNCF a adopté cette convention (*voir point 1.4 des événements majeurs de l'exercice*).

— Une nouvelle convention liant RFF à la Direction des Circulations Ferroviaires (DCF) pour trois ans est entrée en application au 1er janvier 2011.

— Dans le cadre du nouveau partenariat industriel et contractuel avec RFF, un plateau commun associant SNCF et RFF a été mis en place ; il traite de thèmes majeurs relatifs à la maintenance du réseau (politique industrielle d'axe, planification et ordonnancement des travaux...) et à l'optimisation de la performance opérationnelle.

— En termes d'activité l'exercice a été marqué par :

– la montée en charge des Commandes Centralisées du Réseau (CCR) de Lyon et Dijon ;

– la production pour RFF des études horaires nécessaires à la construction du Service Annuel 2012 ;

– la mise en service de la LGV Rhin-Rhône le 11 décembre ;

– l'intensification des travaux d'investissements et le développement des Partenariats Public-Privé (projet GSM-R).

— L'exercice 2011 a vu la concrétisation du projet d'accord signé le 28 octobre 2010 entre SNCF et RATP visant à développer l'ingénierie du transport dans toutes ses composantes autour de leur filiale commune Systra (*voir point 1.3 des événements majeurs de l'exercice*). Un impact de 113 M€ a été constaté au titre de l'opération sur la ligne des effets positifs des opérations de périmètre lié au résultat de cession.

## Résultats 2011

— **Chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires de la branche SNCF Infra progresse en 2011 de 113 M€ (+ 2,2 %).
La création du nouveau Systra a un impact négatif sur le chiffre d'affaires à hauteur de 120 M€ (*voir point 1.3 des événements majeurs de l'exercice*).
À périmètre et taux de change constants la croissance de l'activité s'établit à 232 M€ (+ 4,6 %) en lien notamment avec :

– l'augmentation de la rémunération de la nouvelle convention 2011 d'entretien du réseau (+ 212 M€) ;

– l'impact de l'accord intervenu avec RFF sur les conventions fournitures 2009 et 2010 (+ 42 M€) ;

– la hausse des prestations réalisées en investissements ;

– le développement de l'activité des filiales (+ 11 M€), principalement Inexia au premier semestre.

Par ailleurs, la nouvelle convention 2011 signée entre RFF et la DCF explique la majeure partie de la baisse de 78 M€ du chiffre d'affaires de la branche relatif à l'exploitation du réseau.

— **Marge opérationnelle**

La croissance de la marge opérationnelle de la branche SNCF Infra (+ 93 M€) est directement liée aux accords intervenus en 2011 avec RFF sur les conventions entretien, exploitation du réseau et fournitures.

— **Résultat opérationnel courant**

Le résultat opérationnel courant de la branche s'améliore de 97 M€ ; cette évolution est essentiellement portée par l'évolution favorable de la marge opérationnelle.

— **Investissements sur fonds propres**

Les investissements 2011, en faible progression par rapport à 2010, se composent principalement d'acquisitions ou de requalifications d'engins de maintenance et d'engins de traction.

## Perspectives 2012

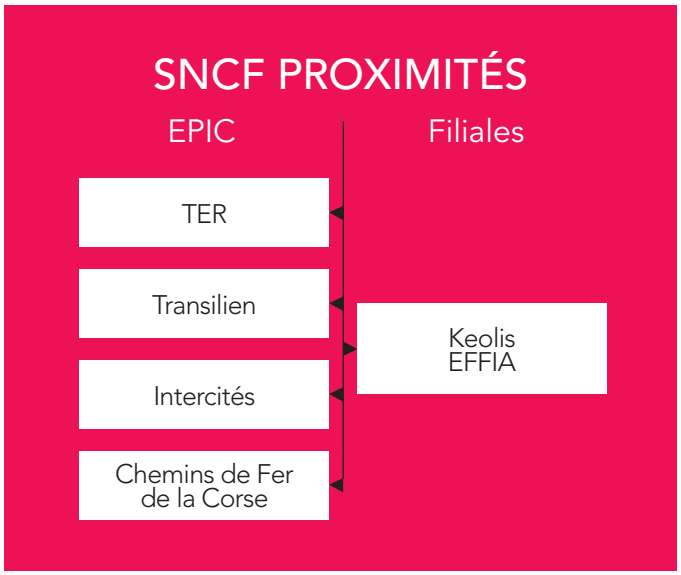
— L'exercice 2012 sera marqué par la renégociation des principales conventions avec RFF dans un contexte de réflexion sur les nouvelles modalités de gouvernance du système ferroviaire français (Assises du ferroviaire).

— La croissance du chiffre d'affaires sera tirée par les Partenariats Public-Privé et les projets d'investissements de RFF (connexions à la future LGV Sud-Europe-Atlantique, contournement Nîmes-Montpellier, LGV Bretagne-Pays de la Loire, prolongement du RER E à l'ouest de l'Ile-de-France).

— Dans le cadre de l'entretien du réseau et en lien avec le cadencement, le déploiement de la planification stratégique d'axe nécessitera une adaptation des moyens de production due à l'augmentation des travaux de nuit et de week-end.

— Les missions d'ingénierie pour le compte de RFF devraient se développer en lien notamment avec les études préalables à la généralisation des Commandes Centralisées du Réseau.

## 2-2 BRANCHE SNCF PROXIMITÉS




La branche SNCF Proximités regroupe toutes les activités de transport de proximité du Groupe : liaisons moyenne distance (Intercités), services conventionnés de transport ferroviaire (TER, Transilien, Chemins de Fer de la Corse et filiales de Keolis), par autocar, tramway ou métro (Keolis) ainsi que les services complémentaires associés au transport de voyageurs.

| En millions d'euros | Année 2011 | Année 2010[1] | Variations |
|---|---|---|---|
| Chiffre d'affaires (CA) | 12 324 | 11 196 | 1 128 |
| Marge opérationnelle (MOP) | 811 | 497 | 314 |
| *MOP/CA* | *6,6 %* | *4,4 %* | |
| Résultat opérationnel courant | 301 | 61 | 241 |
| Investissements incorporels et corporels sur fonds propres | -469 | -384 | -84 |

*(1) Retraité des modifications détaillées dans le point 2.*
*Les investissements 2010 sont présentés dans ce tableau aux bornes de la branche ; dans le publié 2010 cet indicateur était calculé en contributif Groupe (impact +3 M€)*

## Faits marquants

— L'exercice a été marqué par la mise en œuvre de la convention État – SNCF sur les Trains d'Équilibre du Territoire au 1er janvier 2011 (*voir point 1.1 des événements majeurs de l'exercice*).

— Les relations avec les Autorités Organisatrices ont été rendues plus difficiles par la limitation de leurs ressources financières.

— Les principales évolutions contractuelles ont concerné :

– la mise en œuvre de la première année des nouveaux contrats de Lille et de Lyon ;

– la renégociation en cours des contrats STIF, Limousin et Tours ;

– la signature des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des réseaux de transport urbain des agglomérations de Metz, d'Orléans, d'Aix-en-Provence et d'Épinal ;

– l'acquisition de l'opérateur de transport public américain Tectrans ;

– l'extension de la franchise Transpennine (jusqu'à avril 2014) et les gains offensifs des Partenariats Public-Privé de Gold Coast et Nottingham ;

– la préparation de la réponse aux appels d'offre pour les franchises anglaises West Coast Main Line et East Coast Main Line ;

– la signature d'un protocole d'accord avec le Conseil régional PACA pour le règlement de litiges contractuels.

## Résultats 2011

— **Chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires 2011 est en hausse de 1 128 M€ (+10,1%) par rapport à 2010. Cette évolution s'explique notamment par :

– l'effet de la prise de contrôle de Keolis au 4 février 2010 pour +294 M€;

– les acquisitions en fin d'exercice 2011 de Keolis aux États-Unis et en Belgique pour 7 M€;

– un effet change favorable pour +24 M€.

À périmètre et taux de change constants, la croissance du chiffre d'affaires est de 804 M€ (+7,2%) dont :

– +406 M€ pour Transilien et TER; leur activité a été marquée par une augmentation de 149 M€ des produits du trafic et par la hausse des contributions versées par les Autorités Organisatrices (effet positif de l'indexation des conventions et augmentation des bonus liés à la qualité de la production);

– +239 M€ pour Keolis dont 60% à l'international;

– +190 M€ pour Intercités dont +208 M€ sont liés à la convention des Trains d'Équilibre du Territoire.

— **Marge opérationnelle**

La marge opérationnelle de la branche SNCF Proximités progresse de 314 M€ (+63%) entre 2010 et 2011; hors impact de la prise de contrôle de Keolis (+12 M€) la marge croît de 302 M€.

Cette évolution résulte en premier lieu de la mise en place de la convention des Trains d'Équilibre du Territoire pour 208 M€.

Par ailleurs l'amélioration de la qualité de la production en 2011 a un impact positif sur la marge de TER de 75 M€.

La performance de Keolis (+25 M€), en liaison avec la croissance significative de son activité contribue également à la progression de la marge.

— **Résultat opérationnel courant**

Le résultat opérationnel courant de la branche s'améliore de 241 M€; cette évolution est essentiellement portée par l'évolution favorable de la marge opérationnelle.

— **Investissements sur fonds propres**

La hausse des investissements de 84 M€ s'explique notamment par la hausse des acquisitions de matériel roulant (rames Francilien) par Transilien et par la croissance de l'activité de Keolis en Suède, Norvège et en France (grands réseaux urbains).

## Perspectives 2012

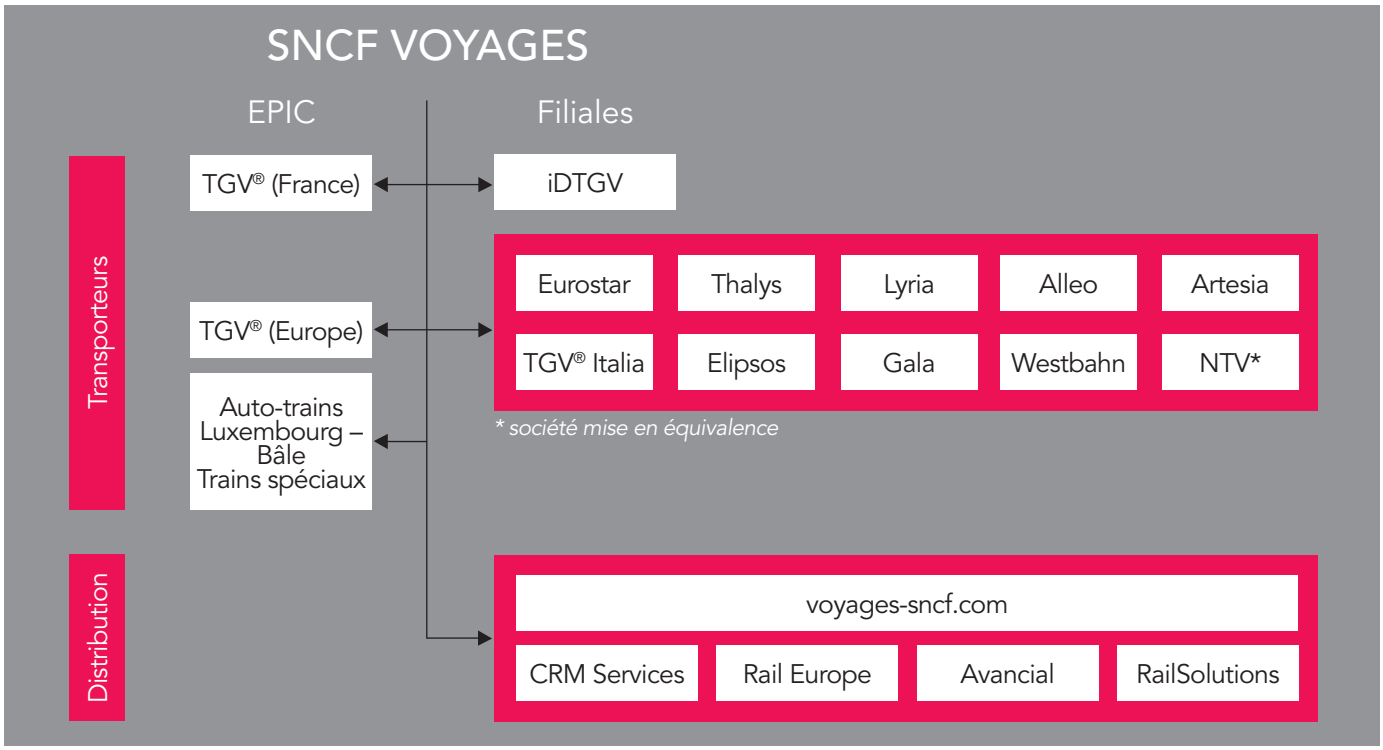
— Pour Keolis, l'exercice 2012 sera marqué par le démarrage de l'activité des réseaux de Nottingham et Gold Coast et par la réponse aux appels d'offre pour les franchises anglaises West Coast Main Line et East Coast Main Line; par ailleurs le plein effet des gains des contrats et acquisitions (États-Unis, Suède) doit compenser les effets report des pertes de contrats 2011 (Danemark, Allemagne).

— Pour TER, les principaux enjeux concerneront :

– les Chemins de Fer de la Corse, la délégation de service public (DSP) actuelle devant évoluer à partir du 1er janvier 2012 vers une exploitation par une société d'économie mixte (SEM) dans laquelle SNCF est partie prenante;

– la préparation de la renégociation des contrats Franche-Comté et Picardie.

## 2-3 BRANCHE SNCF VOYAGES




L'activité de la branche SNCF Voyages se compose :

— de prestations de transporteur au travers de ses activités TGV®, Trains spéciaux et auto-trains et Europe (Eurostar, Thalys, Lyria...) ;

— de la fourniture de prestations associées au transport de voyageurs : distribution (avec entre autres voyages-sncf.com) et accompagnement des trains.

| En millions d'euros | Année 2011 | Année 2010[1] | Variations |
|---|---|---|---|
| Chiffre d'affaires (CA) | 7 279 | 6 905 | 373 |
| Marge opérationnelle (MOP) | 1 020 | 1 007 | 14 |
| *MOP/CA* | *14,0 %* | *15,6 %* | |
| Résultat opérationnel courant | 581 | 631 | -50 |
| Investissements incorporels et corporels sur fonds propres | -786 | -597 | -189 |

*(1) Retraité des modifications détaillées dans le point 2.*

### Faits marquants

— L'exercice a été marqué par la mise en œuvre de la convention État – SNCF sur les Trains d'Équilibre du Territoire au 1er janvier 2011 (*voir point 1.1 des événements majeurs de l'exercice*).

— SNCF Voyages a poursuivi en 2011 son développement à l'international, en prenant une participation à hauteur de 26 % au capital de la société autrichienne Rail Holding AG (Westbahn). Ce nouvel entrant sur le marché de la longue distance ferroviaire, assurera l'exploitation de la liaison Salzbourg-Vienne, avec 14 allers-retours quotidiens.

— L'évolution de l'offre de transport reflète à la fois les objectifs de développement et de recherche d'efficacité et les contraintes de production :

– développement : mise en service en décembre 2011 de la LGV Rhin-Rhône, montée en charge des nouvelles offres liées à la mise en service en 2010 de la ligne du Haut-Bugey et de la LGV Perpignan-Figueras (offre en coopération avec RENFE), lancement d'une offre TGV® autonome vers l'Italie à partir de décembre 2011 suite à l'arrêt de la coopération avec Trenitalia ;

– recherche d'efficacité opérationnelle et économique : actions fines d'optimisation de dessertes TGV® (suppression de certaines relations déficitaires et création de nouvelles fréquences sur des marchés contributeurs comme Paris-Lyon, Paris-Rennes, Paris-Strasbourg et développement de l'offre iDTGV vers Lyon et Marseille), réduction par Thalys de son plan de transport pour soulager les tensions sur le parc de matériel et privilégier la régularité ;

– contraintes de production : impact des travaux de modernisation du réseau sur le plan de transport (ouverture retardée des trains à la réservation).

— À cette offre de transport, SNCF Voyages continue d'adjoindre de nouveaux services : espace Pro Première, extension de la relation client aux réseaux sociaux, billet électronique sur smartphones et tablettes (pour lesquelles des applications SNCF spécifiques ont également été lancées cette année), création du service « bagages jeunes », refonte du service Junior & Cie.

## Résultats 2011

— **Chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires de la branche est en progression de 373 M€ (+5,4%) ; à périmètre et change constants la hausse s'établit à +408 M€ (+5,9%). Les produits du trafic sont en augmentation de 361 M€ tirés par la performance commerciale de TGV® France et Europe (Eurostar, Thalys et Lyria) et iDTGV.

— **Marge opérationnelle**

La marge opérationnelle de la branche Voyages progresse de 14 M€ ; à périmètre et taux de change constants la croissance s'établit à 59 M€.
Malgré les hausses significatives des péages (+240 M€), des charges de maintenance du matériel roulant (+53 M€) et des dépenses en énergie de traction (+34 M€), la branche est parvenue à stabiliser sa performance économique grâce à une bonne dynamique commerciale.

— **Résultat opérationnel courant**

À périmètre et taux de change constants le résultat opérationnel courant de la branche est stable par rapport à 2010 à 627 M€. Les radiations et mises au rebut de matériels roulants effectuées en 2011 ont eu un effet défavorable sur cet indicateur.

— **Investissements sur fonds propres**

La hausse des investissements (+189 M€) est liée au renouvellement des rames Eurostar (110 M€) et aux livraisons du nouveau matériel TGV® 2N2 (2 niveaux 2e génération).

## Perspectives 2012

— L'évolution de l'offre de transport sera globalement modérée en 2012 (inférieure à 2%).

— Les développements d'offre seront pourtant significatifs en lien avec :

– la mise en service du TGV® Rhin-Rhône en décembre 2011 ;

– le développement de l'offre Thalys vers Bruxelles, Essen et Zaventem ;

– la nouvelle offre 100% TGV® vers l'Italie.

— Ces développements seront partiellement compensés par :

– des effets liés aux travaux encore plus importants qu'en 2011 (vallée du Rhône, Aubagne, Alpes, Nord, Sud-ouest, Bretagne…) ;

– l'impact parfois négatif des nouveaux horaires 2012 du fait notamment des allègements ou limitations de dessertes non compatibles avec la nouvelle trame de sillons ou de l'impact sur la demande des allongements de temps de parcours ;

– à un degré moindre, des optimisations de dessertes.

— La branche sera soumise en 2012 à des chocs majeurs :

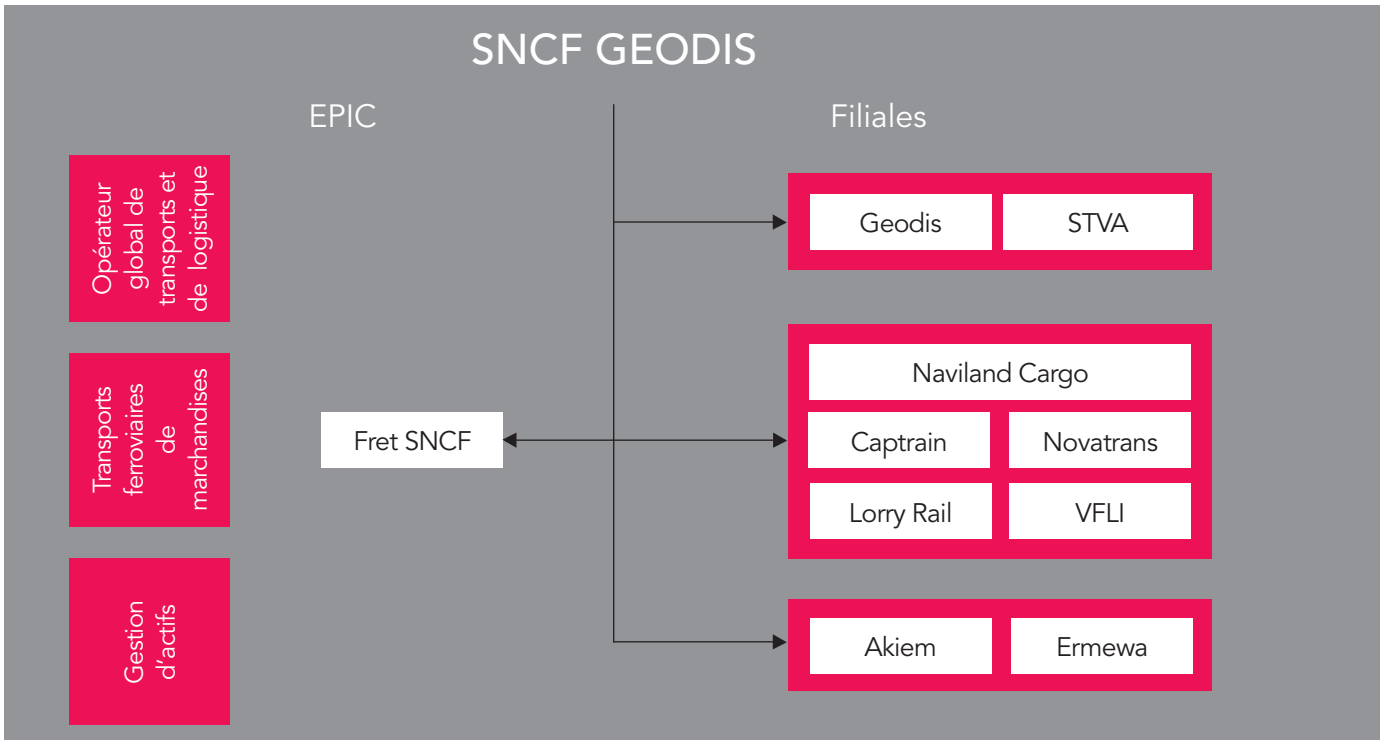
– un impact massivement négatif des nouveaux horaires et des travaux sur le réseau sur la performance de l'activité TGV® domestique ;

– une hausse de 1,5 point de la TVA en janvier 2012, qui devrait impacter négativement le chiffre d'affaires ;

– un ralentissement de la conjoncture économique lié à la crise financière, avec un risque de dégradation plus forte courant 2012 ;

– une hausse des coûts des facteurs de production, essentiellement les péages et l'énergie.

## 2-4 BRANCHE SNCF GEODIS




La branche SNCF Geodis rassemble une palette complète des métiers du transport et de la logistique des marchandises.

| En millions d'euros | Année 2011 | Année 2010 | Variations |
|---|---|---|---|
| Chiffre d'affaires (CA) | 9 427 | 8 890 | 538 |
| Marge opérationnelle (MOP) | 237 | 104 | 133 |
| *MOP/CA* | *2,5 %* | *1,2 %* | |
| Résultat opérationnel courant | -214 | -287 | 73 |
| Investissements incorporels et corporels sur fonds propres | -384 | -472 | 88 |

### Faits marquants

— La branche SNCF Geodis a poursuivi en 2011 le déploiement du schéma directeur pour un Transport Écologique de Marchandises et la mise en place du dispositif MultiLots/MultiClients.

— Une table ronde rassemblant tous les acteurs du fret ferroviaire s'est tenue le 30 mai 2011 avec comme objectif d'identifier les points de blocage à lever pour atteindre l'objectif de 25 % de transports alternatifs à la route d'ici à 2022. Le gouvernement a confirmé une série de mesures destinées à lever à court terme les freins au développement du fret ferroviaire.

— L'intégration à partir de janvier 2011 de Lorry-Rail dans les comptes de la branche a renforcé le pôle Multi-Modal.

— La branche a poursuivi son développement commercial et de l'innovation dans la Messagerie :

– lancement de Distripolis, la nouvelle logistique urbaine. Ce mode d'organisation du transport urbain de marchandises s'inscrit dans la démarche du Grenelle de l'Environnement et permet de développer une logistique du dernier kilomètre plus soucieuse de l'environnement;

– Geodis et Kiala, premier réseau de relais en Europe avec cinq pays couverts, ont conclu une alliance pour proposer à leurs clients une offre globale de transport et de livraison en relais de proximité.

— Les opérations de périmètre suivantes sont venues compléter l'Offre globale :
– One Source Logistics (OSL), organisateur de transports routiers aux États-Unis ;
– Pharmalog, société de logistique et de distribution des produits pharmaceutiques ;
– activité de livraisons de nuit rachetée à GLS par Geodis Ciblex sur le marché de l'optique et des pièces détachées.

## Résultats 2011

**— Chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires 2011 est en hausse de 538 M€ (+6,0%) par rapport à 2010. Cette évolution s'explique par :
– un effet périmètre pour +251 M€ (*le détail des variations de périmètre figure dans le point 1.1)* ;
– un effet change pour -4 M€.

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires est en hausse de 3,3% (+291 M€).

Cette croissance est portée par les activités Messagerie (+85 M€), Logistique (+59 M€) et Supply Chain Optimization (+59 M€) de Geodis, par les transporteurs ferroviaires (+92 M€) et par les gestionnaires d'actifs (+49 M€). Fret SNCF est en recul limité de 15 M€.

**— Marge opérationnelle**

La progression de la marge opérationnelle de 133 M€ s'explique par un effet périmètre pour 10 M€.
À périmètre constant, la marge opérationnelle progresse de 123 M€ dont 40 M€ sur l'activité Offre globale et 68 M€ sur le pôle Transports Ferroviaires de marchandises principalement du fait de la maîtrise des charges de Fret SNCF.

**— Résultat opérationnel courant**

À périmètre et taux de change constants le résultat opérationnel courant croît de 75 M€ ; la progression de la marge opérationnelle (+123 M€) a été en partie compensée par l'augmentation de la variation nette des provisions (63 M€).

**— Investissements sur fonds propres**

La baisse de 88 M€ des investissements (116 M€ à périmètre et taux de change constants) concerne essentiellement Fret SNCF pour 63 M€ (fin des acquisitions de matériel roulant BB 76000/75000) et Captrain (acquisition en 2010 de locomotives électriques pour 52 M€).

## Perspectives 2012

L'exercice 2012 se caractérisera par la poursuite de la croissance de l'activité et la confirmation de l'amélioration de la rentabilité sur toutes les divisions et pôles de la branche et notamment :

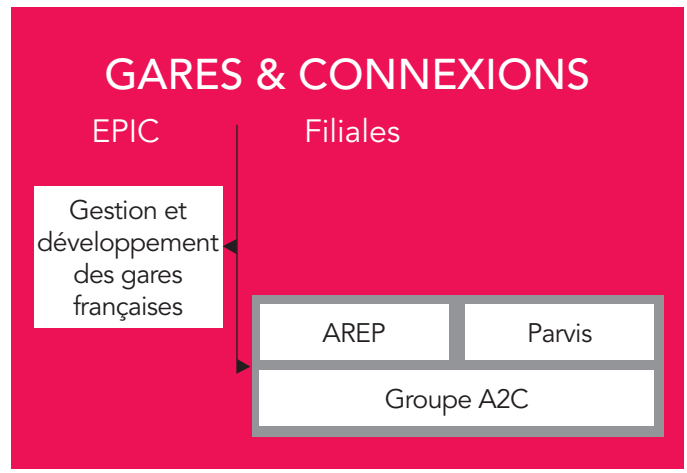
— Geodis : croissance du chiffre d'affaires tirée par les divisions Freight Forwarding (gains de part de marché), Messagerie et Supply Chain Optimization (SCO).

— Transporteurs Ferroviaires : redressement des marges grâce aux actions engagées chez Captrain et ITL.

— Gestionnaires d'actifs : maintien d'une rentabilité élevée malgré un niveau d'investissement sous contrainte.

## 2-5 BRANCHE GARES & CONNEXIONS

Créée au 1er janvier 2010, cette cinquième branche entend faire émerger des services innovants dans les gares tout en inventant de nouveaux espaces pour la mobilité des villes. Ses principales filiales sont le groupe AREP (architecture et aménagement urbain), le groupe A2C (valorisation commerciale en gares) et Parvis.



| En millions d'euros | Année 2011 | Année 2010 | Variations |
|---|---|---|---|
| Chiffre d'affaires (CA) | 1 166 | 1 134 | 32 |
| Marge opérationnelle (MOP) | 175 | 175 | 0 |
| *MOP/CA* | *15,0 %* | *15,5 %* | |
| Résultat opérationnel courant | 64 | 76 | - 12 |
| Investissements incorporels et corporels sur fonds propres | - 135 | - 128 | - 7 |

## Faits marquants

— La branche poursuit le développement des Pôles d'Échanges Multimodaux (PEM) avec la signature des conventions de financement des PEM de Cannes et de Nice et l'inauguration de celui de Cagnes-sur-Mer ; ces installations sont cofinancées par les régions, les Conseils généraux, l'État et SNCF.

— Un appel d'offres pour l'installation de centres d'affaires en gare (Bordeaux, Nancy, Le Mans, Angers, Amiens, Lille-Flandres) a été lancé au premier semestre 2011.

— Des chantiers majeurs ont été conduits par la branche en 2011 : ils concernent la rénovation des gares de Paris-Saint-Lazare, Paris-Gare-de-Lyon et Bordeaux-Saint-Jean ainsi que la construction de deux gares nouvelles sur la LGV Rhin-Rhône.

— Un protocole d'études a été signé avec RFF et la Société du Grand Paris pour les 30 gares d'interconnexion concernées par le futur réseau du Grand Paris.

— AREP a signé une convention portant sur la conception de l'urbanisme du centre d'innovation de Skolkovo situé à 15 km de Moscou.

— Dans le cadre de ses attributions définies par la loi du 1er décembre 2010, l'Autorité de Régulation des Activités Ferroviaires (ARAF) a été amenée à rendre un avis sur les règles de séparation comptable de Gares & Connexions. Elle invite SNCF à lui soumettre une proposition de règles de séparation comptable prenant en compte ses observations. Afin de respecter le ratio dette nette/marge opérationnelle cible de 4, il est proposé au Conseil d'administration du 16 février 2012 d'augmenter les capitaux propres de Gares & Connexions au 1er janvier 2012.

## Résultats 2011

— **Chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires de la branche est en progression de 32 M€ (+ 2,9 %). Cette évolution provient essentiellement de l'augmentation des prestations de base facturées aux entreprises ferroviaires.

— **Marge opérationnelle**

La marge opérationnelle de la branche est restée stable en 2011.

— **Résultat opérationnel courant**

Le résultat opérationnel courant, en repli de 12 M€, a été affecté par la hausse des amortissements sur les installations fixes.

— **Investissements incorporels et corporels sur fonds propres**

Les investissements n'ont pas connu d'évolution significative en 2011 ; ils ont principalement concerné les opérations de rénovation des gares de Paris-Lyon et Paris-Saint-Lazare et la construction des gares nouvelles de la branche Est de la ligne à grande vitesse Rhin-Rhône.

## Perspectives 2012

— Le début de l'année 2012 sera marqué par l'ouverture des commerces en gare de Paris-Saint-Lazare et de la plateforme jaune de Paris-Gare-de-Lyon générant une croissance des produits de concession. D'autres développements commerciaux sont en cours à Lille, Paris-Nord et Montpellier notamment.

— L'année 2012 verra la mise place d'un nouveau modèle de gestion pour les gares régionales d'Ile-de-France. La facturation se fera sur la base d'un forfait incluant le clos et le couvert, les charges de capital, les fluides, les impôts, les charges de structure et la rémunération des capitaux. Parallèlement Gares & Connexions rétrocèdera à l'activité

Transilien la prestation de base acquittée par les autres transporteurs, les loyers internes et les produits des concessions. Le développement des concessions sera partagé entre Transilien et Gares & Connexions.

### 2-6 FONCTIONS COMMUNES ET PARTICIPATIONS

Les « Fonctions communes et Participations » regroupent les fonctions supports du Groupe, les prestataires Matériel et Traction, les activités Immobilières (Direction de l'Immobilier, ICF, SNEF) et quelques filiales et participations comme SeaFrance.

Le Matériel a poursuivi en 2011 la mise en œuvre d'actions visant à améliorer la sécurité, la disponibilité et la fiabilité du matériel roulant :

— hivernisation des locomotives BB 26000 et des matériels TGV et TER pour éviter les pannes dues à des conditions climatiques défavorables ;

— pose d'un dispositif d'anti-enrayage sur les 100 rames de la ligne D du RER parisien ;

— plan robustesse TER afin de sécuriser des gains de fiabilité sur les lignes à enjeux ;

— finalisation du plan Impact TGV® Sud Est destiné à améliorer la qualité de service, la régularité et la fiabilité de la ligne Sud-Est.

Les objectifs principaux du programme « Performance 2012 » sont les suivants :

— garantir les fondamentaux du métier que sont la sécurité, la fiabilité, la disponibilité et la maîtrise des coûts ;

— améliorer l'imbrication entre la maintenance et l'exploitation, c'est-à-dire être à l'écoute des attentes diversifiées de ses clients ;

— poursuivre la transformation industrielle de l'activité, en cherchant le plus haut niveau de maîtrise de la technique industrielle et en améliorant l'efficience des équipes ;

— gagner des parts de marché externe en France et à l'international.

## 3 INVESTISSEMENTS INCORPORELS ET CORPORELS ET ENDETTEMENT NET

### 3-1 INVESTISSEMENTS INCORPORELS ET CORPORELS

| En millions d'euros | Année 2011 | Année 2010 | Évolution | |
|---|---|---|---|---|
| Investissements incorporels et corporels sur fonds propres | -2 321 | -2 127 | -194 | 9 % |
| Cessions nettes | 478 | 533 | -55 | -10 % |
| **Investissements incorporels et corporels sur fonds propres nets des cessions** | **-1 843** | **-1 594** | **-249** | **16 %** |

Les investissements incorporels et corporels sur fonds propres sont en progression de 194 M€ par rapport à 2010, à 2 321 M€. À périmètre et taux de change constants la hausse s'établit à + 124 M€ ; la baisse des investissements constatée sur la branche SNCF Geodis (2010 avait notamment été marqué par l'acquisition de locomotives électriques par Captrain et de locomotives diesel par Fret SNCF) a été plus que compensée par l'augmentation constatée sur les autres branches du Groupe, notamment SNCF Voyages (renouvellement des rames Eurostar et TGV®) et SNCF Proximités (matériel Francilien et investissements réalisés par Keolis).

La diminution des cessions nettes de 55 M€ s'explique par la cession en 2010 des lignes haute tension à RTE (80 M€), en partie compensée par une hausse des cessions immobilières (baux à la construction et immeubles rue de Saussure et rue du Charolais à Paris notamment).

## 3-2 ENDETTEMENT NET DU GROUPE

| En millions d'euros | 31/12/2011 | 31/12/2010 | Évolution |
|---|---|---|---|
| Dette non courante | 15 521 | 16 386 | -865 |
| Créance non courante | -5 915 | -6 771 | 856 |
| **Dette nette non courante** | **9 606** | **9 615** | **-9** |
| Dette courante | 5 418 | 5 985 | -567 |
| Créance courante | -6 695 | -7 101 | 405 |
| **Dette nette courante** | **-1 277** | **-1 116** | **-161** |
| **Endettement net** | **8 329** | **8 499** | **-170** |
| *Gearing* | *1,2* | *1,2* | |

L'endettement net s'élève à 8,3 milliards d'euros au 31 décembre 2011, soit un gearing de 1,2 (stable par rapport à fin 2010).
Le ratio endettement net sur marge opérationnelle passe de 3,9 fin 2010 à 2,8 fin 2011.
La diminution de l'endettement net de 0,2 milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2010 s'analyse comme suit :

| Endettement net à l'ouverture | 8 499 |
|---|---|
| CAF | -2 148 |
| Investissements sur fonds propres (y compris actifs financiers de concession) | 2 364 |
| Cessions nettes | -478 |
| Croissance externe nette | 134 |
| Variation de BFR d'exploitation | -44 |
| Variation de juste valeur, coût amorti, écart de conversion | -4 |
| Autres | 6 |
| **Endettement net à la clôture** | **8 329** |

## 3-3 SOURCES DE FINANCEMENT ET GESTION DE LA DETTE

Les dettes non courante et courante diminuent respectivement de 0,9 milliard d'euros et 0,6 milliard d'euros.

Ces variations proviennent essentiellement :

– de nouveaux financements pour 1,1 milliard d'euros ; les émissions sont constituées de deux emprunts obligataires pour 0,9 milliard d'euros et de la souscription de prêts auprès de la Banque Européenne d'Investissements (BEI) pour 0,2 milliard d'euros ;

– de remboursements d'emprunts pour 1,2 milliard d'euros ; ils concernent principalement deux emprunts Eurofima pour 0,4 milliard d'euros, deux prêts auprès de la BEI pour 0,3 milliard d'euros, deux emprunts obligataires pour 0,2 milliard d'euros ;

– de la variation de juste valeur des passifs financiers pour 0,6 milliard d'euros ;

– de la diminution de la trésorerie passive pour 1,9 milliard d'euros.

L'EPIC assure la gestion de l'essentiel de l'endettement net du Groupe. Il porte en effet 87 % de l'endettement externe du Groupe à fin 2011.

La dette à long terme du groupe SNCF est notée comme suit par les principales agences de notation :

| | Note long terme | Perspective | Date du rapport |
|---|---|---|---|
| Standard & Poor's | AA | Négative | 17 janv. 2012 |
| Moody's | Aa1 | Stable | 1er juil. 2011 |
| Fitch | AAA | Négative | 20 déc. 2011 |

Les créances non courante et courante diminuent respectivement de 0,9 milliard d'euros et 0,4 milliard d'euros notamment du fait :

– des échéances de la créance CDP (0,1 milliard d'euros);

– des échéances de la créance sur RFF (0,1 milliard d'euros);

– de la variation de juste valeur des actifs financiers pour 0,6 milliard d'euros;

– de la diminution de la trésorerie de 0,8 milliard d'euros;

– de la diminution des valeurs mobilières de placement pour 0,9 milliard d'euros.

## 3-4 EXPOSITION DU GROUPE AUX RISQUES DE MARCHÉ

La gestion des risques de marché fait l'objet d'un cadre général, approuvé par le Conseil d'administration de la SNCF et dans lequel sont définis les principes de gestion des risques de la société mère qui peuvent être couverts par des instruments financiers.

Sont définis dans ce cadre général, les principes de choix des produits financiers, des contreparties et des sous-jacents pour les produits dérivés.

De manière plus précise, le cadre général définit les limites de risque sur la gestion de la trésorerie euro et devises ainsi que celles relatives à la gestion de l'endettement net à long terme.

En outre, il décrit le système de délégations et de décisions ainsi que le système de reporting et de contrôle et sa périodicité (quotidienne, bimensuelle, mensuelle et annuelle).

Le détail de la stratégie mise en œuvre est décrit dans les comptes consolidés annuels 2011.

# 4 ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉ ET RATIOS

| En millions d'euros | 31/12/2011 | 31/12/2010 |
|---|---|---|
| Écarts d'acquisition | 1 672 | 1 607 |
| Immobilisations incorporelles | 1 416 | 1 430 |
| Immobilisations corporelles | 16 658 | 16 976 |
| Actifs financiers non courants | 6 265 | 7 049 |
| Titres mis en équivalence | 498 | 373 |
| Impôts différés actifs | 1 112 | 1 094 |
| **Actifs non courants** | **27 621** | **28 528** |
| Actifs d'exploitation | 7 744 | 7 422 |
| Actifs financiers courants | 2 793 | 2 392 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 3 902 | 4 708 |
| **Actifs courants** | **14 440** | **14 522** |
| Actifs détenus en vue d'être cédés | 1 | 337 |
| **Total de l'actif** | **42 062** | **43 387** |
| | | |
| Capital | 4 971 | 4 971 |
| Réserves consolidées | 1 893 | 1 237 |
| Résultat net de l'exercice | 125 | 697 |
| **Capitaux propres Groupe** | **6 989** | **6 905** |
| Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) | 69 | 80 |
| **Capitaux propres totaux** | **7 058** | **6 985** |
| Engagements envers le personnel non courants | 1 695 | 1 752 |
| Provisions non courantes | 867 | 950 |
| Passifs financiers non courants | 15 521 | 16 386 |
| Impôts différés passifs | 437 | 468 |
| **Passifs non courants** | **18 519** | **19 557** |
| Engagements envers le personnel courants | 136 | 83 |
| Provisions courantes | 215 | 209 |
| Dettes d'exploitation | 10 711 | 10 196 |
| **Passifs d'exploitation** | **11 062** | **10 489** |
| Passifs financiers courants | 5 418 | 5 985 |
| **Passifs courants** | **16 480** | **16 473** |
| Passifs relatifs aux actifs détenus en vue d'être cédés | 4 | 372 |
| **Total du passif** | **42 062** | **43 387** |
| | | |
| *Gearing (Endettement net/Fonds propres)* | *1,2* | *1,2* |
| *Endettement net/Marge opérationnelle* | *2,8* | *3,9* |

L'état de situation financière enregistre les variations suivantes entre fin décembre 2010 et fin décembre 2011 :

– la diminution des immobilisations corporelles nettes s'explique en partie par les dépréciations d'actifs constatées sur l'exercice ;

– l'augmentation des titres mis en équivalence s'explique pour 119 M€ par la création du nouveau Systra au 30 juin 2011 (*voir point 1.3 des événements majeurs de l'exercice*) ;

– l'amélioration du besoin en fonds de roulement pour 192 M€ ;

– l'augmentation des capitaux propres du Groupe qui intègre principalement le résultat de la période (125 M€) ;

– la diminution des provisions en lien avec le règlement du litige avec RTE pour 106 M€.

Les variations sur les actifs et passifs financiers sont analysées dans le point 3.3.

# 5 RELATIONS FINANCIÈRES AVEC L'ÉTAT, RÉSEAU FERRÉ DE FRANCE ET LES COLLECTIVITÉS LOCALES

SNCF reçoit :

– d'une part des commandes publiques de prestations de services (comme tout concessionnaire de service public ou fournisseur de l'État et des collectivités locales), dans un cadre législatif et règlementaire de monopole ;

– d'autre part (outre des subventions d'exploitation et d'investissement reçues pour l'essentiel dans le cadre des activités de la branche SNCF Proximités), des compensations de charges financières et sociales dans des comptes annexes hors bilan ; ces compensations sont fondées sur des textes de l'Union européenne visant à égaliser les conditions de concurrence entre les transports ferrés et les autres modes de transport.

## 5-1 COMMANDES PUBLIQUES DE PRESTATIONS DE SERVICES

| En millions d'euros | 31/12/2011 | 31/12/2010 | Variation |
|---|---|---|---|
| Rémunération du Gestionnaire d'Infrastructure par RFF | 3 070 | 2 925 | 145 |
| *dont gestion des trafics et des circulations* | *847* | *921* | *-74* |
| *dont entretien du réseau et du patrimoine* | *2 223* | *2 004* | *219* |
| Travaux pour RFF | 1 561 | 1 486 | 75 |
| **Total RFF** | **4 631** | **4 411** | **220** |
| Compensations tarifaires régionales | 429 | 378 | 51 |
| Prestations de services pour les Autorités Organisatrices | 3 781 | 3 581 | 200 |
| **Total Régions et STIF** | **4 210** | **3 959** | **251** |
| Presse | 5 | 5 | 0 |
| Tarifs sociaux | 65 | 68 | -3 |
| Défense | 166 | 189 | -23 |
| Trains d'Équilibre du Territoire (TET) | 208 | 0 | 208 |
| **Total État** | **443** | **262** | **181** |
| **Total** | **9 285** | **8 632** | **653** |

### 5-1-1 Prestations de services pour RFF

L'évolution de la rémunération du Gestionnaire d'Infrastructure découle de la renégociation des conventions conclues avec RFF pour l'entretien et l'exploitation du réseau.

La variation des travaux pour RFF (+75 M€) est principalement due :

– à l'augmentation de la facturation relative à la convention fournitures, consécutivement à l'accord intervenu avec RFF sur les conventions 2009 et 2010 ;

– à des volumes de production supérieurs en maîtrise d'œuvre et maîtrise d'ouvrage déléguée.

### 5-1-2 Prestations de services pour les Régions et le STIF

La progression de ce poste par rapport à 2010 (+ 201 M€) s'explique essentiellement par l'augmentation des prestations facturées au forfait aux Autorités Organisatrices.

### 5-1-3 Prestations de services pour l'État

L'augmentation des prestations de services pour l'État s'explique principalement par la nouvelle convention sur les Trains d'Équilibre du Territoire.

## 5-2 SUBVENTIONS ET COMPENSATIONS DE CHARGES FINANCIÈRES ET SOCIALES

Les concours publics apportés au Groupe par l'État et les collectivités sont présentés dans le tableau suivant :

| En millions d'euros | 31/12/2011 | 31/12/2010 | Variation |
|---|---|---|---|
| Subventions d'exploitation | 49 | 59 | -11 |
| Encaissement sur actifs financiers de concession | 232 | 234 | -2 |
| Subventions d'investissement sur immobilisations corporelles et incorporelles | 93 | 692 | -599 |
| **Total** | **374** | **985** | **-611** |

### 5-2-1 Concours publics inclus dans le résultat

*Subventions d'exploitation*
Il s'agit essentiellement des subventions à caractère social versées par l'État aux entreprises dans le cadre de sa politique pour l'emploi.

### 5-2-2 Autres versements reçus sans impact sur le résultat

*Encaissement sur actifs financiers de concession et subventions d'investissement reçues*
SNCF perçoit des subventions d'investissement sous la forme de financement par des tiers, principalement des collectivités territoriales, notamment pour le matériel roulant.

En application de l'interprétation IFRIC 12, les subventions reçues dans le cadre de concessions sont présentées dans l'état de situation financière en diminution des actifs incorporels ou des actifs financiers en fonction du modèle applicable après analyse de chaque contrat de concession. Dans le cas des actifs financiers de concession, les subventions reçues sont considérées comme une modalité de remboursement de ces actifs.

Au compte de résultat, les subventions d'investissement relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles sont constatées en résultat d'exploitation (diminution de la dotation aux amortissements) en fonction de la durée de vie économique estimée des biens correspondants.

# 6 VOLET SOCIAL

## 6-1 EFFECTIFS MOYENS

| | 31/12/2011 | 31/12/2010[1] | Variation | | Variation à périmètre constant[2] | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Branche SNCF Infra | 52 053 | 53 037 | -2% | -984 | -0% | -183 |
| Branche SNCF Proximités | 63 171 | 57 584 | +10% | 5 587 | +3% | 1 544 |
| *dont groupe Keolis* | *46 899* | *41 575* | *+13%* | *5 324* | *+3%* | *1 281* |
| Branche SNCF Voyages | 26 551 | 26 998 | -2% | -447 | -2% | -471 |
| Branche SNCF Geodis | 47 309 | 47 192 | +0% | 117 | -1% | -430 |
| *dont groupe Geodis* | *30 594* | *29 385* | *+4%* | *1 209* | *+2%* | *671* |
| Gares & Connexions | 1 658 | 1 420 | +17% | 237 | +17% | 237 |
| Fonctions communes et participations | 54 349 | 54 747 | -1% | -398 | -1% | -296 |
| **Total** | **245 090** | **240 978** | **+2%** | **4 112** | **+0%** | **401** |

(1) Effectif corrigé du transfert de Téoz de la branche SNCF Voyages vers la branche SNCF Proximités.

(2) Effets périmètre :
– branche SNCF Infra : création du nouveau Systra (-801);
– branche SNCF Proximités : prise de contrôle de Keolis au 1er février 2010 (un mois d'effectif soit +3 890) et acquisitions de Keolis aux États-Unis et en Belgique (+153);
– branche SNCF Voyages : prise de participation dans Expretio et Westbahn (+24);
– branche SNCF Geodis : principalement acquisitions de Giraud et Ciblex (+547);
– fonctions communes et participations : déconsolidation de SeaFrance (-102).

Hors effet périmètre, les variations significatives concernent :
– une diminution de l'effectif des branches SNCF Infra (-183) et SNCF Voyages (-471) traduisant les gains de productivité réalisés;
– une hausse de l'effectif de la branche SNCF Proximités portée par la croissance de Keolis, notamment en Suède;
– une diminution de l'effectif de la branche SNCF Geodis (-430); l'impact des réorganisations engagées au sein de Fret SNCF a été en partie compensé par la hausse de l'effectif de Geodis, expliquée par la croissance de son activité;
– une hausse de l'effectif de Gares & Connexions (+237), dont la structure se développe depuis sa création le 1er janvier 2010;
– une baisse de l'effectif des Fonctions communes et participations (-296), essentiellement chez SeaFrance.

L'évolution des effectifs des filiales sur les derniers exercices traduit essentiellement les modifications de périmètre :

| | 2011 | 2010 | 2009 | 2008 | 2007 |
|---|---|---|---|---|---|
| Société-mère[1] | 156 047 | 157 894 | 161 771 | 163 485 | 166 213 |
| Filiales | 89 043 | 83 084 | 38 326 | 37 854 | 35 332 |
| **Total** | **245 090** | **240 978** | **200 097** | **201 339** | **201 545** |

(1) y compris effectif détaché.

## 6-2 PRINCIPAUX ACCORDS SIGNÉS EN 2011

Les principaux accords collectifs signés en 2011 sont les suivants :

– accord sur l'évolution de la rémunération signé le 10 mai 2011,

– accord sur la convergence des primes de travail des agents sédentaires signé le 10 mai 2011,

– accord en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés – années 2012 à 2015 signé le 6 décembre 2011.

# 7 ENJEUX ET PERSPECTIVES 2012

Les prévisions économiques sur 2012 montrent un tassement économique sur la zone Euro avec encore des incertitudes significatives compte tenu de la crise de la dette, du cours des principales matières premières et des évolutions des principales devises et taux d'intérêts.
L'année 2012 subit en outre les conséquences de la mise en place du Service Annuel 2012 concernant les activités ferroviaires en France avec les travaux entrepris sur le réseau.

Dans ce cadre général peu favorable, il convient sur l'année 2012 :

– de poursuivre le règlement méthodique de toutes les difficultés structurelles ;

– de poursuivre la maîtrise des coûts et l'optimisation des investissements ;

– et d'adapter les moyens au contexte du service annuel 2012 pour répondre aux besoins des voyageurs (renfort de la sûreté et de l'accueil des clients).

Si le Groupe est légèrement en avance sur son plan de marche visant à revenir à une situation financière durablement soutenable à échéance 2015, globalement comme pour chacune de ses branches, l'objectif reste d'atteindre au plus vite un taux de marge opérationnelle du Groupe sur chiffre d'affaires estimé entre 10 à 12 %, pour couvrir les besoins récurrents d'investissements, indispensables à la qualité de service et au développement.

* * *

Le grand débat national autour de l'avenir du transport ferroviaire français (les Assises du ferroviaire) qui s'est tenu durant l'automne 2011 aura permis de poser les bases d'une réforme globale et cohérente du ferroviaire qui pourrait être lancée prochainement.

Néanmoins, les évolutions qu'elles tracent sont en train d'être retravaillées par les différentes parties prenantes.
Dans ce contexte, SNCF défend en particulier sa vision en faveur de l'unification des métiers du gestionnaire d'infrastructure au sein du groupe SNCF, opérateur pivot, au service de la performance opérationnelle et économique du système.

# GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

## 1 LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Le Conseil d'administration** de l'Établissement Public Industriel et Commercial « SNCF » est composé de dix-huit membres dont :

— Sept représentants de l'État nommés par décret pris sur le rapport du ministre chargé des Transports :

– deux sur proposition du ministre chargé des Transports ;
– un sur proposition du ministre chargé de l'Économie et des Finances ;
– un sur proposition du ministre chargé du Budget ;
– un sur proposition du ministre chargé du Plan et de l'aménagement du territoire ;
– un sur proposition du ministre chargé de l'Industrie ;
– le président du Conseil d'administration nommé, parmi les membres du Conseil, sur proposition de celui-ci, par décret en Conseil des ministres.

— Cinq membres choisis en raison de leur compétence, et nommés par décret :

– un représentant des voyageurs ;
– un représentant des chargeurs ;
– deux détenteurs d'un mandat électoral local en raison de leur connaissance des aspects régionaux, départementaux et locaux des questions ferroviaires ;
– un membre choisi en raison de ses compétences personnelles dans le domaine des transports.

— Six membres, dont un représentant des cadres, élus par les salariés de l'Entreprise et de ses filiales ayant un effectif au moins égal à 200.

Un décret en Conseil d'État fixe les statuts de l'établissement public et détermine les modalités de nomination ou d'élection des membres du Conseil d'administration.

La durée du mandat des membres du Conseil est de cinq ans. Aucun administrateur ne peut exercer plus de trois mandats successifs. Ce mandat est gratuit.

Le commissaire du gouvernement ou à défaut le commissaire du gouvernement adjoint siège avec voix consultative au Conseil d'administration ainsi qu'aux comités qu'il a créés.

Le chef de la mission de contrôle économique et financier des transports ou son représentant siège avec voix consultative au Conseil d'administration ainsi qu'aux comités.

Le secrétaire du Conseil d'administration et le secrétaire du Comité central d'entreprise assistent également au Conseil. Le Conseil d'administration se réunit en séance ordinaire au moins dix fois par an.

Depuis son renouvellement en février 2008, le Conseil d'administration s'est doté de six comités :

— **Le Comité stratégique**, chargé d'examiner notamment les orientations stratégiques et financières annuelles et pluriannuelles de l'EPIC et du Groupe ainsi que les opérations sur le périmètre du Groupe ;

— **Le Comité d'audit des comptes et des risques**, chargé notamment d'examiner les comptes annuels et semestriels, la cartographie des risques, le programme annuel de travail de l'audit interne ;

— **Le Comité des marchés**, saisi pour avis des projets concernant notamment les contrats, marchés, acquisitions, aliénations, échanges d'immeubles, à partir de seuils fixés par le Conseil d'administration ;

— **Le Comité voyageurs,** chargé du suivi des conventions conclues entre le groupe SNCF et les collectivités et les établissements publics et locaux et plus généralement de toutes les problématiques voyageurs.

— **Le Comité transports et logistique**, chargé d'examiner notamment l'activité et les orientations stratégiques de la branche SNCF Geodis.

— **Le Comité de cohérence économique et sociale**, chargé d'éclairer le Conseil sur les enjeux sociaux et humains des principaux projets de transformation de l'entreprise et plus globalement de sa stratégie.

## 2 L'ÉQUIPE DIRIGEANTE

Le président nomme les membres du Comité exécutif (COMEX) et définit leurs attributions. Dans leur domaine de compétence les membres du Comité exécutif reçoivent du président les délégations utiles pour agir et décider en son nom. Le COMEX est constitué de seize membres (dont le président).

# COMPTES CONSOLIDÉS ANNUELS DU GROUPE SNCF

## 31 DÉCEMBRE 2011

Normes IFRS. En millions d'euros -
SNCF – 34, rue du Commandant René Mouchotte – 75014 Paris

**État de situation financière** **34**
**Compte de résultat consolidé** **35**
**État du résultat global** **36**
**Tableau de variation des capitaux propres consolidés** **37**
**État des flux de trésorerie consolidés** **38**

**Notes aux comptes consolidés annuels** **40**
1. Référentiel comptable 40
2. Principes comptables 44
3. Événements marquants de l'exercice 60
4. Opérations sur le périmètre 61
5. Écarts d'acquisition 63
6. Immobilisations incorporelles 64
7. Immobilisations corporelles 65
8. Tests de perte de valeur 68
9. Actifs financiers 72
10. Participations dans des sociétés HLM 76
11. Participations dans les entreprises associées 76
12. Participations dans les coentreprises 78
13. Stocks et en-cours 79
14. Créances d'exploitation 79
15. Trésorerie et équivalents de trésorerie 81
16. Capitaux propres 82
17. Avantages du personnel 82
18. Provisions 90
19. Passifs financiers 90
20. Instruments financiers dérivés 95
21. Gestion des risques de marché et couverture 101
22. Dettes d'exploitation et autres comptes créditeurs 106
23. Actifs et passifs détenus en vue d'être cédés 106
24. Informations sectorielles 108
25. Achats et charges externes 110
26. Charges de personnel et effectifs 111
27. Dotations aux amortissements 111
28. Pertes de valeur 112
29. Résultat de cession d'actifs 113
30. Coût de l'endettement financier net 113
31. Impôts sur les résultats 114
32. Engagements hors bilan 117
33. Transactions avec les parties liées 122
34. Rémunération des dirigeants 125
35. Litiges 126
36. Événements postérieurs à la clôture 127
37. Périmètre 128

# ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE

## ACTIF CONSOLIDÉ

| En millions d'euros | Notes | 31/12/2011 | 31/12/2010 |
|---|---|---|---|
| Écarts d'acquisition | 5 | 1 672 | 1 607 |
| Immobilisations incorporelles | 6 | 1 416 | 1 430 |
| Immobilisations corporelles | 7 | 16 658 | 16 976 |
| Actifs financiers non courants | 9 | 6 265 | 7 049 |
| Titres mis en équivalence | 11 | 498 | 373 |
| Impôts différés actifs | 31 | 1 112 | 1 094 |
| **Actifs non courants** | | **27 621** | **28 528** |
| Stocks et encours | 13 | 907 | 905 |
| Créances d'exploitation | 14 | 6 837 | 6 517 |
| **Actifs d'exploitation** | | **7 744** | **7 422** |
| Actifs financiers courants | 9 | 2 793 | 2 392 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 15 | 3 902 | 4 708 |
| **Actifs courants** | | **14 440** | **14 522** |
| Actifs détenus en vue d'être cédés | 23 | 1 | 337 |
| **Total de l'actif** | | **42 062** | **43 387** |

Les notes présentées aux pages 40 à 128 font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

## PASSIF CONSOLIDÉ

| En millions d'euros | Notes | 31/12/2011 | 31/12/2010 |
|---|---|---|---|
| Capital | 16 | 4 971 | 4 971 |
| Réserves consolidées | | 1 893 | 1 237 |
| Résultat Groupe | | 125 | 697 |
| **Capitaux propres – Part du Groupe** | | **6 989** | **6 905** |
| Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) | 16 | 69 | 80 |
| **Capitaux propres totaux** | | **7 058** | **6 985** |
| Engagements envers le personnel non courants | 17 | 1 695 | 1 752 |
| Provisions non courantes | 18 | 867 | 950 |
| Passifs financiers non courants | 19 à 21 | 15 521 | 16 386 |
| Impôts différés passifs | 31 | 437 | 468 |
| **Passifs non courants** | | **18 519** | **19 557** |
| Engagements envers le personnel courants | 17 | 136 | 83 |
| Provisions courantes | 18 | 215 | 209 |
| Dettes d'exploitation | 22 | 10 711 | 10 196 |
| **Passifs d'exploitation** | | **11 062** | **10 489** |
| Passifs financiers courants | 19 à 21 | 5 418 | 5 985 |
| **Passifs courants** | | **16 480** | **16 473** |
| Passifs relatifs aux actifs détenus en vue d'être cédés | 23 | 4 | 372 |
| **Total du passif** | | **42 062** | **43 387** |

Les notes présentées aux pages 40 à 128 font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

# COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

| En millions d'euros | Notes | 31/12/2011 | 31/12/2010 |
|---|---|---|---|
| **Chiffre d'affaires** | 24 | 32 645 | 30 466 |
| Achats et charges externes | 25 | -15 952 | -15 224 |
| Charges de personnel | 26 | -12 603 | -12 154 |
| Impôts et taxes | | -1 104 | -1 072 |
| Autres produits et charges opérationnels | | 34 | 147 |
| **Marge opérationnelle** | | **3 020** | **2 163** |
| Dotations aux amortissements | 27 | -1 686 | -1 534 |
| Variation nette des provisions | | -79 | -97 |
| **Résultat opérationnel courant** | | **1 255** | **531** |
| Résultat de cession d'actifs | 29 | 293 | 268 |
| Effets positifs des opérations de périmètre | 4 | 113 | 586 |
| Pertes de valeur | 28 | -840 | 23 |
| **Résultat opérationnel** | | **821** | **1 409** |
| Coût de l'endettement financier net et autres | 30 | -294 | -305 |
| Coût financier des avantages du personnel | 17 | -65 | -53 |
| **Résultat financier** | | **-359** | **-358** |
| **Résultat des activités ordinaires avant impôt** | | **463** | **1 051** |
| Quote-part de résultat dans les entreprises associées | 11 | 4 | 6 |
| Impôt sur les sociétés | 31 | -295 | -95 |
| **Résultat net des activités ordinaires** | | **171** | **962** |
| Résultat net d'impôt des activités abandonnées | 23 | -21 | -240 |
| **Résultat net de l'exercice** | | **150** | **722** |
| **Résultat net – Part du Groupe** | | **125** | **697** |
| Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) | | 25 | 25 |

Le capital de la société mère est constitué d'une dotation de l'État et non d'actions *(voir note 16.1)*. Par ailleurs, le Groupe est hors champ d'application de la norme IAS 33 « Résultat par actions ». Pour ces deux raisons, aucun résultat par action n'est calculé ni présenté dans les comptes consolidés du Groupe.

Les notes présentées aux pages 40 à 128 font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

# ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

| En millions d'euros | Notes | 31/12/2011 | 31/12/2010 |
|---|---|---|---|
| Résultat net de l'exercice | | 150 | 722 |
| Autres éléments de résultat global : | | | |
| Variation des écarts de conversion | | 27 | 53 |
| Variation de valeur des actifs disponibles à la vente | 21 | 5 | 13 |
| Variation de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie | 21 | -8 | 46 |
| Quote-part des autres éléments de résultat global des sociétés mises en équivalence | | -2 | -1 |
| Impôt relatif aux autres éléments de résultat global | 31 | -2 | -4 |
| **Autres éléments de résultat global de la période net d'impôt** | | **19** | **107** |
| **Résultat global total de la période** | | **170** | **829** |
| **Résultat global total – Part du Groupe** | | **142** | **796** |
| Résultat global total attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) | | 27 | 33 |

Les notes présentées aux pages 40 à 128 font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

# TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

| En millions d'euros | Capital | Primes liées au capital | Titres d'auto-contrôle | Réserves de conversion Groupe | Couverture de flux de trésorerie | Actifs disponibles à la vente | Réserves des activités abandonnées | Résultats accumulés et autres | Capitaux propres – Part du Groupe | Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) | Capitaux propres totaux |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Capitaux propres publiés au 01/01/10** | **4 971** | **0** | **-5** | **0** | **-114** | **-11** | **-67** | **1 743** | **6 516** | **78** | **6 596** |
| Correction d'ouverture | - | - | - | - | - | - | - | 15 | 15 | -1 | 14 |
| Incidence des changements de méthode comptable | - | - | - | - | - | 0 | - | - | - | - | 0 |
| **Capitaux propres publiés au 01/01/10** | **4 971** | **0** | **-5** | **0** | **-114** | **-11** | **-67** | **1 759** | **6 533** | **78** | **6 610** |
| Résultat net de l'exercice | - | - | - | - | - | - | -240 | 937 | 697 | 25 | 722 |
| Autres éléments de résultat global | 0 | 0 | - | 48 | 40 | 13 | - | -2 | 100 | 8 | 107 |
| **Résultat global total** | **0** | **0** | **-** | **48** | **40** | **13** | **-240** | **935** | **796** | **33** | **829** |
| Dividendes versés | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 0 |
| Dividendes des filiales | - | - | - | - | - | - | - | - | - | -9 | -9 |
| Opérations sur le capital | - | - | - | - | - | - | - | 2 | 2 | 3 | 6 |
| Autres variations | 0 | - | 5 | 3 | 0 | 0 | 46 | -482 | -428 | -24 | -452 |
| **Capitaux propres publiés au 31/12/2010** | **4 971** | **0** | **-** | **51** | **-74** | **3** | **-262** | **2 214** | **6 904** | **80** | **6 984** |
| **Capitaux propres publiés au 01/01/11** | **4 971** | **0** | **-** | **51** | **-74** | **3** | **-262** | **2 215** | **6 904** | **80** | **6 984** |
| Résultat net de l'exercice | - | - | - | - | - | - | -21 | 146 | 125 | 25 | 150 |
| Autres éléments de résultat global | 0 | - | - | 25 | -10 | 5 | - | -2 | 17 | 2 | 19 |
| **Résultat global total** | **0** | **-** | **-** | **25** | **-10** | **5** | **-21** | **144** | **143** | **27** | **170** |
| Dividendes versés | - | - | - | - | - | - | - | -69 | -69 | - | -69 |
| Dividendes des filiales | - | - | - | - | - | - | - | - | - | -7 | -7 |
| Opérations sur le capital | - | - | - | - | - | - | - | 0 | 0 | 6 | 6 |
| Autres variations | 0 | 0 | - | 2 | 0 | 0 | 270 | -261 | 11 | -37 | -26 |
| **Capitaux propres publiés au 31/12/2011** | **4 971** | **0** | **-** | **78** | **-84** | **7** | **-13** | **2 028** | **6 989** | **69** | **7 059** |

Un dividende au titre de l'exercice 2010 a été arrêté et versé à l'État en septembre 2011 pour 69 M€.
Les notes présentées aux pages 40 à 128 font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

# ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

| En millions d'euros | Notes | 31/12/2011 | 31/12/2010 |
|---|---|---|---|
| **Résultat net de l'exercice** | | **150** | **722** |
| Éliminations : | | | |
| de la quote-part de résultat dans les entreprises associées | CR | -4 | -6 |
| de la charge (produit) d'impôt différé | CR | -57 | -30 |
| des amortissements et provisions | | 2 486 | 1 566 |
| des profits/pertes de réévaluation (juste valeur) | | -15 | 45 |
| des résultats de cession et des pertes et profits de dilution | CR | -413 | -869 |
| Autres produits et charges sans incidence de trésorerie | | 0 | 3 |
| **CAF après coût de l'endettement financier net et impôt** | | **2 148** | **1 431** |
| Éliminations : | | | |
| de la charge (produit) d'IS | 31 | 353 | 127 |
| du coût de l'endettement financier net | | 315 | 272 |
| des produits de dividendes | | -8 | -7 |
| **CAF avant coût de l'endettement financier net et impôt** | | **2 807** | **1 823** |
| Incidence de la variation du BFR | | 44 | 525 |
| Impôts payés | | -289 | -62 |
| **Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles** | | **2 563** | **2 286** |
| Acquisitions de filiales nettes de la trésorerie acquise | | -74 | -141 |
| Cessions de filiales nettes de la trésorerie cédée[1] | | 11 | 0 |
| Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles | 7 | -2 624 | -2 817 |
| Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles | | 478 | 533 |
| Nouveaux actifs financiers de concession | | -276 | -242 |
| Encaissement sur actifs financiers de concession | | 232 | 234 |
| Acquisition d'actifs financiers | | -10 | -17 |
| Cession d'actifs financiers | | 4 | 1 |
| Variation des prêts et avances consentis | 15 | 238 | 439 |
| Variation des actifs de trésorerie | 15 | 617 | -56 |
| Subventions d'investissement reçues | | 326 | 692 |
| Dividendes reçus | | 14 | 9 |
| **Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement** | | **-1 065** | **-1 364** |

| En millions d'euros | Notes | 31/12/2011 | 31/12/2010 |
|---|---|---|---|
| Flux de trésorerie issus des opérations sur capitaux propres | VarCap | 6 | -55 |
| Émission d'emprunts | 15 | 1 437 | 1 922 |
| Remboursements d'emprunts et de la créance RFF[2] | 15 | -1 387 | -2 280 |
| Intérêts financiers nets versés | | -293 | -238 |
| Dividendes payés aux actionnaires du Groupe | VarCap | -69 | 0 |
| Dividendes payés aux minoritaires | VarCap | -7 | -12 |
| Variation des dettes de trésorerie | 15 | -1 852 | 478 |
| Variation des dérivés | 15 | -20 | -30 |
| **Flux de trésorerie liés aux activités de financement** | | **-2 185** | **-215** |
| Incidence de la variation des taux de change | | 8 | 6 |
| Incidence des changements de principes comptables | | -6 | -10 |
| Incidence des variations de juste valeur | | 0 | 0 |
| **Variation de trésorerie** | | **-686** | **703** |
| Trésorerie d'ouverture | 15 | 4 346 | 3 643 |
| Trésorerie de clôture | 15 | 3 660 | 4 346 |

*(1) Relatif à la création du nouveau Systra (voir note 4).*
*(2) Dont encaissements de 106 M€ sur la créance RFF (57 M€ en 2010) et 83 M€ sur la créance CDP en 2011 (1 192M€ en 2010).*

Les notes présentées aux pages 40 à 128 font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

# NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS ANNUELS

Les notes présentées aux pages 40 à 128 font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

Sauf indication contraire, les montants sont exprimés en millions d'euros.

## 1 RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

En application de l'article L2141-10 du Code des transports du 28 octobre 2010 (qui remplace l'article 25 de la Loi d'Orientation des Transports Intérieurs (LOTI) du 30 décembre 1982), la Société Nationale des Chemins de Fer Français – établissement public à caractère industriel et commercial – «est soumise en matière de gestion financière et comptable aux règles applicables aux entreprises industrielles et commerciales». Elle tient sa comptabilité conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France.

Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011 ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 16 février 2012.

Les termes «le groupe SNCF», le «Groupe» et «SNCF» désignent la société mère SNCF EPIC et ses filiales consolidées. L'établissement public (EPIC) SNCF, «SNCF EPIC» et «la SNCF» désignent la société mère uniquement.

### 1-1 Règles et méthodes comptables

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du groupe SNCF, arrêtés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011, sont établis conformément aux normes comptables internationales édictées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptées par l'Union européenne à cette date. Le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne peut être consulté sur le site Internet de la Commission européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

#### 1-1-1 Présentation des normes et interprétations appliquées pour l'établissement des comptes consolidés de l'exercice 2011

La base de préparation des comptes consolidés 2011 décrite dans les notes ci-après résulte en conséquence :

– des normes et interprétations applicables de manière obligatoire aux exercices ouverts avant le ou à compter du 1er janvier 2011 ;

– des options retenues et exemptions utilisées pour l'établissement des comptes de l'exercice 2011.
Ces options et exemptions sont décrites en *notes 1.1.2.*

**1-1-1-1 Normes et interprétations publiées par l'IASB et d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011**

Les amendements issus des améliorations annuelles 2010 n'ont pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés, notamment les amendements suivants :

– IAS 24 «Information relative aux parties liées» applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. L'amendement clarifie la définition d'une partie liée et prévoit des dispenses particulières en matière d'informations à fournir par les entités publiques. Cette norme n'a pas eu d'impact sur les comptes consolidés.

– IFRIC 13 «Programmes de fidélisation de la clientèle» a été partiellement amendée pour prendre en compte, dans la détermination de la juste valeur des points cadeaux, les rabais ou incitations et pas seulement la juste valeur des cadeaux proposés aux clients n'ayant pas acquis de points lors de la vente initiale. Cet amendement n'a pas d'impact significatif sur les comptes consolidés.

– IFRS 7 «Instruments financiers : informations à fournir» a été amendée pour la partie relative à la nature et l'étendue des risques issus des instruments financiers. Les amendements publiés en mai 2010 par l'IASB et approuvés par la Commission européenne le 19 février 2011 sont applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. En application de ces amendements, le Groupe a fourni des précisions dans la note sur la gestion du risque de contrepartie *(voir note 21.1.4)* sans autre impact sur les comptes consolidés.

Les autres amendements aux normes et interprétations publiés et applicables à compter du 1er janvier 2011 n'ont pas eu d'impact sur les comptes consolidés du Groupe.

**1-1-1-2 Normes et interprétations non appliquées par anticipation pour la préparation des comptes consolidés 2011**
De manière générale, le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les normes et interprétations applicables à compter d'un exercice postérieur au 31 décembre 2011 qu'elles soient ou non adoptées par la Commission européenne. En particulier, le Groupe n'a pas appliqué sur l'exercice 2011 :

– IFRS 7 «Instruments financiers : informations à fournir» amendée pour la partie relative aux transferts d'actifs financiers. Les amendements publiés le 7 octobre 2010 par l'IASB et adoptés le 22 novembre 2011 par la Commission européenne sont applicables pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er juillet 2011 soit sur l'exercice 2012 pour le groupe SNCF. Ils prévoient la fourniture d'informations additionnelles en annexe dans le cas d'opérations de transferts d'actifs financiers (cessions de créances par exemple) afin de permettre de mieux comprendre l'opération réalisée, ses conséquences éventuelles sur les états financiers et la nature des risques et avantages conservés par le cédant.

– IAS 1 «Présentation des états financiers» amendée pour la partie relative à la présentation des autres éléments de résultat global. Les amendements publiés le 16 juin 2011 ne sont pas encore adoptés par la Commission européenne et sont applicables aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2012, soit l'exercice 2013 pour le Groupe. Ils prévoient de présenter séparément les éléments comptabilisés en réserves recyclables et ceux comptabilisés en réserves non recyclables. De même, les montants d'impôts relatifs à ces éléments doivent être présentés séparément selon qu'ils se rattachent aux réserves recyclables ou aux réserves non recyclables.

– IFRS 10 «États financiers consolidés» publiée le 12 mai 2011 par l'IASB et non encore adoptée par la Commission européenne. La norme reprend les éléments d'IAS 27 relatifs au contrôle et aux états financiers consolidés et remplace l'interprétation SIC 12 «Consolidation – Entités ad hoc». Elle redéfinit la notion de contrôle sur la base de trois critères : le pouvoir, l'exposition aux rendements principaux et le lien entre le pouvoir et ces rendements. C'est sur la base de cette norme que sera défini le périmètre d'entités consolidées sous intégration globale. La date d'entrée en vigueur obligatoire est fixée par l'IASB aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013. Les impacts sont en cours d'analyse.

– IFRS 11 «Partenariats» publiée le 12 mai 2011 par l'IASB et non encore adoptée par la Commission européenne. La norme remplace la norme IAS 31 sur la comptabilisation des investissements dans les coentreprises. Les investissements dans un actif net en contrôle conjoint ne pourront plus être comptabilisés par intégration proportionnelle et devront être comptabilisés par mise en équivalence. La date d'entrée en vigueur obligatoire est fixée par l'IASB aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013. Les impacts sont en cours d'analyse.

– IAS 19 «Avantages du personnel» amendée en juin 2011 par l'IASB et non encore adoptée par la Commission européenne. Parmi les amendements apportés figure la suppression du corridor pour la comptabilisation des écarts actuariels sur les régimes à prestation définie ainsi que la suppression de l'étalement des coûts des services passés. Les écarts actuariels constatés sur les régimes à prestation définie sont à comptabiliser immédiatement en réserves non recyclables sur la période. En cas de modification de plan, les coûts des services passés sont à comptabiliser intégralement en résultat que les droits soient définitivement acquis ou non. La norme amendée modifie le mode de détermination du taux de rendement attendu sur les actifs du régime et prévoit un certain nombre d'informations supplémentaires à fournir en annexe sur les régimes à prestation définie. La date d'entrée en vigueur obligatoire est fixée par l'IASB aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013. Les impacts sont en cours d'analyse.

## 1-1-2 Description des options comptables retenues

**1-1-2-1 Options comptables prévues par les IFRS retenues par le Groupe**
Certaines normes du référentiel comptable de l'IASB prévoient des options en matière d'évaluation et de comptabilisation des actifs et passifs. Le Groupe a ainsi choisi :

– la méthode d'évaluation au coût historique amorti pour les immobilisations corporelles et incorporelles et n'a pas choisi de réévaluer ses immobilisations à chaque clôture ;

– d'enregistrer les écarts actuariels relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi générés à compter du 1er janvier 2006 selon la méthode du corridor, qui prévoit l'étalement des écarts excédant 10 % du plus élevé entre la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies et la juste valeur des actifs du régime sur la durée d'activité moyenne résiduelle des salariés bénéficiaires ; l'application du corridor ne sera plus possible après l'application d'IAS 19 amendée *(voir ci-dessus note 1.1.1.2)* ;

– de consolider les entreprises contrôlées conjointement selon la méthode de l'intégration proportionnelle ;

– de présenter les subventions liées à des actifs en diminution des actifs subventionnés et non au passif du bilan en produits différés (dettes d'exploitation).

**1-1-2-2 Positions comptables retenues par le groupe SNCF, en vertu des paragraphes 10 à 12 d'IAS 8 (« Méthodes comptables, changement d'estimations comptables et erreurs »)**

Les positions comptables présentées ci-dessous ne font pas (ou partiellement) l'objet de dispositions particulières dans les normes comptables internationales (ou leurs interprétations) telles qu'adoptées par l'Union européenne. Le groupe SNCF a développé au meilleur de sa connaissance, une politique comptable reflétant la nature des transactions concernées.

– *Engagements d'achats de participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)*

Les normes IAS 27 révisées « États financiers consolidés et individuels » et IAS 32 « Instruments financiers : informations à fournir et présentation » conduisent le Groupe, en l'état actuel des textes, à enregistrer les engagements d'achat de participations fermes ou conditionnels ne donnant pas le contrôle en dette financière avec pour contrepartie une réduction des participations ne donnant pas le contrôle. Lorsque la valeur de l'engagement excède le montant des participations ne donnant pas le contrôle, le solde est comptabilisé en diminution des capitaux propres. À chaque clôture, la juste valeur des engagements d'achats de participations ne donnant pas le contrôle est revue. La dette financière correspondante est ajustée en contrepartie des capitaux propres.

– *Droit Individuel à la Formation (DIF) :*

En l'absence de dispositions IFRS précises sur ce sujet, le Groupe a maintenu en IFRS le traitement retenu en normes françaises du Droit Individuel à la Formation (avis CU du CNC n° 2004-F du 13 octobre 2004). Les dépenses engagées au titre du DIF constituent une charge de la période et ne donnent donc lieu à aucun provisionnement.

**1-1-2-3 Nouvelle réglementation fiscale en France, applicable au 1er janvier 2010**

La Loi de finances pour 2010, votée en décembre 2009, introduit une Contribution Économique Territoriale (CET) en remplacement de la Taxe Professionnelle (TP). La CET comprend deux composantes : la Contribution Foncière des Entreprises (CFE), assise sur les seules valeurs locatives des biens passibles d'une taxe foncière, et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), assise sur la valeur ajoutée des entreprises. Le plafonnement en fonction de la valeur ajoutée qui concernait la TP est reconduit et est appliqué à la somme de la CFE et de la CVAE ; son taux est ramené à 3 % au lieu de 3,5 %.

La CET présentant, pour le Groupe, des caractéristiques similaires à celles de la TP (bases foncières, plafonnement en fonction de la valeur ajoutée), celui-ci considère, à ce stade, que ses deux composantes forment un tout indissociable et que la qualification comptable de la CET doit être unique.

En conséquence, le traitement comptable de la taxe en charges opérationnelles, qui prévalait pour la taxe professionnelle, est donc maintenu pour la CET.

**1-1-2-4 Nouvelle réglementation fiscale en France, applicable à l'exercice 2011**

L'article 65 de la Loi de finance 2011 instaure deux nouvelles taxes :

– la Contribution de Solidarité Territoriale (CST) assise sur le montant total, déduction faite des contributions versées par l'État en compensation des tarifs sociaux et conventionnées, du chiffre d'affaires encaissé au cours du dernier exercice clos à la date d'exigibilité de la taxe relatif aux prestations de transport ferroviaire de voyageurs non conventionnées, et des prestations commerciales. Compte tenu de son assiette, cette taxe est comptabilisée sur la ligne « Impôts et taxes » au sein de la marge opérationnelle. Son impact est de 90 M€ sur l'exercice 2011 et 100 M€ sur l'exercice 2010 ;

– la Taxe sur le Résultat des Entreprises Ferroviaires (TREF) assise sur le résultat imposable à l'impôt sur les sociétés, avant imputation des déficits fiscaux reportables, au titre de son dernier exercice clos avant l'exigibilité de la taxe. Le montant de la taxe est plafonné à 155 M€ après avoir été initialement plafonné à 75 M€ sur 2010. Compte tenu de son assiette, cette taxe est comptabilisée sur la ligne « Impôts sur les sociétés ». Son impact est de 155 M€ sur le résultat net des activités ordinaires sur l'exercice 2011 (75 M€ sur 2010).

Par ailleurs, l'article 2 de la Loi de Finances Rectificative pour 2011 aménage, pour la détermination du résultat fiscal des exercices clos à compter du 21 septembre 2011, les mécanismes de report en avant et en arrière des déficits subis par les sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés. S'agissant du report en avant des déficits, l'imputation de déficits antérieurs sur le bénéfice constaté au titre d'un exercice n'est dorénavant possible qu'à hauteur d'un plafond égal à 1 M€ majoré d'un montant de 60 % du bénéfice imposable de l'exercice excédant cette première

limite. La fraction de déficit non admise en déduction du bénéfice du fait de l'application de ces dispositions demeure imputable dans les mêmes conditions sur les exercices suivants, sans limitation dans le temps. Ce changement de législation entraîne sur l'exercice 2011 une charge d'impôt sur les sociétés de 116 M€ avec un impact équivalent sur le résultat net des activités ordinaires (*voir note 31.1.1*).

## 1-2 Estimations comptables

Pour établir les comptes du Groupe, la Direction doit procéder à des estimations dans la mesure où de nombreux éléments inclus dans les comptes consolidés ne peuvent être précisément évalués. Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2011 ont été réalisées dans le contexte actuel de difficulté certaine à appréhender les perspectives d'activité. La direction est amenée à réviser ces estimations en cas de changement des circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ou à la suite de nouvelles informations ou d'un surcroît d'expérience. En conséquence, les estimations retenues au 31 décembre 2011 pourraient être sensiblement modifiées et les résultats réels ultérieurs pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Ces estimations et hypothèses concernent notamment :

– *La détermination des écarts d'acquisition*
À l'occasion des regroupements d'entreprises, la direction procède à des estimations de juste valeur des actifs acquis et des passifs repris et réévalue à la juste valeur les participations antérieurement détenues pour les prises de contrôle par étape. La différence avec le coût d'acquisition est constitutive d'un écart d'acquisition.

– *La dépréciation des actifs non financiers*
Le Groupe réalise un test de perte de valeur de ses écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée au moins une fois par an. Par ailleurs, le Groupe évalue à chaque date de clôture s'il existe un quelconque indice qu'un actif non financier puisse avoir perdu de la valeur nécessitant la réalisation d'un test.

Ces tests visent, en partie, à déterminer une valeur d'utilité ou une valeur de marché diminuée des coûts de vente.
Les calculs de valeur d'utilité reposent sur une estimation de la part de la direction des flux de trésorerie futurs attendus de l'actif ou de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT), du taux d'actualisation adéquat à retenir pour calculer la valeur actuelle de ces flux de trésorerie futurs et du taux de croissance retenu.

Les calculs de valeur de marché reposent sur une appréciation de la part de la direction du prix de transaction qui pourrait résulter de la vente des actifs soumis au test, étant donné l'état d'usure de ces actifs.

L'approche retenue pour l'activité Fret est décrite en *note 2.8*.

Les modalités des tests de dépréciation sont présentées en *note 8* et les résultats en *note 28*.

– *Les provisions pour risques et les éléments relatifs aux avantages liés au personnel*
Le coût des avantages est déterminé à partir d'évaluations actuarielles basées sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux d'augmentation des salaires, de taux de mortalité et d'inflation. En raison du caractère long terme des plans, l'incertitude liée à ces hypothèses est significative et peut entraîner des variations significatives des provisions selon l'évolution des hypothèses.

– *La charge d'impôt et la reconnaissance des impôts différés actifs*
Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés lorsqu'il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels les économies d'impôt non utilisées pourront être imputées. La capacité du Groupe à recouvrer ces actifs d'impôt est appréciée au travers d'une analyse basée notamment sur son plan d'affaires et sur les aléas liés aux conjonctures économiques et aux incertitudes des marchés sur lesquels le Groupe intervient. S'il s'avérait que les résultats fiscaux futurs du Groupe étaient sensiblement différents de ceux retenus pour déterminer le montant des impôts différés actifs, le Groupe reverrait à la baisse ou à la hausse le montant des actifs d'impôt différé. Cet ajustement aurait une contrepartie dans le compte de résultat.

– *Provisions pour risques liés à l'environnement*
Le Groupe comptabilise une provision pour risques environnementaux dès lors qu'il existe une obligation légale ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources et pouvant être estimée de façon fiable.

Les montants comptabilisés au titre de la dépollution des sites reposent sur la meilleure estimation possible des diagnostics réalisés au moment de l'arrêté des comptes et sur la prise en considération de ces valorisations pour les risques connus et pour lesquels les diagnostics sont en cours.

Les montants comptabilisés au titre du désamiantage du matériel roulant correspondent aux prix estimés du désamiantage au terme de la vie du matériel.

Ils sont déterminés à partir des prix actuellement facturés par les «ferrailleurs-désamianteurs». Ces prix ne comprennent ni le coût du transport pour amener l'engin chez le «ferrailleur-désamianteur» ni le prix de vente de la ferraille.

– *Instruments financiers dérivés*
Le Groupe utilise des hypothèses pour évaluer la juste valeur de ses instruments financiers dérivés. Les principes de comptabilisation et d'évaluation sont décrits en *note 2.16.*

– L'appréciation du niveau de contrôle (conjoint) du Groupe dans Eurostar International Limited («EIL») et la méthode de consolidation qui en résulte (intégration proportionnelle)

La création effective d'EIL, entité de droit britannique, est intervenue le 1er septembre 2010 après réalisation des apports, par chaque partie, d'actifs nécessaires à l'activité d'EIL, en nature et/ou en numéraire, en échange d'une participation au capital de la société. EIL est ainsi détenue par la SNCF à hauteur de 55%, par LCR à hauteur de 40% et par SNCB à hauteur de 5%.

Parallèlement à la création d'EIL, un pacte entre les trois actionnaires a été établi. Il précise la composition du Conseil d'administration (ou *board*), définit une procédure de prise de décision destinée à protéger leurs intérêts, encadre le règlement des conflits potentiels et prévoit un droit de préemption au profit de chaque actionnaire dans l'éventualité où l'un d'eux serait amené à se retirer de la structure.

Les caractéristiques de la procédure de résolution des litiges conduisent en pratique SNCF et LCR à trouver un accord sur l'ensemble des décisions stratégiques sans que l'un ou l'autre puisse imposer unilatéralement son point de vue.

SNCF considère ainsi que le contrôle conjoint est l'analyse qui traduit le plus fidèlement la gouvernance mise en place et son application pratique.

# 2 PRINCIPES COMPTABLES

## 2-1 Principes de consolidation

### 2-1-1 Entités contrôlées ou sous influence notable

Les sociétés contrôlées dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif directement ou indirectement sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Le contrôle est présumé exister lorsque le Groupe détient plus de 50% des droits de vote d'une entité (sont pris en compte les droits de vote existants et les droits de votes potentiels immédiatement exerçables) ou lorsque le Groupe a le pouvoir :

– sur plus de la moitié des droits de vote en vertu d'un accord avec d'autres investisseurs;

– de diriger la politique financière et opérationnelle de l'entreprise en vertu d'un contrat;

– de nommer ou de révoquer la majorité des membres du Conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent;

– de réunir la majorité des droits de vote dans les réunions du Conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent.

La totalité du résultat des filiales est répartie entre le Groupe et les participations ne donnant pas le contrôle en fonction de leur pourcentage d'intérêt même si cela conduit à comptabiliser des participations ne donnant pas le contrôle pour des valeurs négatives.

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle, en fonction du pourcentage d'intérêt du Groupe. Le contrôle conjoint est le partage du contrôle d'une entreprise exploitée en commun par un nombre limité d'associés ou d'actionnaires, de sorte que les politiques financières et opérationnelles résultent de leur accord conjoint.

Les entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle sont consolidées par la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est présumée lorsque la participation du Groupe est supérieure ou égale à 20%.

Les résultats des sociétés acquises, ou cédées, au cours de l'exercice sont comptabilisés dans le compte de résultat consolidé du Groupe à compter de la date de prise de contrôle et jusqu'à la date de transfert de ce contrôle en cas de cession.

Les comptes des sociétés intégrées globalement ou proportionnellement et mises en équivalence sont retraités pour les mettre en conformité avec les principes comptables du Groupe. Toutes les transactions significatives entre les sociétés consolidées ainsi que les résultats internes sont éliminés.

Les comptes des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont arrêtés au 31 décembre 2011.

La liste des filiales est présentée en *note 37*.

### 2-1-2 ESH (Sociétés HLM)

L'appréciation du contrôle des Entreprises Sociales pour l'Habitat (ESH, sociétés dites HLM) constitue un domaine normatif complexe qu'il convient d'analyser avec pragmatisme à la lumière des contraintes fixées par le cadre très strict de la réglementation HLM et des orientations que SNCF se fixe dans sa politique du logement. Il apparaît que la consolidation ne s'impose pas notamment car :

– si SNCF exerce une influence sur certains aspects de gestion des ESH, elle ne peut pas être qualifiée d'influence de contrôle,

– l'attachement du groupe SNCF à la détention de quatre ESH concernées tire primordialement sa source dans des raisons institutionnelles et d'intérêt général et non dans des considérations financières et patrimoniales directes ou indirectes.

Les titres des sociétés HLM sont par conséquent maintenus à l'actif du bilan et classés en actifs financiers disponibles à la vente. Une information spécifique est donnée en *note 10*.

### 2-1-3 Sofiap

SNCF est actionnaire d'un groupe de sociétés orienté vers le financement immobilier. Regroupé sous la marque Socrif, cet ensemble est composé de SNCF Habitat (société coopérative d'intérêt collectif détenue à 100%), de Sofiap (établissement de crédit détenu à 49% et contrôlé par le Crédit Immobilier de France Développement) et de Soprim (société par actions simplifiée détenue à 100%). SNCF Habitat et Soprim ayant une activité très limitée ne sont pas consolidées. Sofiap en l'absence de contrôle effectif n'est pas consolidée. Cette société présente les agrégats financiers suivants à la clôture :

– actifs non courants : 606 M€ (645 M€ au 31 décembre 2010) ;

– passifs non courants : 644 M€ (434 M€ au 31 décembre 2010).

## 2-2 Regroupements d'entreprises

### 2-2-1 Principes généraux

En application de la méthode de l'acquisition, les actifs et passifs identifiables de la société acquise qui satisfont aux critères de reconnaissance en IFRS, sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition, à l'exception des actifs disponibles à la vente ou destinés à être cédés qui sont comptabilisés à leur juste valeur diminuée des coûts de vente liés.

Seuls les passifs identifiables remplissant les critères de reconnaissance d'un passif ou d'un passif éventuel chez la société acquise sont comptabilisés à la date d'acquisition dans le cadre de l'allocation du coût du regroupement d'entreprises. Ainsi, un passif de restructuration de l'entreprise acquise n'est comptabilisé dans le cadre de l'affectation du coût du regroupement, que si, à la date d'acquisition, l'entreprise acquise a une obligation actuelle d'effectuer cette restructuration.

Les ajustements des justes valeurs des actifs et passifs acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises comptabilisés initialement sur la base de valeurs provisoires (du fait de travaux d'évaluation externe en cours ou d'analyses complémentaires restant à mener), sont comptabilisés comme des ajustements rétrospectifs de l'écart d'acquisition s'ils surviennent dans les douze mois suivant la date d'acquisition. Au-delà de ce délai, ces ajustements sont comptabilisés directement en résultat sauf s'ils correspondent à des corrections d'erreur.

Les rachats et cessions de participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) sans changement du niveau de contrôle sont imputés sur les capitaux propres.

### 2-2-2 Regroupements d'entreprises antérieurs au 1er janvier 2010 (application de l'ancienne norme IFRS 3)

Les participations ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise sont évaluées sur la base de leur quote-part dans la juste valeur nette des actifs et passifs comptabilisés.

L'écart entre le coût d'acquisition et la quote-part du Groupe dans les actifs nets acquis évalués à leur juste valeur est comptabilisé en écart d'acquisition. Les coûts directement attribuables au regroupement font partie du coût d'acquisition.

Dans le cas d'une prise de contrôle par étape, la réévaluation à la juste valeur de la quote-part antérieurement détenue est enregistrée en capitaux propres.

Les compléments de prix sont comptabilisés à la juste valeur à la date de prise de contrôle. Les ajustements des compléments de prix sont enregistrés en contrepartie de l'écart d'acquisition sans limitation de temps.

### 2-2-3 Regroupements d'entreprises postérieurs au 1er janvier 2010 (application de la norme IFRS 3 révisée)

Pour les participations ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise, le Groupe a le choix, pour chaque regroupement, entre la méthode du goodwill partiel et celle du goodwill complet.

– Dans la méthode du goodwill partiel seule la part de l'écart d'acquisition attribuable au Groupe est comptabilisée au bilan. Les participations ne donnant pas le contrôle sont évaluées sur la base de leur quote-part dans la juste valeur nette des actifs et passifs comptabilisés.

– Dans la méthode du goodwill complet, l'écart d'acquisition est comptabilisé en totalité. La part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle est incluse dans la valorisation des participations ne donnant pas le contrôle qui sont ainsi comptabilisées à leur juste valeur.

Les coûts directement attribuables au regroupement ne font plus partie du coût d'acquisition celui-ci se limitant à une logique de prix payé au vendeur pour l'acquisition des titres. Ils sont comptabilisés en charges.

Dans le cas d'une prise de contrôle par étape, la réévaluation à la juste valeur de la quote-part antérieurement détenue est enregistrée en résultat opérationnel après les résultats de cession d'actifs.

Les compléments de prix sont comptabilisés à la juste valeur à la date de prise de contrôle. Les ajustements des compléments de prix sont enregistrés en contrepartie de l'écart d'acquisition si et seulement s'ils interviennent durant le délai d'affectation et sont liés à de nouvelles informations sur la situation existante à la date de contrôle.

## 2-3 Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les comptes des filiales étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro sont convertis en euros selon la méthode du cours de clôture :

– les comptes de bilan sont convertis sur la base des taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice ;

– les comptes de résultat sont convertis sur la base des taux de change moyens de l'exercice ;

– les écarts de conversion résultant de la variation entre les taux de clôture de l'exercice précédent et ceux de l'exercice en cours sur les éléments de bilan, ainsi que ceux provenant de la différence entre les taux de change moyens et les taux de change à la clôture sur les éléments de résultat, sont portés dans le poste « Écarts de conversion » inclus dans les capitaux propres consolidés.

De même, les écarts de change résultant de la conversion de créances ou dettes faisant partie de l'investissement net dans une filiale à l'étranger sont enregistrés dans le poste « Écarts de conversion » dans les capitaux propres. Ils sont comptabilisés en résultat lors de la sortie de l'investissement net.

## 2-4 Conversion des opérations en devises

Les opérations libellées en monnaies étrangères sont converties par la filiale dans sa monnaie fonctionnelle au cours du jour de la transaction.

Les éléments monétaires du bilan sont réévalués au cours de clôture de chaque arrêté comptable. Les écarts de change correspondants sont enregistrés au compte de résultat ou comme une composante distincte des capitaux propres s'ils sont relatifs à des opérations de couvertures qualifiées en IFRS d'investissements nets ou de flux de trésorerie.

## 2-5 Accords de concession de services

### 2-5-1 Présentation de l'interprétation IFRIC 12

Une convention est incluse dans le champ d'application de l'interprétation IFRIC 12 lorsque les actifs utilisés pour la réalisation du service public sont contrôlés par le concédant. Le contrôle est présumé quand les deux conditions suivantes sont remplies :

– le concédant contrôle ou régule le service public, c'est-à-dire qu'il contrôle ou régule les services qui doivent être rendus grâce à l'infrastructure objet de la concession et détermine à qui et à quel prix ce service doit être rendu ; et

– le concédant contrôle l'infrastructure, c'est-à-dire a le droit de reprendre l'infrastructure en fin de contrat.

En application de l'interprétation IFRIC 12, les infrastructures utilisées ne peuvent dans ces cas être inscrites au bilan du concessionnaire en tant qu'immobilisation corporelle mais figurent sous la forme d'un actif incorporel (« modèle de l'actif incorporel ») et/ou d'un actif financier (« modèle de l'actif financier ») selon le degré d'engagement de rémunération consenti par le concédant :

– le « modèle de l'actif incorporel » s'applique lorsque le concessionnaire reçoit un droit à facturer les usagers du service public et que le concessionnaire est payé en substance par l'usager ce qui fait supporter un risque de demande au concessionnaire ;

– le « modèle de l'actif financier » s'applique quand le concessionnaire obtient un droit inconditionnel à recevoir de la trésorerie ou un autre actif financier, soit directement de la part du concédant soit indirectement par l'intermédiaire des garanties données par le concédant sur le montant des encaissements de la part des usagers du service public. La rémunération est indépendante de la fréquentation de l'infrastructure par les usagers.

### 2-5-2 Activités susceptibles d'être concernées dans le Groupe

Dans le cadre de ses activités de transport de proximités (régionaux, locaux), le Groupe, par l'intermédiaire de sa branche SNCF Proximités est amené à assurer des prestations de service public (service conventionné de transport ferroviaire) pour une collectivité publique (en France, les Régions – Autorités Organisatrices des réseaux de transport régionaux – et les communautés urbaines et à l'international, différentes autorités publiques locales), moyennant une rémunération. Ces prestations font l'objet de conventions dites d'exploitation d'une durée de trois à dix ans. Le traitement comptable de ces conventions est exposé dans l'interprétation IFRIC 12 « Accords de concession de services » applicable de façon rétrospective aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2010 pour les infrastructures immobilisées après la conclusion des dites conventions.

### 2-5-3 Cas de figures identifiés

Certains contrats sont hors champ d'application d'IFRIC 12 parce que les conditions de présomption de contrôle par le concédant ne sont pas remplies. Les actifs afférents à ces contrats continuent d'être comptabilisés en immobilisations corporelles comme sur les exercices précédents.

Pour les autres contrats dans le champ d'application de l'interprétation, les biens construits ou acquis postérieurement à la signature du contrat pour remplir la mission de service public sont classés soit en actif financier soit en actif incorporel selon le niveau d'exposition aux risques du contrat. Les autres biens construits ou acquis antérieurement à la signature de ces contrats continuent d'être comptabilisés en immobilisations corporelles comme sur les exercices précédents.

### 2-5-4 Subventions associées

Les subventions reçues dans le cadre de contrats de concessions sont présentées en diminution des actifs incorporels ou des actifs financiers en fonction du modèle applicable après analyse de chaque contrat de concession.

Dans le modèle de l'actif incorporel, les subventions viennent en réduction de la charge d'amortissement de l'actif incorporel du domaine concédé sur la durée résiduelle du contrat de concession.

Dans le modèle de l'actif financier, les subventions d'investissement sont assimilées à une modalité de remboursement de cet actif. Les infrastructures sous le champ d'application d'IFRIC 12 qui sont totalement subventionnées apparaissent pour une valeur nulle à l'actif du bilan.

Le détail des impacts sur les immobilisations corporelles et actifs financiers est donné en *notes 7 et 9.5.*

## 2-6 Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition ou goodwill sont déterminés comme décrit en *note 2.2.*

Ils sont comptabilisés à leur coût diminué des dépréciations éventuelles. Des corrections ou ajustements peuvent être apportés à la juste valeur des actifs et passifs acquis dans les douze mois qui suivent l'acquisition. Il en résulte une correction rétrospective de l'écart d'acquisition.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an.

Les écarts d'acquisition négatifs sont immédiatement comptabilisés en résultat opérationnel.

En cas de cession d'une participation, la plus ou moins-value de cession tient compte de la valeur nette comptable du goodwill relatif à l'activité cédée.

## 2-7 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement la clientèle, les droits au bail, licences et logiciels, ainsi que les marques acquises lors de regroupements d'entreprises. Elles sont comptabilisées à leur coût historique ou, le cas échéant, à la juste valeur à la date de prise de contrôle si ces immobilisations sont acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises.

Lorsque leur durée de vie est définie, elles sont amorties selon la méthode linéaire sur des périodes qui correspondent à leur durée d'utilité laquelle varie de un à cinq ans.

Lorsque leur durée de vie est indéfinie, les immobilisations ne sont pas amorties et font l'objet d'un test de perte de valeur au moins une fois par an.

En application d'IFRIC 12 sur les accords de concession de services, des immobilisations incorporelles sont constatées au titre des contrats de concession lorsque le Groupe, concessionnaire, reçoit un droit à facturer les usagers du service public et est payé en substance par l'usager ce qui lui fait supporter un risque de demande. L'actif incorporel est alors amorti sur la durée de la convention.

## 2-8 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles du Groupe sont composées de biens remis en jouissance par l'État, de biens propres et de biens faisant l'objet de contrats de location financement.

La Loi française d'Orientation des Transports Intérieurs (LOTI), partiellement recodifiée dans la partie législative du Code des transports du 28 octobre 2010, fixe les conditions de possession du domaine confié au groupe SNCF.

Le 1er janvier 1983, à la création de l'établissement public industriel et commercial SNCF, les biens immobiliers, antérieurement concédés à la société anonyme d'économie mixte à laquelle il succédait, lui ont été remis en dotation.

Ces biens, mis à disposition par l'État français, sans transfert de propriété, sont inscrits à l'actif du bilan du groupe SNCF afin d'apprécier la réalité économique de la gestion du Groupe.

Sous réserve des dispositions légales applicables aux ouvrages déclarés d'intérêt général ou d'utilité publique, SNCF exerce tous les pouvoirs de gestion sur les biens immobiliers qui lui sont remis ou qu'elle acquiert.

Les biens immobiliers détenus par l'établissement public, qui cessent d'être affectés à la poursuite de ses missions ou qui font partie du domaine privé, peuvent recevoir une autre affectation domaniale ou être aliénés par l'établissement public à son profit.

### 2-8-1 Biens propres

Les immobilisations corporelles acquises en pleine propriété figurent à l'actif du bilan consolidé à leur coût d'acquisition. Les immobilisations produites en interne sont comptabilisées à leur coût de production. Les immobilisations acquises *via* un regroupement d'entreprises sont enregistrées à leur juste valeur lors de l'entrée dans le périmètre.

Le coût de production des immobilisations produites comprend le coût des matières et de la main-d'œuvre utilisées pour la production des immobilisations, y compris les pièces de rechange acquises à l'origine. Les frais financiers sont capitalisés depuis le 1er janvier 2009 suivant IAS 23 révisée. Les immobilisations corporelles ne font pas l'objet de réévaluation périodique.

Les dépenses d'entretien et de réparation sont comptabilisées comme suit :

— Pour le matériel roulant :

– les charges d'entretien courant supportées au cours de la vie du matériel (remise en état des pièces de rechange défectueuses, ainsi que remplacement des pièces inutilisables ou manquantes) constituent des charges d'exploitation ;

– les dépenses relatives aux programmes pluriannuels de grandes révisions sont immobilisées sous la forme d'un composant révision, qui est ensuite amorti ;

– les dépenses de révision effectuées au terme de la durée de vie initiale du composant, ainsi que celles intervenues lors d'opérations de rénovation ou de transformation, sont portées en immobilisations dès lors qu'elles en prolongent la durée de vie ;

— Pour les installations fixes :

– les charges d'entretien courant et de réparation (visites techniques, contrats de maintenance…) constituent des charges d'exploitation ;

– les dépenses relatives aux programmes pluriannuels de gros entretien des constructions sont immobilisées en procédant au renouvellement partiel ou total de chaque composant concerné.

Les obligations de désamiantage du matériel roulant sont comptabilisées, comme les obligations de démantèlement, en contrepartie d'une augmentation de la valeur du matériel à l'actif du bilan (*voir note 2.20.1).*

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur rythme d'utilisation, c'est-à-dire principalement suivant le mode linéaire et selon le mode dégressif sur une durée d'utilité de quatre ans pour le matériel informatique.

## 2-8-2 Durées d'amortissement

Les durées retenues sont les suivantes :

| | |
|---|---|
| **Aménagements des terrains** | **20 ans** |
| **Constructions complexes (gares, bâtiments administratifs...)** | |
| Gros œuvre | 50 ans |
| Clos et couvert | 25 ans |
| Second œuvre | 25 ans |
| Aménagements | 15 ans |
| Lots techniques | 15 ans |
| **Constructions simples (ateliers, entrepôts…)** | |
| Gros œuvre, second œuvre, clos et couvert | 30 ans |
| Aménagements | 15 ans |
| Lots techniques | 15 ans |
| **Matériel et outillage** | **5 à 20 ans** |
| **Véhicules automobiles** | **5 ans** |
| **Matériel de transport ferroviaire :** | |
| TGV : | |
| Structure | 30 ans |
| Aménagement intérieur | 15 ans |
| Révision | 15 ans |
| Locomotives électriques et diesel : | |
| Structure | 30 ans |
| Révision | 15 ans |
| Automoteurs : | |
| Structure | 30 ans |
| Aménagement intérieur | 15 ans |
| Révision | 15 ans |
| Voitures voyageurs : | |
| Structure | 30 ans |
| Aménagement intérieur | 15 ans |
| Révision | 10 à 15 ans |
| Wagons | 30 ans ± 20 % |
| Navires | 25 ans |
| **Autres immobilisations corporelles** | **3 à 5 ans** |

## 2-9 Dépréciation des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et corporelles

Le Groupe apprécie à chaque arrêté comptable, s'il existe un indice montrant qu'un actif a pu perdre notablement de la valeur. Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué.

Les écarts d'acquisition, les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée font l'objet d'un test de dépréciation chaque année, ainsi qu'à chaque fois que des indicateurs montrent qu'une perte de valeur a pu être encourue.

Pour réaliser le test de dépréciation, chaque écart d'acquisition est alloué au niveau de chaque Unité Génératrice de Trésorerie («UGT») ou groupe d'UGT susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises, que d'autres actifs ou passifs de l'entreprise acquise soient ou non affectés à ces unités ou groupes d'UGT. Cette UGT représente le niveau le plus fin auquel le goodwill est suivi pour les besoins de gestion interne.

Les actifs incorporels et corporels font l'objet d'une dépréciation lorsque des événements ou des circonstances intervenus au cours de la période (obsolescence, dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions, chute des revenus et autres indicateurs externes…), indiquent qu'une perte de valeur a pu être subie et que leur valeur recouvrable pourrait être inférieure à leur valeur nette comptable.

Le test de dépréciation consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif ou de l'écart d'acquisition avec sa valeur recouvrable laquelle est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de sortie et la valeur d'utilité. La valeur recouvrable d'un actif est calculée de manière individuelle, sauf si cet actif ne génère pas d'entrées de trésorerie indépendantes de celles des autres actifs ou groupe d'actifs. Dans ce cas, qui est celui de la plupart des actifs corporels et incorporels de SNCF et des écarts d'acquisition, le Groupe calcule la valeur recouvrable du groupe d'actifs (unité génératrice de trésorerie – UGT) à laquelle appartient l'actif testé.

La valeur d'utilité correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation et de leur sortie. Elle est appréciée notamment par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés déterminés dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction de SNCF :

– les flux de trésorerie sont issus des plans d'affaires établis sur des durées de trois à cinq ans et validés par les organes de direction;

– au-delà de cet horizon, les flux sont extrapolés par application d'un taux de croissance à long terme proche de l'inflation long terme attendue en France par le Groupe, dans la limite de la durée de vie des immobilisations testées ou à l'infini pour les goodwill et autres actifs incorporels à durée de vie indéfinie;

– l'actualisation des flux est effectuée en utilisant des taux appropriés à la nature des activités.

Les pertes de valeur enregistrées sur des écarts d'acquisition sont irréversibles.

## 2-10 Actifs et passifs relatifs aux actifs détenus en vue d'être cédés et activités abandonnées

Un abandon d'activité correspond à une activité ou une zone géographique significative pour le Groupe faisant soit l'objet d'une cession soit d'un classement en actif détenu en vue d'une vente.

Conformément à la norme IFRS 5 «Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées» :

– les actifs non courants des entités contrôlées détenus en vue d'être cédés sont présentés sur une ligne distincte du bilan pour une valeur correspondant au plus faible de la valeur nette comptable ou de la juste valeur nette des coûts de sortie. Les dettes éventuellement attachées à ces actifs ou activités sont également présentées de manière distincte sur une ligne du passif;

– les impacts sur le résultat de l'exercice de l'ensemble des activités non poursuivies sont présentés sur une ligne spécifique du compte de résultat, en dehors des activités ordinaires;

– les impacts sur les flux de trésorerie des activités abandonnées sont présentés en notes annexes.

## 2-11 Opérations de location financement

Les immobilisations louées sont comptabilisées comme des acquisitions financées par emprunt dès lors que les conditions des contrats correspondent à celles des locations financement. Les contrats de location financement sont des contrats par lesquels le bailleur cède au preneur le droit

d'utiliser un actif pour une période déterminée, en échange d'un paiement et le bailleur transfère l'essentiel des avantages et des risques inhérents à la propriété de l'actif. Les critères d'appréciation de ces contrats sont fondés notamment sur les éléments suivants :

– le contrat prévoit le transfert obligatoire de la propriété à la fin de la période de location,

– le contrat contient une option d'achat et les conditions de l'option sont telles que le transfert de propriété paraît hautement probable à la date de conclusion du bail,

– la durée du contrat couvre la majeure partie de la vie économique estimée du bien loué,

– la valeur actualisée de la somme des redevances minimales prévues au contrat est proche de la juste valeur du bien.

– les actifs loués sont d'une nature tellement spécifique que seul le preneur peut les utiliser sans leur apporter de modifications majeures.

Les immobilisations concernées sont alors présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements minimaux ou leur juste valeur si celle-ci est inférieure. Elles sont amorties selon les mêmes durées que les biens équivalents détenus en pleine propriété ou remis en jouissance.

Les contrats de location ne possédant pas les caractéristiques d'un contrat de location financement sont enregistrés comme des contrats de location simple et seules les redevances sont enregistrées en résultat.

### 2-11-1 Opérations de cession-bail et assimilées

#### 2-11-1-1 Cession-bail

Dans le cadre d'une cession de bien débouchant sur un contrat de location financement, l'opération est comptabilisée conformément aux principes présentés ci-dessus. Dans le cas d'une plus-value de cession, celle-ci est différée et étalée sur la durée du contrat de location.

#### 2-11-1-2 Autres opérations

Par ailleurs, certains montages financiers s'appuient sur des contrats de location financement préexistants. La structure de financement existante du matériel n'étant pas modifiée et le bénéfice de ces opérations étant définitivement acquis, il est enregistré, dès la signature du contrat, en résultat financier *(voir note 32.1).*

## 2-12 Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent les titres de participation de sociétés ni contrôlées ni sous influence notable, les placements, les prêts et créances financières, les dépôts de garantie versés afférents aux instruments dérivés (cash collateral actif) et la juste valeur des instruments dérivés.

Les achats «normalisés» sont enregistrés à leur date de règlement.

Les actifs financiers sont présentés en actifs non courants, excepté ceux dont l'échéance est inférieure à douze mois à la date de clôture, qui sont classés en actifs courants ou en équivalents de trésorerie suivant le cas.

La juste valeur des instruments financiers cotés est déterminée par référence au cours de bourse à la date de clôture. Elle relève du niveau 1 de la hiérarchie des justes valeurs définie au paragraphe 27A d'IFRS 7. Celle des instruments financiers non cotés pour lesquels il existe des instruments cotés, similaires en nature et maturité est déterminée par référence au cours de bourse de ces instruments. Pour les autres instruments non cotés, la juste valeur est déterminée en utilisant des techniques d'évaluation telles que l'actif net réévalué, les flux de trésorerie actualisés ou les modèles d'évaluation retenus pour les options. Les modèles prenant en considération des hypothèses basées sur les données du marché relèvent du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs définie au paragraphe 27A d'IFRS 7 tandis que les autres modèles basés sur des données non observables de marché relèvent du niveau 3 de cette même hiérarchie.

### 2-12-1 Actifs disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente comprennent les titres de participation du Groupe dans le capital de sociétés non consolidées, que le Groupe détient sans en rechercher un profit à court terme, et des placements qui ne répondent pas à la définition des autres catégories d'actifs.

Les titres de participation sont évalués à la juste valeur sauf si elle ne peut être déterminée de manière fiable. Ils sont alors maintenus au bilan à leur coût d'acquisition. La juste valeur est déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque société. Les critères généralement retenus sont la valeur de marché ou la quote-part des capitaux propres et les perspectives de rentabilité à défaut de valeur de marché disponible.

Les placements sont évalués à la juste valeur en utilisant les données de marché, courbe des taux et spreads de crédit de chacun des émetteurs des titres. L'évaluation de ces placements est rapprochée de leur cotation lorsque celle-ci est disponible.

Les variations de juste valeur des titres classés en disponibles à la vente sont inscrites dans un compte spécifique en autres éléments du résultat global. Les montants constatés en capitaux propres ne sont repris en résultat que lors de la cession de l'actif. En cas de baisse significative ou prolongée de la juste valeur en deçà de leur valeur comptable, une perte de valeur est constatée. Elle est enregistrée dans un compte de perte de valeur avec pour contrepartie le résultat. Cette perte de valeur ne peut pas être reprise lorsqu'elle concerne des actions.

### 2-12-2 Actifs à la juste valeur par le résultat (actifs de transaction)

Les actifs de transaction comprennent des actifs que le Groupe a l'intention de revendre dans un terme proche afin de réaliser une plus-value, et des actifs volontairement classés dans cette catégorie.

En particulier, la trésorerie du groupe SNCF fait l'objet d'une gestion globale, définie dans un cadre général de gestion des risques de marché approuvé par son Conseil d'administration, combinant des placements en titres de créances négociables et en OPCVM monétaires. Sa performance est mesurée, à l'instar de celle des OPCVM, en référence à l'Euro Overnight Index Average (EONIA). Les OPCVM étant enregistrés sur la base d'une valeur liquidative qui tient compte de la juste valeur du portefeuille, et afin d'obtenir une cohérence d'ensemble, les placements dont l'échéance à la date d'origine est supérieure à trois mois sont enregistrés volontairement dans cette catégorie.

Ils sont valorisés à la juste valeur à la date de clôture et les variations de valeur sont inscrites en résultat financier.

La quasi-totalité de ces placements fait l'objet d'une évaluation à la juste valeur basée sur les données de marché et qui relève du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs définie au paragraphe 27A d'IFRS 7.

### 2-12-3 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués des liquidités immédiatement disponibles (disponibilités) et des placements à très court terme, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, dont l'échéance à la date d'origine est inférieure ou égale à trois mois et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. En particulier, les placements en SICAV et Fonds Communs de Placement monétaires dont la sensibilité est marginale sont classés dans cette catégorie. Il s'agit notamment de SICAV et Fonds Communs de Placement de la catégorie monétaire euros selon l'AMF ou qui ont une sensibilité inférieure à 0,25 point de base.

Pour ces titres, la juste valeur retenue est la valeur liquidative des OPCVM. Elle relève du niveau 1 de la hiérarchie des justes valeurs définie au paragraphe 27A d'IFRS 7. En revanche, compte tenu de leur durée résiduelle à la clôture, les placements autres sont comptabilisés à leur valeur nominale.

Les concours bancaires courants classés parmi les passifs financiers courants font partie de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour l'élaboration de l'état des flux de trésorerie.

### 2-12-4 Prêts et créances émis

Ce poste inclut la créance sur RFF, la créance sur la Caisse de la Dette Publique, les créances rattachées à des participations, les prêts « aides à la construction », les autres prêts et les dépôts de garantie (dont les « cash collatéral actifs ») ainsi que les actifs financiers relatifs à des contrats de concession (IFRIC 12). Ces instruments financiers sont évalués initialement à la juste valeur puis au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

Ces instruments sont présentés en actifs non courants, excepté ceux dont l'échéance est inférieure à douze mois à la date de la clôture, qui sont classés en actifs courants.

En cas d'indication objective d'une dépréciation des actifs financiers, à savoir une baisse significative et durable de la valeur de l'actif, une dépréciation est constatée par le résultat. Une indication objective résulte de la connaissance par le Groupe de difficultés financières du débiteur (défaut de paiement, liquidation…).

#### 2-12-4-1 Créance sur Réseau Ferré de France

La loi du 13 février 1997, portant création de Réseau Ferré de France (RFF), précise, dans son article 7, qu'en contrepartie du transfert des immobilisations d'infrastructure au

1er janvier 1997, une dette de 20,5 milliards d'euros est transférée à Réseau Ferré de France.

Ce transfert a consisté en la constatation, à l'actif du bilan du groupe SNCF, d'une créance sur RFF, le passif de l'entreprise restant identique.

La créance sur RFF a été constituée ligne à ligne de manière à ce qu'elle présente une structure, en termes d'échéances, de devises et de nature de taux en tous points identiques à celle de la dette de l'entreprise après contrats d'échange arrêtée au 31 décembre 1996 à 30,3 milliards d'euros.

Le cours d'origine retenu pour les devises incluses dans la créance a été celui du 31 décembre 1996.

Par ailleurs, les postes comptables de produits ou charges restant à étaler représentatifs des primes et frais d'émission ou de produits ou charges sur contrats d'échange ont fait l'objet d'un transfert, matérialisé par un flux de trésorerie. Ce flux est constaté dans les comptes du groupe SNCF sous la forme d'un produit constaté d'avance, qui est enregistré en résultat en fonction des échéances des transactions correspondantes.

Une convention, signée entre les deux établissements, supporte la créance sur RFF.

La créance est évaluée au coût amorti. Elle fait, le cas échéant, l'objet d'une comptabilité de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Dans le cas de la couverture de juste valeur, les lignes correspondantes sont évaluées à la juste valeur en utilisant les données de marché. Elle relève du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs définie au paragraphe 27A d'IFRS 7.

**2-12-4-2 Créance sur la caisse de la dette publique**

Conformément au contrat de plan signé en 1990 entre l'État français et SNCF, il avait été créé au 1er janvier 1991, un Service Annexe d'Amortissement de la Dette (SAAD), dont la vocation était d'isoler une part de la dette de SNCF.

Lors de la construction du bilan d'ouverture IFRS au 1er janvier 2006 de SNCF, la dette provenant du SAAD a été intégrée au bilan de la SNCF. Parallèlement, la confirmation de l'engagement de l'État à contribuer à l'amortissement et à la charge de la dette de ce Service Annexe a conduit à reconnaître une créance au titre des versements attendus de l'État.

Dans le courant du mois de décembre 2007, afin d'apporter une solution pérenne et définitive au devenir des engagements de l'État et du financement des dettes du SAAD, les opérations suivantes ont été réalisées :

1. Le 31 décembre 2007, à l'entrée en vigueur de la loi de finances rectificative pour 2007 et conformément à son article 82, ont été mis en place des contrats croisés dits « miroirs » entre la SNCF et la Caisse de la Dette Publique (CDP) :

– conclusion d'un contrat de prêt de SNCF à la CDP, ce contrat reflétant exactement le montant de la dette inscrite dans le SAAD et ses caractéristiques financières et portant également sur les dérivés associés ;

– simultanément, conclusion d'un contrat inverse, la CDP prêtant à SNCF dans les mêmes termes et conditions.

À l'issue de cette étape, SNCF était à la fois débitrice et créancière de la CDP sur un même montant, remboursable selon des modalités identiques, lesquelles sont le reflet des engagements vis-à-vis des tiers qui sont cantonnés dans le SAAD.

2. Ces contrats « miroirs » une fois mis en place, l'État, comme l'article 82 de la loi de finances rectificative pour 2007 l'y autorisait, s'est substitué à SNCF pour le remboursement de la dette de SNCF envers la CDP par l'arrêté du 28 décembre 2007.

3. Du fait de la reprise de cet engagement par l'État et du changement de débiteur corrélatif, SNCF s'est trouvée libérée de toute obligation au titre du contrat précité vis-à-vis de la CDP.

En contrepartie, les engagements financiers de l'État au 1er janvier 2006 au titre du SAAD ont été soldés.

À l'issue de ces opérations, il a été mis fin au SAAD. Il en résulte que SNCF :

– reste endettée vis-à-vis des détenteurs de titres avec les contreparties bancaires des instruments financiers à terme (contrats d'échange de devises et de taux d'intérêt) qu'elle a nouées ;

– détient une créance sur la CDP reflétant exactement le montant ainsi que les caractéristiques de la dette qui était portée par le SAAD et portant aussi les dérivés associés.

Les modalités de comptabilisation de la créance sont restées inchangées par rapport à celles qui avaient été retenues lors de la constatation d'une créance au titre des versements attendus de l'État au bilan d'ouverture IFRS au 1er janvier 2006, à savoir :

– la créance est enregistrée, à la date des transferts, à la juste valeur des dettes transférées ; elle est ensuite comptabilisée au coût amorti ;

– les instruments dérivés attachés à la créance sont enregistrés à la juste valeur, les variations de valeur étant enregistrées en résultat.

2-12-4-3 Actifs financiers relatifs aux contrats de concession (IFRIC 12)
En application d'IFRIC 12 sur les accords de concession de services, un actif financier est constaté lorsque le Groupe, concessionnaire, obtient un droit inconditionnel à recevoir de la trésorerie ou un autre actif financier, soit directement de la part du concédant soit indirectement par l'intermédiaire des garanties données par le concédant sur le montant des encaissements de la part des usagers du service public. La rémunération est indépendante de la fréquentation de l'infrastructure par les usagers. Les subventions d'investissement sont assimilées à une modalité de remboursement de l'actif financier opérationnel.
Le Groupe a choisi de catégoriser ces actifs financiers parmi les prêts et créances selon IAS 39 et de les comptabiliser au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif.

## 2-13 Stocks

Les stocks sont évalués au coût de revient ou à leur valeur nette de réalisation si celle-ci est inférieure. Le coût de revient correspond au coût d'acquisition ou au coût de production. Ce dernier incorpore les charges directes et indirectes de production.

Les coûts de revient sont calculés selon la méthode du coût moyen pondéré.

Les stocks font l'objet d'une dépréciation en fonction de leur rotation, nature, ancienneté et durée de vie.

## 2-14 Créances d'exploitation

Lors de leur émission, les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale, à l'exception des créances dont l'échéance est supérieure à un an, qui sont actualisées si l'effet de l'actualisation est significatif. Une dépréciation est constituée lorsqu'un risque de non recouvrement apparaît. La dépréciation est fondée sur une appréciation individuelle ou statistique de ce risque de non recouvrement déterminé sur la base de données historiques.

## 2-15 Paiements en actions

Certaines filiales accordent des actions ou des options de souscription d'actions à leurs salariés.

Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les plans d'options d'achat et de souscription d'actions, les offres réservées aux salariés et les attributions d'actions gratuites portant sur des actions des filiales accordées aux salariés du Groupe sont évaluées à la date d'octroi.

Pour procéder à cette évaluation, le Groupe a utilisé le modèle de Black & Scholes.

La juste valeur des services reçus en contrepartie de l'attribution de ces options est évaluée par référence à la juste valeur desdites options à la date de leur attribution et au nombre d'options supposées exerçables à la fin de la période d'acquisition des droits.

Au cours de la période d'acquisition des droits, la juste valeur totale ainsi déterminée est étalée de manière linéaire sur toute la période d'acquisition des droits du plan en question.

Cette valeur est enregistrée en charges de personnel avec une contrepartie directe en capitaux propres pour les plans dénoués en actions et en dettes vis-à-vis du personnel pour les plans dénoués en trésorerie.

## 2-16 Passifs financiers

Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres financements et découverts bancaires, les dépôts de garantie reçus afférents aux instruments dérivés (cash collateral passif) et la juste valeur négative des instruments dérivés.

Ces instruments sont présentés en passifs non courants, excepté ceux dont l'échéance est inférieure à douze mois à la date de la clôture, qui sont classés en passifs courants.

Les emprunts et autres passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur majorée des frais de transaction puis au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif.

Certains emprunts font l'objet d'une comptabilité de couverture de juste valeur ou d'une couverture de flux de trésorerie. En outre, certains emprunts, qui comportent des dérivés incorporés détachables qui font l'objet d'une couverture sont comptabilisés à leur juste valeur (option « fair value »). La variation de cette juste valeur est enregistrée en résultat financier.

L'option d'enregistrement de dettes à la juste valeur par le biais du compte de résultat est utilisée lorsque les dettes en cause comportent un dérivé incorporé modifiant de manière significative les flux de trésorerie qui seraient autrement exigés par le contrat ou lorsque le Groupe est dans l'incapacité d'évaluer séparément le dérivé incorporé. Cette option ne concernant que des dettes de la SNCF, Etablissement Public Industriel et Commercial, le Groupe considère qu'il n'existe pas de variation de valeur attribuable au risque de crédit propre.

La juste valeur des passifs financiers est déterminée en utilisant des techniques d'évaluation telles que les modèles d'évaluation retenus pour les options ou en utilisant la méthode des flux de trésorerie actualisés. Les modèles prennent en considération des hypothèses basées sur les données de marché constatées à la clôture et relèvent du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs définie au paragraphe 27A d'IFRS 7.

## 2-17 Instruments dérivés et comptabilité de couverture

Les instruments dérivés utilisés par le Groupe pour gérer ses risques de change, de taux et de matières premières sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur à la clôture.

### 2-17-1 Cas général

Les instruments dérivés sont évalués à la juste valeur lors de leur comptabilisation initiale et sont réévalués à la juste valeur par la suite.

Leur juste valeur est déterminée en utilisant des techniques d'évaluation telles que les modèles d'évaluation retenus pour les options ou en utilisant la méthode des flux de trésorerie actualisés. Les modèles prennent en considération des hypothèses basées sur les données de marché constatées à la clôture et relèvent du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs définie au paragraphe 27A d'IFRS 7.

La variation de valeur des instruments financiers dérivés non associés à des opérations d'exploitation et qui ne participent pas à une opération de couverture au sens de la norme IAS 39 est comptabilisée en résultat de la période, au sein du résultat financier.

### 2-17-2 Couverture de flux de trésorerie

Pour couvrir les flux à taux variable de ses dettes et créances et les encaissements et décaissements liés à son activité commerciale, le Groupe est amené à intervenir sur le marché des dérivés.

Lorsque les conditions de forme prévues par la norme IAS 39 sont établies, les instruments dérivés sont qualifiés de couverture de flux de trésorerie et leur variation de valeur est enregistrée directement dans un compte spécifique en autres éléments du résultat global, à l'exclusion de la part inefficace de la couverture, qui est comptabilisée en résultat. Lorsque les flux couverts se matérialisent, les montants accumulés en autres éléments du résultat global sont repris en résultat symétriquement aux flux de l'élément couvert.

### 2-17-3 Couverture de juste valeur

Le Groupe utilise également des instruments dérivés pour couvrir la valeur de ses dettes et créances à taux fixe en euros et en devises.

Lorsque les conditions de forme prévues par IAS 39 sont établies, les instruments dérivés sont qualifiés de couverture de juste valeur, et :

– les variations de valeur du dérivé sont enregistrées en résultat de la période,

– l'élément couvert est réévalué à sa juste valeur à la clôture, pour la part du risque couvert en contrepartie du résultat.

En conséquence, les variations de valeur du dérivé et du risque couvert se neutralisent en résultat, à l'exception de la part inefficace de la couverture.

## 2-18 Subventions d'investissement

Le Groupe perçoit des subventions d'investissement sous la forme de financement par des tiers de certaines de ses immobilisations ; les subventions reçues proviennent essentiellement des collectivités territoriales.

Les subventions d'investissement sont comptabilisées en diminution des actifs auxquels elles se rapportent (immobilisations incorporelles, corporelles et actifs financiers de concession). Les subventions relatives aux immobilisations incorporelles et corporelles sont enregistrées en résultat opérationnel (diminution de la dotation aux amortissements) en fonction de la durée d'utilité estimée des biens correspondants auxquels elles sont attachées. Les subventions d'investissement relatives aux actifs financiers de concession sont assimilées à une modalité de remboursement de l'actif financier opérationnel.

## 2-19 Impôts différés

Le Groupe comptabilise, par entité fiscale, des impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé. Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt voté à la date de clôture et applicable à la période de reversement des différences temporelles.

Les actifs d'impôts différés sur différences temporelles ou sur déficits reportables, ainsi que les crédits d'impôts, ne sont comptabilisés que lorsque leur récupération est jugée probable. La capacité du Groupe à recouvrer ces actifs d'impôts est appréciée au travers d'une analyse basée notamment sur son plan d'affaires et sur les aléas liés aux conjonctures économiques et aux incertitudes des marchés sur lesquels le Groupe intervient.

S'agissant des participations dans les filiales, coentreprises et sociétés mises en équivalence, un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toute différence temporelle imposable entre la valeur comptable des titres et leur base fiscale sauf si :

– le Groupe contrôle la date à laquelle cette différence temporelle se renversera (*via* par exemple une distribution de dividendes ou une cession de la participation) ; et

– il est probable que cette différence ne se renversera pas dans un avenir prévisible.

Ainsi, pour les sociétés intégrées globalement et proportionnellement, un passif d'impôt différé n'est reconnu qu'à due concurrence des impôts de distribution sur les dividendes dont le versement est planifié par le Groupe.

Quant à l'impôt différé actif, il est comptabilisé seulement dans la mesure où, il est probable que :

– la différence temporelle s'inversera dans un avenir prévisible ; et

– il existera un bénéfice imposable sur lequel pourra s'imputer la différence temporelle.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés et sont classés en non courant.

## 2-20 Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont le règlement devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler de pratiques du Groupe ou d'engagements externes ayant créé une attente légitime des tiers concernés sur le fait que le Groupe assumera certaines responsabilités.

L'estimation du montant figurant en provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que le Groupe doive supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée. Une information en annexe est alors fournie.

Les passifs éventuels correspondent à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du Groupe ou des obligations probables pour lesquelles la sortie de ressources ne l'est pas. À l'exception de ceux reconnus dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés. Ils font l'objet d'une information en annexe.

Les provisions sont actualisées lorsque l'effet de l'actualisation est significatif.

### 2-20-1 Provisions pour risques liés à l'environnement

Le Groupe comptabilise des provisions pour les risques liés à l'environnement lorsque la réalisation du risque est estimée probable. Cette provision couvre les charges liées à la protection de l'environnement, la remise en état et au nettoyage des sites. Elle comprend notamment une provision pour risque au titre

de l'amiante couvrant les actions relatives à l'amiante intentées contre le Groupe.

Dans la perspective de la transposition en droit français de la directive 2004/35 du 21 avril 2004, relative à la responsabilité environnementale, dite «pollueur/payeur», le groupe SNCF a mis en place un management environnemental dont l'un des objectifs est d'apporter un éclairage sur les impacts liés à son activité notamment en ce qui concerne les installations de stockage et de distribution de carburants, les rejets d'eau, les déchets… Les diagnostics réalisés dans ce cadre sont comptabilisés au fur et à mesure de leur réalisation. Les impacts sont présentés en *note 18*.

Le Groupe assimile les obligations de désamiantage de son matériel roulant à des provisions pour démantèlement. Toute révision à la hausse de la provision est comptabilisée en contrepartie d'une augmentation de la valeur du matériel à l'actif du bilan pour les matériels non totalement amortis et en résultat pour les matériels arrivés à la fin de leur durée d'utilité. Une perte de valeur est constatée lorsque la nouvelle valeur comptable de l'actif dépasse sa valeur recouvrable. Le coût de démantèlement est amorti sur la durée restante d'utilisation du bien. En cas de diminution de la sortie probable de ressources estimée, la provision est reprise en contrepartie de l'actif correspondant et en résultat pour la partie excédant la valeur nette comptable de cet actif. La provision s'éteint progressivement en résultat au fur et à mesure de la réalisation des travaux de désamiantage.

### 2-20-2 Provisions pour risques et litiges

Le Groupe est engagé dans un certain nombre de litiges relatifs au cours normal de ses opérations, notamment au titre des actions suivantes :

– garanties de bonne fin reçues des entreprises fournissant des travaux de construction ;

– garanties accordées aux clients du secteur de transport de marchandises au titre des aléas survenus au cours du transport.

Ces litiges sont provisionnés en fonction d'une estimation du risque encouru.

Jusqu'en 1999 compris, la SNCF était son propre assureur pour la majorité des risques liés à son activité. À compter de 2000, la SNCF a contracté des polices d'assurances au-delà d'un premier niveau de prise en charge par auto assurance.

### 2-20-3 Provisions pour restructurations

Le coût des actions de restructuration est intégralement provisionné dans l'exercice lorsque le principe de ces mesures a été décidé et annoncé avec suffisamment de détail avant la clôture des comptes afin de créer une attente que celles-ci seront mises en œuvre. Ce coût correspond essentiellement aux coûts de départ des personnels concernés, et aux coûts des mises au rebut d'immobilisations, de stocks et d'autres actifs.

### 2-20-4 Provisions pour contrats déficitaires

Des provisions sont constituées au titre de contrats pluriannuels lorsque ceux-ci deviennent déficitaires, c'est-à-dire lorsque les coûts inévitables pour satisfaire aux obligations contractuelles sont supérieurs aux avantages économiques à recevoir attendus de ces contrats. Les provisions sont évaluées sur la base des coûts inévitables, qui reflètent le coût net de sortie du contrat, c'est-à-dire le plus faible du coût d'exécution du contrat ou de toute indemnisation ou pénalité découlant du défaut d'exécution.

## 2-21 Avantages du personnel

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le Groupe participe à des régimes de retraites, de préretraites, d'indemnités de départ à la retraite et de frais de santé/mutuelles pour les retraités.

En France, les principaux régimes d'avantages du personnel sont le régime spécial du personnel sous statut (dont les particularités sont présentées en *note 17*), ainsi que, pour les filiales, les indemnités de fin de carrière (IFC) et de gratifications au titre des médailles du travail. À l'étranger, les principaux pays proposant des régimes à prestations définies sont le Royaume-Uni, l'Italie, l'Allemagne et les Pays-Bas.

Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, lorsque les prestations sont assurées par un tiers (contrats d'assurance, organismes de prévoyance non liés au Groupe) et que le Groupe n'a pas d'obligation, juridique ou implicite, de combler les pertes éventuelles relatives aux services rendus au cours de la période et des périodes antérieures, aucune obligation n'est comptabilisée et les primes d'assurance et/ou de prévoyance

payées sont comptabilisées comme des versements à un régime à cotisations définies, l'obligation de servir les prestations aux salariés relevant de la seule responsabilité de l'organisme tiers. Dans les autres cas, les engagements font l'objet d'évaluations actuarielles et de provisions inscrites au bilan au fur et à mesure de l'accumulation des droits à prestation par les salariés.

La dette actuarielle (ou valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies) permettant de comptabiliser les engagements est déterminée selon la méthode actuarielle dite des unités de crédits projetés qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de taux d'actualisation, de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs.

La méthode dite du corridor est appliquée pour déterminer la provision à comptabiliser au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi. Ainsi, seul le montant des écarts actuariels au-delà de 10% de la valeur la plus élevée entre la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies et de la juste valeur des actifs du régime est retenu pour la comptabilisation. La fraction reconnue est égale à ce montant divisé par la durée de vie active résiduelle moyenne des salariés bénéficiant du régime.

La charge nette est constatée en résultat opérationnel pour la part correspondant au coût des services rendus et au coût des services passés amortis, et en charge financière pour la part correspondant au coût de la désactualisation (diminué le cas échéant du rendement attendu des actifs du régime) et à l'amortissement des écarts actuariels.

Le coût des services passés est comptabilisé linéairement en charges sur la durée moyenne résiduelle d'acquisition des droits, sauf si les droits sont immédiatement acquis, auquel cas le coût des services passés est immédiatement comptabilisé en résultat.

Pour les autres régimes d'avantages à long terme à prestations définies (médailles du travail, chômage, maintien de salaire, cessation progressive d'activité…), les écarts actuariels et les éventuels coûts des services passés sont reconnus immédiatement et totalement en résultat.

## 2-22 Comptabilisation du chiffre d'affaires

### 2-22-1 Activités de transport (voyageurs, fret)

Le chiffre d'affaires est inscrit au compte de résultat sur la base de la réalisation effective et complète du transport des voyageurs et des marchandises.

Le chiffre d'affaires, comptabilisé dans les systèmes lors de l'émission du titre de transport voyageurs, est régularisé en fin de période, pour tenir compte des titres de transport émis mais non utilisés, qui sont alors enregistrés dans les « Produits constatés d'avance » parmi les « Dettes d'exploitation ».

En application d'IFRIC 13, les programmes de fidélité clients sont valorisés et comptabilisés à la juste valeur du coût du point non consommé en « produits constatés d'avance » parmi les dettes d'exploitation contre une diminution du chiffre d'affaires. Ces produits constatés d'avance sont repris par résultat sur la ligne « chiffre d'affaires » au fur et à mesure que les points de fidélité sont utilisés par les clients.

### 2-22-2 Contributions de l'État et des Autorités Organisatrices

Ces contributions sont composées de compensations tarifaires au titre des tarifs sociaux mis en place par l'État, et de contributions rémunérant des offres globales de service dans un cadre contractuel ou des prestations spécifiques.

### 2-22-3 Travaux réalisés par le Groupe dans le cadre de la conduite de travaux

Les prestations et travaux réalisés sur plusieurs exercices par le Groupe au titre de la maîtrise d'ouvrage déléguée et de la maîtrise d'œuvre sont comptabilisés sur la base des données contractuelles et en fonction d'un avancement économique des travaux.

### 2-22-4 Maintenance

La rémunération de la maintenance et de l'exploitation du réseau ferré est comptabilisée sur la base de la convention pluriannuelle négociée avec le propriétaire du réseau.

## 2-23 Informations sectorielles

### 2-23-1 Détermination des secteurs présentés

L'activité du groupe SNCF est organisée en cinq branches appuyées par des fonctions communes support. Ces branches vendent des produits et services distincts ou s'adressent à des segments de clientèles différents. Ce découpage du Groupe est celui utilisé par la Direction pour le pilotage et est constitutif du reporting interne :

– branche SNCF Infra : activité de gestionnaire délégué de l'infrastructure pour RFF (maintenance, travaux et exploitation du réseau) et d'ingénierie (étude et conception d'infrastructures ferroviaires en France et dans le monde).

– branche SNCF Proximités : activités de transport de proximité du Groupe regroupant les liaisons moyenne distance (Trains d'Équilibre du Territoire (Intercités)), les services conventionnés de transport ferroviaire (TER, Transilien…), urbain et interurbain (Keolis) ainsi que les services complémentaires (EFFIA).

– branche SNCF Voyages : activités de transporteurs ferroviaires de voyageurs et de distribution (TGV, Europe…).

– branche SNCF Geodis : couvre une palette complète des métiers du transport et de la logistique de marchandises. Ces activités sont différenciées entre une Offre Globale (logistique et commissionnaire de transport), des gestionnaires d'actifs et le transport ferroviaire de marchandises.

– branche Gares & Connexions : dédiée au développement et à l'exploitation de toutes les gares et à l'accueil non discriminatoire de tous les opérateurs.

Les fonctions communes support (Fonctions communes et participations) agrègent notamment les activités de holding de SNCF Participations, les activités des domaines prestataires du groupe SNCF (Traction, Matériel, et les Fonctions Transverses) et certaines filiales opérationnelles.

### 2-23-2 Indicateurs sectoriels

Le Groupe présente, par métier, les éléments de bilan et de résultat suivants :

– un total des actifs sectoriels constitué des écarts d'acquisition, immobilisations incorporelles, corporelles nettes des subventions d'investissement et des actifs d'exploitation ;

– le chiffre d'affaires interne et externe avec une élimination de toutes les transactions entre les branches d'activité dans une colonne « Inter branches » pour la présentation des comptes consolidés du Groupe ;

– certains soldes intermédiaires du compte de résultat : marge opérationnelle, résultat opérationnel courant et résultat opérationnel ;

– certaines lignes du compte de résultat : dotations aux amortissements, variation nette des provisions, pertes de valeur.

Les méthodes comptables appliquées dans chaque branche sont celles retenues pour l'établissement des comptes consolidés. Les informations présentées pour chacune des branches correspondent à une comptabilité « aux bornes », c'est-à-dire avant élimination des opérations inter branches.

## 2-24 Soldes intermédiaires du compte de résultat

Le groupe SNCF a fait le choix de présenter son compte de résultat par nature. Plusieurs soldes intermédiaires sont distingués afin d'éclairer le lecteur des états financiers sur les éléments constitutifs du résultat net du Groupe.

### 2-24-1 Marge opérationnelle

La marge opérationnelle est constituée du chiffre d'affaires et des produits annexes diminués des charges directement rattachables à l'exploitation. Celles-ci comprennent principalement les achats, la sous-traitance, les autres prestations externes, les frais de personnel, les impôts et taxes, les cessions d'actifs liées à l'activité et divers autres éléments.

L'ensemble des dotations aux provisions liées au personnel, notamment celles relatives aux engagements envers lui (hors coût financier), figurent sur la ligne « Charges de personnel ».

### 2-24-2 Résultat opérationnel courant

Outre la marge opérationnelle, le résultat opérationnel courant intègre la plupart des éléments n'ayant pas d'incidence en trésorerie (amortissements, provisions, dépréciation…), et divers autres éléments non rattachables directement à un autre poste du compte de résultat.

### 2-24-3 Résultat opérationnel

Les opérations revêtant un caractère inhabituel, tant par leur occurrence que par leur montant, sont isolées en dessous du résultat opérationnel courant. Cette présentation est motivée par le souci de fournir l'image la plus fidèle possible de la performance récurrente du Groupe.

Les opérations concernées, qui sont en nombre limité, concernent :

– les pertes de valeur;

– les cessions immobilières et cessions d'actifs non directement liées à l'activité;

– les cessions de filiales qui ne constituent pas une activité abandonnée au sens d'IFRS 5;

– les impacts éventuels des opérations sur le périmètre.

### 2-24-4 Résultat financier

Le Groupe présente un résultat financier, qui comprend les incidences des opérations de financement. Le résultat financier est présenté en deux composantes :

– le coût de l'endettement financier net, qui contient les intérêts payés sur la dette financière du Groupe, les produits de la créance sur RFF, ceux de la créance sur la CDP et les intérêts perçus sur la trésorerie disponible. Ces éléments sont présentés après opérations de couverture et y compris variation de valeur des instruments dérivés ne répondant pas aux conditions pour être qualifiés de couverture en IFRS;

– le coût financier des avantages du personnel, qui correspond à l'amortissement des écarts actuariels et à la charge liée à la désactualisation de la provision au titre des avantages postérieurs à l'emploi et à long terme, net des produits financiers liés au rendement attendu des actifs du régime.

# 3 ÉVÉNEMENTS MARQUANTS DE L'EXERCICE

## 3-1 Entrée en vigueur de la convention des Trains d'Équilibre du Territoire

La convention des Trains d'Équilibre du Territoire (TET) est entrée en vigueur le 1er janvier 2011. Signée le 13 décembre 2010, elle couvre les trains Intercités, Téoz et Lunéa, à l'exception des trains spéciaux et des autotrains. Les résultats sont suivis sous la nouvelle activité «Intercités» nouveau nom commercial pour l'ensemble des Trains d'Équilibre du Territoire. Initialement répartis entre les UGT «Intercités» de la branche SNCF Proximités et «Matériels classiques (Corail, Elipsos)» de la branche SNCF Voyages, les actifs couverts par la convention ont donc été regroupés dans une seule UGT au sein de la branche SNCF Proximités. Le Groupe a adapté l'information sectorielle en conséquence pour restituer les résultats des trains Téoz et Lunéa à l'exception des trains spéciaux et des autotrains parmi ceux de la branche SNCF Proximités au lieu de ceux de la branche SNCF Voyages.

## 3-2 SeaFrance

Fin septembre 2010, SNCF Participations, filiale du Groupe a annoncé son intention de vendre sa filiale SeaFrance spécialisée sur le trafic maritime entre la France et le Royaume-Uni. Le 28 avril 2010, SeaFrance a été placée sous la protection du tribunal de commerce *via* une procédure collective. Parallèlement, la demande de recapitalisation soumise à Bruxelles en février 2011 a été rejetée par la Commission en octobre 2011 considérant que la solution proposée par le gouvernement français n'était pas conforme aux règles de la concurrence. Le gouvernement français a fait appel de cette décision.

Le 16 novembre 2011, le tribunal de commerce de Paris, jugeant insuffisantes les deux offres de reprise restantes, a prononcé la liquidation judiciaire de la société avec poursuite de l'activité jusqu'au 28 janvier 2012 tout en fixant au 12 décembre 2011 une date de remise d'offres de reprises éventuelles. Le 9 janvier 2012, le tribunal de commerce de Paris a prononcé la cessation complète d'activité de SeaFrance. Le contrôle de la société étant passé aux mains des administrateurs judiciaires dès la première annonce de mise en liquidation le 16 novembre 2011, la filiale a été déconsolidée à cette date. La mise à jour de la valeur recouvrable de SeaFrance comme activité destinée à être cédée a entraîné un impact négatif de 20 M€ sur la ligne «Résultat net d'impôt des activités abandonnées» du compte de résultat

consolidé. Les actifs et passifs de la filiale classés au 31 décembre 2010 en «Actifs détenus en vue d'être cédés» et «Passifs relatifs aux actifs détenus en vue d'être cédés» sont sortis de l'état de situation financière consolidé au 31 décembre 2011.

### 3-3 Création du nouveau Systra

Le premier semestre a vu la concrétisation du projet d'accord signé le 28 octobre 2010 entre SNCF et RATP visant à développer l'ingénierie du transport dans toutes ses composantes autour de leur filiale commune Systra. À l'issue d'une première phase réalisée le 30 juin 2011, SNCF et RATP ont transféré à Systra le contrôle exclusif et 49% de leurs filiales d'ingénierie, respectivement Inexia et Xelis. L'apport des 51% restant détenus par SNCF dans Inexia et par RATP dans Xelis a été réalisé début janvier 2012 dans le cadre de la seconde phase. Initialement sous contrôle conjoint, Systra bénéficie après la révision de sa gouvernance de l'influence notable du groupe SNCF. Au 30 juin 2011, les filiales Systra et Inexia passent d'une consolidation respectivement par intégration proportionnelle et intégration globale à une mise en équivalence. L'entité Xelis entre dans le périmètre en mise en équivalence. Les impacts de l'opération sur les comptes consolidés sont détaillés en *note 4*. Ceux sur le périmètre sont détaillés en *note 37*.

### 3-4 Protocole d'accord entre RFF et SNCF pour l'entretien du réseau en 2011

RFF et SNCF ont validé le 17 mars 2011 le protocole d'accord, préalable à la signature de la convention d'entretien du réseau ferré national, pour l'année 2011. Les deux acteurs se sont notamment mis d'accord sur le principe d'une relation économique saine. Le montant de la convention de gestion pour 2011 s'élève à un peu plus de 2,1 milliards d'euros. Cette rémunération devrait permettre à SNCF Infra de couvrir intégralement ses charges pour le volume de production demandé par RFF pour l'entretien du réseau en 2011, et par conséquent, d'envisager une relation économique saine. La signature de cette convention contribue à améliorer le chiffre d'affaires de la branche SNCF Infra de 212 M€ par rapport à l'exercice 2010.

### 3-5 Perte de valeur constatée sur l'UGT TGV France et Europe (à l'exclusion d'Eurostar)

L'évolution des conditions d'exploitation a constitué un indice de perte de valeur pour l'UGT TGV France et Europe (à l'exclusion d'Eurostar) amenant le Groupe à réaliser un test de perte de valeur sur cette UGT. Les résultats du test ont conduit à constater une perte de valeur de 700 M€ sur les lignes «Pertes de valeur» de l'état de résultat global et «Immobilisations corporelles» de l'état de situation financière. Les hypothèses du test et les impacts résultat sont respectivement détaillés en *notes 8 et 28*.

## 4 OPÉRATIONS SUR LE PÉRIMÈTRE

Pour les regroupements d'entreprises réalisés sur l'exercice 2011, le Groupe a opté pour la méthode du goodwill partiel. Autrement dit, le Groupe n'a comptabilisé au bilan que l'écart d'acquisition qui lui est attribuable sans tenir compte d'une part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires).

### 4-1 Création du nouveau Systra

La perte de contrôle exclusif des entités Inexia et la perte de contrôle conjoint des entités Systra survenues le 30 juin 2011 ont entraîné la sortie des actifs et passifs de ces entités du bilan du groupe SNCF pour les montants suivants :

– actifs courants : 182 M€;

– actifs non courants : 27 M€;

– passifs courants : 145 M€;

– passifs non courants : 3 M€;

– total actif net : 61 M€.

La juste valeur des actifs et passifs identifiables des entités acquises à la date d'acquisition est la suivante :

| | Juste valeur reconnue à la date d'acquisition |
|---|---|
| Immobilisations incorporelles | 48 |
| Immobilisations corporelles | 18 |
| Actifs financiers non courants | 5 |
| Titres mis en équivalence | 1 |
| Impôts différés actifs | 3 |
| *Actifs non courants* | *74* |
| Créances d'exploitation | 268 |
| Actifs financiers courants | 3 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 26 |
| *Actifs courants* | *297* |
| Actifs détenus en vue d'être cédés | 9 |
| **Total actifs** | **380** |
| Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) | -1 |
| Engagements envers le personnel non courants | 4 |
| Provisions non courantes | 2 |
| Passifs financiers non courants | 4 |
| Impôts différés passifs | 16 |
| *Passifs non courants* | *25* |
| Provisions courantes | 3 |
| Dettes d'exploitation | 205 |
| Passifs financiers courants | 16 |
| *Passifs courants* | *224* |
| **Total passifs** | **249** |
| **Actifs nets à 100 %** | **131** |
| **Quote-part de juste valeur d'actif net acquise 41,92 %** | **55** |
| Écart d'acquisition inclus dans les titres mis en équivalence | 65 |
| **Coût du regroupement** | **119** |

La prise d'influence notable simultanée dans ces mêmes entités et dans Xelis a entraîné la constatation d'un impact sur la ligne titres mis en équivalence pour 119 M€ incluant, conformément à IAS 28, un écart d'acquisition de 65 M€. L'affectation du coût du regroupement et la détermination de l'écart d'acquisition restent provisoires et sont à finaliser d'ici le 30 juin 2012.
Par ailleurs, une créance de 20 M€ figure parmi les créances d'exploitation au titre de la soulte à recevoir dans le cadre de la deuxième phase réalisée début janvier 2012.

Dans l'état de résultat global, les résultats des entités Systra et Inexia restent respectivement consolidés par intégration proportionnelle et globale sur le premier semestre 2011.
La contribution au résultat du Groupe du nouvel ensemble est peu significative sur la ligne quote-part de résultat dans les entreprises associées. Un impact de 113 M€ a été constaté au titre de l'opération sur la ligne effets positifs des opérations de périmètre lié au résultat de cession.

Sur l'état des flux de trésorerie, l'opération a donné lieu à la sortie des trésoreries et équivalents de trésorerie de ces entités pour 9 M€ et un encaissement de 20 M€ correspondant à la seule partie des apports rémunérée en trésorerie. L'impact net de 11 M€ est enregistré sur la ligne «Cessions de filiales nettes de la trésorerie cédée.»

| | |
|---|---|
| Juste valeur de la quote-part antérieurement détenue | 101 |
| Contrepartie transférée | 19 |
| Soulte reçue en trésorerie | 20 |
| Trésorerie nette cédée avec les filiales | -9 |
| **Flux net de trésorerie** | **11** |

Quant aux engagements hors bilan des entités Systra et Inexia, ils ne figurent plus parmi les engagements du groupe SNCF. L'impact concerne essentiellement les avals et cautions donnés pour 62 M€ à fin juin 2011.

# 5 ÉCARTS D'ACQUISITION

L'évolution du poste au cours de l'exercice s'explique de la manière suivante :

| En millions d'euros | Valeur brute | Dépréciation | Valeur nette |
|---|---|---|---|
| **Au 1er janvier 2010** | **907** | **-21** | **886** |
| Acquisitions/Augmentations | 764 | -2 | 762 |
| Pertes de valeur | 0 | -54 | -54 |
| Sorties/Diminutions | -12 | 1 | -11 |
| Conversion | 23 | 0 | 22 |
| Autres variations de périmètre | 11 | -10 | 2 |
| **Au 31 décembre 2010** | **1 694** | **-87** | **1 607** |
| **Au 1er janvier 2011** | **1 694** | **-87** | **1 607** |
| Acquisitions/Augmentations | 69 | 0 | 69 |
| Pertes de valeur | 0 | -3 | -3 |
| Sorties/Diminutions | -9 | 3 | -6 |
| Conversion | 11 | 0 | 10 |
| Autres variations de périmètre | -2 | -4 | -6 |
| **Au 31 décembre 2011** | **1 763** | **-91** | **1 672** |

Les acquisitions de l'exercice 2010 proviennent pour une grande partie de la prise de contrôle à 100% d'Ermewa, de la prise de contrôle de Keolis et de la création et prise de contrôle conjoint d'EIL.

Les acquisitions de l'exercice 2011 proviennent principalement de l'acquisition de Keolis Transit America sur la branche SNCF Proximités et la prise de participation de 26% de WESTbahn sur la branche SNCF Voyages.

À la clôture de l'exercice, les principaux écarts d'acquisition enregistrés par le Groupe sont les suivants :

| En millions d'euros | 31/12/2011 | 31/12/2010 | Variation |
|---|---|---|---|
| SNCF Infra | 0 | 6 | -6 |
| SNCF Proximités | 439 | 410 | 29 |
| SNCF Voyages | 38 | 14 | 24 |
| SNCF Geodis | 1 192 | 1 174 | 18 |
| *dont Offre globale* | *934* | *917* | *17* |
| *dont Gestionnaire d'actifs* | *249* | *247* | *2* |
| *dont Autres entreprises ferroviaires* | *9* | *10* | *-2* |
| Fonctions communes et participations | 3 | 3 | 0 |
| **Total** | **1 672** | **1 607** | **65** |

# 6 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Le Groupe détient pour l'essentiel des licences sur logiciels acquis, des logiciels développés en interne, des droits au bail, des clientèles et marques acquises lors de prises de contrôle.

L'évolution du poste au cours de l'exercice s'explique de la manière suivante :

| En millions d'euros | 01/01/2011 | Acquisitions/ Dotations | Cessions/ Reprises | Variations de périmètre | Autres variations | 31/12/2011 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Valeur brute** | | | | | | |
| Concessions, brevets, logiciels | 815 | 17 | -42 | -2 | 121 | 910 |
| Autres immobilisations incorporelles | 1 190 | 39 | -2 | 26 | -12 | 1 240 |
| Immobilisations incorporelles en cours | 158 | 117 | 0 | 0 | -126 | 149 |
| Actifs incorporels de concession | 0 | 0 | 0 | 0 | 53 | 53 |
| **Total valeur brute** | **2 164** | **173** | **-44** | **23** | **36** | **2 352** |
| **Amortissements/dépréciations** | | | | | | |
| Concessions, brevets, logiciels | -541 | -148 | 41 | 0 | 9 | -639 |
| Autres immobilisations incorporelles | -170 | -94 | 1 | 0 | -1 | -264 |
| Immobilisations incorporelles en cours | -22 | 0 | 1 | 0 | 2 | -20 |
| Actifs incorporels de concession | 0 | -6 | 0 | 0 | -7 | -13 |
| **Total amortissements/dépréciations** | **-734** | **-248** | **43** | **0** | **3** | **-936** |
| **Total valeur nette comptable** | **1 430** | **-75** | **-2** | **23** | **39** | **1 416** |

Les acquisitions de l'exercice 2011 intègrent les logiciels produits en interne qu'ils soient déjà mis en service ou toujours en cours de développement dont 94 M€ pour l'EPIC.

L'évolution du poste au cours de l'exercice précédent s'explique de la manière suivante :

| En millions d'euros | 01/01/2010 | Acquisitions/ Dotations | Cessions/ Reprises | Variations de périmètre | Autres variations | 31/12/2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Valeur brute** | | | | | | |
| Concessions, brevets, logiciels | 636 | 116 | -18 | 19 | 63 | 815 |
| Autres immobilisations incorporelles | 303 | 17 | 0 | 847 | 23 | 1 190 |
| Immobilisations incorporelles en cours | 139 | 27 | -2 | 11 | -16 | 158 |
| **Total valeur brute** | **1 078** | **160** | **-19** | **876** | **70** | **2 164** |
| **Amortissements/dépréciations** | | | | | | |
| Concessions, brevets, logiciels | -387 | -131 | 17 | 0 | -40 | -541 |
| Autres immobilisations incorporelles | -61 | -82 | 0 | 0 | -26 | -170 |
| Immobilisations incorporelles en cours | -24 | 0 | 1 | 0 | 0 | -22 |
| **Total amortissements/dépréciations** | **-472** | **-213** | **18** | **0** | **-66** | **-734** |
| **Total valeur nette comptable** | **605** | **-54** | **-1** | **876** | **3** | **1 430** |

L'augmentation des autres immobilisations incorporelles provient essentiellement des regroupements d'entreprises Ermewa et Keolis.

Les acquisitions de l'exercice 2010 intègrent les logiciels produits en interne mis en service et en cours de développement pour :
– 75 M€ pour l'EPIC ;
– 8 M€ pour Geodis.

Sur chaque exercice, l'augmentation des amortissements et dépréciations provient essentiellement de dotations aux amortissements. Les variations de valeur liées aux écarts de conversion sont peu significatives.

## 7 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

L'évolution du poste au cours de l'exercice s'explique de la manière suivante :

| En millions d'euros | 01/01/2011 | Acquisitions/ Dotations | Cessions/ Reprises | Variation de périmètre | Autres variations | 31/12/2011 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Valeur brute** | | | | | | |
| Terrains | 1 982 | 4 | -58 | 1 | 153 | 2 082 |
| Constructions | 8 787 | 23 | -261 | 18 | 347 | 8 914 |
| Installations techniques, matériel et outillage | 2 893 | 36 | -300 | 1 | 306 | 2 934 |
| Matériel de transport | 29 992 | 1 555 | -568 | 40 | 773 | 31 792 |
| *Matériel de transport ferroviaire* | *29 278* | *1 430* | *-429* | *31* | *244* | *30 553* |
| *Matériel de transport routier* | *714* | *125* | *-139* | *9* | *529* | *1 238* |
| *Matériel de transport maritime* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* |
| Autres immobilisations corporelles | 1 265 | 78 | -114 | -14 | 192 | 1 407 |
| Immobilisations corporelles en cours | 913 | 798 | -18 | 3 | -751 | 946 |
| **Total valeur brute** | **45 832** | **2 494** | **-1 319** | **48** | **1 019** | **48 075** |
| **Amortissements/dépréciations** | | | | | | |
| Terrains | -184 | -40 | 3 | 0 | -8 | -230 |
| Constructions | -4 439 | -343 | 206 | -5 | -86 | -4 667 |
| Installations techniques, matériel et outillage | -1 895 | -179 | 297 | -1 | -83 | -1 861 |
| Matériel de transport | -16 344 | -2 015 | 546 | -5 | -731 | -18 550 |
| *Matériel de transport ferroviaire* | *-16 071* | *-1 904* | *434* | *-5* | *-217* | *-17 764* |
| *Matériel de transport routier* | *-273* | *-111* | *113* | *0* | *-514* | *-786* |
| *Matériel de transport maritime* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* |
| Autres immobilisations corporelles | -829 | -148 | 126 | 7 | -100 | -945 |
| Immobilisations corporelles en cours | -58 | -12 | 5 | 0 | 5 | -60 |
| **Total amortissements/dépréciations** | **-23 750** | **-2 738** | **1 183** | **-4** | **-1 004** | **-26 312** |
| **Total valeur nette comptable** | **22 082** | **-244** | **-136** | **44** | **16** | **21 763** |
| Subventions d'investissement | 5 106 | 312 | -369 | 4 | 51 | 5 104 |
| **Total valeur nette comptable nette des subventions** | **16 976** | **-556** | **234** | **41** | **-36** | **16 658** |

## 7 Immobilisations corporelles

L'évolution du poste au cours de l'exercice précédent s'explique de la manière suivante :

| En millions d'euros | 01/01/2010 | Acquisitions/ Dotations | Cessions/ Reprises | Variation de périmètre | Autres variations | 31/12/2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Valeur brute** | | | | | | |
| Terrains | 1 913 | 76 | -14 | 55 | -49 | 1 982 |
| Constructions | 8 461 | 271 | -174 | 92 | 137 | 8 787 |
| Installations techniques, matériel et outillage | 2 740 | 219 | -83 | 41 | -23 | 2 893 |
| Matériel de transport | 28 330 | 1 572 | -374 | 1 024 | -560 | *29 992* |
| *Matériel de transport ferroviaire* | *27 536* | *1 475* | *-287* | *698* | *-145* | *29 277* |
| *Matériel de transport routier* | *354* | *97* | *-87* | *326* | *24* | *714* |
| *Matériel de transport maritime* | *440* | *0* | *0* | *0* | *-440* | *0* |
| Autres immobilisations corporelles | 1 063 | 180 | -70 | 69 | 23 | 1 265 |
| Immobilisations corporelles en cours | 814 | 188 | -7 | 18 | -100 | 913 |
| **Total valeur brute** | **43 320** | **2 506** | **-720** | **1 298** | **-572** | **45 832** |
| **Amortissements/dépréciations** | | | | | | |
| Terrains | -154 | -32 | 2 | 0 | 0 | -184 |
| Constructions | -4 260 | -331 | 150 | 0 | 2 | -4 439 |
| Installations techniques, matériel et outillage | -1 834 | -184 | 81 | 0 | 42 | -1 895 |
| Matériel de transport | -15 814 | -1 452 | 728 | 0 | 193 | -16 344 |
| *Matériel de transport ferroviaire* | *-15 409* | *-1 301* | *660* | *0* | *-21* | *-16 071* |
| *Matériel de transport routier* | *-230* | *-100* | *69* | *0* | *-11* | *-273* |
| *Matériel de transport maritime* | *-175* | *-50* | *0* | *0* | *225* | *0* |
| Autres immobilisations corporelles | -738 | -130 | 67 | 0 | -27 | -829 |
| Immobilisations corporelles en cours | -77 | 0 | 19 | 0 | 0 | -58 |
| **Total amortissements/dépréciations** | **-22 877** | **-2 129** | **1 046** | **0** | **209** | **-23 750** |
| **Total valeur nette comptable** | **20 443** | **377** | **326** | **1 298** | **-362** | **22 082** |
| Subventions d'investissement | 4 843 | 576 | -353 | 90 | -50 | 5 106 |
| **Total valeur nette comptable nette des subventions** | **15 600** | **-199** | **678** | **1 208** | **-312** | **16 976** |

Le matériel ferroviaire en cours initialement présenté sur les lignes « Immobilisations corporelles en cours » est désormais présenté sur les lignes « Matériel de transport ferroviaire ».
Le montant reclassé à l'ouverture 2011 est de 1 869 M€ en valeur brute et 119 M€ sur les amortissements/dépréciations sans impacts sur les totaux ni les valeurs nettes comptables.
À l'ouverture 2010 le montant du reclassement est de 1 450 M€ en valeur brute et 168 M€ sur les amortissements/dépréciations sans impacts sur les totaux ni les valeurs nettes comptables.
Le matériel de transport ferroviaire encore en cours de construction à la clôture de la période s'élève à 1 944 M€ en valeur brute (1 869 M€ à la clôture 2010).

Les biens, mis à disposition par l'État français, sans transfert de propriété, inscrits à l'actif du bilan du groupe SNCF s'élèvent à 565 M€ (587 M€ en 2010) pour les terrains et 718 M€ (772 M€ en 2010) pour les constructions et agencements.

Le détail des dotations aux amortissements et des pertes de valeur comptabilisées en résultat est donné en *notes 27* et *28*.

## 7 Immobilisations corporelles

Les flux d'investissement se décomposent comme suit :

| En millions d'euros | 31/12/2011 | 31/12/2010 |
|---|---|---|
| Immobilisations incorporelles | -173 | -160 |
| Immobilisations corporelles | -2 494 | -2 506 |
| **Total acquisitions** | **-2 667** | **-2 666** |
| *dont immobilisations en crédit-bail* | *-22* | *0* |
| **Acquisitions hors crédit-bail** | **-2 645** | **-2 665** |
| BFR d'investissement | 20 | -152 |
| **Flux d'investissement corporels et incorporels** | **-2 624** | **-2 817** |

Les investissements de l'exercice 2011 sont essentiellement constitués par :

– l'acquisition et les aménagements et agencements effectués dans les gares et les bâtiments (rénovation des gares de Paris-Lyon et de Paris-Saint-Lazare, construction de la gare de Besançon TGV, construction de la gare nouvelle TGV Rhin-Rhône, création du deuxième bâtiment du technicentre de Lyon-Guillotière, remplacement des équipements de radio sol train par la technologie GSMR) pour un total de 673 M€ ;

– l'acquisition et la rénovation de matériel ferroviaire (TGV Duplex et Dasye, rames NAT Transilien, locomotives diesel Fret et Akiem, wagons et transconteneurs Ermewa et STVA) pour un total de 1 335 M€.

Les investissements de l'exercice 2010 sont essentiellement constitués par :

– l'acquisition et les aménagements et agencements effectués dans les gares et les bâtiments (modernisation du technicentre Grand Joncherolles, équipement radio sol train GSMR, travaux de la plate forme jaune Gare de Lyon, travaux de l'atelier TGV de Lyon) pour un total de 729 M€ ;

– l'acquisition et la rénovation de matériel ferroviaire (TGV Duplex et Dasye, rames Franciliens, locomotives diesel Fret) pour un total de 1 319 M€.

Le montant des subventions ayant financé l'acquisition des immobilisations s'élève à 312 M€ (576 M€ en 2010), dont 171 M€ (414 M€ en 2010) pour le matériel ferroviaire et 141 M€ (162 M€ en 2010) pour les installations fixes.

Les biens inscrits en immobilisations et faisant l'objet de contrats de location financement s'analysent comme suit :

| En millions d'euros | 31/12/2011 Brut | Amortissements et dépréciations | Net | 31/12/2010 Brut | Amortissements et dépréciations | Net |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Valeur brute** | | | | | | |
| Terrains | 23 | -1 | 22 | 26 | 0 | 26 |
| Constructions | 473 | -234 | 238 | 478 | -220 | 258 |
| Installations techniques, matériel et outillage | 34 | -22 | 12 | 34 | -20 | 14 |
| Matériel de transport | 4 140 | -1 220 | 2 920 | 4 872 | -1 854 | 3 018 |
| Autres immobilisations corporelles | 17 | -14 | 3 | 17 | -13 | 4 |
| Immobilisations corporelles en cours | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 2 |
| **Total** | **4 687** | **-1 492** | **3 195** | **5 429** | **-2 107** | **3 323** |

# 8 TESTS DE PERTE DE VALEUR

Les tests de perte de valeur des actifs sont effectués sur la base d'UGT représentatives d'entités juridiques ou définies en fonction de la destination des actifs utilisés.

Les actifs testés comprennent les écarts d'acquisition, les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie et les actifs à durée de vie finie dès lors que l'UGT présente des indices de perte ou de reprise de valeur.

Conformément à la norme IAS 36 «Dépréciation d'actifs», les UGT comprenant des écarts d'acquisition sont pour leur part testées au minimum une fois par an qu'il y ait ou non un indice de perte de valeur.

Au total, les impacts sur le résultat des dépréciations et reprises enregistrées dans les comptes au 31 décembre 2011 et 2010 au regard des tests menés sont les suivants :

| | SNCF Voyages TGV France et Europe (à l'exclusion d'Eurostar) | SNCF Geodis Transporteurs Ferroviaires |
|---|---|---|
| Impact résultat au 31/12/2011 | -700 | -20 |

| | SNCF Geodis – Fret Ferroviaire/ Transport Multimodal/Transport Ferroviaire de Marchandises | SNCF Proximités Intercités | SNCF Voyages Matériels classiques |
|---|---|---|---|
| Impact résultat au 31/12/2010 | -231 | +146 | +210 |

## 8-1 UGT présentant des écarts d'acquisition importants par rapport au total des écarts d'acquisition

### 8-1-1 UGT Offre globale

Sur le total des écarts d'acquisition, 934 M€ (917 M€ au 31 décembre 2010) sont affectés à l'Unité Génératrice de Trésorerie «Offre globale» qui regroupe tous les métiers entrant dans des solutions multimodales et mixtes de la branche SNCF Geodis. Il n'y a pas d'immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéfinie significative affectée à cette UGT. Un test est réalisé au moins une fois par an sur cette UGT. Les hypothèses retenues pour la détermination de la valeur recouvrable sont les suivantes :

| | 2011 | 2010 |
|---|---|---|
| Branche | SNCF Geodis | SNCF Geodis |
| UGT | Offre globale | Offre globale |
| Actif testé | 1 961 M€ | 1 918 M€ |
| Base retenue pour la valeur recouvrable | Valeur d'utilité | Valeur d'utilité |
| Source retenue | Plan 5 ans + année normative actualisée à l'infini | Plan 5 ans + année normative actualisée à l'infini |
| Taux d'actualisation (mini–maxi) | 7,7% - 8,6% | 7,3% - 8,3% |
| Taux de croissance long terme | 2,00% | 2,00% |

Aucune dépréciation n'a été constatée, la valeur recouvrable étant supérieure à la valeur de l'actif testé. Les tests de sensibilité réalisés sur le taux d'actualisation (± 100 bp), le taux de croissance organique ainsi que le taux de marge opérationnelle sont de nature à conforter l'analyse réalisée.

### 8-1-2 UGT Keolis/EFFIA

Sur le total des écarts d'acquisition, 439 M€ (410 M€ au 31 décembre 2010) sont affectés à l'Unité Génératrice de Trésorerie «Keolis/EFFIA» qui regroupe tous les métiers entrant dans des solutions de transport multimodal de voyageurs de la branche SNCF Proximités. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie affectées à cette UGT s'élèvent à 116 M€ et consistent pour l'essentiel en des marques. Un test est réalisé au moins une fois par an sur cette UGT. Les hypothèses retenues pour la détermination de la valeur recouvrable sont les suivantes :

| | 2011 |
|---|---|
| Branche | SNCF Proximités |
| UGT | Keolis/EFFIA |
| Actif testé | 1 266 M€ |
| Base retenue pour la valeur recouvrable | Valeur d'utilité |
| Source retenue | Plan 5 ans + année normative actualisée à l'infini |
| Taux d'actualisation (mini – maxi) | 6,5% - 7,2% |
| Taux de croissance long terme | 2,00% |

Aucune dépréciation n'a été constatée, la valeur recouvrable étant supérieure à la valeur de l'actif testé. Les tests de sensibilité réalisés sur le taux d'actualisation (± 100 bp), le taux de croissance organique ainsi que le taux de marge opérationnelle sont de nature à conforter l'analyse réalisée.

### 8-1-3 UGT Gestionnaires d'actifs

Sur le total des écarts d'acquisition, 249 M€ (247 M€ au 31 décembre 2010) sont affectés à l'Unité Génératrice de Trésorerie «Gestionnaires d'actifs» qui regroupe tous les métiers entrant dans la location de matériel de transport de marchandises (wagons, conteneurs…). Un test est réalisé au moins une fois par an sur cette UGT. Les hypothèses retenues pour la détermination de la valeur recouvrable sont les suivantes :

| | 2011 |
|---|---|
| Branche | SNCF Geodis |
| UGT | Gestionnaires d'actifs |
| Actif testé | 1 323 M€ |
| Base retenue pour la valeur recouvrable | Valeur d'utilité |
| Source retenue | Plan 5 ans + année normative actualisée à l'infini |
| Taux d'actualisation (mini – maxi) | 6,6% - 7,2% |
| Taux de croissance long terme | 2,00% |

Aucune dépréciation n'a été constatée, la valeur recouvrable étant supérieure à la valeur de l'actif testé. Les tests de sensibilité réalisés sur le taux d'actualisation (± 100 bp), le taux de croissance organique ainsi que le taux de marge opérationnelle sont de nature à conforter l'analyse réalisée.

## 8-2 UGT présentant des indices de perte ou de reprise de valeur

### 8-2-1 UGT au 31 décembre 2011

#### 8-2-1-1 UGT TGV France et Europe (à l'exclusion d'Eurostar)

Au 31 décembre 2011, sur la base des nouvelles conditions d'exploitation (péages, coût de l'énergie, ouverture à la concurrence, liberté tarifaire...), la société a identifié un indice de perte de valeur et a conduit un test de valorisation des actifs TGV.

La valeur des immobilisations corporelles et incorporelles testées et les hypothèses retenues pour la détermination de la valeur recouvrable sont les suivantes au 31 décembre 2011 :

| | |
|---|---|
| Branche | SNCF Voyages |
| UGT | TGV France et Europe (à l'exclusion d'Eurostar) |
| Actif testé | 4 519 M€ |
| Base retenue pour la valeur recouvrable | Valeur d'utilité |
| Source retenue | Plan 5 ans + année normative actualisée à l'infini |
| Taux d'actualisation (mini–maxi) | 7,6% - 8,8% |
| Taux de croissance long terme | 2,00% |

La dépréciation constatée au 31 décembre 2011 s'élève à 700 M€, la valeur recouvrable étant inférieure à la valeur de l'actif testé.

Les tests de sensibilité réalisés sur le taux d'actualisation (± 50 bp) entraînent une variation du montant de la perte de valeur d'environ ± 300 M€. Les tests de sensibilité de la marge opérationnelle de l'activité montrent qu'une variation de ± 50 bp de ce taux aurait un effet de ± 500 M€ sur la perte de valeur.

Il n'y a pas d'écart d'acquisition ni d'immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéfinie affectés à cette UGT. Les pertes ou reprises de valeur déterminées à l'issue des tests concernent essentiellement les immobilisations corporelles.

Les impacts en résultat des pertes de valeur constatées sont détaillés en *note 28*.

#### 8-2-1-2 UGT Fret Ferroviaire

À la suite de la réorganisation de l'activité engagée fin 2009 et de la mise en œuvre opérationnelle du schéma directeur, Fret SNCF a été découpée en quatre UGT. Du fait de l'absence d'amélioration constatée sur l'UGT Fret Ferroviaire, les actifs continuent d'être dépréciés. Une perte de valeur complémentaire nette de 12 M€ sur le matériel roulant (y compris sur les engagements de commandes fermes) a été enregistrée sur 2011. Les modalités de détermination de la perte de valeur sont décrites dans la *note 28*. Au 31 décembre 2011, la valeur nette comptable des moyens de production de cette UGT (ensemble des immobilisations corporelles et incorporelles hors terrains et constructions) s'élève à 457 M€, soit 1 168 M€ de moins que la valeur nette comptable qui aurait été obtenue si ce matériel n'avait jamais été déprécié (1 223 M€ au 31 décembre 2010). Par ailleurs, le montant de la provision pour risque portant sur les engagements de commandes fermes s'élève à 17 M€.

#### 8-2-1-3 UGT Transporteurs Ferroviaires

Les résultats réalisés sur l'UGT Transporteurs Ferroviaires sont inférieurs aux attentes, notamment du fait de la conjoncture économique. Les tests de perte de valeur réalisés ont abouti à une dépréciation complémentaire de 20 M€ dont 3 M€ sur les écarts d'acquisition affectés à ces UGT et 17 M€ à peu près également répartis entre des immobilisations incorporelles et corporelles (matériel roulant notamment).

### 8-2-2 UGT au 31 décembre 2010

Des tests ont été réalisés pour les UGT Corail (y compris Elipsos) et Intercités pour lesquelles des indices de reprise de valeur ont été identifiés à la suite de la signature de la convention des Trains d'Équilibre du Territoire (TET) le 13 décembre 2010 pour une période de trois ans *(voir note 3)*.

Sur TGV France Europe (à l'exclusion d'Eurostar) les flux futurs de trésorerie sont affectés négativement par la prise en charge d'une partie du financement des Trains d'Équilibre du Territoire amenant le Groupe à réaliser des tests sur cette UGT à fin décembre 2010.

La valeur des immobilisations corporelles et incorporelles testées et les hypothèses retenues pour la détermination de la valeur recouvrable sont les suivantes au 31 décembre 2010 :

| Branche | SNCF Proximités | SNCF Voyages | SNCF Voyages |
|---|---|---|---|
| UGT | Intercités | Matériels classiques (Corail, Elipsos) | TGV France et Europe (à l'exclusion d'Eurostar) |
| Immobilisations corporelles et incorporelles avant dépréciation (à la clôture en millions d'euros) | 242 M€ | 253 M€ | 5 446 M€ |
| Base retenue pour la valeur recouvrable | Valeur d'utilité | Valeur d'utilité | Valeur d'utilité |
| Source retenue | Convention TET 3 ans | Convention TET 3 ans | Plan amendé 5 ans et projection à l'infini d'une année normative |
| Taux d'actualisation (mini–maxi) | 6,5% - 7,2% | 6,5% - 7,2% | 7,4% - 8,4% |
| Taux de croissance long terme | Non applicable | Non applicable | 2,00% |

Les montants des immobilisations indiqués ci-dessus sont bruts de subventions. Les immobilisations sont subventionnées pour les UGT Intercités et TGV France et Europe à hauteur respectivement de 67 M€ et 20 M€.

Il n'y a pas d'écart d'acquisition ni d'immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéfinie affectés à ces UGT. Les pertes ou reprises de valeur déterminées à l'issue des tests concernent essentiellement les immobilisations corporelles.

Les impacts en résultat des pertes de valeur constatées sont détaillés en *note 28*.

### 8-2-2-1 UGT Corail (y compris Elipsos) et UGT Intercités

Une reprise nette de perte de valeur a été constatée pour 210 M€ sur l'UGT Corail (y compris Elipsos) et 146 M€ sur l'UGT Intercités. Le montant de la reprise est déterminé sur la base des dispositions contractuelles de la convention des Trains d'Équilibre du Territoire signée pour une période de trois ans. Cette convention prévoit, au profit de la SNCF, des facturations de loyers sur le matériel et une indemnisation garantie à hauteur de la valeur nette comptable du matériel à la fin de la convention. Ces dispositions contractuelles particulières permettent la reprise de perte de valeur constatée *(voir note 3)*.

### 8-2-2-2 UGT TGV France et Europe

Pour l'UGT TGV France/Europe à l'exclusion d'Eurostar, l'analyse a consisté à valoriser les flux futurs de trésorerie générés par l'actif économique identifié au 31 décembre 2010 en approche business (plan 5 ans plus une année normative). Les hypothèses retenues proviennent des projections actuelles amendées. Suivant les scénarii retenus de hausses tarifaires et de taux d'actualisation appliqués, les résultats de l'analyse sont compris dans une fourchette de valeur recouvrable inférieure de 236 M€ jusqu'à largement supérieure à la valeur comptable de l'actif économique testé. Aucune dépréciation n'a été constatée au 31 décembre 2010.

### 8-2-2-3 UGT Fret Ferroviaire

À la suite de la réorganisation de l'activité engagée fin 2009, Fret SNCF a été découpée en cinq UGT. Au premier semestre 2010, la mise en œuvre opérationnelle du schéma directeur a mis en évidence que l'activité «Multi Lots Multi Clients» n'avait pas les caractéristiques d'une UGT. Les matériels de cette activité ainsi que le parc «Autres produits et usages spéciaux» ont été réaffectés aux autres UGT, ce qui a conduit à une dépréciation complémentaire (y compris matériel en cours). Par ailleurs, une reprise nette de provision pour risque a été constatée sur les engagements de commandes fermes. Les deux effets combinés entraînent une charge nette de 156 M€. Les modalités de détermination de la perte de valeur sont décrites dans la *note 28*. Au 31 décembre 2010, la valeur nette comptable des moyens de production de cette UGT (ensemble des immobilisations corporelles et incorporelles hors terrains et constructions) s'élève à 450 M€, soit 1 223 M€ de moins que la valeur nette comptable qui aurait été obtenue si ce matériel n'avait jamais été déprécié (999 M€ au 31 décembre 2009). Par ailleurs, le montant de la provision pour risque portant sur les engagements de commandes fermes s'élève à 75 M€.

### 8-2-2-4 UGT Transport Multimodal et UGT Transporteurs Ferroviaires

Les résultats réalisés sur les UGT Transport Multimodal et Transporteurs Ferroviaires sont inférieurs aux attentes, notamment du fait de la conjoncture économique. Les tests de perte de valeur réalisés ont abouti à une dépréciation de 75 M€ dont 54 M€ sur les écarts d'acquisition affectés à ces UGT et 21 M€ à peu près également répartis entre des immobilisations incorporelles et corporelles (matériel roulant notamment).

# 9 ACTIFS FINANCIERS

Sont classés en actifs financiers courants les actifs financiers dont l'échéance est inférieure à 12 mois à la date de clôture.

La juste valeur des instruments dérivés actifs est classée en courant ou non courant selon l'échéance finale du produit dérivé.

Pour les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur dans le bilan, le niveau de la hiérarchie de juste valeur est indiqué par catégorie d'actifs financiers, trois différents niveaux étant prévus par la norme IFRS 7 :

– niveau 1 : juste valeur évaluée à partir de cours cotés;

– niveau 2 : juste valeur évaluée à partir de données observables directement ou indirectement sur le marché mais qui ne sont pas des cours cotés;

– niveau 3 : juste valeur déterminée à partir de techniques de valorisation non basées sur des données observables de marché.

Les montants de juste valeur sur les instruments dérivés comprennent les intérêts courus non échus.

Aux 31 décembre 2011 et 2010, les actifs financiers, courants et non courants se répartissent comme suit :

| En millions d'euros | | | | 31/12/2011 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Note | Non courant | Courant | Total | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 |
| Prêts et créances | | 4 730 | 2 453 | **7 183** | - | - | - |
| *Créance sur RFF* | *9.1* | *1 616* | *227* | ***1 843*** | - | - | - |
| *Créance sur la Caisse de la Dette Publique* | *9.2* | *2 650* | *1 303* | ***3 954*** | - | - | - |
| *Autres prêts et créances* | *9.4* | *349* | *923* | ***1 272*** | - | - | - |
| *Actifs financiers de concession non courant* | *9.5* | *114* | | ***114*** | *0* | *0* | *0* |
| Actifs disponibles à la vente | | 340 | 5 | **345** | 131 | 0 | 214 |
| Actifs à la juste valeur par résultat | | 131 | 102 | **234** | 77 | 157 | 0 |
| Juste valeur positive des dérivés de couverture | 20 | 553 | 18 | **571** | 0 | 571 | - |
| Juste valeur positive des dérivés de transaction | 20 | 511 | 215 | **726** | - | 726 | - |
| **Actifs financiers** | | **6 265** | **2 793** | **9 058** | **208** | **1 453** | **214** |

| En millions d'euros | | | | 31/12/2010 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Note | Non courant | Courant | Total | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 |
| Prêts et créances | | 6 013 | 953 | **6 966** | - | - | - |
| *Créance sur RFF* | *9.1* | *1 797* | *114* | ***1 911*** | - | - | - |
| *Créance sur la Caisse de la Dette Publique* | *9.2* | *3 703* | *317* | ***4 020*** | - | - | - |
| *Autres prêts et créances* | *9.4* | *490* | *523* | ***1 013*** | - | - | - |
| *Actifs financiers de concession non courant* | *9.5* | *22* | *-* | *22* | - | - | - |
| Actifs disponibles à la vente | | 342 | 133 | **475** | 292 | - | 183 |
| Actifs à la juste valeur par résultat | | - | 1 173 | **1 173** | 86 | 1 088 | - |
| Juste valeur positive des dérivés de couverture | 20 | 371 | 39 | **409** | 0 | 409 | - |
| Juste valeur positive des dérivés de transaction | 20 | 323 | 94 | **418** | - | 418 | - |
| **Actifs financiers** | | **7 049** | **2 392** | **9 441** | **378** | **1 915** | **183** |

Les OPCVM inclus dans les actifs à la juste valeur par le résultat sont valorisés sur la base de leur valeur liquidative à la date de clôture.

Les actifs disponibles à la vente sont constitués de titres de participation non consolidés pour 221 M€ (221 M€ au 31 décembre 2010) et de placements à court et moyen terme.

La variation du poste sur 2011 provient essentiellement de la variation des VMP et de la juste valeur des dérivés. Les autres prêts et créances sont analysés en *note 9.4*.

## 9-1 Créance sur Réseau Ferré de France

Les principes de comptabilisation et d'évaluation de cette créance sont décrits en *note 2.12.4.1*.
La créance se décompose de la façon suivante :

| En millions d'euros | 31/12/2011 | | | 31/12/2010 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Non courant | Courant | Total | Non courant | Courant | Total |
| Au coût amorti | 1 616 | 193 | **1 809** | 1 797 | 80 | **1 877** |
| Intérêts courus non échus | | 34 | **34** | | 34 | **34** |
| **Total** | **1 616** | **227** | **1 843** | **1 797** | **114** | **1 911** |

Juste valeur de la créance sur RFF

| En millions d'euros | 31/12/2011 | | 31/12/2010 | |
|---|---|---|---|---|
| | Juste valeur | Valeur nette comptable | Juste valeur | Valeur nette comptable |
| Créance sur RFF | 2 278 | 1 843 | 2 334 | 1 911 |

En figeant les cours et taux de clôture, les flux d'échéance se présentent comme suit :

| En millions d'euros | 31/12/2011 | | 31/12/2010 | |
|---|---|---|---|---|
| | Nominal | Flux d'intérêt | Nominal | Flux d'intérêt |
| Moins d'un an | 193 | 98 | 80 | 98 |
| 1 à 2 ans | 418 | 97 | 191 | 96 |
| 2 à 3 ans | 6 | 69 | 418 | 96 |
| 3 à 4 ans | 374 | 69 | 6 | 68 |
| 4 à 5 ans | 142 | 59 | 368 | 68 |
| Plus de 5 ans | 676 | 385 | 814 | 443 |
| **Total** | **1 809** | **778** | **1 877** | **869** |

## 9-2 Créance sur la CDP

Hors instruments dérivés, cette créance s'élève à 3 954 M€ au 31 décembre 2011, et à 4 020 M€ au 31 décembre 2010.

Les juste valeur et valeur comptable de cette créance s'établissent comme suit :

| En millions d'euros | 31/12/2011 | | 31/12/2010 | |
|---|---|---|---|---|
| | Juste valeur | Valeur nette comptable | Juste valeur | Valeur nette comptable |
| Créance sur la CDP | 4 478 | 3 954 | 4 721 | 4 020 |

En figeant les cours et taux de clôture, les flux d'échéance se présentent comme suit :

| En millions d'euros | 31/12/2011 | | 31/12/2010 | |
|---|---|---|---|---|
| | Nominal | Flux d'intérêt | Nominal | Flux d'intérêt |
| Moins d'un an | 1 071 | 208 | 75 | 211 |
| 1 à 2 ans | 1 130 | 174 | 1 055 | 208 |
| 2 à 3 ans | 0 | 104 | 1 129 | 174 |
| 3 à 4 ans | 114 | 104 | 0 | 104 |
| 4 à 5 ans | 0 | 99 | 113 | 104 |
| Plus de 5 ans | 1 407 | 636 | 1 407 | 735 |
| **Total** | **3 721** | **1 325** | **3 778** | **1 535** |

## 9-3 Actifs moyen terme

En figeant les cours et taux de clôture, les flux d'échéance des actifs à moyen terme classés parmi les actifs disponibles à la vente non courants se présentent comme suit :

| En millions d'euros | 31/12/2011 | | 31/12/2010 | |
|---|---|---|---|---|
| | Nominal | Flux d'intérêt | Nominal | Flux d'intérêt |
| Moins d'un an | - | 6 | 123 | 12 |
| 1 à 2 ans | 113 | 6 | - | 6 |
| 2 à 3 ans | - | - | 113 | 6 |
| 3 à 4 ans | - | - | - | - |
| 4 à 5 ans | - | - | - | - |
| Plus de 5 ans | - | - | - | - |
| **Total** | **113** | **12** | **236** | **24** |

## 9-4 Autres prêts et créances

Les autres prêts et créances détenus par le Groupe se composent des éléments suivants :

| En millions d'euros | 31/12/2011 | | | 31/12/2010 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Non courant | Courant | Total | Non courant | Courant | Total |
| Cash collateral actif | - | 584 | 584 | - | 435 | 435 |
| Autres prêts et créances[1] | 349 | 339 | 688 | 490 | 88 | 578 |
| **Total** | **349** | **923** | 1 272 | **490** | **523** | 1 013 |

*(1) Dont 14 M€ sur actifs de retraite (34 M€ au 31 décembre 2010)*

## 9-5 Actifs financiers de concession

Les actifs financiers de concession avant subventions s'élèvent à 2 959 M€ au 31 décembre 2011 (2 779 M€ au 31 décembre 2010) dont 2 840 M€ au titre des prestations de transport régional de voyageurs pour lesquelles le matériel de transport est subventionné à 100%. Les actifs financiers au titre de ces prestations apparaissent au bilan pour une valeur comptable nulle, car ils sont éteints par des subventions d'investissement pour un montant équivalent, celles-ci étant désormais présentées en diminution des actifs correspondant au bilan et assimilées à une modalité de remboursement de ces actifs financiers *(voir note 2.5.4)*. Le solde net de subventions est de 114 M€ au 31 décembre 2011 (22 M€ au 31 décembre 2010).

Les subventions d'investissement reçues sur l'exercice au titre de contrats de concession s'élèvent à 232 M€ (234 M€ sur 2010). Elles sont présentées en diminution des actifs financiers correspondants pour le même montant.

## 10 PARTICIPATIONS DANS DES SOCIÉTÉS HLM

Les sociétés HLM dans lesquelles le Groupe détient une participation majoritaire ne sont pas consolidées, au regard de l'absence de contrôle effectif *(voir note 2.1.2)*.

Les principaux postes du bilan consolidé de ces sociétés sont les suivants :

– Actifs non courants : 3 172 M€ (2 855 M€ en 2010) ;

– Passifs non courants (dettes) : 1 848 M€ (1 709 M€ en 2010).

## 11 PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Le Groupe détient plusieurs participations dans des entreprises associées, consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. La valeur comptable des titres de ces sociétés s'analyse comme suit :

| En millions d'euros | | 31/12/2011 | | 31/12/2010 |
|---|---|---|---|---|
| | % intérêt | Résultat | Titres mis en équivalence (y compris résultat) | Titres mis en équivalence |
| Eurofima | 22,60% | 7 | 275 | 260 |
| Filiales Groupe STVA | - | 0 | 10 | 10 |
| NTV | 20,00% | -7 | 65 | 75 |
| Systra | 41,92% | 0 | 119 | 0 |
| Autres titres | - | 3 | 29 | 27 |
| **Total** | **-** | **4** | **498** | **373** |

Suite à sa refondation, le groupe Systra est passé en mise en équivalence à 41,92% au 1er juillet 2011. Il était auparavant consolidé en intégration globale pour les filiales Inexia, en intégration proportionnelle pour les filiales Systra et non consolidé pour la filiale Xelis *(voir note 4.1)* Outre ce changement de méthode, la variation du poste au cours de l'exercice s'explique par les éléments ci-dessous :

| En millions d'euros | 31/12/2011 | 31/12/2010 |
|---|---|---|
| **Au 1er janvier** | **373** | **429** |
| Résultat | 4 | 6 |
| Changement de méthode de consolidation | 0 | -90 |
| Variation de périmètre | 119 | -8 |
| Juste valeur et autres | -2 | -1 |
| Distribution | -2 | -4 |
| Écart de conversion | 7 | 41 |
| **Au 31 décembre** | **498** | **373** |

## 11 Participations dans les entreprises associées

Les éléments financiers résumés sur les principales entreprises associées sont présentés ci-après à 100% et non en quote-part détenue :

| En millions d'euros | Systra | Eurofima | NTV | 31/12/2011 Total |
|---|---|---|---|---|
| Actifs courants | 325 | 2 095 | 42 | **2 462** |
| Actifs non courants | 99 | 26 176 | 353 | **26 629** |
| Passifs courants | 248 | 762 | 41 | **1 051** |
| Passifs non courants | 17 | 26 291 | 200 | **26 508** |
| **Actif net** | **159** | **1 218** | **154** | **1 531** |

| En millions d'euros | Groupe Keolis SAS (ex-Kuvera) | Eurofima | NTV | 31/12/2010 Total |
|---|---|---|---|---|
| Actifs courants | 16 | 1 693 | 27 | **1 737** |
| Actifs non courants | 4 | 25 723 | 310 | **26 037** |
| Passifs courants | 15 | 400 | 20 | **436** |
| Passifs non courants | 0 | 25 865 | 114 | **25 979** |
| **Actif net** | **4** | **1 152** | **203** | **1 359** |

Les immobilisations prises en location financement par l'intermédiaire d'Eurofima sont activées dans les comptes du groupe SNCF pour 1 746 M€ en valeur brute (1 897 M€ au 31 décembre 2010). La valeur de l'emprunt lié à ces financements est de 1 357 M€ au 31 décembre 2011 contre 1 737 M€ au 31 décembre 2010. Eurofima est une société de droit suisse de financement de matériel ferroviaire.
Au 31 décembre 2011, le capital social d'Eurofima n'a pas été entièrement appelé. La quote-part de SNCF restant à appeler s'élève au 31 décembre 2011 à 386,7 M€. À cette même date, la part des prêts octroyés à des membres ressortissants de pays dont la dette souveraine est classée « non-investment grade » *(i.e. dont la notation décernée par les agences de notation est inférieure à BBB-/Baa3) est de 1 876 M€ (2 280 MCHF).*

Ces prêts figurent parmi les actifs non courants dans l'état de situation financière de la société. Par ailleurs, les actionnaires d'Eurofima sont solidairement responsables des engagements pris au titre des contrats de financement octroyés par Eurofima à ces derniers, chacun au prorata de sa participation et au montant maximum de cette participation. Cette garantie ne peut être appelée qu'après avoir constaté le défaut de paiement d'un emprunteur et de l'État associé, émetteur de la garantie. Pour SNCF, le montant maximal de cet engagement s'élève à 483,4 M€ au 31 décembre 2011. L'État garantit l'ensemble des obligations de SNCF envers Eurofima (la part du capital social restant à libérer, la bonne exécution des contrats de financement octroyés par Eurofima à SNCF et la garantie donnée par SNCF au titre des contrats de financements).

| En millions d'euros | Systra | Eurofima | NTV | 31/12/2011 Total |
|---|---|---|---|---|
| Chiffre d'affaires | 203 | - | 24 | **24** |
| Résultat opérationnel | 5 | - | -31 | **- 31** |
| **Résultat net de l'exercice** | **2** | **33** | **-37** | **- 4** |

| En millions d'euros | Groupe Keolis SAS (ex Kuvera) | Eurofima | NTV | 31/12/2010 Total |
|---|---|---|---|---|
| Chiffre d'affaires | 324 | - | 7 | 332 |
| Résultat opérationnel | -8 | - | -17 | - 25 |
| **Résultat net** | **-10** | **37** | **-20** | **8** |

Les indicateurs de résultat pour Groupe Keolis SAS correspondent à la période du 1er janvier jusqu'au 3 février 2010 où cet ensemble était encore mis en équivalence dans les comptes consolidés du groupe SNCF.

## 12 PARTICIPATIONS DANS LES COENTREPRISES

La part du Groupe dans les actifs et passifs des sociétés consolidées par intégration proportionnelle est la suivante :

| En millions d'euros | 31/12/2011 | | | | 31/12/2010 | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Coentreprises au sein de Keolis | EIL | Autres | Total | Systra | Coentreprises au sein de Keolis | EIL | Autres | Total |
| **Quote-part dans le bilan des coentreprises** | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Actifs courants | 270 | 208 | 69 | **546** | 102 | 226 | 229 | 76 | **634** |
| Actifs non courants | 59 | 510 | 70 | **639** | 14 | 59 | 410 | 12 | **495** |
| Passifs courants | 292 | 150 | 67 | **510** | 62 | 255 | 142 | 63 | **521** |
| Passifs non courants | 24 | 100 | 28 | **152** | 4 | 25 | 30 | 1 | **60** |
| **Actif net** | **13** | **468** | **43** | **524** | **50** | **6** | **468** | **24** | **548** |

| En millions d'euros | 31/12/2011 | | | | | | 31/12/2010 | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Systra | Coentreprises au sein de Keolis | EIL | Autres | Total | Ermewa | Systra | Coentreprises au sein de Keolis | EIL | Autres | Total |
| **Quote-part dans le résultat des coentreprises** | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Chiffre d'affaires | 63 | 951 | 520 | 82 | **1 617** | 15 | 127 | 808 | 161 | 130 | **1 241** |
| Résultat opérationnel | 1 | 48 | 20 | 6 | **75** | 2 | 7 | 34 | 262 | 8 | **313** |
| **Résultat net – Part du Groupe** | **0** | **22** | **18** | **4** | **45** | **0** | **7** | **15** | **264** | **6** | **292** |

La principale évolution de l'exercice provient du passage du groupe Systra à une mise en équivalence à compter du 1er juillet 2011 *(voir note 4.1)*. Son résultat de janvier à juin reste réparti sur les différentes lignes du compte de résultat du Groupe suivant les modalités de consolidation de cet ensemble par intégration proportionnelle sur le premier semestre.

Sur l'exercice 2010 a eu lieu l'opération de prise de contrôle conjoint d'EIL consolidée en intégration proportionnelle à 55% à compter du 1er septembre 2010. Le résultat 2010 inclut pour cette coentreprise une plus-value de 206 M€ et un écart d'acquisition négatif de 57 M€ comptabilisés dans le cadre de cette opération.

## 13 STOCKS ET EN-COURS

Au 31 décembre 2011, les stocks se décomposent comme suit :

| En millions d'euros | Brut | Dépréciation | 31/12/2011 Net | 31/12/2010 Net | Variation |
|---|---|---|---|---|---|
| Matières premières | 649 | -76 | 573 | 552 | 21 |
| Produits finis | 414 | -104 | 310 | 194 | 116 |
| Encours de production | 27 | -3 | 25 | 159 | -135 |
| **Stocks et en-cours** | **1 090** | **-183** | **907** | **905** | **3** |

Les variations des dépréciations de stocks s'analysent comme suit :

| En millions d'euros | 31/12/2010 | Dotation | Reprise | Reclassement | Variation de périmètre | 31/12/2011 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Matières premières et fournitures – dépréciation | -77 | -17 | 18 | 0 | 0 | -76 |
| Produits finis – dépréciation | 0 | 0 | 0 | -104 | 0 | -104 |
| Encours de production – dépréciation | -3 | 0 | 0 | 0 | 0 | -3 |
| **Dépréciations de stocks** | **-81** | **-17** | **18** | **-104** | **0** | **-183** |

## 14 CRÉANCES D'EXPLOITATION

Au 31 décembre 2011, les créances d'exploitation se présentent comme suit :

| En millions d'euros | Brut | Dépréciation | 31/12/2011 Net | 31/12/2010 Net | Variation |
|---|---|---|---|---|---|
| Clients et comptes rattachés | 3 801 | -152 | 3 650 | 3 774 | -124 |
| Créances sur l'État et les collectivités | 1 238 | 0 | 1 238 | 1 163 | 75 |
| Autres créances d'exploitation | 2 034 | -85 | 1 949 | 1 580 | 369 |
| **Montant net des créances d'exploitation** | **7 073** | **-236** | **6 837** | **6 517** | **320** |

Les dépréciations des créances clients et des autres créances d'exploitation ont varié comme suit sur 2011 et 2010.

| En millions d'euros | 31/12/2010 | Dotation | Reprise | Reclassement | Variation de périmètre | Change et autres | 31/12/2011 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Clients et comptes rattachés – dépréciation | -150 | -57 | 56 | -3 | 3 | 0 | -152 |
| Autres créances d'exploitation – dépréciation | -116 | -27 | 32 | 30 | -3 | 0 | -85 |
| **Total** | **-266** | **-85** | **88** | **27** | **0** | **0** | **-236** |

## 14 Créances d'exploitation

| En millions d'euros | 31/12/2009 | Dotation | Reprise | Reclassement | Variation de périmètre | Change et autres | 31/12/2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Clients et comptes rattachés - dépréciation | -181 | -94 | 127 | 15 | -16 | -1 | -150 |
| Autres créances d'exploitation - dépréciation | -138 | -88 | 109 | 4 | -2 | 0 | -116 |
| **Total** | **-319** | **-182** | **235** | **19** | **-18** | **-2** | **-266** |

De par son activité, le Groupe est peu exposé au risque de crédit. Les ventes de billets se font au comptant avec les voyageurs. Le Groupe a, par ailleurs, un nombre important de relations avec des clients du domaine public (RFF, collectivités régionales, RATP, STIF, Armée…). Dans l'activité SNCF Geodis, la dépendance aux clients est réduite par le nombre de ces derniers. Par ailleurs, dans l'exercice de ses activités de transporteur et/ou de commissionnaire, le Groupe dispose d'un droit de rétention sur les marchandises qui lui sont confiées, ce qui réduit les risques encourus pour non paiement des prestations. Enfin, en fonction de l'appréciation du risque de crédit du client, des modalités de paiement avant transport peuvent être convenues pour limiter le risque de non paiement.

Bien que les créances puissent être échues avec ces clients, elles n'ont pas de raison d'être dépréciées. Les créances sont dépréciées lorsque le Groupe est en contentieux avec un client ou lorsque la capacité à recouvrer le montant de la créance est altérée.

Les créances clients échues non dépréciées se détaillent de la façon suivante (en valeur brute) :

| 31/12/2011<br>En millions d'euros | Non échus | Dépréciés | Échus non dépréciés | | | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | < 3 mois | De 4 à 6 mois | De 7 à 12 mois | > 12 mois | |
| Clients et comptes rattachés | 2 619 | 522 | 429 | 101 | 50 | 80 | 3 801 |
| **Total** | **2 619** | **522** | **429** | **101** | **50** | **80** | **3 801** |

| 31/12/2010<br>En millions d'euros | Non échus | Dépréciés | Échus non dépréciés | | | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | < 3 mois | De 4 à 6 mois | De 7 à 12 mois | > 12 mois | |
| Clients et comptes rattachés | 2 777 | 454 | 426 | 132 | 81 | 54 | 3 924 |
| **Total** | **2 777** | **454** | **426** | **132** | **81** | **54** | **3 924** |

# 15 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

| En millions d'euros | 31/12/2011 | 31/12/2010 | Variation |
|---|---|---|---|
| SICAV monétaires assimilées à de la trésorerie | 3 025 | 3 822 | -797 |
| Disponibilités | 878 | 886 | -9 |
| **Trésorerie et équivalents de trésorerie dans l'état de situation financière** | **3 902** | **4 708** | **-806** |
| Intérêts courus à payer | 1 | 1 | 0 |
| Concours bancaires courants | 242 | 275 | -34 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées classés parmi les actifs détenus en vue d'être cédés et les passifs relatifs à ces actifs | 0 | 86 | -86 |
| **Trésorerie et équivalents de trésorerie dans l'état de flux de trésorerie** | **3 660** | **4 346** | **-686** |

Dans le cadre de l'activité de Keolis en Angleterre, des contraintes contractuelles imposent aux sociétés opérationnelles de conserver un certain niveau de disponibilités afin de maintenir l'offre de service public en cas de défaillance de l'exploitant en respectant le « Liquidity Maintenance Ratio ». Le montant imposé correspond à un certain nombre de semaines de coûts directs relatifs à l'activité et ce jusqu'à la fin de la franchise. Cette contrainte conduit à qualifier cette trésorerie comme disponibilités bloquées pour le Groupe. Ces disponibilités s'élèvent à 98 M€ au 31 décembre 2011 (110 M€ au 31 décembre 2010).

Pour les placements constitutifs de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, le Groupe considère que la valeur nominale constitue une approximation raisonnable de leur valeur de marché.

Les flux de trésorerie provenant de l'activité dégagent une entrée nette de trésorerie de 2 563 M€ en 2011 (2 286 M€ en 2010) provenant principalement de la capacité d'autofinancement pour 2 148 M€ (1 431 M€ en 2010).

Les flux de trésorerie liés aux investissements sont négatifs de 1 065 M€ en 2011 (1 364 M€ en 2010), et proviennent principalement :

– des nouveaux actifs financiers de concession pour 276 M€, contre 242 M€ en 2010 (application de IFRIC 12 sur les contrats de concession chez Proximité, *voir note 2. Principes comptables*) ;

– ils sont compensés par les cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles pour 478 M€ en 2011 contre 533 M€ en 2010 ;

– par les subventions d'investissement reçues sur immobilisations corporelles et incorporelles pour 326 M€ en 2011 contre 692 M€ en 2010.

Les flux liés au financement du Groupe sont négatifs de 2 185 M€ en 2011 (en 2010, ils étaient négatifs pour 215 M€ en 2010). Ils proviennent principalement :

– de nouveaux emprunts pour 1 437 M€ (1 922 M€ en 2010) dont 1 111 M€ pour l'EPIC (1 286 M€ en 2010) entre autres 866 M€ d'emprunt EMTN (945 M€ en 2010) ;

– du remboursement de la créance RFF pour 106 M€ contre 57 M€ en 2010 et de la créance CDP pour 83 M€ (1 192 M€ en 2010) ;

– des remboursements de dettes de trésorerie pour 1 852 M€ (contre une augmentation des dettes de trésorerie de 478 M€ en 2010).

# 16 CAPITAUX PROPRES

## 16-1 Capital

Au 31 décembre 2011, le capital de SNCF reste essentiellement constitué de :

– 2,2 milliards d'euros de dotations en capital correspondant essentiellement aux différents apports en numéraire versés par l'État ;

– 2,8 milliards d'euros de dotations immobilières correspondant aux différents apports en nature reçus de l'État.

Le 1er janvier 1983, en application de la Loi d'Orientation des Transports Intérieurs (LOTI) du 30 décembre 1982, est créé un établissement public industriel et commercial (EPIC) qui prend le nom de « Société nationale des chemins de fer français » (SNCF). La totalité du capital revient à l'État, « actionnaire unique ».

À la création de l'EPIC SNCF, les biens immobiliers, dépendant du domaine public ou privé antérieurement concédés à la société anonyme d'économie mixte (créée le 31 août 1937) à laquelle il succédait, lui ont été remis en dotation. Ces biens, mis à disposition par l'État, sans transfert de propriété et à titre gratuit, sont alors inscrits à l'actif du bilan de l'EPIC SNCF aux comptes d'immobilisations appropriés, avec une contrepartie de même montant en capital.

## 16-2 Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)

Au 31 décembre 2011, les participations ne donnant pas le contrôle se répartissent sur les sous-groupes suivants :

| En millions d'euros | 31/12/2011 | 31/12/2010 | Variation |
|---|---|---|---|
| Geodis | 9 | 9 | 0 |
| STVA | 5 | 6 | -1 |
| Systra | 0 | 14 | -14 |
| Ermewa | 3 | 3 | 0 |
| CapTrain | 28 | 28 | 0 |
| Keolis | 18 | 13 | 5 |
| Autres | 6 | 6 | 0 |
| **Total** | **69** | **80** | **-11** |

# 17 AVANTAGES DU PERSONNEL

Les avantages du personnel donnent lieu aux provisions suivantes :

| En millions d'euros | 31/12/2011 | 31/12/2010 |
|---|---|---|
| Retraite | 189 | 214 |
| Prévoyance | 46 | 46 |
| Action sociale | 365 | 372 |
| Rentes accidents du travail | 768 | 761 |
| Médaille du travail et autres avantages | 107 | 81 |
| Cessation progressive d'activité et compte épargne-temps | 356 | 363 |
| **Provision totale** | **1 831** | **1 836** |
| *dont non courant* | *1 695* | *1 752* |
| *dont courant* | *136* | *83* |

Le régime de prévoyance concerne le régime complémentaire des cadres supérieurs au statut.

## 17-1 Description des avantages du personnel

### 17-1-1 Rentes Accidents du Travail

Le groupe SNCF assure lui-même le service des rentes accidents du travail (AT) au personnel actif et retraité de l'EPIC, indépendamment du régime général en vigueur.

Les rentes viagères sont intégralement provisionnées dès qu'elles sont accordées aux agents accidentés sans condition d'ancienneté. Elles constituent des autres avantages à long terme et des avantages postérieurs à l'emploi. La partie de rente versée durant la période active (le cas échéant) est comptabilisée comme un avantage long terme, le reste étant comptabilisé comme un avantage postérieur à l'emploi.

### 17-1-2 Action sociale retraités

Le groupe met en œuvre diverses actions au titre de l'action sociale pour le personnel de l'EPIC : accès aux infrastructures, consultation d'assistantes sociales… Ces actions profitent aux actifs comme aux retraités.

Une provision à due concurrence au titre de cet avantage postérieur à l'emploi a été constituée.

### 17-1-3 Cessation Progressive d'Activité

La Cessation Progressive d'Activité (CPA) est un dispositif dont l'objectif est d'aménager le temps de travail en fin de carrière des salariés. Elle fixe ainsi une formule de temps de travail permettant de ménager une période de transition entre l'activité professionnelle et le départ en retraite. Un nouvel accord est entré en vigueur en juillet 2008 offrant la possibilité d'une cessation dégressive ou complète pour le personnel de l'EPIC. L'octroi des avantages combine des critères d'ancienneté, de pénibilité et de catégorie de personnel. L'accord est traité dans les comptes consolidés comme un avantage à long terme en application de la norme IAS 19.

Le calcul repose notamment sur une hypothèse relative à la proportion attendue des agents qui entreront dans le dispositif.

### 17-1-4 Autres avantages accordés

Le Groupe, *via* ses filiales, participe à des régimes de retraite et autres avantages envers le personnel en accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté et en dehors des régimes de droits communs régis par la Loi.
Ces avantages consistent en des indemnités de fin de carrière ou indemnités de départ en retraites et des gratifications au titre des médailles du travail (France), des régimes de retraites à prestations définies (Royaume-Uni, Italie (TFR), Allemagne, Pays-Bas, Suède, Norvège, Australie et Canada) et de frais de santé des retraités (Canada).

En France, les indemnités de départ à la retraite versées au salarié lors de son départ sont déterminées selon la convention collective nationale ou l'accord d'entreprise envigueur dans l'entreprise. Les deux principales conventions collectives appliquées au sein du Groupe sont :

– la convention collective des transports publics urbains (CCN_3099) au sein des filiales Keolis ;

– la convention collective des transports routiers (CCN_3085).

Ces régimes peuvent faire l'objet d'un financement partiel.

En Italie, les salariés bénéficient du Trattamento di Fine Rapporto di lavoro subordinato (TFR). Cette indemnité de fin de contrat de travail, due par l'employeur sans considération du motif de rupture du contrat, prend la forme d'un versement unique représentant environ 1/14e de la rémunération annuelle par année d'ancienneté.

Au Royaume-Uni, il existe un plan à prestations définies spécifique aux activités ferroviaires Railways Pension Scheme (RPS). Ce régime est financé par un trust. Le montant de l'engagement qui incombe à la société est fonction de la durée de la franchise. Un « franchise adjustment » est pris en compte dans le calcul de la provision.

### 17-1-5 Principales hypothèses utilisées

Les provisions pour engagements de personnel sont calculées sur une base actuarielle, en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Les paramètres utilisés pour la modélisation des principaux avantages du personnel sont les suivants :

| | 31/12/2011 | 31/12/2010 |
|---|---|---|
| Taux d'actualisation brut | 3,80% | 4,25% |
| Taux d'inflation | 2,00% | 2,00% |
| Table de mortalité prévoyance et action sociale | TGH 05/TGF 05 | TGH 05/TGF 05 |
| Table de mortalité AT actifs et retraités | TD 88-90 | TD 88-90 |
| Table de mortalité AT veuves | TGF 05 | TGF 05 |
| Table de mortalité CPA | TGF 05 | TGF 05 |
| Table d'accroissement brut des prestations de prévoyance (régime différentiel des cadres supérieurs) | 3,00% | 3,00% |
| Table d'accroissement brut des dépenses d'action sociale | 2,00% | 2,00% |
| Table d'accroissement brut des rentes accidents du travail | 2,00% | 2,00% |
| Table d'accroissement brut des cessations progressives d'activité | 3,00% | 4,00% |

Concernant les régimes accordés par les filiales du Groupe, les hypothèses utilisées pour les principales zones monétaires sont les suivantes :

| | | | 31/12/2011 | | | 31/12/2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | France | Grande-Bretagne | Suède | France | Grande-Bretagne | Suède |
| Taux d'actualisation | 3,80% | 5,00%/5,75% | 2,44% | 4,60% | 5,60%/5,40% | 3,32% |
| Taux d'augmentation des salaires | 2,00% à 3,35% | 4,00%/NA | 3,00% | 3,00% | 4,40%/NA | 3,00% |
| Taux de rendement attendu des actifs | 3,50% | 7,40%/6,40% | NA | 3,60% à 5,00% | 8,15%/3,70% | NA |

Comme au 31 décembre 2010, le taux d'actualisation appliqué pour actualiser les obligations au titre des principaux avantages postérieurs à l'emploi a été déterminé par référence à un taux de marché à la date de clôture fondé sur les obligations d'entreprises de première catégorie et de maturité comparable à celle des engagements. La référence retenue pour déterminer le taux d'actualisation est Bloomberg AA pour la France. Sur la Grande-Bretagne, le premier taux indiqué correspond à celui du régime RPS décrit précédemment. Le second taux est celui utilisé pour les régimes des filiales de transport de marchandises. Le taux de la Suède concerne uniquement les régimes des filiales de la branche SNCF Geodis.

## 17-2 Valeur actualisée des engagements et provisions

Pour les engagements d'avantages postérieurs à l'emploi, en application de la méthode du corridor, le Groupe comptabilise progressivement les écarts actuariels constatés à la suite des effets d'expérience et des changements d'hypothèses actuarielles. Les amendements apportés aux différents régimes font également l'objet d'une constatation progressive sur une base linéaire en résultat ou immédiatement en résultat si les droits sont irrémédiablement acquis. Quant aux médailles du travail et autres avantages à long terme, les écarts actuariels et les modifications de régimes sont comptabilisés immédiatement et totalement en résultat de l'exercice.

Sur 2011, les variations de la valeur actualisée des obligations, de la provision au bilan et de la juste valeur des actifs du régime au titre des engagements de retraite sont les suivantes :

| 31/12/2011<br>En millions d'euros | Engagement de retraite | Écarts actuariels non reconnus et «franchise adjustment» | Coût des services passés non reconnus | Juste valeur des actifs | Valeur actualisée de l'obligation | *Dont financée* | *Dont non financée* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Provision à l'ouverture** | **214** | - | - | - | - | - | - |
| Juste valeur des actifs excédentaires du régime | -1 | - | - | - | - | - | - |
| **Montants actif/passif nets à l'ouverture** | **213** | **-78** | **-1** | **-353** | **645** | ***505*** | ***140*** |
| Coût des services rendus | 36 | 0 | 0 | 0 | 36 | - | - |
| Coût financier (y compris «franchise adjustement») | 30 | 0 | 0 | 0 | 30 | - | - |
| Cotisation des salariés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| Écarts actuariels | 1 | -63 | 0 | 29 | 35 | - | - |
| Prestations payées | -11 | 0 | 0 | -1 | -10 | - | - |
| Coût des services passés reconnus | 0 | 0 | -1 | 0 | 1 | - | - |
| Effet des réductions et liquidations | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| Périmètre et change | -6 | 0 | 0 | 0 | -6 | | |
| Contribution des salariés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | - |
| Contribution des employeurs | -57 | 0 | 0 | -57 | 0 | - | - |
| Rendement attendu des actifs de régime | -29 | 0 | 0 | -29 | 0 | - | - |
| **Montants actif/passif nets à la clôture** | **177** | **-141** | **-2** | **-411** | **730** | ***554*** | ***177*** |
| Juste valeur des actifs excédentaires du régime | 12 | - | - | - | - | - | - |
| **Provision à la clôture** | **189** | - | - | - | - | - | - |

| Composition des actifs de couverture | 31/12/2011 |
|---|---|
| Obligations | 41 |
| Actions | 320 |
| Biens immobiliers | 19 |
| Autres | 31 |
| **Juste valeur totale des actifs du régime** | **411** |

Dans le cadre de sa filialisation réalisée le 1er septembre 2010, les partenaires britanniques d'EIL dont LCR se sont engagés à financer, sur une période donnée, une partie du déficit du régime de retraite d'EIL. Parmi les contributions employeur figure un versement exceptionnel de 39 M€ payé directement au fond par ces partenaires. Le déficit constaté à la clôture précédente a été résorbé pour faire apparaître in fine un actif de retraite de 10 M€.

La variation des provisions et de la valeur actualisée nette des obligations s'explique par les éléments ci-dessous pour tous les régimes autres que la retraite sur 2011 et pour tous les régimes sur 2010.

| 31/12/2011<br>En millions d'euros | Prévoyance | Action sociale | Rentes AT | Cessation progressive d'activité et compte épargne- temps | Médaille du travail et autres avantages |
|---|---|---|---|---|---|
| **Provision à l'ouverture** | **46** | **372** | **761** | **363** | **81** |
| Écarts actuariels et « franchise adjustment » non reconnus à l'ouverture | -2 | -127 | 63 | 0 | 0 |
| Coût des services passés non reconnus à l'ouverture | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Valeur actualisée de l'obligation à l'ouverture** | **44** | **245** | **824** | **363** | **81** |
| Coût des services rendus | 1 | 4 | 31 | 27 | 13 |
| Coût financier (y compris « franchise adjustement ») | 2 | 10 | 34 | 15 | 2 |
| Écarts actuariels | 0 | 7 | 50 | -15 | 15 |
| Coût des services passés | 0 | 0 | 0 | 0 | -6 |
| Rendement attendu des actifs de régime | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Prestations payées | -2 | -14 | -66 | -34 | -5 |
| Effet des réductions et liquidations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Périmètre et change | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| **Valeur actualisée de l'obligation à la clôture** | **45** | **253** | **872** | **356** | **100** |
| Écarts actuariels et « franchise adjustment » non comptabilisés | 2 | 112 | -105 | 0 | 0 |
| Coût des services passés non reconnus à la clotûre | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 |
| **Provision à la clotûre** | **46** | **365** | **767** | **356** | **107** |

| 31/12/2010<br>En millions d'euros | Retraite | Prévoyance | Action sociale | Rentes AT | Cessation progressive d'activité et compte épargne-temps | Médaille du travail et autres avantages |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Provision à l'ouverture** | **114** | **45** | **378** | **753** | **344** | **41** |
| Écarts actuariels et «franchise adjustment» non comptabilisés à l'ouverture | -2 | -4 | -139 | 51 | 0 | 0 |
| **Valeur actualisée de l'obligation à l'ouverture** | **112** | **41** | **239** | **804** | **344** | **41** |
| Coût des services rendus | 33 | 1 | 4 | 40 | 24 | 16 |
| Coût financier (y compris «franchise adjustement») | 21 | 2 | 10 | 35 | 15 | 1 |
| Écarts actuariels | 81 | 2 | 4 | 10 | -2 | 0 |
| Coût des services passés | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Rendement attendu des actifs de régime | -19 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Prestations payées | -35 | -2 | -12 | -64 | -19 | -4 |
| Effet des réductions et liquidations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| Périmètre et change | 97 | 0 | 0 | 0 | 0 | 24 |
| **Valeur actualisée de l'obligation à la clôture** | **292** | **44** | **245** | **824** | **363** | **81** |
| Écarts actuariels et «franchise adjustment» non comptabilisés | -78 | 2 | 127 | -63 | 0 | 0 |
| **Provision à la clotûre** | **214** | **46** | **372** | **761** | **363** | **81** |

Le montant de l'engagement au titre de l'accord de cessation progressive d'activité est calculé sur la base d'une hypothèse d'adhésion de 23% en 2010 et de 24,5% en 2011. Une variation à la hausse ou à la baisse de cette hypothèse de 100 points de base aurait un effet de l'ordre de 10 M€.

## 17-3 Charge comptabilisée

L'ensemble des variations de provision au titre des engagements de retraite et assimilés est comptabilisé au sein de la marge opérationnelle, sur la ligne « charges de personnel », à l'exclusion du coût financier qui est présenté en résultat financier.

La charge comptabilisée au titre des régimes à cotisations définies est comprise dans les charges de personnel et s'élève à 2,3 milliards d'euros sur 2011 (2,1 milliards d'euros sur 2010).

Au total, la charge portée en résultat au titre des régimes à prestations définies se décompose comme suit :

| 31/12/2011<br>En millions d'euros | Retraite | Prévoyance | Action sociale | Rentes AT | Cessation progressive d'activité et compte épargne-temps | Médaille du travail et autres avantages | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Coût des services rendus | 36 | 1 | 4 | 31 | 27 | 13 | 112 |
| Coût des services passés | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 2 |
| Effet des réductions/ liquidations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -1 |
| Cotisations des salariés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres | -9 | | | | | | -9 |
| **Marge opérationnelle** | **28** | **1** | **4** | **31** | **27** | **13** | **104** |
| Coût financier (y compris franchise adjustement) | 30 | 2 | 10 | 34 | 15 | 2 | 92 |
| Rendement attendu des actifs du régime | -29 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -29 |
| Écarts actuariels | 1 | 0 | -7 | 8 | -15 | 15 | 2 |
| **Résultat financier** | **1** | **2** | **3** | **42** | **0** | **17** | **65** |
| **Charge comptabilisée** | **29** | **3** | **7** | **72** | **27** | **30** | **169** |

| 31/12/2010<br>En millions d'euros | Retraite | Prévoyance | Action sociale | Rentes AT | Cessation progressive d'activité et compte épargne-temps | Médaille du travail et autres avantages | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Coût des services rendus | 33 | 1 | 4 | 40 | 24 | 16 | 119 |
| Coût des services passés | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 3 |
| Effet des réductions/ liquidations | -1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -1 |
| **Marge opérationnelle** | **33** | **1** | **5** | **40** | **24** | **18** | **121** |
| Coût financier (y compris franchise adjustement) | 22 | 2 | 10 | 35 | 15 | 1 | 85 |
| Rendement attendu des actifs du régime | -19 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -19 |
| Écarts actuariels | 0 | 0 | -8 | -3 | -2 | 1 | -12 |
| **Résultat financier** | **4** | **2** | **2** | **32** | **13** | **1** | **54** |
| **Charge comptabilisée** | **37** | **3** | **6** | **72** | **37** | **19** | **175** |

## 17-4 Ajustements liés à l'expérience

Les valeurs actualisées des obligations, justes valeurs des actifs du régime et ajustements liés à l'expérience sont présentés ci-après :

| 31/12/2011<br>En millions d'euros | Retraite | Prévoyance | Action sociale | Rente AT | Cessation progressive d'activité et compte épargne-temps |
|---|---|---|---|---|---|
| Valeur actualisée de l'obligation de clôture | 730 | 45 | 253 | 872 | 356 |
| Juste valeur des actifs du régime de clôture | -411 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Situation financière** | **320** | **45** | **253** | **872** | **356** |
| Ajustements liés à l'expérience relatifs : | | | | | |
| – aux passifs | 3 | 0 | 9 | 6 | -1 |
| – aux actifs | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 |

| 31/12/2010<br>En millions d'euros | Retraite | Prévoyance | Action sociale | Rente AT | Cessation progressive d'activité et compte épargne-temps |
|---|---|---|---|---|---|
| Valeur actualisée de l'obligation de clôture | 645 | 44 | 246 | 824 | 363 |
| Juste valeur des actifs du régime de clôture | -353 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Situation financière** | **292** | **44** | **246** | **824** | **363** |
| Ajustements liés à l'expérience relatifs : | | | | | |
| – aux passifs | 4 | 1 | -3 | -13 | 0 |
| – aux actifs | -1 | 0 | 0 | 0 | 0 |

| 31/12/2009<br>En millions d'euros | Retraite | Prévoyance | Action sociale | Rente AT | Cessation progressive d'activité et compte épargne-temps |
|---|---|---|---|---|---|
| Valeur actualisée de l'obligation de clôture | 146 | 41 | 238 | 804 | 344 |
| Juste valeur des actifs du régime de clôture | -34 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Situation financière** | **112** | **41** | **238** | **804** | **344** |
| Ajustements liés à l'expérience relatifs : | | | | | |
| – aux passifs | 0 | 0 | 1 | -24 | 0 |
| – aux actifs | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |

## 17-5 Facilités de circulation

Le personnel SNCF (actifs et leurs ayant droit, et retraités) bénéficie de facilités de circulation lui permettant de voyager dans certains cas à des conditions tarifaires différentes du prix de marché. Le groupe SNCF estime que ce dispositif n'a pas d'impact dimensionnant sur ses moyens de production et que le coût moyen marginal de ce dispositif est inférieur à la réservation acquittée par les ayants droits.

# 18 PROVISIONS

Les provisions pour risques et charges ont évolué comme suit au cours de l'exercice :

| En millions d'euros | 01/01/2011 | Dotations de l'exercice | Reprises de l'exercice (utilisée) | Reprises de l'exercice (non utilisée) | Autres variations | 31/12/2011 | *dont courant* | *dont non courant* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Risques fiscaux, sociaux et douaniers | 62 | 75 | -5 | -11 | 1 | 122 | *18* | *105* |
| Risques environnementaux | 366 | 16 | -20 | -6 | 0 | 355 | *19* | *336* |
| Litiges et risques contractuels | 509 | 105 | -53 | -164 | 0 | 396 | *87* | *309* |
| Coûts de restructuration | 22 | 17 | -16 | -4 | 3 | 24 | *21* | *2* |
| Autres | 200 | 82 | -37 | -81 | 21 | 185 | *70* | *115* |
| **Total provisions** | **1 159** | **295** | **-132** | **-266** | **25** | **1 082** | ***215*** | ***867*** |

## 18-1 Commentaires sur les provisions

L'entreprise provisionne, par mesure de prudence, les redressements fiscaux contestés.

Au 31 décembre 2011, les risques environnementaux provisionnés concernent principalement les éléments suivants :

– dépollution des sites : 84 M€ (93 M€ en 2010),

– coûts liés à l'amiante : 266 M€ (265 M€ en 2010).

La provision pour litiges et risques contractuels comprend notamment les risques liés à des contentieux juridiques et à des dénouements de contrats, ainsi que les risques contractuels. Vis-à-vis de RTE, la provision présente pour 106 M€ au 31 décembre 2010 a été reprise sur la période.

Parmi les autres provisions figure notamment une provision pour risque sur commandes fermes de matériel. Cette provision diminue de 69 M€ au titre des investissements réalisés sur la période qui ont aussitôt fait l'objet d'une dépréciation pour le même montant. Les mouvements se compensent sur la ligne «Pertes de valeur» du compte de résultat. En particulier, la provision pour risque sur commandes fermes de matériel du Fret s'élève à 17 M€ à la clôture (75 M€ en 2010).

# 19 PASSIFS FINANCIERS

Les passifs financiers du Groupe sont détaillés dans la présente note par nature, par échéance, par devise et par taux. La note 20 fournit des informations complémentaires sur les instruments dérivés souscrits par le Groupe. La stratégie de couverture suivie est présentée en *note 21*.

Les lignes d'emprunts et de juste valeur des instruments dérivés incluent les intérêts courus non échus.

## 19-1 Répartition courant/non courant des passifs financiers

Sont classés en passifs courants les passifs dont l'échéance est inférieure à douze mois à la date de clôture.

La juste valeur des instruments dérivés passifs est classée en courant ou non courant selon l'échéance finale du produit dérivé.

## 19 Passifs financiers

Les passifs financiers se répartissent de la manière suivante :

| En millions d'euros | Note | 31/12/2011 | | | 31/12/2010 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Non courant | Courant | Total | Non courant | Courant | Total |
| Emprunts obligataires | | 10 754 | 2 175 | 12 928 | 10 704 | 1 289 | 11 993 |
| Emprunts auprès des établissements de crédit | | 2 231 | 269 | 2 500 | 2 078 | 463 | 2 541 |
| Dettes de location financement | | 1 854 | 537 | 2 390 | 2 460 | 476 | 2 935 |
| **Sous-total emprunts** | | **14 838** | **2 981** | **17 819** | **15 242** | **2 228** | **17 470** |
| dont | | | | | | | |
| *- évalués au coût amorti* | | *12 297* | *2 911* | *15 207* | *11 463* | *2 065* | *13 528* |
| *- faisant l'objet d'une comptabilité de couverture de juste valeur* | | *2 003* | *67* | *2 069* | *3 277* | *65* | *3 342* |
| *- évalués selon l'option «juste valeur»* | | *539* | *4* | *543* | *502* | *98* | *600* |
| Dettes sur engagements de rachat de participations ne donnant pas le contrôle | | 10 | 487 | 497 | 506 | | 506 |
| Juste valeur négative des dérivés de couverture | 20 | 279 | 40 | 320 | 256 | 39 | 296 |
| Juste valeur négative des dérivés de transaction | 20 | 392 | 172 | 564 | 380 | 120 | 501 |
| **Emprunts et dettes financières** | | **15 519** | **3 680** | **19 200** | **16 385** | **2 387** | **18 772** |
| Dettes de trésorerie et trésorerie passive | | 2 | 1 737 | 1 739 | 1 | 3 597 | 3 599 |
| **Passifs financiers présentés au bilan** | | **15 521** | **5 418** | **20 939** | **16 386** | **5 985** | **22 371** |
| Créance sur Réseau Ferré de France | 9.1 | 1 616 | 227 | 1 843 | 1 797 | 114 | 1 911 |
| Créance sur la CDP | 9.2 | 2 650 | 1 303 | 3 954 | 3 703 | 317 | 4 020 |
| Actifs disponibles à la vente[1] | | 119 | 5 | 123 | 120 | 133 | 253 |
| Actifs à la juste valeur par résultat | | 131 | 102 | 234 | - | 1 173 | 1 173 |
| Juste valeur positive des dérivés de couverture | 20 | 553 | 18 | 571 | 371 | 39 | 409 |
| Juste valeur positive des dérivés de transaction | 20 | 511 | 215 | 726 | 323 | 94 | 418 |
| Autres prêts, créances et placements[2] | 9.4 | 335 | 923 | 1 258 | 456 | 523 | 979 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | | | 3 902 | 3 902 | | 4 708 | 4 708 |
| **Endettement financier net du Groupe** | | **9 606** | **- 1 278** | **8 329** | **9 615** | **- 1 116** | **8 499** |

*(1) Les actifs disponibles à la vente ne prennent pas en compte les titres de participation.*
*(2) Les autres prêts, créances et placements ne prennent pas en compte les actifs de retraite.*

Pour les passifs financiers comptabilisés à la juste valeur dans le bilan, le niveau de la hiérarchie de juste valeur est indiqué par catégorie de passifs financiers, trois différents niveaux étant prévus par la norme IFRS 7 :

Niveau 1 : juste valeur évaluée à partir de cours cotés.

Niveau 2 : juste valeur évaluée à partir de données observables directement ou indirectement sur le marché mais qui ne sont pas des cours cotés.

Niveau 3 : juste valeur déterminée à partir de techniques de valorisation non basées sur des données observables de marché.

## 19 Passifs financiers

La répartition par niveau des actifs et passifs financiers valorisés à la juste valeur est la suivante :

| En millions d'euros | 31/12/2011 | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Non courant | Courant | Total | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 |
| Emprunts obligataires | 10 754 | 2 175 | 12 928 | - | 2 612 | - |
| Emprunts auprès des établissements de crédit | 2 231 | 269 | 2 500 | 0 | 1 | 0 |
| Dettes de location financement | 1 854 | 537 | 2 390 | - | - | 0 |
| **Sous-total emprunts** | **14 838** | **2 981** | **17 819** | **0** | **2 612** | **0** |
| *dont* | | | | | | |
| *- évalués au coût amorti* | *12 297* | *2 911* | *15 207* | | | |
| *- faisant l'objet d'une comptabilité de couverture de juste valeur* | *2 003* | *67* | *2 069* | *-* | *2 069* | *-* |
| *- évalués selon l'option «juste valeur»* | *539* | *4* | *543* | *0* | *543* | *0* |
| Dettes sur engagements de rachat de participations ne donnant pas le contrôle | 10 | 487 | 497 | - | 497 | - |
| Juste valeur négative des dérivés de couverture | 279 | 40 | 320 | 0 | 319 | - |
| Juste valeur négative des dérivés de transaction | 392 | 172 | 564 | - | 564 | - |
| **Emprunts et dettes financières** | **15 519** | **3 680** | **19 200** | **0** | **3 993** | **0** |
| Dettes de trésorerie et trésorerie passive | 2 | 1 737 | 1 739 | - | 0 | 0 |
| **Passifs financiers présentés au bilan** | **15 521** | **5 418** | **20 939** | **0** | **3 993** | **0** |

| En millions d'euros | 31/12/2010 | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Non courant | Courant | Total | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 |
| Emprunts obligataires | 10 704 | 1 289 | 11 993 | - | 3 941 | - |
| Emprunts auprès des établissements de crédit | 2 078 | 463 | 2 541 | 0 | 1 | 0 |
| Dettes de location financement | 2 460 | 476 | 2 935 | - | - | - |
| **Sous-total emprunts** | **15 242** | **2 228** | **17 470** | **0** | **3 942** | **0** |
| dont | | | | | | |
| *- évalués au coût amorti* | *11 463* | *2 065* | *13 528* | | | |
| *- faisant l'objet d'une comptabilité de couverture de juste valeur* | *3 277* | *65* | *3 342* | *-* | *3 342* | *-* |
| *- évalués selon l'option «juste valeur»* | *502* | *98* | *600* | *0* | *600* | *-* |
| Dettes sur engagements de rachat de participations ne donnant pas le contrôle | 506 | - | 506 | - | 506 | - |
| Juste valeur négative des dérivés de couverture | 256 | 39 | 296 | - | 296 | - |
| Juste valeur négative des dérivés de transaction | 380 | 120 | 501 | - | 501 | - |
| **Emprunts et dettes financières** | **16 385** | **2 387** | **18 772** | **0** | **5 245** | **0** |
| Dettes de trésorerie et trésorerie passive | 1 | 3 597 | 3 599 | 1 | 0 | 2 |
| **Passifs financiers présentés au bilan** | **16 386** | **5 985** | **22 371** | **1** | **5 245** | **3** |

L'endettement net des sociétés HLM non consolidées s'élève à 2 milliards d'euros (1,8 milliard d'euros au 31 décembre 2010).

## 19-2 Échéancier des emprunts et dettes financières

L'échéancier des passifs financiers se présente comme suit :

| En millions d'euros | 31/12/2011 | 31/12/2010 |
|---|---|---|
| Moins d'un an | 2 990 | 2 247 |
| 1 à 5 ans | 4 197 | 5 463 |
| Plus de 5 ans | 9 916 | 9 344 |
| Impact de la juste valeur (option «juste valeur») | 155 | 62 |
| Impact de la juste valeur (comptabilité de couverture) | 562 | 354 |
| **Total** | **17 819** | **17 470** |
| Dettes sur engagements de rachat de participations ne donnant pas le contrôle | 497 | 506 |
| Juste valeur des dérivés non courants | 672 | 637 |
| Juste valeur des dérivés courants | 212 | 160 |
| **Total emprunts et dettes financières** | **19 200** | **18 772** |

En figeant les cours et taux de clôture, les flux d'échéance se présentent comme suit :

| En millions d'euros | 31/12/2011 | | 31/12/2010 | |
|---|---|---|---|---|
| | Nominal | Flux d'intérêt | Nominal | Flux d'intérêt |
| **Emprunts** | | | | |
| Moins d'un an | 2 680 | 607 | 1 951 | 586 |
| 1 à 2 ans | 1 307 | 545 | 1 875 | 547 |
| 2 à 3 ans | 930 | 469 | 1 413 | 506 |
| 3 à 4 ans | 1 197 | 459 | 603 | 431 |
| 4 à 5 ans | 769 | 420 | 1 429 | 425 |
| Plus de 5 ans | 9 995 | 3 026 | 9 336 | 3 026 |
| **Total** | **16 878** | **5 527** | **16 607** | **5 521** |

## 19-3 Ventilation des emprunts et dettes financières par devises

La ventilation par devises des emprunts et dettes financières, avant et après prise en compte des instruments financiers dérivés, se présente comme suit :

| En millions d'euros | Structure initiale de la dette | | Structure après couverture de change | |
|---|---|---|---|---|
| | 31/12/2011 | 31/12/2010 | 31/12/2011 | 31/12/2010 |
| Euro | 12 944 | 12 706 | 16 734 | 16 561 |
| Franc suisse | 2 019 | 1 832 | 335 | 329 |
| Dollar américain | 622 | 635 | 354 | 223 |
| Dollar canadien | 143 | 148 | 24 | 31 |
| Livre sterling | 1 185 | 1 204 | 345 | 295 |
| Yen | 597 | 635 | 7 | 0 |
| Dollar australien | 184 | 0 | - | - |
| Dollar hong-kong | 107 | 0 | - | - |
| Autres | 18 | 310 | 20 | 31 |
| **Total des emprunts** | **17 819** | **17 470** | **17 819** | **17 470** |

La dette en livre sterling est totalement couverte par des actifs en livre sterling, et les dettes en franc suisse et en dollar sont partiellement couvertes par des actifs en franc suisse et en dollar.

## 19-4 Ventilation des emprunts et dettes financières par taux

La ventilation par taux des emprunts et dettes financières, avant et après prise en compte des instruments financiers dérivés, se présente comme suit :

| En millions d'euros | Structure initiale de la dette | | Structure après couverture IFRS | |
|---|---|---|---|---|
| | 31/12/2011 | 31/12/2010 | 31/12/2011 | 31/12/2010 |
| Taux fixe | 13 101 | 11 744 | 12 374 | 10 616 |
| Taux variable | 4 718 | 5 725 | 5 445 | 6 855 |
| **Total des emprunts** | **17 819** | **17 470** | **17 819** | **17 470** |

La répartition des emprunts par taux intègre l'effet des instruments dérivés de couverture et des dérivés de transaction.

## 19-5 Juste valeur des passifs financiers

La différence entre la valeur comptable et la valeur nominale des dettes enregistrées à la juste valeur sur option est la suivante :

| En millions d'euros | 31/12/2011 | | 31/12/2010 | |
|---|---|---|---|---|
| | Juste valeur | Valeur nominale | Juste valeur | Valeur nominale |
| Emprunts évalués selon l'option juste valeur à la juste valeur | 543 | 474 | 600 | 586 |

La juste valeur des emprunts comptabilisés est la suivante :

| En millions d'euros | 31/12/2011 Juste valeur | 31/12/2011 Valeur nette comptable | 31/12/2010 Juste valeur | 31/12/2010 Valeur nette comptable |
|---|---|---|---|---|
| Emprunts | 17 971 | 17 819 | 17 676 | 17 470 |
| Dettes de trésorerie | 1 739 | 1 739 | 3 599 | 3 599 |
| **Total des emprunts** | **19 710** | **19 558** | **21 275** | **21 068** |

## 20 INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Les instruments dérivés actifs et passifs, courants et non courants, se répartissent comme suit :

| En millions d'euros | 31/12/2011 Non courant | 31/12/2011 Courant | 31/12/2011 Total | 31/12/2010 Non courant | 31/12/2010 Courant | 31/12/2010 Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Instruments dérivés actifs | | | | | | |
| Dérivés de couverture de flux de trésorerie | 227 | -23 | **204** | 8 | -1 | **6** |
| Dérivés de couverture de juste valeur | 326 | 41 | **367** | 363 | 40 | **403** |
| Dérivés de transaction | 511 | 215 | **726** | 323 | 94 | **418** |
| Dérivés de couverture des flux d'investissement net à l'étranger | 0 | 0 | **0** | 0 | 0 | **0** |
| **Total instruments dérivés actifs** | **1 064** | **233** | **1 297** | **694** | **133** | **828** |
| Instruments dérivés passifs | | | | | | |
| Dérivés de couverture de flux de trésorerie | 276 | 29 | **305** | 68 | 52 | **120** |
| Dérivés de couverture de juste valeur | 4 | 11 | **15** | 188 | -13 | **175** |
| Dérivés de transaction | 392 | 172 | **564** | 380 | 120 | **501** |
| Dérivés de couverture des flux d'investissement net à l'étranger | 0 | 0 | **0** | 0 | 0 | **0** |
| **Total instruments dérivés passifs** | **672** | **212** | **884** | **637** | **160** | **796** |

## 20-1 Instruments dérivés de change

Le groupe SNCF intervient régulièrement sur le marché des instruments dérivés de devises, principalement dans une optique de couverture des emprunts émis. Les justes valeurs de ces instruments au bilan sont détaillées de la façon suivante par nature d'instrument et type d'opération :

| | Juste valeur au bilan 31/12/2011 | | | | | Juste valeur au bilan 31/12/2010 | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **En millions d'euros** | Couverture de flux de trésorerie | Couverture de juste valeur | Transaction | Couverture des flux d'investis-sement net à l'étranger | Total | Couverture de flux de trésorerie | Couverture de juste valeur | Transaction | Couverture des flux d'investis-sement net à l'étranger | Total |
| Swaps cambiste | 0 | - | 25 | 0 | **25** | 0 | 0 | 20 | 0 | **20** |
| Swaps de devises | 233 | 160 | 274 | 0 | **667** | 0 | 279 | 244 | 0 | **524** |
| Achat à terme de devises | 0 | - | 1 | 0 | **1** | 1 | 0 | 0 | 0 | **1** |
| Vente à terme de devises | 0 | - | 0 | 0 | **0** | 0 | 0 | 0 | 0 | **0** |
| Options sur devises | 0 | - | 0 | 0 | **0** | 0 | 0 | 0 | 0 | **0** |
| **Instruments dérivés actifs** | **233** | **160** | **300** | **0** | **693** | **1** | **280** | **264** | **0** | **545** |
| Swaps cambiste | - | - | 0 | 0 | **0** | - | - | 28 | 0 | **28** |
| Swaps de devises | 203 | 7 | 174 | 0 | **384** | 26 | 158 | 180 | 0 | **364** |
| Achat à terme de devises | 1 | - | 0 | 0 | **1** | - | - | - | 0 | **0** |
| Vente à terme de devises | 0 | - | 1 | 0 | **1** | - | - | - | 0 | **0** |
| Options sur devises | 0 | - | 0 | 0 | **0** | - | - | - | 0 | **0** |
| **Instruments dérivés passifs** | **205** | **7** | **175** | **0** | **386** | **26** | **158** | **208** | **0** | **392** |
| **Position nette s/devises** | **29** | **153** | **125** | **0** | **307** | **-25** | **122** | **56** | **0** | **154** |

Aux 31 décembre 2011 et 2010 les engagements nominaux des différents instruments souscrits, ainsi que leurs dates d'échéance, sont les suivants :

## 20-1-1 Swaps de devises ayant un sous-jacent passif

| En millions | Engagements nominaux reçus 31/12/2011 | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Moins de 1 an | | 1 à 2 ans | | 2 à 3 ans | | 3 à 4 ans | | 4 à 5 ans | | Plus de 5 ans | |
| | en devises | contrevaleur euro au cours de clôture | en devises | contrevaleur euro au cours de clôture | en devises | contrevaleur euro au cours de clôture | en devises | contrevaleur euro au cours de clôture | en devises | contrevaleur euro au cours de clôture | en devises | contrevaleur euro au cours de clôture |
| Franc suisse | 600 | 492 | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 375 | 1 128 |
| Dollar américain | 220 | 157 | - | - | - | - | - | - | 100 | 71 | - | - |
| Dollar canadien | - | - | - | - | - | - | 150 | 108 | - | - | - | - |
| Livre sterling | 21 | 24 | - | - | - | - | 29 | 33 | 21 | 24 | 550 | 630 |
| Yen | - | - | - | - | - | - | 30 000 | 275 | 0 | 0 | 26 500 | 243 |
| Dollar australien | - | - | - | - | - | - | 200 | 143 | - | - | - | - |
| Dollar néozélandais | - | - | - | - | - | - | - | 0 | - | - | - | - |
| Dollar de Hong Kong | - | - | 200 | 18 | 832 | 77 | - | - | - | - | - | - |
| Euro | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 60 | 60 |
| **Total** | - | **673** | - | **18** | - | **77** | - | **558** | - | **96** | - | **2 061** |

| En millions | Engagements nominaux reçus 31/12/2010 | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Moins de 1 an | | 1 à 2 ans | | 2 à 3 ans | | 3 à 4 ans | | 4 à 5 ans | | Plus de 5 ans | |
| | en devises | contrevaleur euro au cours de clôture | en devises | contrevaleur euro au cours de clôture | en devises | contrevaleur euro au cours de clôture | en devises | contrevaleur euro au cours de clôture | en devises | contrevaleur euro au cours de clôture | en devises | contrevaleur euro au cours de clôture |
| Franc suisse | - | - | 600 | 480 | - | - | - | - | - | - | 1 225 | 980 |
| Dollar américain | 200 | 150 | 220 | 165 | - | - | - | - | - | - | 100 | 75 |
| Dollar canadien | - | - | - | - | - | - | - | - | 150 | 113 | - | - |
| Livre sterling | 31 | 36 | 21 | 24 | - | - | - | - | 29 | 33 | 571 | 664 |
| Yen | 10 000 | 92 | 0 | 0 | - | - | - | - | 30 000 | 276 | 26 500 | 244 |
| Dollar Australien | | | | | | | | | 200 | 152 | | |
| Dollar néozélandais | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dollar de Hong Kong | - | - | - | - | 200 | 19 | 832 | 80 | - | - | - | - |
| Euro | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 60 | 60 |
| **Total** | **-** | **277** | **-** | **668** | **-** | **19** | **-** | **80** | **-** | **574** | **-** | **2 022** |

| En millions | Engagements nominaux donnés 31/12/2011 | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Moins de 1 an | 1 à 2 ans | 2 à 3 ans | 3 à 4 ans | 4 à 5 ans | Plus de 5 ans |
| Euro | 613 | 22 | 73 | 502 | 112 | 2 070 |
| **Total** | **613** | **22** | **73** | **502** | **112** | **2 070** |

| En millions | Engagements nominaux donnés 31/12/2010 | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Moins de 1 an | 1 à 2 ans | 2 à 3 ans | 3 à 4 ans | 4 à 5 ans | Plus de 5 ans |
| Euro | 295 | 613 | 22 | 73 | 502 | 2 065 |
| **Total** | **295** | **613** | **22** | **73** | **502** | **2 065** |

En figeant les cours de clôture et en retenant les taux futurs implicites de la courbe des taux à la clôture pour les taux variables, l'échéancier des flux d'intérêts se présente comme suit :

| En millions d'euros | 31/12/2011 | | 31/12/2010 | |
|---|---|---|---|---|
| | Flux d'intérêts reçus | Flux d'intérêts payés | Flux d'intérêts reçus | Flux d'intérêts payés |
| Moins d'un an | 118 | -65 | 122 | -58 |
| 1 à 2 ans | 105 | -58 | 112 | -52 |
| 2 à 3 ans | 104 | -58 | 99 | -48 |
| 3 à 4 ans | 102 | -55 | 98 | -48 |
| 4 à 5 ans | 78 | -41 | 96 | -45 |
| Plus de 5 ans | 641 | -323 | 678 | -282 |
| **Total** | **1 148** | **-601** | **1 206** | **-534** |

## 20-1-2 Swaps de devise ayant un sous-jacent actif

| En millions | Engagements nominaux donnés 31/12/2011 | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Moins de 1 an | | 1 à 2 ans | | 2 à 3 ans | | 3 à 4 ans | | 4 à 5 ans | | Plus de 5 ans | |
| | en devises | contrevaleur euro au cours de clôture | en devises | contrevaleur euro au cours de clôture | en devises | contrevaleur euro au cours de clôture | en devises | contrevaleur euro au cours de clôture | en devises | contrevaleur euro au cours de clôture | en devises | contrevaleur euro au cours de clôture |
| Franc suisse | 600 | 492 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dollar américain | 130 | 93 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dollar canadien | 2 | 1 | - | - | - | - | 150 | 108 | - | - | - | - |
| Livre sterling | 30 | 34 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dollar australien | 20 | 14 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dollar néozélandais | 150 | 87 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dollar de Hong Kong | - | - | 200 | 18 | - | - | - | - | - | - | - | - |
| **Total** | | **721** | | **18** | | **0** | | **108** | | **0** | | **0** |

| En millions | Engagements nominaux donnés 31/12/2010 | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Moins de 1 an | | 1 à 2 ans | | 2 à 3 ans | | 3 à 4 ans | | 4 à 5 ans | | Plus de 5 ans | |
| | en devises | contrevaleur euro au cours de clôture | en devises | contrevaleur euro au cours de clôture | en devises | contrevaleur euro au cours de clôture | en devises | contrevaleur euro au cours de clôture | en devises | contrevaleur euro au cours de clôture | en devises | contrevaleur euro au cours de clôture |
| Franc suisse | - | - | 600 | 480 | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dollar américain | 100 | 75 | 100 | 75 | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dollar canadien | - | - | - | - | - | - | - | - | 150 | 113 | - | - |
| Dollar néozélandais | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dollar de Hong Kong | - | - | - | - | 200 | 19 | - | - | - | - | - | - |
| **Total** | - | **75** | - | **555** | - | **19** | - | **0** | - | **113** | - | **0** |

| En millions | Engagements nominaux reçus 31/12/2011 | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Moins de 1 an | 1 à 2 ans | 2 à 3 ans | 3 à 4 ans | 4 à 5 ans | Plus de 5 ans |
| Euro | 564 | 22 | 0 | 92 | 0 | 0 |
| **Total** | **564** | **22** | **0** | **92** | **0** | **0** |

| En millions | Engagements nominaux reçus 31/12/2010 | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Moins de 1 an | 1 à 2 ans | 2 à 3 ans | 3 à 4 ans | 4 à 5 ans | Plus de 5 ans |
| Euro | 83 | 472 | 22 | 0 | 92 | 0 |
| **Total** | **83** | **472** | **22** | **0** | **92** | **0** |

En figeant les cours de clôture et en retenant les taux futurs implicites de la courbe des taux à la clôture pour les taux variables, l'échéancier des flux d'intérêts se présente comme suit :

| En millions d'euros | 31/12/2011 Flux d'intérêts reçus | 31/12/2011 Flux d'intérêts payés | 31/12/2010 Flux d'intérêts reçus | 31/12/2010 Flux d'intérêts payés |
|---|---|---|---|---|
| Moins d'un an | 6 | -17 | 7 | -19 |
| 1 à 2 ans | 1 | -6 | 4 | -16 |
| 2 à 3 ans | 1 | -5 | 1 | -6 |
| 3 à 4 ans | 0 | -5 | 1 | -5 |
| 4 à 5 ans | 0 | 0 | 0 | -5 |
| **Total** | **9** | **-33** | **13** | **-52** |

## 20-2 Instruments dérivés de taux

Dans le cadre de la gestion du risque de taux d'intérêt de sa dette financière, le Groupe intervient sur le marché des swaps de taux et des options sur swaps de taux. Les justes valeurs de ces instruments au bilan sont détaillées de la façon suivante par nature d'instrument et type d'opération :

| En millions d'euros | Juste valeur au bilan 31/12/2011 | | | | | Juste valeur au bilan 31/12/2010 | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Couverture de flux de trésorerie | Couverture de juste valeur | Transaction | Couverture des flux d'investissement net à l'étranger | Total | Couverture de flux de trésorerie | Couverture de juste valeur | Transaction | Couverture des flux d'investissement net à l'étranger | Total |
| Swaps receveurs de taux fixe | 0 | 208 | 427 | 0 | **634** | 0 | 124 | 152 | 0 | **276** |
| Swap payeurs de taux fixe | -30 | - | -3 | 0 | **-33** | 5 | 0 | -5 | 0 | **-1** |
| Swaps d'index | - | - | 2 | 0 | **2** | 0 | 0 | 4 | 0 | **4** |
| Options de taux | 0 | - | 0 | 0 | **1** | 0 | 0 | 2 | 0 | **2** |
| **Instruments dérivés actifs** | **-30** | **208** | **426** | **0** | **604** | **5** | **124** | **153** | **0** | **282** |
| Swaps receveurs de taux fixe | 35 | 0 | 0 | 0 | **35** | 0 | 0 | 0 | 0 | **0** |
| Swap payeurs de taux fixe | 62 | 8 | 357 | 0 | **427** | 91 | 16 | 243 | 0 | **350** |
| Swaps d'index | 0 | 0 | 15 | 0 | **16** | - | 2 | 18 | 0 | **20** |
| Options de taux | 3 | - | 17 | 0 | **20** | 3 | - | 32 | 0 | **35** |
| **Instruments dérivés passifs** | **101** | **8** | **389** | **0** | **498** | **95** | **18** | **293** | **0** | **405** |
| **Position nette taux** | **-130** | **200** | **37** | **0** | **106** | **-90** | **106** | **-139** | **0** | **-123** |

Aux 31 décembre 2011 et 2010, les nominaux des différents instruments souscrits, ainsi que leurs dates d'échéance, sont les suivants :

| En millions d'euros | 31/12/2011 Dette nette long terme | 31/12/2011 Dette nette court terme | 31/12/2010 Dette nette long terme | 31/12/2010 Dette nette court terme |
|---|---|---|---|---|
| Swaps receveurs de taux fixe | 3 533 | 76 | 3 033 | 3 609 |
| Swaps payeurs de taux fixe | 5 859 | 544 | 5 943 | 2 098 |
| Swaps d'index | 1 060 | 0 | 1 035 | 0 |
| Options de taux (swaptions) | 238 | 144 | 0 | 0 |

En figeant les cours de clôture et en retenant les taux futurs implicites de la courbe des taux à la clôture pour les taux variables, l'échéancier des flux d'intérêts se présente comme suit :

| En millions d'euros | Flux d'intérêt nets 31/12/2011 | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Moins de 1 an | 1 à 2 ans | 2 à 3 ans | 3 à 4 ans | 4 à 5 ans | Plus de 5 ans |
| Swaps receveurs de taux fixe | 80 | 81 | 80 | 83 | 82 | 669 |
| Swaps payeurs de taux fixe | -116 | -94 | -93 | -82 | -81 | -640 |
| Swaps d'index | -1 | -1 | -1 | -1 | -1 | -9 |
| Options de taux (swaptions) | -4 | -3 | -3 | -1 | -1 | -2 |
| **Total** | **-42** | **-18** | **-16** | **-2** | **-1** | **19** |

| En millions d'euros | Flux d'intérêt nets 31/12/2010 | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Moins de 1 an | 1 à 2 ans | 2 à 3 ans | 3 à 4 ans | 4 à 5 ans | Plus de 5 ans |
| Swaps receveurs de taux fixe | 72 | 75 | 72 | 72 | 74 | 644 |
| Swaps payeurs de taux fixe | -145 | -126 | -100 | -96 | -88 | -839 |
| Swaps d'index | -1 | -1 | -1 | -1 | -1 | -10 |
| Options de taux (swaptions) | 5 | 3 | 2 | 1 | 0 | 2 |
| **Total** | **-69** | **-50** | **-28** | **-25** | **-14** | **-203** |

## 21 GESTION DES RISQUES DE MARCHÉ ET COUVERTURE

La gestion des risques de marché fait l'objet d'un cadre général, approuvé par le Conseil d'administration du groupe SNCF et dans lequel sont définis les principes de gestion des risques de la société mère qui peuvent être couverts par des instruments financiers.

Sont définis dans ce cadre général, les principes de choix des produits financiers, des contreparties et des sous-jacents pour les produits dérivés.

De manière plus précise, le cadre général définit les limites de risque sur la gestion de la trésorerie euro et devises ainsi que celles relatives à la gestion de l'endettement net à long terme.

En outre, il décrit le système de délégations et de décisions ainsi que le système de reporting et de contrôle et sa périodicité (quotidienne, bimensuelle, mensuelle et annuelle).

## 21-1 Stratégie suivie

### 21-1-1 Gestion du risque de taux

L'optimisation du coût de l'endettement net à long terme est gérée, dans sa composante taux, au travers de la répartition entre le taux fixe et le taux variable. Le Groupe utilise pour cela des instruments fermes et optionnels d'échange de taux d'intérêts dans les limites définies, pour SNCF, par le cadre général susvisé.

En terme économique, la part à taux fixe de l'endettement financier net de la société mère au 31 décembre 2011 est de 79,6 % comparée à 77,2 % au 31 décembre 2010. Sur ce même périmètre, le taux de revient s'établit à 3,18 % pour l'exercice 2011 contre 3,35 % pour l'exercice 2010.

Analyse de sensibilité :
Les instruments financiers à taux fixe comptabilisés au coût amorti ne sont pas soumis au risque de taux d'intérêt tel que défini par IFRS 7.

Les instruments financiers à taux variable non désignés comme instruments couverts dans une relation de couverture de flux de trésorerie sont affectés par l'évolution des taux d'intérêt de marché. En conséquence, ils sont pris en compte dans l'analyse de la sensibilité du compte de résultat.

Dans le cas des couvertures de juste valeur, la variation de la juste valeur due à l'évolution des taux d'intérêt de marché des instruments de couverture et celle des instruments couverts se compensent très largement dans le compte de résultat de la période. Ces instruments ne sont par conséquent pas exposés au risque de taux d'intérêt.

L'évolution des taux d'intérêt de marché affecte la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture dans les couvertures de flux de trésorerie. Cette évolution est prise en compte dans l'évaluation de la sensibilité des capitaux propres.

L'évolution des taux d'intérêt de marché affecte la juste valeur des instruments financiers non dérivés comptabilisés en juste valeur sur option. Cette évolution est prise en compte dans l'évaluation de la sensibilité du compte de résultat.

L'évolution des taux d'intérêt de marché affecte la juste valeur des instruments financiers dérivés qui ne participent pas à une relation de couverture au sens de la norme IAS 39. Cette évolution est prise en compte dans l'évaluation de la sensibilité du compte de résultat.

En terme comptable, au titre de la société mère, une translation à la hausse de la courbe des taux d'intérêts du 31 décembre 2011 de 1 % aurait un impact positif de 27 M€ sur le résultat du Groupe (positif de 179 M€ pour 2010) et de 25 M€ sur ses capitaux propres (positif de 35 M€ pour 2010).

L'effet hypothétique des 27 M€ sur le résultat du Groupe se décompose en :

– - 18 M€ sur les instruments financiers à taux variable non désignés comme instruments couverts dans une relation de couverture de flux de trésorerie (- 22 M€ en 2010) ;

– + 26 M€ sur les dettes en juste valeur sur option (+ 28 M€ en 2010) ;

– + 19 M€ sur les produits dérivés de transaction (+ 173 M€ en 2010).

Par ailleurs, la société mère dispose d'une trésorerie court terme nette sur laquelle la même translation de la courbe des taux aurait un impact positif de 23 M€ (positif de 19 M€ en 2010).

### 21-1-2 Gestion du risque de change

Les activités commerciales du Groupe ne génèrent pas de risque de change significatif.

En dehors des filiales qui opèrent dans leur propre pays, l'endettement net du Groupe en devises autre que l'euro est géré en fonction de la limite de risque admissible définie, pour SNCF, par le même cadre général. Le Groupe utilise pour cela des contrats d'échange de devises, généralement mis en place dès l'émission des emprunts.

Au 31 décembre 2011, la part restant en devises, après couverture par contrat d'échange de devises, est de 1,94 %, comparée à 1,52 % au 31 décembre 2010.

Le Groupe considère que compte tenu du faible pourcentage représenté par les dettes en devises non couvertes, son résultat n'est pas sensible au risque de change.

### 21-1-3 Gestion du risque sur matières premières

Pour ses besoins de production, le Groupe est exposé aux risques de variations des cours des produits pétroliers. Ce risque est géré par l'utilisation d'instruments financiers dérivés fermes ou optionnels (contrats d'échange, options,

prix plancher, prix plafond). Le Groupe n'applique pas la comptabilité de couverture sur ces opérations.

Pour 2010, une couverture sous forme d'un cap a été mise en place pour un volume de 5 000 tonnes par mois à compter du 1er juin 2010.

Pour 2011, une couverture sous forme d'un cap a été mise en place pour un volume de 6 500 tonnes par mois à compter du 1er juin 2011.

Pour l'ensemble de l'année 2012, une couverture sous forme d'un cap a été mise en place pour un volume de 1 500 tonnes par mois.

## 21-1-4 Gestion du risque de contrepartie

Le cadre général déjà cité précise, pour la société mère, la procédure d'agrément des contreparties qui repose sur l'analyse quantitative et qualitative des contreparties.

Des limites en volume selon les durées de placement sont déterminées pour chaque contrepartie, tenant compte de ses fonds propres, de son rating et de sa nationalité. La consommation de la limite autorisée, fondée sur le nominal des transactions, est mesurée quotidiennement et fait l'objet d'un reporting.

Concernant les produits dérivés, l'agrément d'une contrepartie nécessite la signature d'une convention cadre ainsi que d'un contrat cadre de remise en garantie. La consommation de la limite attribuée est constituée par le seuil du collatéral auquel est ajouté un montant forfaitaire tenant compte de la valeur absolue des plus fortes variations de la valeur de marché de l'ensemble des contrats financiers sous collatéral avec la contrepartie.

Les transactions qui génèrent potentiellement un risque de contrepartie sont essentiellement :

### 21-1-4-1 Les placements financiers

1. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les placements financiers sont diversifiés. Ils sont constitués essentiellement des titres de créances négociables (certificats de dépôt, billets de trésorerie, « commercial paper »), de prises en pension de Valeurs du Trésor et de souscriptions à des OPCVM monétaires. Compte tenu de leur faible durée résiduelle et de leur composition ils ne génèrent pas d'exposition au risque de crédit.

2. Portefeuille d'actifs disponibles à la vente

Courant 2008, le Groupe a mis en place un portefeuille d'actifs moyen terme destiné à couvrir des dépenses futures d'investissement. Ce portefeuille est classé en actifs disponibles à la vente *(voir note 9)*.

En 2010, les capitaux propres ont été dégradés de 2 M€. En 2011, la variation est également peu significative puisque les capitaux propres se sont améliorés de 1 M€. Une variation desdits spreads inférieure de 0,50% aurait entraîné une dégradation supplémentaire de la variation des capitaux propres de -1 M€.

### 21-1-4-2 Les instruments financiers dérivés

Les transactions sur les produits dérivés ont pour objet de gérer le risque de taux, de change et de matières premières.

Le cadre général déjà cité précise, pour la société mère, la procédure d'agrément des contreparties qui repose sur l'analyse quantitative et qualitative des contreparties. Une limite en volume et durée de placement est également déterminée pour chacune d'elle. La consommation de la limite autorisée, fondée sur les paiements futurs ou sur le coût de remplacement, est mesurée quotidiennement et fait l'objet d'un reporting.

Concernant les produits dérivés, l'agrément d'une contrepartie nécessite en outre la signature d'une convention cadre. Avec certaines d'entre elles, un contrat cadre de remise en garantie est également mis en place afin de limiter le risque de contrepartie.

## 21-1-5 Gestion du risque de liquidité

La société mère assure sa liquidité quotidienne grâce à un programme de billets de trésorerie d'un montant maximal de 3 milliards d'euros, utilisé à hauteur de 0,04 milliard d'euros au 31 décembre 2011 (1,14 milliard d'euros au 31 décembre 2010) et en moyenne à hauteur de 0,84 milliard d'euros pendant l'exercice 2011, contre 0,83 milliard d'euros en 2010.

Par ailleurs, la société mère a mis en place début 2009 un programme d'Euro Commercial Paper d'un montant maximal de 2 milliards d'euros, utilisé à hauteur de 0,66 milliard d'euros au 31 décembre 2011 (1,78 milliard d'euros au 31 décembre 2010) et en moyenne à hauteur de 1,37 milliard d'euros pendant l'exercice 2011 (1,72 milliard d'euros sur 2010).

En outre, la société mère dispose de lignes de crédit bancaires bilatérales dont le total est de 860 M€ (940 M€ en 2010). Le total des lignes de crédit confirmées pour le Groupe est de 1 039 M€ (1 141 M€ en 2010) ventilé comme suit par échéance :

| En millions d'euros | Total 31/12/2011 | Échéancier < 1 an | 1 à 5 ans | > 5 ans |
|---|---|---|---|---|
| Lignes de crédit confirmées | 1 039 | 9 | 1 030 | 0 |

| En millions d'euros | Total 31/12/2010 | Échéancier < 1 an | 1 à 5 ans | > 5 ans |
|---|---|---|---|---|
| Lignes de crédit confirmées | 1 141 | 251 | 890 | 0 |

## 21-2 Couverture de flux de trésorerie

La juste valeur des dérivés affectés à des opérations de couverture de flux de trésorerie se ventile comme suit par type d'élément couvert :

| En millions d'euros | Juste valeur au 31/12/2011 | Échéancier < 1 an | 1 à 5 ans | > 5 ans |
|---|---|---|---|---|
| Emprunts obligataires | 12 | - 14 | - | 26 |
| Emprunts non obligataires | - 27 | - 18 | - 3 | - 6 |
| Dettes de location financement | - 49 | - 19 | - 19 | - 11 |
| Prêts et créances | - 36 | - 1 | - | - 35 |
| **Juste valeur des dérivés qualifiés de CFH** | **- 101** | **- 52** | **- 22** | **- 27** |

| En millions d'euros | Juste valeur au 31/12/2010 | < 1 an | 1 à 5 ans | Échéancier > 5 ans |
|---|---|---|---|---|
| Emprunts obligataires | - | - | - | - |
| Emprunts non obligataires | - 44 | - 28 | - 16 | - |
| Dettes de location financement | - 63 | - 26 | - 37 | - |
| Prêts et créances | - 7 | - 0 | - 7 | - |
| **Juste valeur des dérivés qualifiés de CFH** | **- 114** | **- 54** | **- 60** | **-** |

Les impacts sur les capitaux propres, résultat de la période et réserves, se détaillent comme suit :

| En millions d'euros | Capitaux propres recyclables |
|---|---|
| Ouverture (01/01/2011) | - 71 |
| Recyclé en résultat | - 49 |
| Variation de valeur efficace | 37 |
| Variation de valeur des actifs disponibles à la vente | 5 |
| Clôture (31/12/2011) | - 79 |

Sur 2011, la charge d'impôt différé reconnue en contrepartie des capitaux propres au titre des variations de valeur efficace s'élève à 2 M€. La variation de juste valeur de couverture de flux de trésorerie nette d'impôt différé est négative de 10 M€ sur le total des capitaux propres recyclables part du Groupe sur 2011.

| En millions d'euros | Capitaux propres recyclables |
|---|---|
| Ouverture (01/01/2010) | - 130 |
| Recyclé en résultat | - 10 |
| Variation de valeur efficace | 56 |
| Variation de valeur des actifs disponibles à la vente | 13 |
| Clôture (31/12/2010) | - 71 |

Sur 2010, une charge d'impôt différé de 5 M€ a été reconnue en contrepartie des capitaux propres au titre des variations de valeur efficace. La variation de juste valeur de couverture de flux de trésorerie nette d'impôt différé est de 40 M€ sur le total des capitaux propres recyclables part du Groupe sur 2010.

## 21-3 Couverture de juste valeur

Les éléments d'actif et de passif faisant l'objet d'une couverture de juste valeur sont comptabilisés initialement au coût amorti, puis réévalués à chaque clôture sur la base de leur juste valeur du risque couvert. La variation de valeur du risque couvert est compensée, à la part inefficace près, par les variations de valeur des instruments dérivés utilisés pour la couverture.

| En millions d'euros | Écart d'évaluation au 01/01/2011 | Variation de juste valeur | Reclassement (déqualification, échéance) | Écart d'évaluation au 31/12/2011 |
|---|---|---|---|---|
| Emprunts obligataires | -209 | -259 | -76 | -544 |
| Autres actifs financiers | 12 | -6 | 0 | 5 |
| **Total** | **-197** | **-265** | **-76** | **-539** |
| **Instruments dérivés de couverture** | **219** | **254** | **-115** | **330** |
| **Inefficacité** | | **-11** | | |

| En millions d'euros | Écart d'évaluation au 01/01/2010 | Variation de juste valeur | Reclassement (déqualification, échéance) | Écart d'évaluation au 31/12/2010 |
|---|---|---|---|---|
| Emprunts obligataires | 160 | -409 | 40 | -209 |
| Créance sur RFF | 14 | -16 | 2 | - |
| Autres actifs financiers | 20 | -3 | -5 | 12 |
| **Total** | **193** | **-429** | **38** | **-197** |
| **Instruments dérivés de couverture** | **-176** | **439** | **-35** | **228** |
| **Inefficacité** | | **10** | | |

## 22 DETTES D'EXPLOITATION ET AUTRES COMPTES CRÉDITEURS

Les dettes d'exploitation se répartissent comme suit :

| En millions d'euros | 31/12/2011 | 31/12/2010 | Variation |
|---|---|---|---|
| Fournisseurs et comptes rattachés | 4 811 | 4 303 | 508 |
| *dont dettes s/acquisition d'immobilisation* | *364* | *335* | *29* |
| Avances et acomptes reçus sur commande | 514 | 381 | 133 |
| *dont avances reçues sur cessions d'immobilisations* | *7* | *14* | *-8* |
| Dettes sociales | 2 314 | 2 329 | -14 |
| Dettes sur l'État et les collectivités | 1 265 | 1 250 | 15 |
| Autres dettes d'exploitation | 500 | 455 | 45 |
| Produits constatés d'avance | 1 307 | 1 478 | -171 |
| **Total des dettes d'exploitation** | **10 711** | **10 196** | **515** |

## 23 ACTIFS ET PASSIFS DÉTENUS EN VUE D'ÊTRE CÉDÉS

| En millions d'euros | 31/12/2011 | 31/12/2010 |
|---|---|---|
| Actifs détenus en vue d'être cédés | 1 | 337 |
| Passifs relatifs aux actifs détenus en vue d'être cédés | 4 | 372 |
| **Impact net au bilan** | **-3** | **-35** |

Au 31 décembre 2010, les actifs détenus en vue d'être cédés concernent le plan de vente programmé de la filiale SeaFrance.

Le 28 septembre 2010, le Groupe avait annoncé son intention de céder sa participation dans la filiale SeaFrance. Ce processus de mise en vente vise à sélectionner un acquéreur pour SeaFrance, capable d'accompagner le redressement de la société et de tirer parti de la place de premier plan que celle-ci occupe sur le trafic transmanche. Au 31 décembre 2010, SeaFrance avait été classée comme une activité abandonnée.

Au 16 novembre 2011, la filiale a été déconsolidée du fait de la perte de contrôle du Groupe au profit des mandataires judiciaires après la mise en liquidation de la société *(voir note 3)*. Les résultats de la filiale sur la période jusqu'à sa sortie du périmètre sont les suivants :

| En millions d'euros | 31/12/2011 | 31/12/2010 |
|---|---|---|
| Produits | 141 | 169 |
| Charges | -143 | -243 |
| Résultat opérationnel | -13 | -71 |
| Résultat financier | -7 | -11 |
| Perte de valeur comptabilisée à la suite de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente | -20 | -158 |
| Résutat avant impôt des activités abandonnées | -20 | -240 |
| Impôt sur les sociétés | 0 | 0 |
| **Résultat après impôt des activités abandonnées** | **-20** | **-240** |

## 23 Actifs et passifs détenus en vue d'être cédés

Les actifs et passifs de SeaFrance sont sortis de l'état de situation financière consolidé. Les principales catégories d'actifs et de passifs de SeaFrance classées comme destinées à être cédées étaient les suivantes au 31 décembre 2010 :

| En millions d'euros | 31/12/2011 | 31/12/2010 |
|---|---|---|
| Immobilisations incorporelles et corporelles | 0 | 59 |
| Impôts différés actifs | 0 | 1 |
| Stocks et en-cours | 0 | 4 |
| Créances d'exploitation | 0 | 30 |
| Actifs financiers | 0 | 218 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 0 | 23 |
| **Actifs détenus en vue d'être cédés** | **0** | **335** |

| En millions d'euros | 31/12/2011 | 31/12/2010 |
|---|---|---|
| Engagements envers le personnel | 0 | 5 |
| Provisions | 0 | 36 |
| Passifs financiers | 0 | 241 |
| Dettes d'exploitation | 0 | 86 |
| **Passifs relatifs aux actifs détenus en vue d'être cédés** | **0** | **368** |

Les flux nets de trésorerie de la filiale sur la période sont les suivants :

| En millions d'euros | 31/12/2011 | 31/12/2010 |
|---|---|---|
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles | -23 | -32 |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement | -21 | 4 |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement | -11 | -18 |
| **Variation nette de trésorerie** | **-55** | **-45** |

Avant le classement comme détenue en vue d'être cédée, une provision et une dépréciation d'actif avaient été constatées pour 194 M€ à fin décembre 2010 compte tenu de la situation financière.

A fin 2011, la mise à jour de la valeur recouvrable de la filiale a eu un impact négatif de 20 M€ sur 2011. Dans les deux cas, la charge impacte le résultat des Fonctions communes et participations et est présentée sur la ligne « Résultat net d'impôt des activités abandonnées » du compte de résultat consolidé.

# 24 INFORMATIONS SECTORIELLES

L'activité du groupe SNCF est organisée comme indiqué dans la *note 2.23*.

L'entrée en vigueur de la convention des Trains d'Équilibre du Territoire a amené le Groupe à reclasser les résultats de l'activité Téoz et Lunéa hors trains spéciaux et autotrains de la branche SNCF Voyages vers la branche SNCF Proximités *(voir note 3.1)*. L'information sectorielle au titre de l'année 2010 a été adaptée en conséquence par rapport à l'information sectorielle publiée dans le rapport financier 2010. L'adaptation de l'information sectorielle a pour effet sur 2010 de créer un chiffre d'affaires interne chez SNCF Voyages de 121 M€ augmentant l'élimination interbranche de 114M€ et de transférer de la branche SNCF Voyages vers la branches SNCF Proximités :

– du chiffre d'affaires externe pour 433 M€;

– du chiffre d'affaires interne négatif pour 7 M€;

– de la marge opérationnelle négative pour 91 M€;

– du résultat opérationnel courant négatif pour 96 M€;

– du résultat opérationnel pour 114 M€ grâce à la reprise des pertes de valeur pour 210 M€;

– du total des actifs sectoriels pour 225 M€ dont 219 M€ au titre des immobilisations.

Dans le cadre de ses attributions définies par la Loi du 1er décembre 2010, l'Autorité de Régulation des Activités Ferroviaires (ARAF) a été amenée à rendre un avis sur les règles de séparation comptable de Gares et Connexions. Elle invite SNCF à lui soumettre une proposition de règles de séparation comptable prenant en compte ses observations.

Afin de respecter le ratio dette nette/ marge opérationnelle cible de 4, il est proposé au Conseil d'administration du 16 février 2012 d'augmenter les capitaux propres de Gares & Connexions au 1er janvier 2012.

L'information sectorielle sur le résultat est la suivante :

| 31/12/2011<br>En millions d'euros | SNCF Infra | SNCF Proximités | SNCF Voyages | SNCF Geodis | Gares & Connexions | Fonctions communes et participations | Inter-branche | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Chiffre d'affaires externe | 4 779 | 11 780 | 6 327 | 9 208 | 217 | 333 | | 32 645 |
| Chiffre d'affaires interne | 516 | 543 | 952 | 219 | 949 | 5 069 | -8 249 | |
| **Chiffre d'affaires** | **5 295** | **12 324** | **7 279** | **9 427** | **1 166** | **5 402** | **-8 249** | **32 645** |
| **Marge opérationnelle** | **229** | **811** | **1 020** | **237** | **175** | **548** | | **3 020** |
| **Résultat opérationnel courant** | **227** | **301** | **581** | **-214** | **64** | **296** | | **1 255** |
| **Résultat opérationnel** | **283** | **309** | **-151** | **-205** | **69** | **515** | | **821** |
| Dotations aux amortissements | -3 | -495 | -439 | -354 | -110 | -285 | | -1 686 |
| Variation nette des provisions | 2 | -15 | -1 | -97 | 0 | 33 | | -79 |
| Pertes de valeur | -83 | 6 | -731 | -26 | 0 | -7 | | -840 |

| 31/12/2010<br>En millions d'euros | SNCF Infra | SNCF Proximités | SNCF Voyages | SNCF Geodis | Gares & Connexions | Fonctions communes et participations | Inter-branche | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Chiffre d'affaires externe | 4 659 | 10 683 | 5 964 | 8 658 | 212 | 290 | | 30 466 |
| Chiffre d'affaires interne | 523 | 513 | 942 | 232 | 922 | 4 731 | -7 862 | |
| **Chiffre d'affaires** | **5 182** | **11 196** | **6 905** | **8 890** | **1 134** | **5 021** | **-7 862** | **30 466** |
| **Marge opérationnelle** | **136** | **497** | **1 007** | **104** | **175** | **244** | | **2 163** |
| **Résultat opérationnel courant** | **130** | **61** | **631** | **-287** | **76** | **-79** | | **531** |
| **Résultat opérationnel** | **52** | **555** | **903** | **-327** | **80** | **146** | | **1 409** |
| Dotations aux amortissements | -7 | -445 | -363 | -357 | -89 | -274 | | -1 534 |
| Variation nette des provisions | 1 | 8 | -13 | -35 | -10 | -50 | | -97 |
| Pertes de valeur | -79 | 352 | 0 | -236 | 0 | -14 | | 23 |

Seules les transactions avec RFF représentent plus de 10% du chiffre d'affaires Groupe. Elles sont essentiellement réalisées au sein de la branche SNCF Infra. Le détail de ces transactions est donné en *note 33.3*.
Le total des actifs sectoriels se ventile de la façon suivante par branche :

| 31/12/2011<br>En millions d'euros | SNCF Infra | SNCF Proximités | SNCF Voyages | SNCF Geodis | Gares & Connexions | Fonctions communes et participations | Inter-branche | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Total des actifs sectoriels** | **2 016** | **9 231** | **6 519** | **6 654** | **2 775** | **5 668** | **-161** | **32 701** |
| Subventions d'investissement | -19 | -3 619 | -102 | -62 | -981 | -322 | | -5 104 |
| **Total des actifs sectoriels nets de subventions** | **1 997** | **5 612** | **6 417** | **6 591** | **1 794** | **5 346** | **-161** | **27 597** |
| *dont : Immobilisations (écarts d'acquisition, immobilisations incorporelles, corporelles et actifs financiers de concessions nets de subventions)* | *0* | *4 281* | *5 593* | *4 213* | *1 665* | *4 109* | | *19 860* |

| 31/12/2010<br>En millions d'euros | SNCF Infra | SNCF Proximités | SNCF Voyages | SNCF Geodis | Gares & Connexions | Fonctions communes et participations | Inter branches | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Total des actifs sectoriels** | **1 868** | **9 144** | **6 713** | **6 636** | **2 612** | **6 052** | **-521** | **32 504** |
| Subventions d'investissement | -19 | -3 696 | -105 | -56 | -922 | -310 | | -5 107 |
| **Total des actifs sectoriels nets de subventions** | **1 850** | **5 448** | **6 608** | **6 580** | **1 691** | **5 742** | **-521** | **27 397** |
| *dont : Immobilisations (écarts d'acquisition, immobilisations incorporelles, corporelles et actifs financiers de concessions nets de subventions)* | *29* | *4 227* | *5 929* | *4 244* | *1 574* | *4 032* | | *20 035* |

Conformément à la norme IFRS 8 (§33), les informations relatives aux zones géographiques ne sont pas fournies en raison de leur indisponibilité et du coût excessif de leur élaboration.

Les passifs, charge d'impôts et produits et charges d'intérêts ne sont pas suivis par le principal décideur opérationnel.

## 25 ACHATS ET CHARGES EXTERNES

Les achats, sous-traitance et autres charges externes se décomposent comme suit au 31 décembre 2011 :

| En millions d'euros | 31/12/2011 | 31/12/2010 | Variation |
|---|---|---|---|
| Sous-traitance | -5 395 | -4 974 | -421 |
| Péages[1] | -3 817 | -3 679 | -138 |
| Autres achats et charges externes | -6 740 | -6 572 | -168 |
| **Achats et charges externes** | **-15 952** | **-15 224** | **-727** |

*(1) Péages facturés par RFF et par Eurotunnel.*

## 26 CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

Au 31 décembre 2011, les charges de personnel et effectifs sont les suivants :

| En millions d'euros | 31/12/2011 | 31/12/2010 | Variation |
|---|---|---|---|
| Salaires | -12 425 | -11 940 | -485 |
| Autres avantages du personnel | 46 | 9 | 37 |
| Participation des salariés | -33 | -32 | -1 |
| Personnel détaché et intérimaire | -191 | -192 | 0 |
| **Charges de personnel** | **-12 603** | **-12 154** | **-449** |
| **Effectif moyen équivalent temps plein** | **245 090** | **240 978** | **4 112** |

Les regroupements d'entreprises Keolis, Ermewa en février 2010 et la prise de contrôle conjoint d'EIL en septembre 2010 contribuent à l'augmentation des charges de personnel pour 1 894 M€ en 2010, et pour 210 M€ en 2011.

L'effet de désactualisation des engagements envers le personnel au passif est enregistré en résultat financier sur la ligne coût financier des avantages du personnel *(voir note 17)*.

## 27 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS

Au 31 décembre 2011, la charge d'amortissement nette des reprises de subventions se compose de la manière suivante :

| En millions d'euros | 31/12/2011 | 31/12/2010 | Variation |
|---|---|---|---|
| Dotations aux amortissements | -2 055 | -1 885 | -170 |
| Quote-part de subvention | 369 | 350 | 19 |
| **Dotations aux amortissements nettes de subventions** | **-1 686** | **-1 534** | **-152** |

Les dotations aux amortissements concernent :

– les immobilisations incorporelles pour 213 M€ (196 M€ en 2010) ;

– les immobilisations corporelles pour 1 842 M€ (1 689 M€ en 2010).

# 28 PERTES DE VALEUR

Les hypothèses et les UGT retenues sont présentées en *note 8*. Les impacts au compte de résultat sont les suivants :

| En millions d'euros | 31/12/2011 | 31/12/2010 | Variation |
|---|---|---|---|
| Immobilisations corporelles et incorporelles | -899 | 22 | -921 |
| Écarts d'acquisition | -3 | -54 | 51 |
| Provision pour risques et charges | 62 | 55 | 7 |
| **Pertes de valeur** | **-840** | **23** | **-863** |

## 28-1 SNCF Voyages – TGV France et Europe (à l'exception d'Eurostar)

La réalisation d'un test de valorisation des actifs TGV après prise en compte, notamment, des nouvelles conditions d'exploitation, a conclu à la dépréciation des actifs de l'UGT TGV France et Europe (à l'exclusion d'Eurostar) à hauteur de 700 M€ au 31 décembre 2011. Les hypothèses retenues sont présentées en *note 8*.

## 28-2 SNCF Infrastructure – Maintenance et travaux

La perte de valeur constatée sur l'infrastructure SNCF au 31 décembre 2010 se monte à 79 M€. Du fait de l'absence de visibilité à long terme constatée sur l'UGT Infrastructure, les actifs de cette UGT continuent d'être dépréciés à 100%. Une perte de valeur complémentaire nette de 83 M€ a été enregistrée sur 2011 dont 16 M€ sur le matériel roulant. À la clôture toutes les catégories d'immobilisation de cette UGT sont dépréciées à 100%. Le protocole d'accord validé le 17 mars 2011 (voir *note 3.4*) ne constitue pas un indice de reprise de valeur, son horizon étant limité à l'année 2011 dans l'attente de la signature d'une nouvelle convention.

## 28-3 SNCF Geodis – Fret SNCF Ferroviaire

Au sein de la branche SNCF Geodis, l'activité de Fret SNCF est découpée en quatre UGT pour refléter la nouvelle organisation mise en place dans le cadre du schéma directeur rendu public en septembre 2009 et mis en œuvre au premier semestre 2010. L'entreprise a appliqué une dépréciation pour le matériel roulant suivant l'utilisation qui en est faite :

— Si le matériel est sans affectation ou si l'UGT d'affectation du matériel génère des flux de trésorerie négatifs :

– dépréciation à 100% du matériel roulant n'ayant pas de valeur de marché ;

– dépréciation de la valeur nette comptable à la valeur de marché si cette dernière est inférieure.

— Si l'UGT d'affectation du matériel génère des flux de trésorerie positifs, le matériel roulant n'est pas déprécié.

Du fait de l'absence d'amélioration constatée sur l'UGT Fret Ferroviaire, les actifs continuent d'être dépréciés. Une perte de valeur complémentaire nette de 12 M€ sur le matériel roulant (y compris sur les engagements de commandes fermes) a été enregistrée sur 2011. Au 31 décembre 2010, la charge nette est de 156 M€.

À ce stade, le Groupe considère que ce niveau de dépréciation constitue sa meilleure estimation des pertes de valeur à constater.

Par ailleurs, le stock de pièces de rechange du matériel de Fret SNCF a été déprécié à hauteur de 70% de sa valeur, soit 14 M€ au 31 décembre 2010. Une dotation complémentaire nette de 1 M€ a été constatée en 2011.

## 28-4 SNCF Geodis – Transport Multimodal/ Transporteurs Ferroviaires

Au 31 décembre 2010, une perte de valeur de 75 M€ a été constatée sur ces UGT, dont 54 M€ sur l'écart d'acquisition affecté à ces UGT.

Une perte de valeur complémentaire de 20 M€ a été constatée au 31 décembre 2011 sur l'UGT Transporteurs Ferroviaires, dont 3 M€ sur l'écart d'acquisition affecté à cette UGT.

### 28-5 SNCF Voyages – Matériels classiques (Corail, Elipsos)

Au 31 décembre 2010, une reprise nette de perte de valeur a été constatée pour 210 M€ sur les matériels roulants Téoz et Lunéa hors trains spéciaux et autotrains. La reprise résulte de la signature de la convention des Trains d'Équilibre du Territoire *(voir note 3)*.

### 28-6 SNCF Proximités – Intercités

Au 31 décembre 2010, une reprise nette de perte de valeur a été constatée pour 146 M€ sur les matériels roulants Intercités à la suite de la signature de la convention des Trains d'Équilibre du Territoire *(voir note 3)*.

## 29 RÉSULTAT DE CESSION D'ACTIFS

Les cessions d'actifs ont eu les impacts suivants en résultat :

| En millions d'euros | 31/12/2011 | 31/12/2010 | Variation |
|---|---|---|---|
| Cession d'actifs incorporels | 21 | -1 | 22 |
| Cession d'actifs corporels | 272 | 255 | 16 |
| Cession de participations | 0 | 14 | -14 |
| **Résultat de cession d'actifs** | **293** | **268** | **24** |

Au 31 décembre 2011, les résultats de cession d'actifs corporels concernent essentiellement la cession de baux à constructions à des Entreprises Sociales pour l'Habitat (ESH) pour 56 M€ et l'externalisation de la plus-value réalisée sur la cession du terrain de Saussure pour 62 M€.

La variation de l'année sur les cessions d'actifs incorporels est relative à la cession par la SNCF à RFF, des droits de propriété intellectuelle sur des logiciels.

Les résultats de cession d'actifs corporels de 2010 sont essentiellement constitués de cessions immobilières (122 M€) et de cessions de lignes à haute tension à RTE (80 M€).

## 30 COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

Le coût de l'endettement financier net est constitué de la façon suivante :

| En millions d'euros | 31/12/2011 | 31/12/2010 | Variation |
|---|---|---|---|
| Résultat de juste valeur et couverture | 7 | -28 | 35 |
| Charges d'intérêts | -271 | -275 | 4 |
| Autres charges et produits financiers | -30 | -2 | -28 |
| **Coût de l'endettement financier net et autres** | **-294** | **-305** | **12** |

| En millions d'euros | 31/12/2011 | 31/12/2010 | Variation |
|---|---|---|---|
| Charges financières | -949 | -770 | -179 |
| Produits financiers | 656 | 465 | 191 |
| **Coût de l'endettement financier net et autres** | **-294** | **-305** | **12** |

Le résultat de juste valeur et couverture enregistre les résultats sur instruments financiers à la juste valeur par le résultat, la part inefficace des couvertures et la variation de juste valeur des dettes en option juste valeur.

# 31 IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

## 31-1 Analyse de la charge d'impôt

### 31-1-1 Impôt en compte de résultat

| En millions d'euros | 31/12/2011 | 31/12/2010 | Variation |
|---|---|---|---|
| (Charge)/produit d'impôt courant | -353 | -117 | -235 |
| (Charge)/produit d'impôt différé | 57 | 23 | 35 |
| **Total** | **-295** | **-95** | **-201** |

Au 31 décembre 2011, la variation de la charge d'impôt courant s'explique principalement par :

– une augmentation de 80 M€ au titre de la taxe sur le résultat des entreprises ferroviaires qui s'élève à 155 M€ au 31 décembre 2011 contre 75 M€ au 31 décembre 2010 (*voir note 1.1.2.4*); cette taxe a un effet négatif dans la preuve d'impôt sur la ligne «Différentiel de taux et crédits d'impôt» de 102 M€ sur 2011 (49 M€ sur 2010);

– une incidence de 116 M€ sur la charge d'impôt sur les sociétés au titre des nouvelles modalités de calcul de l'impôt en France fixées par la Loi de Finance rectificative pour 2011 qui plafonnent le montant de déficits fiscaux imputable sur les bénéfices fiscaux imposables (voir *note 1.1.2.4*).

### 31-1-2 Impôt en résultat global

Sur 2011, la charge d'impôt différé sur les autres éléments de résultat global est de 2 M€ et concerne principalement les variations de valeur efficace des couvertures de flux de trésorerie.

En 2010, la charge d'impôt différé sur les autres éléments de résultat global est de 5 M€ et concerne principalement les variations de valeur efficace des couvertures de flux de trésorerie.

## 31-2 Preuve d'impôt

| En millions d'euros | 31/12/2011 | 31/12/2010 |
|---|---|---|
| **Résultat net de l'exercice** | **150** | **722** |
| Quote-part de résultat dans les entreprises associées | 4 | 6 |
| Résultat net d'impôt des activités abandonnées | -21 | -240 |
| Impôt sur les sociétés | -295 | -95 |
| **Résultat des activités ordinaires avant impôt** | **463** | **1 051** |
| Taux d'IS applicable en France | 34,43 % | 34,43 % |
| **Impôt théorique** | **-159** | **-362** |
| Différences permanentes | -1 | 52 |
| Activation de déficits antérieurs | 1 | 282 |
| Déficits et différences temporelles de la période non activés | -35 | -41 |
| Dépréciation d'impôts différés antérieurement activés | 0 | 0 |
| Utilisation de déficits ou différences temporelles non activées antérieurement | -17 | 5 |
| Différentiel de taux et crédits d'impôts | -84 | -33 |
| **Impôt comptabilisé** | **-295** | **-95** |
| **Taux d'impôt effectif** | **63,81 %** | **9,01 %** |

## 31-3 Actifs d'impôt non constatés

Depuis le 1er juillet 1988, la SNCF a opté pour le régime de l'intégration fiscale. Au 31 décembre 2011, les filiales intégrées fiscalement déclarées sont au nombre de 287. Les principales sont : SNCF Participations et Ermewa Ferroviaire et un certain nombre de filiales françaises Geodis.

Les reports déficitaires du Groupe au 31 décembre 2011 s'élèvent à 5,4 milliards d'euros contre 5,6 milliards d'euros au 31 décembre 2010. Le montant des actifs d'impôt non reconnus à cette même date s'élève à 3,0 milliards d'euros (3,0 milliards d'euros au 31 décembre 2010).

| En millions d'euros | 31/12/2010 | Résultat | Capitaux propres | Reclassement | Variation de périmètre et change | 31/12/2011 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Reports déficitaires** | **2 005** | **-88** | **1** | **-166** | **-18** | **1 734** |
| Avantages du personnel | 401 | -2 | 2 | 1 | 0 | 402 |
| Différences de valeur sur les immobilisations | -192 | 103 | -9 | -162 | -4 | -264 |
| Location financement | -40 | 0 | 0 | 3 | 0 | -37 |
| Provisions réglementées | -80 | -12 | 0 | 0 | 0 | -92 |
| Instruments financiers | -3 | 3 | -3 | 159 | 0 | 156 |
| Réévaluation d'actifs et passifs identifiables acquis lors de regroupements d'entreprises | -275 | 23 | 0 | -24 | -7 | -283 |
| Résultats internes | 84 | 9 | 0 | 1 | 0 | 94 |
| **Total retraitements de consolidation** | **-105** | **125** | **-11** | **-22** | **-11** | **-24** |
| **Provisions non déductibles et autres différences fiscales** | **1 758** | **213** | **11** | **20** | **-4** | **1 997** |
| **Impôts différés non reconnus** | **-3 032** | **-191** | **-3** | **168** | **26** | **-3 031** |
| **Impôts différés nets reconnus** | **626** | **57** | **-2** | **0** | **-6** | **675** |
| Impôts différés actif | 1 094 | | | | | 1 112 |
| Impôts différés passif | 468 | | | | | 437 |
| **Impôts différés nets au bilan** | **625** | | | | | **675** |

# 32 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Suite à la publication de la recommandation n°2010-14 du 6 décembre 2010 relative aux engagements hors bilan, l'AMF (Autorité des Marchés Financiers) recommande :

— de prendre en compte la totalité des engagements hors bilan existants dès lors qu'ils sont jugés significatifs ou qu'ils présentent un risque majeur sur la situation financière de l'entreprise

— de regrouper l'ensemble des engagements hors bilan dans une note synthétique selon une approche et une présentation thématiques en trois parties :

– les EHB liés au financement de la société,

– les EHB liés aux activités opérationnelles de la société,

– les EHB liés au périmètre du groupe consolidé.

De ce fait, les informations fournies sur les engagements hors bilan du Groupe ont connu les modifications suivantes :

— Le format de présentation des tableaux a été modifié pour mettre en évidence les trois parties prévues dans la recommandation de l'AMF.

— Les contrats de concessions en gares initialement considérés comme liés à l'exploitation ont été reclassés parmi les contrats de location simple reçus pour 420 M€. De même, des subventions à recevoir des Autorités Organisatrices de transport ont été reclassées parmi les engagements reçus d'achat d'immobilisations autres que le matériel ferroviaire pour 416 M€. En contrepartie, les autres engagements reçus d'achats d'exploitation ont diminué de 836 M€.

— Le montant de 201 M€ d'autres engagements reçus a été reclassé pour 181 M€ en garanties de passif reçues.

— Le référentiel groupe des engagements hors bilan a été affiné permettant une analyse plus détaillée des autres engagements d'achats d'exploitation donnés. Le montant de 2 637 M€ publié en 2010 a été reclassé pour 929 M€ dont 250 M€ vers les engagements fermes d'achat de matières premières et 679 M€ vers les engagements d'achat d'immobilisations autres que le matériel ferroviaire. Les engagements d'achat de matières premières sont affichés séparément depuis l'exercice 2011.

— Les garanties opérationnelles données et les cautions douanes sont présentées sur des lignes à part pour respectivement 316 M€ et 180 M€ et non plus agrégées avec les sûretés personnelles.

Les reclassements sont sans impact sur le total des engagements aussi bien donnés que reçus.

Les tableaux ci-après détaillent les lignes d'engagements publiés en 2010 pour lesquelles des reclassements ont été effectués à des fins de comparaison, en application de la recommandation de l'AMF :

| Engagements reçus | 31/12/2010 Publié 2010 Engagement total | Reclassements | 31/12/2010 Comparatif 2011 Engagement total |
|---|---|---|---|
| **Engagements liés aux activités opérationnelles** | | **0** | |
| Engagements de financement d'achat d'immobilisations autres que matériel ferroviaire | 0 | 416 | 416 |
| Contrats de location simple : immobilier | 148 | 420 | 568 |
| Engagements liés aux contrats d'achats d'exploitation | 950 | -836 | 114 |
| **Engagements liés au périmètre consolidé** | | **181** | |
| Garanties de passif | 0 | 181 | 181 |
| **Autres engagements reçus** | **201** | **-181** | **20** |

## 32 Engagements hors bilan

| Engagements donnés | 31/12/2010 Publié 2010 Engagement total | Reclassements | 31/12/2010 Comparatif 2011 Engagement total |
|---|---|---|---|
| **Engagements liés au financement** | | **-526** | |
| Sûretés personnelles | 1 300 | -526 | 774 |
| **Engagements liés aux activités opérationnelles** | | **496** | |
| Engagements d'investissement pour l'exploitation de matériel ferroviaire | 6 383 | -2 | 6 381 |
| Engagements d'achat d'immobilisations autres que matériel ferroviaire | 0 | 681 | 681 |
| Garanties opérationnelles | 26 | 316 | 342 |
| Cautions douanes (activité Geodis) | 0 | 180 | 180 |
| Engagements liés aux contrats d'achats d'exploitation | 2 637 | -929 | 1 708 |
| Engagements fermes d'achats de matières premières (électricité, gazole) | 0 | 250 | 250 |
| **Engagements liés au périmètre consolidé** | | **29** | |
| Autres engagements liés au péimètre consolidé | 0 | 29 | 29 |
| **Autres engagements donnés** | **143** | **1** | **144** |

Les engagements hors bilan reçus et donnés sont les suivants à la clôture :

| Engagements reçus | | Engagement total | Montant des engagements par période À moins d'un an | De un à cinq ans | Plus de cinq ans | 31/12/2011 | 31/12/2010 Engagement total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Engagements liés au financement** | | **2 185** | **109** | **2 063** | **12** | | **2 192** |
| Sûretés personnelles | (4) | 1 121 | 97 | 1 022 | 2 | | 1 050 |
| Sûretés réelles | | 25 | 3 | 12 | 10 | | 1 |
| Lignes de crédit confirmées non utilisées | (8) | 1 039 | 9 | 1 030 | 0 | | 1 141 |
| **Engagements liés aux activités opérationnelles** | | **4 901** | **1 020** | **3 400** | **482** | | **4 222** |
| Engagements de financement d'investissements pour l'exploitation de matériel ferroviaire | (1) | 3 115 | 472 | 2 619 | 25 | | 2 993 |
| Engagements de financement d'achat d'immobilisations autres que matériel ferroviaire | | 532 | 237 | 295 | 0 | | 416 |
| Promesses de vente immobilière | | 107 | 44 | 62 | 0 | | 94 |
| Contrats de location simple : mobilier | (6) | 428 | 175 | 238 | 15 | | 37 |
| Contrats de location simple : immobilier | (6) | 717 | 90 | 186 | 441 | | 568 |
| Engagements liés aux contrats d'achats d'exploitation | | 2 | 2 | 0 | 0 | | 114 |
| **Engagements liés au périmètre consolidé** | | **171** | **133** | **37** | **1** | | **188** |
| Garanties de passif | | 171 | 133 | 37 | 1 | | 181 |
| Engagements portant sur les titres (contrats d'options) | | 0 | 0 | 0 | 0 | | 6 |
| **Autres engagements reçus** | | **21** | **16** | **2** | **3** | | **21** |
| **Total engagements reçus** | | **7 278** | **1 278** | **5 503** | **497** | | **6 623** |

## 32 Engagements hors bilan

| Engagements donnés | | Engagement total | Montant des engagements par période À moins d'un an | De un à cinq ans | Plus de cinq ans | 31/12/2011 Engagement total | 31/12/2010 Engagement total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Engagements liés au financement** | | **2 014** | **166** | **494** | **1 354** | | **2 185** |
| Sûretés personnelles | (3) | 491 | 150 | 165 | 175 | | 774 |
| Sûretés personnelles : cautions données au titre des prêts souscrits par le personnel | (5) | 1 042 | 10 | 50 | 981 | | 1 002 |
| Sûretés réelles | (7) | 482 | 6 | 278 | 198 | | 409 |
| **Engagements liés aux activités opérationnelles** | | **11 730** | **3 405** | **7 636** | **689** | | **12 755** |
| Engagements d'investissement pour l'exploitation de matériel ferroviaire | (1) | 6 133 | 1 310 | 4 771 | 52 | | 6 381 |
| Engagements d'achat d'immobilisations autres que matériel ferroviaire | | 812 | 374 | 437 | 1 | | 681 |
| Promesses de vente immobilière | | 174 | 77 | 93 | 4 | | 288 |
| Garanties opérationnelles | | 334 | 54 | 192 | 88 | | 342 |
| Cautions douanes (activité Geodis) | | 178 | 143 | 2 | 34 | | 180 |
| Contrats de location simple : mobilier | (6) | 1 536 | 389 | 926 | 222 | | 1 569 |
| Contrats de location simple : immobilier | (6) | 1 310 | 344 | 704 | 262 | | 1 356 |
| Engagements liés aux contrats d'achats d'exploitation | (2) | 778 | 264 | 493 | 21 | | 1 708 |
| Engagements fermes d'achats de matières premières (électricité, gazole) | (10) | 474 | 451 | 19 | 5 | | 250 |
| **Engagements liés au périmètre consolidé** | | **610** | **34** | **2** | **574** | | **597** |
| Engagements portant sur les titres (contrats d'options) | (9) | 553 | 3 | 0 | 550 | | 568 |
| Autres engagements liés au périmètre consolidé | | 57 | 31 | 2 | 24 | | 29 |
| **Autres engagements donnés** | | **73** | **22** | **19** | **32** | | **144** |
| **Total engagements donnés** | | **14 427** | **3 627** | **8 151** | **2 649** | | **15 680** |

1. Les engagements donnés concernent les investissements convenus avec les constructeurs de matériel roulant et les Autorités Organisatrices de transport pour la mise en service future de matériel ferroviaire. La diminution nette constatée s'explique par des investissements réalisés sur la période supérieurs aux nouveaux engagements souscrits. Au titre de ces engagements, une provision pour risque sur commandes fermes de matériel du Fret a été comptabilisée pour 17 M€ *(voir note 18)*. Les engagements reçus correspondent aux financements d'investissement à recevoir des Régions sur le matériel roulant commandé. Ils augmentent principalement du fait des nouvelles contributions à recevoir de l'État depuis l'entrée en vigueur de la convention des Trains d'Équilibre du Territoire *(voir note 3)*.

2. Les autres engagements d'achats d'exploitation donnés diminuent de 1 008 M€, le Groupe considérant que n'y doivent y figurer que les seuls montants engageants et sans contrepartie attendue (pénalités, indemnités...) spécifiquement prévus dans les contrats d'achats hors matières premières (contrats d'achats pour les prestations d'infrastructure, de transport, intellectuelles…). Dans ces engagements figurent les engagements d'achats d'accès aux rails et stations qui ont augmenté de 39 M€.

3. Les sûretés données concernent pour 38 M€ (57 M€ en 2010) des garanties accordées par SNCF sur les emprunts bancaires Sofiap. Elles diminuent, par ailleurs, de 193 M€ au titre des cautions données par Keolis en garantie d'exploitation (hors droits de sillons) et de dettes.

4. Les sûretés personnelles reçues concernent pour 953 M€ des garanties bancaires à première demande prises auprès des fournisseurs de l'entreprise (896 M€ au 31 décembre 2010) et la contre garantie solidaire et à première demande accordée à SNCF au titre des emprunts accordés à la Sofiap pour 38 M€ (57 M€ au 31 décembre 2010), strict reflet des sûretés données.

5. Il s'agit de l'encours total des cautions accordées par SNCF dans le cadre de prêts immobiliers souscrits par son personnel. Statistiquement, le montant des appels en garantie est très faible.

6. Les contrats de locations simples mobiliers et immobiliers donnés diminuent de 79 M€ du fait principalement de l'écoulement du temps diminuant d'autant les loyers restants dus. Les contrats de locations simples mobiliers et immobiliers reçus augmentent de 540 M€ dont 284 M€ au titre de nouveaux contrats de concessions en gares et 377 M€ au titre de nouveaux contrats de location de matériel de transport. L'augmentation est compensée par une diminution des loyers à recevoir sur des baux en l'état futur d'achèvement pour 89 M€.

7. Parmi les sûretés réelles (anciennement libellées hypothèques et nantissements) figurent :

– Le nantissement des titres du Groupe Ermewa pour 108 M€ (108 M€ au 31 décembre 2010).

– Le nantissement des titres NTV pour 84 M€ (84 M€ au 31 décembre 2010) en garantie de la solvabilité de NTV au profit de ses créditeurs jusqu'au remboursement des financements mis en place.

– L'hypothèque de matériel de transport pour 262 M€ (170 M€ au 31 décembre 2010) en garantie d'emprunts.

8. Sur les lignes de crédit non utilisées, voir *note 21.1.5.*

9. Les options d'achat ou de cession de titres de participation correspondent en grande partie à l'option de vente de leurs actions accordée par le Groupe à ses partenaires dans la co-entreprise EIL.

10. L'augmentation des engagements d'achat de matières premières provient pour 182 M€ de l'entrée en vigueur de la Loi NOME entraînant une augmentation des prix d'achat d'électricité.

## 32-1 Opérations de location

SNCF EPIC a réalisé des opérations qui prennent la forme d'une location mais qui n'en sont pas en substance. Ces opérations consistent :

– à donner en location des actifs technologiques constitués sous la forme d'un réseau à un bailleur américain, lequel les redonne immédiatement en location à SNCF EPIC pour une durée de 16 ans maximum. Les actifs concernés sont constitués de l'ensemble des équipements de vente et de réservation de billets de SNCF EPIC ; ou

– à vendre du matériel roulant (voitures Corail Téoz, rames TGV… mises en service ou à livrer…) à un investisseur qui les donne immédiatement en location à SNCF EPIC pour une durée déterminée allant de 4 à 25 ans suivant les contrats.

– à donner en location du matériel roulant à un bailleur américain pour une longue durée d'environ 40 ans, lequel les redonne immédiatement en sous-location à SNCF EPIC pour une durée de 20 ans.

Dans certains cas, le bailleur est constitué sous la forme d'une entité spécialement créée pour l'opération, qui ne peut agir autrement que dans le but de cette opération et qui est fiscalement transparente.

Durant toute la durée de la sous-location (16 ans) ou de la location (4 à 25 ans), l'ensemble des flux payés ou reçus dans le cadre du lease s'équilibrent et n'ont pas de répercussion sur les comptes hormis la constatation du bénéfice net sur l'exercice de réalisation de l'opération *(voir note 2.11)*. Ce bénéfice correspond à la rétrocession d'une partie du report d'impôt obtenu par l'investisseur. L'actif vendu ou loué est maintenu au bilan du Groupe.

À l'issue de la période de location ou de sous-location, SNCF EPIC peut choisir entre plusieurs options suivant les types d'opération :

– exercer une option d'achat à un prix prédéterminé, qui n'affecte pas le bénéfice initial ;

– laisser le matériel au bailleur qui l'exploitera ensuite pour son propre compte ;

– laisser le matériel au bailleur, pour lequel SNCF EPIC sera alors agent de la vente de ces matériels sur le marché, en lui garantissant un prix de vente au moins égal au montant de l'option d'achat ;

– revendre le matériel pour le compte du bailleur en profitant d'une commission de revente.

L'usage, le remplacement, le fonctionnement ou la définition des actifs n'est en rien affecté. Les risques supportés par SNCF EPIC se limitent à ceux liés à la propriété du matériel et à ceux engendrés par la législation française et, selon les cas, aux risques de contrepartie couverts par des contrats de collatéralisation.

## 32-2 Keolis

### 32-2-1 Modalités de transfert ou de cession des titres Groupe Keolis SAS (anciennement Kuvera Développement)

Kebexa Participations, AXA Private Equity, Caisse de Dépôt et Placement du Québec («CDPQ») et SNCF Participations ont signé un pacte d'actionnaires en date du 20 avril 2007 définissant les modalités de gouvernance de la société Kuvera Développement (renommée depuis Groupe Keolis SAS) et les modalités de transfert et cession des titres. Dans le cadre de l'opération d'apport du groupe EFFIA (hors EFFIA Services) à Groupe Keolis SAS réalisée le 4 février 2010, après la levée des différentes conditions suspensives, un avenant au pacte d'actionnaires du 20 avril 2007 est entré en vigueur. Groupe Keolis SAS est détenue par Kebexa Participations, SNCF Participations, les managers du groupe Keolis (les «managers») et les salariés adhérents au plan d'épargne groupe (via un FCPE). Kebexa Participations est elle-même détenue par AXA Private Equity et Caisse de Dépôt et Placement du Québec.

Le pacte d'actionnaires est conclu pour une durée allant jusqu'au 19 avril 2022. Il cessera toutefois de produire ses effets à l'égard d'une partie en cas de cession de ses titres Groupe Keolis SAS ou Kebexa Participations par cette partie et pourra être modifié ou résilié en cas d'introduction en bourse de Groupe Keolis SAS.

Dans le cadre du pacte d'actionnaires tel que modifié par son avenant en date du 4 février 2010, les engagements suivants ont été pris :

– inaliénabilité des titres de Kebexa Participations et de Groupe Keolis SAS pendant cinq ans à partir du 20 avril 2007, soit jusqu'au 20 avril 2012, sauf en cas de transferts expressément autorisés par le pacte d'actionnaires;

– après cette période et pendant six ans, soit du 20 avril 2012 au 20 avril 2018, SNCF Participations consent irrévocablement une promesse d'achat à Kebexa Participations de la totalité de ses titres Groupe Keolis SAS. Le prix d'exercice correspondra à la valeur de marché (calculée sur la base de la valeur d'entreprise de Groupe Keolis SAS) à la date d'exercice. Pendant la période de validité de la promesse d'achat, un mécanisme est également prévu si l'un des actionnaires de Kebexa souhaite céder seul sa participation.

À compter du 1er janvier 2010 et jusqu'au 20 avril 2018, Kebexa Participations consent irrévocablement à SNCF Participations une promesse de vente de la totalité de ses titres Groupe Keolis SAS exerçable à tout moment par SNCF Participations. Du 1er janvier 2010 au 20 avril 2014, le prix d'exercice de ladite promesse correspond au maximum entre (i) la valeur de marché à la date d'exercice et (ii) un montant calculé sur la base d'un multiple de l'investissement initial de Kebexa Participations dans Groupe Keolis SAS. Au-delà du 20 avril 2014, le prix d'exercice de la promesse de vente correspond à la valeur de marché à la date d'exercice. La valeur de marché sera basée sur les travaux de banques d'affaires mandatées à cet effet :

– à l'issue du délai d'incessibilité, soit à compter du 20 avril 2012, Kebexa Participations disposera d'un droit de préemption et d'un droit de cession conjointe en cas de transfert par SNCF Participations de ses titres Groupe Keolis SAS;

– à l'issue de la période de validité de la promesse de vente, soit à compter du 20 avril 2018, SNCF Participations disposera d'un droit de cession forcée vis-à-vis de Kebexa Participations et, en cas de cession par Kebexa Participations de ses titres Groupe Keolis SAS, d'un droit de préemption et d'un droit de cession conjointe;

– pendant toute la durée du pacte, un mécanisme est prévu en cas de changement de contrôle de l'un des deux actionnaires principaux de Kebexa Participations qui prévoit que l'actionnaire de Kebexa Participations non concerné par le changement de contrôle dispose d'un droit de rachat prioritaire des titres détenus par l'actionnaire dont le contrôle a changé et qui permet à SNCF Participations, si l'actionnaire non concerné par le changement de contrôle n'a pas exercé son droit de rachat, d'acquérir ou de faire acquérir les titres détenus par l'actionnaire dont le contrôle a changé;

– SNCF Participations aura la faculté de demander à un tiers de première réputation de son choix de se substituer à elle dans le cadre de l'exercice de la promesse d'achat consentie à Kebexa Participations ou de la promesse de vente lui ayant été consentie par Kebexa Participations.

### 32-2-2 Engagements relatifs aux distributions de dividendes

Dans le cadre du pacte d'actionnaires tel que modifié par son avenant en date du 4 février 2010, SNCF Participations, Kebexa Participations, AXA Private Equity et CDPQ se sont engagées à approuver en assemblée générale la distribution chaque année d'un montant minimum de dividendes à verser par Groupe Keolis SAS, sous réserve du respect des limites légales et d'un certain nombre de critères financiers.

Par ailleurs, SNCF Participations détient des actions de préférence émises par Groupe Keolis SAS, auxquelles sont attachés des droits financiers privilégiés (montant de dividende prioritaire et droit à percevoir de façon prioritaire le boni de liquidation en cas de liquidation).

### 32-2-3 Relations avec les managers

Dans le cadre d'un pacte d'actionnaires signé le 20 avril 2007 entre les managers et les actionnaires de Groupe Keolis SAS modifié par voie d'avenant le 4 février 2010, les engagements suivants pour une durée de 15 ans ont été pris par SNCF Participations vis-à-vis des managers :

– en cas de transfert par Kebexa Participations de l'intégralité de ses titres Groupe Keolis SAS, SNCF Participations et Kebexa Participations disposeront du droit de forcer les managers à céder leurs titres Groupe Keolis SAS (actions et bons de souscription d'actions ou BSA);

– les managers consentent à SNCF Participations et Kebexa Participations une promesse de vente de leurs titres Groupe Keolis SAS, qu'elles devront exercer conjointement à hauteur de 58,15 % pour SNCF Participations et 41,85 % pour Kebexa Participations. Les modalités de calcul du prix de cession dépendent de la date et des raisons du départ des managers;

– SNCF Participations et Kebexa Participations consentent aux managers une promesse d'achat sur toute la durée du pacte de leurs participations dans Groupe Keolis SAS en cas d'invalidité permanente ou de décès. Cette promesse devra être exercée conjointement à hauteur de 58,15 % pour SNCF Participations et 41,85 % pour Kebexa Participations;

– afin de garantir le remboursement du prêt d'un montant de 7,3 M€, à échéance 2016, consenti par la Banque Neuflize OBC à la société représentant les managers, SNCF Participations consent à cette société une promesse d'achat partielle de titres Groupe Keolis SAS qui lui permette de rembourser ce prêt et les intérêts correspondant. Cette promesse pourra être exercée directement par la Banque Neuflize OBC si le prêt n'était pas remboursé à son échéance. En contrepartie, la Banque Neuflize OBC consent une promesse de vente à SNCF Participations des titres qu'elle serait amenée à détenir du fait de la réalisation du nantissement de titres Groupe Keolis SAS consenti par les managers.

### 32-2-4 Nantissements

En garantie du contrat de crédit signé le 24 mai 2007 entre Groupe Keolis SAS, sa filiale Keolis et un consortium de banques et modifié à plusieurs reprises par voie d'avenants, dont le dernier date du 28 septembre 2011, portant sur un prêt amortissable d'un montant initial en principal de 395 M€ et une ouverture de crédits renouvelables pour un montant total maximum de 200 M€, les nantissements suivants ont été donnés au profit des établissements financiers :

– nantissement par Groupe Keolis SAS de ses comptes bancaires;

– nantissement par Groupe Keolis SAS des titres Keolis;

– nantissement par Keolis des titres Keolis UK.

## 33 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

La SNCF, en tant qu'établissement public à caractère industriel et commercial dont le capital est intégralement détenu par l'État français (*via* l'Agence des Participations de l'État), est liée, au sens de la norme IAS 24 «Informations relatives aux parties liées», avec la totalité des entreprises et entités contrôlées par l'État français.

Considérant que l'objectif ultime de la norme IAS 24 non révisée était d'alerter le lecteur des comptes consolidés sur les conditions des transactions non courantes conclues entre le Groupe et des tiers avec lesquels il entretient des liens privilégiés, le Groupe excluait de l'information donnée sur les parties liées l'ensemble des transactions conclues à des conditions de marché. La présentation effectuée par le Groupe sur les exercices précédents revient à appliquer la dispense prévue pour les entités publiques dans IAS 24 révisée en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. La nouvelle norme révisée n'a pas d'impact sur

les informations relatives aux parties liées fournies par le Groupe dans ses états financiers *(voir note 1. Référentiel comptable)*

Les informations à fournir sur les transactions individuellement ou collectivement notables concernent les parties liées suivantes :

– l'État, pour toutes les relations entretenues avec lui en tant qu'actionnaire ; a contrario, les impôts prélevés dans les règles de droit commun sont exclus du champ de nos parties liées ;

– les autorités organisatrices de transport ;

– RFF ;

– les sociétés HLM du Groupe ICF.

Les sociétés du Groupe autres que la maison mère ne réalisent pas d'opérations significatives avec des parties liées.

## 33-1 Transactions menées avec l'État

Les informations retracées ci-dessous sont celles relatives aux opérations menées avec l'État, au sens des ministères, des administrations centrales et des autorités organisatrices de transport, qui sortent du régime de droit commun.

### 33-1-1 Concours publics

Les concours publics apportés au groupe SNCF par l'État et les collectivités sont présentés dans le tableau suivant :

| En millions d'euros | 31/12/2011 | 31/12/2010 |
|---|---|---|
| Subventions d'exploitation reçues | 49 | 59 |
| **Total État (central)** | **49** | **59** |

### 33-1-2 Subventions encaissées

Le groupe SNCF perçoit des subventions d'investissement sous la forme de financement par des tiers, principalement des collectivités territoriales, notamment pour le matériel roulant.

Les subventions d'investissement sont comptabilisées au bilan en diminution de l'actif subventionné. Celles qui se rapportent aux immobilisations corporelles et incorporelles sont constatées en résultat sur la ligne dotation aux amortissements en fonction de la durée de vie économique estimée des biens correspondants. Celles qui se rapportent aux actifs financiers de concession sont considérées comme une modalité de règlement de ces actifs.

| En millions d'euros | 31/12/2011 | 31/12/2010 |
|---|---|---|
| Subventions d'investissement sur actifs financiers de concession | 232 | 234 |
| Subventions d'investissement sur immobilisations corporelles et incorporelles | 94 | 692 |
| **Total régions** | **326** | **926** |

## 33-2 Transactions avec les autorités organisatrices de transport

– Les prestations avec les autorités organisatrices de transport (y compris STIF) comptabilisées en chiffre d'affaires se montent à 3 781 M€ pour l'année 2011 contre 3 581 M€ en 2010 .

## 33-3 Transactions réalisées avec d'autres entreprises publiques

Les transactions réalisées par le groupe SNCF avec d'autres entreprises publiques (EDF, France Telecom, La Poste…) sont toutes réalisées à des conditions de marché, à l'exception de celles réalisées de gré à gré avec RFF, pour qui SNCF reste à l'heure actuelle un des principaux clients.

Toutes les autres opérations réalisées par le Groupe avec des parties liées sont conclues à des conditions normales.

### 33-3-1 Soldes au bilan

| En millions d'euros | 31/12/2011 | 31/12/2010 |
|---|---|---|
| Créances nettes sur RFF (*) | 427 | 392 |
| Dettes RFF | 235 | 156 |
| **Bilan RFF** | **192** | **236** |

*(*) Soldes au bilan hors créance financière présentée séparément à l'actif du bilan.*

### 33-3-2 Produits et charges

| En millions d'euros | 31/12/2011 | 31/12/2010 |
|---|---|---|
| Chiffre d'affaires réalisé avec RFF | 4 668 | 4 411 |
| Péages payés sur le réseau ferroviaire français[1] | 3 187 | 3 119 |
| **Chiffre d'affaires net des péages** | **1 481** | **1 292** |

*(1) Dont 2 979 M€ réglés directement à RFF (2 920 M€ en 2010) et 208 M€ via l'intermédiaire du STIF pour 2011 (199 M€ en 2010)*

S'agissant de transactions entre parties liées dépendantes de l'État, le risque de crédit est considéré comme inexistant. Aucune créance douteuse n'est identifiée.

## 33-4 Transactions avec les sociétés HLM du groupe ICF

### 33-4-1 Soldes au bilan

| En millions d'euros | 31/12/2011 | 31/12/2010 |
|---|---|---|
| Actifs financiers courants | 10 | 37 |
| Actifs financiers non courants | 355 | 372 |
| Passifs financiers courants | 41 | 48 |
| Passifs financiers non courants | - | - |
| **Bilan Parties liées** | **324** | **361** |

Les actifs financiers non courants sont constitués principalement par les prêts liés à l'effort constructions accordés par SNCF et par ICF aux filiales ESH, et par les titres de participation des filiales ESH. Ces derniers s'élèvent à 145 M€ et sont inclus dans les actifs disponibles à la vente *(voir note 9. Actifs financiers)*.

Les passifs financiers correspondent aux placements effectués par les filiales ESH chez ICF.

### 33-4-2 Produits et charges

Les transactions avec les sociétés HLM ne sont pas significatives au compte de résultat.

## 33-5 Transactions avec les entreprises associées

Les transactions avec les entreprises associées ne sont pas significatives.

# 34 RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants du Groupe sont les membres du Comité exécutif du groupe SNCF. Leur rémunération imposable cumulée s'élève à :

| | 31/12/2011 | 31/12/2010 | Variation |
|---|---|---|---|
| Nombre de dirigeants concernés | 16 | 12 | 4 |
| Nombre de dirigeants moyen sur l'année | 15 | 12 | 3 |
| **Rémunération totale en M€** | **5** | **4** | **1** |

# 35 LITIGES

Le Groupe est impliqué dans plusieurs procédures juridiques et contentieuses non résolues dans le cadre de ses activités courantes. Les charges qui pourraient en résulter font l'objet de provisions quand elles sont probables et qu'elles peuvent être raisonnablement soit quantifiées, soit estimées.

## 35-1 Contentieux lié à la concurrence

### 35-1-1 Litige dans le secteur des voyages en ligne

Les sociétés Karavel, Promovacances.com, Lastminute et Switch ont respectivement saisi le Conseil de la concurrence les 5 août 2002, 25 juin 2004 et 4 avril 2007 de plaintes relatives à des pratiques mises en œuvre dans le secteur des voyages en ligne entre l'entreprise SNCF et Expédia.

Suite à la procédure de non contestation des griefs (article L.462-2 III du Code de commerce) dans laquelle la SNCF s'était engagée pendant l'été 2008 et après les audiences du Conseil de la concurrence intervenues les 2 et 9 décembre 2008, le Conseil de la concurrence a rendu le 5 février 2009 sa décision. Aux termes de celle-ci, la SNCF est condamnée à une sanction pécuniaire de 5 M€. Le Conseil de la concurrence a par ailleurs pris acte des engagements souscrits par l'entreprise SNCF en soulignant dans son communiqué de presse qu'ils donneront une meilleure visibilité aux entreprises ferroviaires qui arriveront sur le marché à l'ouverture de la concurrence au transport international de voyageurs.

SNCF n'a pas fait appel de la décision du Conseil de la concurrence, ce qui n'a pas été le cas de Expédia et de Karavel. De ce fait, SNCF a présenté, le 10 avril 2009, une demande de jonction volontaire à l'instance, procédure ouverte lorsque le recours risque d'affecter les droits et charges des autres parties à l'instance devant l'Autorité de la Concurrence. L'affaire a été plaidée le 15 décembre 2009 et l'arrêt de la cour d'appel a été rendu le 23 février 2010, confirmant la décision du Conseil de la concurrence du 5 février 2009.

Expedia et Karavel ont formé un pourvoi en cassation contre l'arrêt de la cour d'appel. De la même manière qu'en appel, SNCF s'est jointe à cette procédure. La Cour de cassation a rendu son arrêt en 2011. Les deux questions prioritaires de constitutionnalité présentées par Karavel et Expedia ont été quant à elle rejetées.

Parallèlement Lastminute a intenté une action en réparation du préjudice prétendument subi devant le tribunal de commerce de Paris à hauteur de 27 M€. Le dossier a été plaidé fin septembre 2010 pour un délibéré le 26 novembre 2010.

Le 6 août 2010, la société Karavel a également introduit une action en réparation devant le tribunal de commerce de Paris contre la SNCF. Dans son assignation, Karavel prétend que son préjudice s'élèverait à un peu plus de 46 M€. Il s'agit d'une assignation à bref délai (procédure rapide) et une première audience s'est tenue devant le tribunal le 20 septembre 2010, puis l'affaire a été renvoyée pour conclusions au 24 janvier 2011. À la demande de Karavel, l'audience a été repoussée pour conclusions au 7 mars 2011.

Les sociétés Lastminute et Karavel ont finalement abandonné leurs actions en justice contre la SNCF à la suite d'une transaction conclue par la SNCF avec chacune d'entre elles.

### 35-1-2 Litige Fret – DGCCRF

Une enquête est actuellement menée par l'Autorité de la Concurrence sur Fret SNCF. Une première notification a été reçue le 28 juillet 2011 avec un certain nombre de griefs tous rejetés en réponse par Fret SNCF principalement au motif que l'atteinte à la concurrence n'est jamais établie. La procédure prévoit qu' à l'issue de l'étude de la réponse de Fret SNCF un nouveau rapport soit transmis à l'Autorité de la Concurrence auquel Fret SNCF pourra de nouveau répondre si nécessaire. La décision conclusive de l'Autorité de la Concurrence sera présentée dans un dernier rapport attendu au cours du second semestre 2012. D'ici-là, en l'absence de décision contraignante pour Fret SNCF et d'obligation de sa part vis-à-vis d'un tiers, aucune provision n'est comptabilisée dans les comptes consolidés.

# 36 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

## 36-1 SeaFrance

Le 9 janvier 2012, le tribunal de commerce de Paris a prononcé la liquidation avec cessation complète d'activité de la filiale SeaFrance. La SNCF a annoncé d'une part le versement d'une indemnité pour un montant total estimé à 50 M€ au bénéfice des salariés qui seraient licenciés à la suite de la cessation définitive de l'activité, d'autre part qu'elle souhaitait reclasser 500 de ces salariés. À l'issue de la période prévue, 15 salariés sont reclassés au sein du groupe SNCF.

## 36-2 Création du nouveau Systra

Début janvier 2012 a eu lieu la deuxième phase d'apport prévue dans le cadre de la création du nouveau Systra *(voir note 3)*. Le groupe SNCF a apporté les 51 % restant détenus dans Inexia tandis que RATP a apporté les 51 % qu'il continuait de détenir dans Xelis. La cession de titres prévue pour rééquilibrer les pourcentages de détention entre les deux partenaires a donné lieu à l'encaissement d'une soulte de 20 M€ par le groupe SNCF.

## 36-3 Alliance dans l'hydro-électricité

Le 4 janvier 2012, l'électricien suédois Vattenfall a officiellement confirmé la création d'un consortium avec SNCF, Rhodia et ArcelorMittal dans l'hydro-électricité dans lequel il serait majoritaire. Dans ce cadre, SNCF va créer une filiale dédiée à cette activité, SNCF Énergie, qui aura pour vocation à organiser la sécurisation des approvisionnements en énergie à long terme.

## 36-4 Dégradation de la note SNCF

Après avoir dégradé la note souveraine de la France, l'agence de notation Standard & Poor's a annoncé le 17 janvier avoir dégradé la note d'un certain nombre d'entreprises publiques françaises. Celle de la SNCF en particulier a été dégradée d'un cran de AA+ à AA avec perspective négative.

## 36-5 Émission d'emprunt

La SNCF a émis deux emprunts obligataires les 18 janvier et 10 février 2012 pour respectivement 450 M€ sur 30 ans et 200 M€ sur 20 ans.

# 37 PÉRIMÈTRE

## 37-1 Nombre de sociétés consolidées

Le nombre de sociétés consolidées par le groupe SNCF se détaille comme suit :

| | 31/12/2011 | 31/12/2010 | Variation |
|---|---|---|---|
| Sociétés intégrées globalement | 820 | 841 | -21 |
| Sociétés intégrées proportionnellement | 46 | 72 | -26 |
| Sociétés mises en équivalence | 57 | 24 | 33 |
| **Périmètre total** | **923** | **937** | **-14** |

## 37-2 Périmètre détaillé

Méthodes de consolidation :

IG : Intégration globale

IP : Intégration proportionnelle

ME : Mise en équivalence

NC : Non consolidée

F : Société absorbée par une autre société du Groupe

Pourcentage d'intérêt : part détenue dans le capital par l'entreprise consolidante dans l'entreprise consolidée directement ou indirectement.

Pourcentage de contrôle : pourcentage de droit de vote dont dispose l'entreprise consolidante dans l'entreprise consolidée directement ou indirectement.

| Société | Pays | M | PC Année N | PI Année N | PC Année N-1 | PI Année N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **SOCIÉTÉ MÈRE** | | | | | | |
| SNCF | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| **SNCF VOYAGES** | | | | | | |
| ALLEO | ALLEMAGNE | IP | 50,00 | 50,00 | 50,00 | 50,00 |
| Artesia | FRANCE | IP | 50,00 | 50,00 | 50,00 | 50,00 |
| Avancial | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Brit Cities Limited | GRANDE-BRETAGNE | NC | - | - | 100,00 | 100,00 |
| CRM Services | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Elipsos | ESPAGNE | IP | 50,00 | 50,00 | 50,00 | 50,00 |
| Eurostar Express Limited | GRANDE-BRETAGNE | IP | 55,00 | 55,00 | 55,00 | 55,00 |
| Eurostar Group | GRANDE-BRETAGNE | IP | 55,00 | 55,00 | 100,00 | 55,00 |
| Eurostar International Ltd | GRANDE-BRETAGNE | IP | 55,00 | 55,00 | 55,00 | 55,00 |
| Eurostar International S.A. | FRANCE | IP | 55,00 | 55,00 | 55,00 | 55,00 |
| Eurostar International SPRL | BELGIQUE | IP | 55,00 | 55,00 | 55,00 | 55,00 |
| Expretio | CANADA | IP | 35,00 | 35,00 | - | 0 |
| Findworks Technologies | FRANCE | IG | 83,98 | 83,98 | 83,71 | 83,71 |
| Findworks Technologies Hungary | HONGRIE | IG | 96,00 | 80,62 | 80,34 | 80,34 |
| French Rail Inc | ÉTATS-UNIS | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| French Railways Ltd (FRL) | GRANDE-BRETAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| French Travel Service | GRANDE-BRETAGNE | NC | - | - | 100,00 | 100,00 |
| IDTGV | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Intercapital Regional Rail Ltd | GRANDE-BRETAGNE | ME | 35,00 | 35,00 | 35,00 | 35,00 |
| L'Agence Voyages-sncf.com | FRANCE | IG | 50,10 | 50,10 | 50,10 | 50,10 |
| Lyria | FRANCE | IP | 74,00 | 74,00 | 74,00 | 74,00 |
| NTV | ITALIE | ME | 20,00 | 20,00 | 20,00 | 20,00 |
| Rail Distribution Systems | FRANCE | IG | 88,00 | 88,00 | - | 0 |
| Rail Europe Bénélux | BELGIQUE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Rail Europe Deutschland | ALLEMAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Rail Europe Espana | ESPAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Rail Europe Group Limited | GRANDE-BRETAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Rail Europe Inc | ÉTATS-UNIS | IG | 88,00 | 88,00 | 88,00 | 88,00 |
| Rail Europe Italia | ITALIE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Rail Europe Limited | GRANDE-BRETAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Rail Europe Suisse | SUISSE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Rail Holding AG | AUTRICHE | IP | 26,00 | 26,00 | - | 0 |

| Société | Pays | M | PC Année N | PI Année N | PC Année N-1 | PI Année N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| RailSolutions SAS | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| RailLink bv | PAYS-BAS | ME | 25,00 | 25,00 | 25,00 | 25,00 |
| Railteam bv | PAYS-BAS | ME | 25,00 | 25,00 | 25,00 | 25,00 |
| RE 4A | FRANCE | IP | 50,00 | 50,00 | 50,00 | 50,00 |
| RENFE-SNCF | ESPAGNE | IP | 50,00 | 50,00 | - | - |
| Speed | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | - | - |
| SVD SAS | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SVI srl | ITALIE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Thalys International | BELGIQUE | IP | 62,00 | 62,00 | 62,00 | 62,00 |
| Transmanche Night Travel Ltd (TNTL) | GRANDE-BRETAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| VFE e-commerce | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Voyages-SNCF.com | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| VSC Technologies | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| WBCP Development Gmbh | AUTRICHE | IP | 26,00 | 26,00 | - | 0 |
| Westbahn Management Gmbh | AUTRICHE | IP | 26,00 | 26,00 | - | 0 |
| Westeam Gmbh | AUTRICHE | IP | 26,00 | 26,00 | - | 0 |
| **SNCF PROXIMITÉS** | | | | | | |
| Aerobag | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 31,96 | 56,53 |
| Aerolignes | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Aerolis | FRANCE | IG | 50,10 | 28,32 | 28,32 | 28,32 |
| Aéroport Angers Marce | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Aéroport de Troyes Barberey | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Aerosat | FRANCE | IG | 85,00 | 48,05 | 48,05 | 48,05 |
| Airelle | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| ALPHAMECA | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Athis Cars | FRANCE | IG | 99,45 | 56,22 | 56,22 | 56,22 |
| Autobus de Genval | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Autobus Dony | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Autobus Dujardin | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Autobus Lienard | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Autobussen Monserez-Verhenne | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Autocars Charriere Fils | FRANCE | IG | 99,50 | 56,25 | 56,25 | 56,25 |
| Autocars Delion SAS | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Autocars Jean Vandermeersch | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Autocars Planche | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Autocars Valenciennois | FRANCE | IG | 96,00 | 54,27 | 54,27 | 54,27 |
| Belbus | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Brussels City Tours | BELGIQUE | NC | - | - | 28,27 | 28,27 |
| Bus Immo | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| C.T.C.O.P. | FRANCE | IP | 50,00 | 28,27 | 28,27 | 28,27 |
| Caennaise de Services | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |

| Société | Pays | M | PC Année N | PI Année N | PC Année N-1 | PI Année N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Canal TP | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Cardona-Deltenre | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Cariane Internationale Développement | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Cariane Littoral | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Cariane Multimodal International | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Cars de Bordeaux | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Cars Planche | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Cie Tpts Méditerranéens | FRANCE | IG | 99,50 | 56,25 | 56,25 | 56,25 |
| CINTRA | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| CINTRAL | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| City Liner | BELGIQUE | NC | - | - | 56,30 | 56,30 |
| City Trafik | DANEMARK | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Citypendeln | SUÈDE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Compagnie du Blanc Argent | FRANCE | IG | 99,41 | 56,20 | 56,20 | 56,20 |
| CSG Commuter Security | SUÈDE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Delion Tourisme | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Devillairs | FRANCE | IG | 99,92 | 56,48 | 56,48 | 56,48 |
| Drop & go EURL | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Easybus | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Effia ( holding) | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Effia Concessions | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Effia Stationnement et Mobilité | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| EFFIA Stationnement Grenoble | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Effia stationnement Lille | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | - | - |
| Effia stationnement Lyon | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | - | - |
| EFFIA Synergies | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Effia Transport | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Eltebe | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Entreprise Charles Caron | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Etablissement Via Autoroute | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Etasse Voyages | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Eurobahn Verkers Services Gmbh | ALLEMAGNE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Eurobus Holding | BELGIQUE | IG | 90,02 | 56,53 | 50,89 | 56,53 |
| Eurobussing Airport | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Eurobussing Brussels | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Eurobussing Vlaanderen | BELGIQUE | NC | - | - | 56,53 | 56,53 |
| Eurobussing Wallonie | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| First/Keolis Holdings Limited | GRANDE-BRETAGNE | IP | 25,44 | 25,44 | 25,44 | 25,44 |
| First/Keolis Transpennine | GRANDE-BRETAGNE | IP | 25,44 | 25,44 | 25,44 | 25,44 |
| First/Keolis Transpennine Holding Ltd | GRANDE-BRETAGNE | IP | 25,44 | 25,44 | 25,44 | 25,44 |
| Fjord1 Partner AS | NORVÈGE | IG | 51,00 | 28,83 | 28,83 | 28,83 |

| Société | Pays | M | PC Année N | PI Année N | PC Année N-1 | PI Année N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Flanders Bus | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Flanders Coach Group | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Garage du Perron | BELGIQUE | IG | 99,73 | 56,38 | 56,38 | 56,38 |
| Garrel et Navarre | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Gep Vidal | FRANCE | IG | 99,98 | 56,52 | 56,52 | 56,52 |
| Gie Orset | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Gino Tours | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Govia | GRANDE-BRETAGNE | IP | 35,00 | 19,79 | 19,79 | 19,79 |
| Groupe Keolis SAS | FRANCE | IG | 56,53 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Groupe Orleans Express | CANADA | IG | 75,00 | 42,40 | 42,40 | 42,40 |
| Heyerick | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Institut Keolis | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Interhone | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Intrabus Orly | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Itiremia | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Jobard et Cie | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Joye | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | - | 0 |
| KDR Gold Coast PTY LTD | AUSTRALIE | IG | 51,00 | 28,83 | - | 0 |
| KDR Victoria Pty Ltd | AUSTRALIE | IG | 51,00 | 28,83 | 28,83 | 28,83 |
| Keolis | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Abbeville | FRANCE | IG | 99,02 | 55,98 | 55,98 | 55,98 |
| Keolis Agen | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Aix Les Bains | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Alençon | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis America Inc. | ÉTATS-UNIS | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Angers | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Arles | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Armor | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Arras | FRANCE | IG | 99,40 | 56,19 | 56,19 | 56,19 |
| Keolis Artois | FRANCE | IG | 99,99 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Atlantique | FRANCE | IG | 99,99 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Auch | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Aude | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Australie Pty | AUSTRALIE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Bassin de Thau | FRANCE | IG | 100,00 | 56,42 | 56,42 | 56,42 |
| Keolis Besançon | FRANCE | IG | 99,96 | 56,51 | 56,51 | 56,51 |
| Keolis Blois | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Bordeaux | FRANCE | IG | 99,98 | 56,52 | 56,52 | 56,52 |
| Keolis Boulogne sur Mer | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Bourgogne | FRANCE | IG | 99,00 | 55,96 | 55,96 | 55,96 |
| Keolis Brest | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Caen | FRANCE | IG | 98,80 | 55,85 | 55,85 | 55,85 |

| Société | Pays | M | PC Année N | PI Année N | PC Année N-1 | PI Année N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Keolis Cahors | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Calvados | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Camargue | FRANCE | IG | 99,97 | 56,51 | 56,51 | 56,51 |
| Keolis Canada Inc | CANADA | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Centre | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Chalons-en-Champagne | FRANCE | IG | 97,20 | 54,95 | 54,95 | 54,95 |
| Keolis Charente Maritime | FRANCE | IG | 95,14 | 53,78 | 53,78 | 53,78 |
| Keolis Château Thierry | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Chateauroux | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Châtellerault | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Chaumont | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Cherbourg | FRANCE | IG | 99,92 | 56,48 | 56,48 | 56,48 |
| Keolis Concarneau | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Conseil et Projets | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Deutschland Berlin | ALLEMAGNE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Deutschland COKG | ALLEMAGNE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Deutschland Verwaltung | ALLEMAGNE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Dijon | FRANCE | IG | 99,17 | 56,06 | 56,06 | 56,06 |
| Keolis Drôme | FRANCE | IG | 99,93 | 56,49 | 56,49 | 56,49 |
| Keolis Drouais | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Emeraude | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis en Cévennes | FRANCE | IG | 95,10 | 53,76 | 53,76 | 53,76 |
| Keolis Epinal | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | - | - |
| Keolis Espagne | ESPAGNE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Eure | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Eure et Loir | FRANCE | IG | 99,78 | 56,40 | 56,40 | 56,40 |
| Keolis Garonne | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Gascogne | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Gironde (ex SNCOA) | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Givors | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Grand Tarbes | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Ille et Vilaine | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | - | 0 |
| Keolis La Roche sur Yon | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Languedoc | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Laval | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Littoral | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Lorient | FRANCE | IG | 99,93 | 56,49 | 56,49 | 56,49 |
| Keolis Lyon | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Manche | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Maritime | FRANCE | IG | 99,00 | 55,96 | 55,96 | 55,96 |
| Keolis Maritime Brest | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Marmande | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Mobilité Hauts de Seine | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |

| Société | Pays | M | PC Année N | PI Année N | PC Année N-1 | PI Année N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Keolis Mobilité Roissy | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Montargis | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Montélimar | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Montluçon | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Morlaix | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Narbonne | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Nederland Holding | PAYS-BAS | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Nevers | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Nordic | SUÈDE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Obernai | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Oise | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Orléans | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | - | 0 |
| KEOLIS PAYS D'AIX | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | - | 0 |
| Keolis Pays de Montbéliard | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Pays des Volcans | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Pays Nancéien | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Pays Normands | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| KEOLIS PMR RHONE | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Provence | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Pyrénées | FRANCE | IG | 95,16 | 53,79 | 53,79 | 53,79 |
| Keolis Quimper | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Rail Service America | ÉTATS-UNIS | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Rail Service Virginia | ÉTATS-UNIS | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Rennes | FRANCE | IG | 99,84 | 56,44 | 56,44 | 56,44 |
| Keolis Réseau Départemental Sud Oise | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Rouen Vallée de Seine | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | - | 0 |
| Keolis Saint Brieuc | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Saint Malo | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Saintes | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Seine Maritime | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Somme | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Sud Allier | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Sud Lorraine | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Sverige | SUÈDE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Touraine | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Tours | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Transit America | ÉTATS-UNIS | IG | 100,00 | 56,53 | - | 0 |
| Keolis Trois Frontières | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis UK | GRANDE-BRETAGNE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Urbest | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Val d' Oise | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Val de Maine | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |

| Société | Pays | M | PC Année N | PI Année N | PC Année N-1 | PI Année N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Keolis Val de Saone | FRANCE | IG | 100,00 | 56,02 | 56,53 | 56,02 |
| Keolis Vesoul | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Vichy | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Vlaanderen | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Voyages | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Keolis Yvelines | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| KTA | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| L.I.M. Collard-Lambert | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Le Cinacien | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | - | 0 |
| Les Autobus d'Arcachon | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Les bus Boiens | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Les Cars du Bassin de Thau | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Les cars Roannais | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Les Cars Tixier | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Les Courriers Catalans | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Les Courriers d' Ile de France | FRANCE | IG | 99,99 | 56,52 | 56,52 | 56,52 |
| Les Courriers Du Midi | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Les Transports Dunois | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Loisirs et Voyages | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| London Midland | GRANDE-BRETAGNE | IP | - | 19,79 | 19,79 | 19,79 |
| London&South Eastern Railway - LSER | GRANDE-BRETAGNE | IP | - | 19,79 | 19,79 | 19,79 |
| Lussiez Tourisme | FRANCE | IG | 99,00 | 53,73 | 55,96 | 53,73 |
| Luxbus | LUXEMBOURG | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Millau Cars | FRANCE | IG | 99,87 | 56,45 | 56,45 | 56,45 |
| Monnet Tourisme | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Monts Jura Autocars | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| MTI Conseil | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| N.V. Autob. Bronckaers Hamont | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| N.V. Autobusbedrijf Bronckaers | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| N.V. Autobussen De Reyes | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Netlog | ALLEMAGNE | ME | 33,00 | 18,65 | 18,65 | 18,65 |
| New Southern Railway | GRANDE-BRETAGNE | IP | - | 19,79 | 19,79 | 19,79 |
| Nottingham Trams Ltd | GRANDE-BRETAGNE | IG | 80,00 | 45,22 | - | 0 |
| NV Aotocars De Boeck | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| NV De Boeck Invest | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Orgebus | FRANCE | IP | 28,27 | 28,11 | 28,27 | 28,11 |
| Pacific Car | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Passerelle CDG | FRANCE | ME | 34,00 | 19,22 | 19,22 | 19,22 |
| Prioris | FRANCE | IG | 66,00 | 37,31 | 37,31 | 37,31 |
| Prometro | PORTUGAL | ME | 20,00 | 11,31 | 11,31 | 11,31 |

| Société | Pays | M | PC Année N | PI Année N | PC Année N-1 | PI Année N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Quiberon Stationnement | FRANCE | NC | - | - | 29,40 | 29,40 |
| Ramoudt Tours | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Reniers & C° | BELGIQUE | IG | 50,03 | 28,28 | 28,28 | 28,28 |
| Réseau en Vosges | FRANCE | IG | 70,00 | 39,57 | 39,57 | 39,57 |
| RITMx SAS | FRANCE | IG | 100,00 | 97,85 | 100,00 | 97,85 |
| S.A.D.A.R. | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| S.N.T. Comett | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| S.T.2.L. Westell | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| S.T.A. Chauny | FRANCE | IP | 50,00 | 28,26 | 28,27 | 28,27 |
| S.T.E.F.I.M. | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| S.T.U. Valentinois | FRANCE | IG | 100,00 | 56,49 | 56,53 | 56,48 |
| SA ABC Cars | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| SA Sap Drogoul | FRANCE | IG | 99,17 | 56,06 | 56,06 | 56,06 |
| SAP Cariane Provence | FRANCE | IG | 99,87 | 56,46 | 56,46 | 56,46 |
| Satracom | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| SCAC | FRANCE | IG | 99,98 | 56,52 | 56,52 | 56,52 |
| SCAC Bagnis | FRANCE | IG | 51,00 | 28,82 | 28,83 | 28,82 |
| SCE A14 | FRANCE | IG | 50,96 | 28,81 | 28,81 | 28,81 |
| Scodec | FRANCE | ME | 35,00 | 19,79 | 19,78 | 19,78 |
| SEA Albert-Picardie | FRANCE | IG | 50,94 | 28,80 | 28,80 | 28,80 |
| Setver | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| SFD | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| SLIVIA INC | CANADA | IP | 40,00 | 22,61 | 22,61 | 22,61 |
| Société de Promotion et d'Exploitation de Parkings | FRANCE | IP | 49,97 | 28,25 | 28,25 | 28,25 |
| Société d'exploitation de l'aéroport d'Epinal Mirecourt | FRANCE | IG | 51,00 | 28,83 | 28,83 | 28,83 |
| Société d'Exploitation de l'Aéroport Dole Jura | FRANCE | IG | 51,00 | 28,83 | 28,83 | 28,83 |
| Société d'exploitation des Cars Coudert | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Société du Parc Lyon-Diderot | FRANCE | IP | 50,00 | 28,27 | 28,27 | 28,27 |
| Sodetrav | FRANCE | IG | 95,07 | 53,74 | 53,74 | 53,74 |
| SOFITRA | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| SOMAP | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Sophibus | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Southern Railway Ltd | GRANDE-BRETAGNE | IP | - | 19,79 | 19,79 | 19,79 |
| SPRL Taxis Melkior | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| SPRL Truck Bus Repair | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| SPRL Voyages F. Lenoir | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| STA | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| STA Creilloise | FRANCE | IG | 99,70 | 56,36 | 56,36 | 56,36 |
| STCAR | FRANCE | IG | 100,00 | 56,06 | 56,53 | 56,06 |
| Sté des tpts urbains d'Oyonnax | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Sté Rennaise Tpts et Services | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |

| Société | Pays | M | PC Année N | PI Année N | PC Année N-1 | PI Année N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Sté Tpts Agglom. Chartraine | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Sté Tpts Commun Nimois | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Sté Tpts Robert | FRANCE | IG | 99,84 | 56,44 | 56,44 | 56,44 |
| Sté Transports Services Aéroportuaires | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Strasb. d'Enlèv. et de Gard. | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| SVTU | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Syntus | PAYS-BAS | IP | 28,27 | 28,26 | 28,27 | 28,27 |
| T.C.M. Cars | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| T.I.C.E. | FRANCE | ME | - | 10,58 | 10,60 | 10,60 |
| TDM | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Thameslink | GRANDE-BRETAGNE | IP | - | 19,79 | 19,79 | 19,79 |
| Tourisme garage vermot | FRANCE | IG | 100,00 | 56,51 | 56,51 | 56,50 |
| TPN Voyages | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| TPR | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Tpt de la Brière | FRANCE | IG | 60,00 | 33,92 | 33,92 | 33,92 |
| Tpts Commun Metropole Lilloise | FRANCE | IG | 99,99 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Tpts Evrard | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Train Bleu St Marcellin | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Trans Pistes | FRANCE | IP | 40,00 | 22,61 | 22,61 | 22,61 |
| Trans Val de Lys | FRANCE | IG | 99,99 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Transetude | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Transévry | FRANCE | IP | 39,43 | 22,29 | 22,29 | 22,29 |
| Transferis | FRANCE | IP | 50,00 | 50,00 | - | - |
| Transports de l'agglomération de Metz Métropole | FRANCE | ME | 40,00 | 22,61 | - | - |
| Transports Penning | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Transports Urbains de Reims | FRANCE | IG | 98,49 | 55,67 | 55,67 | 55,67 |
| Transroissy | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Transthermal | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Transtub | FRANCE | IG | 100,00 | 56,46 | 56,46 | 56,46 |
| Var Tour | FRANCE | IG | 99,45 | 53,45 | 56,22 | 53,45 |
| Via Autoroute | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Voyages Autocars Services | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Voyages Buchet | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Voyages Chargelègue | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Voyages Dourlens | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Voyages MONNET | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Voyages Nicolay | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| VS Voyages | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| VTS Roissy | FRANCE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| West Belgium Coach Company | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | 56,53 | 56,53 |
| Westhoek | BELGIQUE | IG | 100,00 | 56,53 | - | 0 |

| Société | Pays | M | PC Année N | PI Année N | PC Année N-1 | PI Année N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **SNCF INFRA** | | | | | | |
| Canarail consultant | CANADA | ME | 38,00 | 38,00 | 39,86 | 28,49 |
| Citilabs Inc | ÉTATS-UNIS | ME | 40,69 | 40,69 | 50,00 | 34,82 |
| Citilabs Ltd | GRANDE-BRETAGNE | NC | - | - | 50,00 | 34,82 |
| Consulcio Consultor Systra/Cade Idepe/Geoconsult | CHILI | ME | 16,77 | 16,77 | 20,00 | 14,35 |
| Financière Systra | FRANCE | ME | 20,96 | 20,96 | 50,00 | 50,00 |
| Foncière du Coq | FRANCE | ME | 41,92 | 41,92 | 50,00 | 35,87 |
| INEXIA | FRANCE | ME | 41,92 | 41,92 | 100,00 | 100,00 |
| INEXIA - AFACOR | FRANCE | ME | 41,92 | 41,92 | 100,00 | 100,00 |
| Menighetti | FRANCE | ME | 41,92 | 41,92 | 100,00 | 100,00 |
| Mexistra | MEXIQUE | NC | - | - | 50,00 | 35,87 |
| MVA Asia | HONG KONG | ME | 41,92 | 41,92 | 50,00 | 35,87 |
| MVA Beijing | CHINE | ME | 20,96 | 20,96 | 25,00 | 17,93 |
| MVA Consulting Group | GRANDE-BRETAGNE | ME | 41,92 | 41,92 | 50,00 | 35,87 |
| MVA Hong Kong Limited | HONG KONG | ME | 41,92 | 41,92 | 50,00 | 35,87 |
| MVA limited | GRANDE-BRETAGNE | ME | 41,92 | 41,92 | 50,00 | 35,87 |
| MVA Shenzen | CHINE | ME | 41,92 | 41,92 | 50,00 | 35,87 |
| MVA Singapour | SINGAPOUR | ME | 41,92 | 41,92 | 50,00 | 35,87 |
| MVA Thaïlande | THAÏLANDE | ME | 41,91 | 41,91 | 49,99 | 35,86 |
| RWPM Saudi Arabia | ARABIE SAOUDITE | ME | 18,24 | 17,29 | 21,75 | 13,85 |
| SEP SGST | FRANCE | ME | 20,96 | 10,27 | - | - |
| SNCF Consulting | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SNSR-PMA JV Saudi Arabia | ARABIE SAOUDITE | ME | 18,24 | 17,29 | 21,75 | 13,85 |
| SOGET | ÉTATS-UNIS | ME | 41,92 | 41,92 | 50,00 | 35,87 |
| SOTEC Ingéniérie | FRANCE | ME | 41,92 | 41,92 | 32,50 | 23,31 |
| Systra (Shangai) Consulting Co Ltd | CHINE | ME | 41,92 | 41,92 | 50,00 | 35,87 |
| Systra Algérie | ALGÉRIE | ME | 41,78 | 41,78 | 50,00 | 35,75 |
| Systra Asia Pacific Ltd | HONG KONG | ME | 37,73 | 37,73 | 45,00 | 32,28 |
| Systra Consulting | ÉTATS-UNIS | ME | 41,92 | 41,92 | 50,00 | 35,87 |
| Systra Inc | ÉTATS-UNIS | ME | 41,92 | 41,92 | 50,00 | 35,87 |
| Systra India | INDE | ME | 41,92 | 41,92 | 50,00 | 35,87 |
| Systra Ingeneria SL | ESPAGNE | NC | - | - | 47,50 | 34,07 |
| Systra Ltd | GRANDE-BRETAGNE | ME | 41,92 | 41,92 | 50,00 | 35,87 |
| Systra Maroc | MAROC | ME | 41,84 | 41,84 | 49,90 | 35,79 |
| Systra Mobility | ÉTATS-UNIS | NC | - | - | 50,00 | 35,87 |
| Systra Philippines | PHILIPPINES | ME | 27,64 | 27,64 | 32,97 | 23,65 |
| Systra SA | FRANCE | ME | 41,92 | 41,92 | 50,00 | 35,87 |

| Société | Pays | M | PC Année N | PI Année N | PC Année N-1 | PI Année N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Systra Sotecni SpA | ITALIE | ME | 41,92 | 41,92 | 50,00 | 35,87 |
| Systra Vénézuéla | VÉNÉZUÉLA | NC | - | - | 50,00 | 35,87 |
| SYSTRACADE | CHILI | ME | 20,96 | 20,96 | 25,00 | 17,93 |
| Xelis | FRANCE | ME | 41,92 | 41,92 | - | - |
| **SNCF GEODIS** | | | | | | |
| A.A.T. | FRANCE | IG | 100,00 | 96,04 | 100,00 | 96,04 |
| AFA | ITALIE | IP | 50,00 | 50,00 | 50,00 | 50,00 |
| Agrofreight | AUTRICHE | ME | 25,00 | 25,00 | 25,00 | 25,00 |
| Aisne Express | FRANCE | F | - | - | 100,00 | 99,76 |
| Akidis | FRANCE | IP | 50,01 | 48,03 | 50,01 | 48,03 |
| AKIEM | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| ALLHAND Allgemeine Warenhendelsges, mbH | ALLEMAGNE | NC | - | - | 100,00 | 100,00 |
| Alpes Maritimes Express | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Arca | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Artois Express | FRANCE | IG | 49,90 | 49,90 | 49,90 | 49,90 |
| Ateliers d'Orval | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Autoroute Ferroviaire Services | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | - | 0 |
| Autotrasporti Ribi S.p.A. | ITALIE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Aveyron Express | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Avirail | FRANCE | IP | 50,00 | 50,00 | 50,00 | 50,00 |
| Barbour European Ltd | GRANDE-BRETAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Batrans | FRANCE | IG | 100,00 | 96,04 | 100,00 | 96,04 |
| BCB | ALLEMAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Blazy | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| BM Chimie (ex Innocenti) | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| BM Luxembourg | LUXEMBOURG | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| BM Services | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| BM Sidérurgie Lorraine (ex Giraud Lorraine) | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| BM Virolle | FRANCE | ME | 35,50 | 35,50 | 35,50 | 35,50 |
| Bouches du Rhône Express | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Bourgey Montreuil (Holding) | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Bourgey Montreuil Alsace | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Bourgey Montreuil Aquitaine (ex Telf Lamaysouette) | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Bourgey Montreuil Atlantique (ex Transport Huet) | FRANCE | IG | 99,97 | 99,97 | 99,97 | 99,97 |
| Bourgey Montreuil Auvergne | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Bourgey Montreuil Champagne Bourgogne | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Bourgey Montreuil Deutschland | ALLEMAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Bourgey Montreuil Equipement 1 | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Bourgey Montreuil Equipement 2 | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Bourgey Montreuil Equipement 3 | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |

| Société | Pays | M | PC Année N | PI Année N | PC Année N-1 | PI Année N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Bourgey Montreuil Francilienne | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Bourgey Montreuil Ile de France | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Bourgey Montreuil Italia | ITALIE | IG | 99,75 | 99,75 | 99,75 | 99,75 |
| Bourgey Montreuil Limousin (ex SMC) | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Bourgey Montreuil Lorraine (ex Sotrameuse) | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Bourgey Montreuil Multimodal | FRANCE | F | - | - | 100,00 | 100,00 |
| Bourgey Montreuil Nord (ex Transnord) | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Bourgey Montreuil Normandie | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Bourgey Montreuil Presse (ex Beugniet) | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Bourgey Montreuil Provence | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Bourgey Montreuil Rhône-Alpes (ex Foissin) | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Bourgey Montreuil Savoie (ex BM Route) | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| BSL S.P.A. | ITALIE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| C.A.A.T. | FRANCE | IG | 100,00 | 96,04 | 100,00 | 96,04 |
| CADEFER | ESPAGNE | ME | 20,00 | 20,00 | 20,00 | 20,00 |
| Calberson Alsace | FRANCE | IG | 100,00 | 99,99 | 100,00 | 100,00 |
| Calberson Ardennes | FRANCE | F | - | - | 100,00 | 99,76 |
| Calberson Armorique | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Calberson Auvergne | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Calberson Bretagne | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Calberson Croatia - 4PL | CROATIE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Calberson Eure et Loir | FRANCE | IG | 99,04 | 99,04 | 99,04 | 99,04 |
| Calberson Europe Ile-de-France | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Calberson Europe Nord | FRANCE | F | - | - | 100,00 | 100,00 |
| Calberson Europe Rhône-Alpes | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Calberson F.M. (ex Ferry Mougin) | FRANCE | F | - | - | 100,00 | 100,00 |
| Calberson GE | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Calberson Grèce | GRÈCE | IG | 52,00 | 52,00 | 52,00 | 52,00 |
| Calberson Hainaut | FRANCE | F | - | - | 100,00 | 100,00 |
| Calberson Ile de France | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Calberson International | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Calberson Location | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Calberson Loiret | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Calberson Lorraine | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Calberson Méditerranée | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Calberson Moselle | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Calberson Normandie | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Calberson Oise | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Calberson Paris | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Calberson Paris Europe | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Calberson Picardie | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Calberson Rhône Alpes | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Calberson Romania (devise RON) - 4PL | ROUMANIE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |

| Société | Pays | M | PC Année N | PI Année N | PC Année N-1 | PI Année N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Calberson Romania SA | ROUMANIE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Calberson Roussillon | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Calberson SAS | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Calberson Seine et Marne | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Calberson Seine-Saint-Denis | FRANCE | F | - | - | 100,00 | 100,00 |
| Calberson Sotrab | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Calberson Sud-Ouest | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Calberson Yvelines | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Calvados Express | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Cap Train Bénélux BV | PAYS-BAS | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Cap Train Deutschland | ALLEMAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Cap Train Italia | ITALIE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Cap Train Nederlands B.V. | PAYS-BAS | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Cap Train UK | GRANDE-BRETAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| CapTrain Romania | ROUMANIE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| CapTrain Belgium | BELGIQUE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Car & Commercial | GRANDE-BRETAGNE | IG | 100,00 | 96,04 | 100,00 | 96,04 |
| Car & Commercial deliveries | GRANDE-BRETAGNE | IG | 100,00 | 96,04 | 100,00 | 96,04 |
| Car & Commercial land | GRANDE-BRETAGNE | IG | 100,00 | 96,04 | 100,00 | 96,04 |
| Cargo Docks | ITALIE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Cargo Link AB | SUÈDE | IG | 93,89 | 93,89 | 93,89 | 93,89 |
| CFD Industrie | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| CferJ | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Chalenge International SA | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Challenge International Belgium | BELGIQUE | IG | 99,98 | 99,98 | 99,98 | 99,98 |
| Challenge International Méditerranée | FRANCE | F | - | - | 100,00 | 100,00 |
| Challenge Overseas Caraïbes | FRANCE | IG | 65,98 | 65,98 | 65,98 | 65,98 |
| Chaveneau Bernis Transport | FRANCE | IG | 99,98 | 72,40 | 99,98 | 72,40 |
| Chemfreight Gmbh | AUTRICHE | IP | 50,00 | 50,00 | 50,00 | 50,00 |
| Ciblex Belgique | BELGIQUE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Ciblex Financière | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Ciblex France | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Ciblex Pays-Bas | PAYS-BAS | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Cical | FRANCE | ME | 49,98 | 49,98 | 49,98 | 49,98 |
| Cical (Ermewa) | FRANCE | F | - | - | 49,98 | 49,98 |
| Cobatrans | FRANCE | IG | 96,00 | 92,20 | 96,00 | 92,20 |
| Cofital | FRANCE | IG | 100,00 | 96,04 | 100,00 | 96,04 |
| Cogewip | FRANCE | IG | 100,00 | 95,94 | 100,00 | 95,94 |
| Combined Logistics (Hong Kong) Limited | CHINE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Compagnie des Conteneurs Réservoirs | FRANCE | IG | 99,97 | 99,97 | 99,97 | 99,97 |

| Société | Pays | M | PC Année N | PI Année N | PC Année N-1 | PI Année N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Compagnie Modalohr Express Holding | FRANCE | IG | 50,98 | 50,98 | 50,98 | 50,98 |
| Coquelle Gourdin | FRANCE | IG | 98,37 | 98,37 | 98,37 | 98,32 |
| Creneau SA Non opérationnelle | FRANCE | NC | - | - | 100,00 | 100,00 |
| CTC | FRANCE | IG | 95,00 | 95,00 | 95,00 | 95,00 |
| DE | ALLEMAGNE | IG | 65,00 | 65,00 | 65,00 | 65,00 |
| Districhrono (Geodis) | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Drôme Express | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Dusolier Calberson | FRANCE | IG | 99,94 | 99,94 | 99,94 | 99,94 |
| Ecorail | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| ECT | ALLEMAGNE | IG | 100,00 | 71,07 | 100,00 | 71,07 |
| Egerland France | FRANCE | IG | 100,00 | 83,80 | 100,00 | 83,80 |
| Egerland Lease | ALLEMAGNE | IG | 100,00 | 19,20 | 100,00 | 19,20 |
| Egerland Sud | ALLEMAGNE | IG | 100,00 | 71,07 | 100,00 | 71,07 |
| Ermechem | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Ermefret Berlin | ALLEMAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Ermewa (Berlin) | ALLEMAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Ermewa (Genève) | SUISSE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Ermewa (Paris) | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Ermewa Ferroviaire (ex France Wagons) | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Ermewa Ferroviaire | FRANCE | F | - | - | 100,00 | 100,00 |
| Ermewa France | FRANCE | F | - | - | 100,00 | 100,00 |
| Ermewa Holding | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Ermewa Iberica | ESPAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Ermewa Intermodal | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Ermewa Interservices | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Ermewa investissements | FRANCE | IG | 51,05 | 51,05 | 51,01 | 51,01 |
| Ermewa Italia | ITALIE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Europe intermodal Holding | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | - | 0 |
| Eurotainer Asie | SINGAPOUR | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Eurotainer Australia | AUSTRALIE | IG | 100,00 | 100,00 | - | 0 |
| Eurotainer Brasil | BRÉSIL | IG | 100,00 | 100,00 | - | 0 |
| Eurotainer Inc | ÉTATS-UNIS | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Eurotainer SAS | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Eurotainer Shanghai | CHINE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| EVS | FRANCE | IG | 65,08 | 65,08 | 65,08 | 65,08 |
| Exceed AB | SUÈDE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Exceed Denmark A/S | DANEMARK | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Exceed Finland Oy | FINLANDE | F | - | - | 100,00 | 100,00 |
| Exceed Sweden AB | SUÈDE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Express Seine et Marne | FRANCE | F | - | - | 100,00 | 100,00 |
| Férifos | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Feron de Clebsattel | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 99,95 | 99,95 |
| Ferrus Immo | FRANCE | IG | 100,00 | 96,04 | 100,00 | 96,04 |

| Société | Pays | M | PC Année N | PI Année N | PC Année N-1 | PI Année N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Financière Ermewa | SUISSE | IG | 100,00 | 100,00 | 98,99 | 98,99 |
| Flandre Express | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Fondimare | FRANCE | F | - | - | 100,00 | 100,00 |
| Fortec Distribution Network Ltd | GRANDE-BRETAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| France Location Distribution | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| France Toupie Location | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Froidcombi | FRANCE | IG | 49,00 | 49,00 | 49,00 | 49,00 |
| FVE | ALLEMAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 98,00 | 98,00 |
| Gard Express | FRANCE | F | - | - | 100,00 | 100,00 |
| Gemafer | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Automotive | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Automotive Est | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Automotive Nord | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis BM Netherlands BV | PAYS-BAS | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis BM Réseau | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Brock | NOUVELLE CALÉDONIE | IG | 99,85 | 99,85 | 99,80 | 99,80 |
| Geodis Calberson Finland Oy | FINLANDE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Calberson Aquitaine | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Calberson Belgium | BELGIQUE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Calberson Bosphorus Lojistik A.S. | TURQUIE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Calberson Hungaria 4PL | HONGRIE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Calberson Hungaria Kft | HONGRIE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Calberson midi Pyrénées | FRANCE | F | - | - | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Calberson Paris Normandie | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Calberson Polska | POLOGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Calberson Polska SP zoo 4PL | POLOGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Calberson RUS | RUSSIE, FÉDÉRATION | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Calberson Russia 3PL | RUSSIE, FÉDÉRATION | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Calberson s.r.o. | RÉPUBLIQUE TCHÈQUE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Calberson s.r.o. 4PL | RÉPUBLIQUE TCHÈQUE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Calberson Slovensko 4PL | SLOVAQUIE (République slovaque) | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Calberson Slovensko s.r.o. | SLOVAQUIE (République slovaque) | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Division Messagerie Services | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Euromatic | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Freight Forwarding | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Gestion Immobilière | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |

| Société | Pays | M | PC Année N | PI Année N | PC Année N-1 | PI Année N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Geodis Global Lojistik Hizmeller | TURQUIE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Global Solution Ireland | IRLANDE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Global Solution Israël | ISRAËL | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Global Solutions Argentina | ARGENTINE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Global Solutions Argentina (Ecuador) | ÉQUATEUR | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Global Solutions Argentina (Uruguay) | URUGUAY | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Global Solutions Australia | AUSTRALIE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Global Solutions Austria | AUTRICHE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Global Solutions Belgium NV | BELGIQUE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Global Solutions Canada | CANADA | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Global Solutions Colombia | COLOMBIE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Global Solutions Germany | ALLEMAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Global Solutions Italy | ITALIE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Global Solutions Japan | JAPON | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Global Solutions Mexico | MEXIQUE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Global Solutions Philippines | PHILIPPINES | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Global Solutions Spain | ESPAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Global Solutions Switzerland | SUISSE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Global Solutions UK | GRANDE-BRETAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Global Solutions USA Inc | ÉTATS-UNIS | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Global Solutions Vénézuéla | VÉNÉZUÉLA | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Holding BV | PAYS-BAS | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Holding Italia | ITALIE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Holding Japan | JAPON | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Iberia Holding | ESPAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Ile-de-France Service | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Immobiliare Italia | ITALIE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis International | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Interservices | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Ireland Ltd | IRLANDE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Logistics | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Logistics Almere BV | PAYS-BAS | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Logistics Belgium NV | BELGIQUE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Logistics Beverage | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Logistics CAE | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Logistics Deutschland GmbH | ALLEMAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Logistics Europarts | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Logistics Ile-de-France | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Logistics Maroc | MAROC | IG | 99,99 | 99,99 | 99,99 | 99,99 |
| Geodis Logistics Méditerranée | FRANCE | F | - | - | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Logistics Netherlands BV | PAYS-BAS | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Logistics Nord | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |

| Société | Pays | M | PC Année N | PI Année N | PC Année N-1 | PI Année N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Geodis Logistics Nord Ouest | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Logistics Ouest | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Logistics Rhône-Alpes | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Logistics S.P.A. | ITALIE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Logistics Services | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Logistics Spain | ESPAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Logistics Sud | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Logistics Sud-Ouest | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Logistique Tunisie | TUNISIE | IG | 100,00 | 50,00 | 100,00 | 50,00 |
| Geodis Networks | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Networks 4PL | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Nova Logistics | BELGIQUE | IG | 60,00 | 60,00 | 60,00 | 60,00 |
| Geodis Oil and Gaz | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Overseas Hong Kong - 4PL | HONG KONG | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Overseas Hong-Kong Ltd | HONG KONG | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Overseas India | INDE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Overseas international Forwarding - 4PL | CHINE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Overseas International Freight Forwarding (Shenzhen) Co., Ltd | CHINE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Overseas Tunisie | TUNISIE | IP | 50,00 | 50,00 | 50,00 | 50,00 |
| Geodis OverseasIndia - 4PL | INDE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Projets | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Rakotrans s.r.o | RÉPUBLIQUE TCHÈQUE | IG | 52,00 | 52,00 | 52,00 | 52,00 |
| Geodis SA | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis SCO | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis solucoesGlobais de Logistica do Brasil | BRÉSIL | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Solutions | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Tanger Méditerranée | MAROC | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Trans Slovakia s.r.o | SLOVAQUIE (République slovaque) | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis UK Ltd Logistique contractuelle | GRANDE-BRETAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis UK Ltd Messagerie | GRANDE-BRETAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Argentina S.A. | ARGENTINE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Australia Holdings Pty Ltd | AUSTRALIE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Bangladesh Ltd | BANGLADESH | IG | 100,00 | 100,00 | 60,00 | 60,00 |
| Geodis Wilson Belgium N.V. | BELGIQUE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Canada Limited | CANADA | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Chile - 4PL | CHILI | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Chile Limitada | CHILI | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Chile S.A. | CHILI | IG | 99,86 | 99,86 | 99,86 | 99,86 |
| Geodis Wilson Denmark - 4PL | DANEMARK | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |

| Société | Pays | M | PC Année N | PI Année N | PC Année N-1 | PI Année N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Geodis Wilson Denmark A/S | DANEMARK | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Far East Ltd | CHINE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Finland - 4PL | FINLANDE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Finland Oy | FINLANDE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson France | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis wilson Freight Management - 4PL | MALAISIE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Freight Management Holdings AB | SUÈDE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Freight Management Sdn Bhd, Malaysia | MALAISIE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Germany GmbH & Co KG | ALLEMAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Holding AB | SUÈDE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Hong Kong Ltd. | CHINE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Indonesia - 4PL | INDONÉSIE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson International Gmbh | ALLEMAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Italia Spa | ITALIE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Korea - 4PL | CORÉE, RÉPUBLIQUE DE (Corée du Sud) | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Korea Ltd | CORÉE, RÉPUBLIQUE DE (Corée du Sud) | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Kuwait LLC | KOWEIT | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Logistics Shanghai Ltd | CHINE | IG | 100,00 | 100,00 | - | 0 |
| Geodis Wilson Malaysia SDN BHD | MALAISIE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Management B.V. | PAYS-BAS | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Maroc | MAROC | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Mexico S.A. de C.V. | MEXIQUE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Netherlands B.V. | PAYS-BAS | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Network SAS | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson New Zealand - 4PL | NOUVELLE-ZÉLANDE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Norway - 4PL | NORVÈGE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Norway AS | NORVÈGE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Overseas AB | SUÈDE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Peru - 4PL | PÉROU | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Peru S.A. | PÉROU | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Polynésie SA | POLYNÉSIE FRANÇAISE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Projects USA, Inc | ÉTATS-UNIS | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Pty Ltd Australia | AUSTRALIE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Qatar LLC | QATAR | IG | 97,00 | 97,00 | 70,00 | 70,00 |
| Geodis Wilson Réunion | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 89,96 | 89,96 |
| Geodis Wilson Shanghai - 4PL | CHINE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |

| Société | Pays | M | PC Année N | PI Année N | PC Année N-1 | PI Année N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Geodis Wilson Shanghai Ltd. | CHINE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Singapore - 4PL | SINGAPOUR | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Singapore Pte Ltd | SINGAPOUR | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson South Africa - 4PL | AFRIQUE DU SUD | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Spain, S.L.U. | ESPAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Sweden - 4PL | SUÈDE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Sweden AB | SUÈDE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Tai - 4PL | THAÏLANDE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Taiwan - 4PL | TAIWAN, PROVINCE CHINOISE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Taïwan Ltd | TAIWAN, PROVINCE CHINOISE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Thaï Ltd | THAÏLANDE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Thailand Ltd. | THAÏLANDE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson UAE L.L.C | ÉMIRATS ARABES UNIS | IG | 100,00 | 100,00 | 80,00 | 80,00 |
| Geodis Wilson UK Ltd | GRANDE-BRETAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson USA Inc. | ÉTATS-UNIS | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson Vietnam Ltd | VIETNAM | IG | 100,00 | 100,00 | 50,96 | 50,96 |
| Geodis Wilson Vietnam Ltd - 4PL | VIETNAM | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 50,96 |
| Geodis Wilson, South Africa (Pty.) Ltd. | AFRIQUE DU SUD | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson. Colombia Ltda | COLOMBIE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wilson. New Zealand Ltd | NOUVELLE-ZÉLANDE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Wison Transport Ltd, Thailand | THAÏLANDE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodis Züst Ambrosetti S.p.A. | ITALIE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geodisglob, Solucoes Globais de Logistica | PORTUGAL | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| GeodisGlobal Solutions Netherlands BV | PAYS-BAS | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geoparts | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Geowaste | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | - | - |
| GGS USA Inc | ÉTATS-UNIS | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| GIE BM Combi | FRANCE | NC | - | - | 100,00 | 99,95 |
| GIE France Express | FRANCE | IG | 76,29 | 74,50 | 76,29 | 74,50 |
| GIE Prisme | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Giraud CEE | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Giraud Europe du Nord et France | FRANCE | F | - | - | 100,00 | 100,00 |
| Giraud Iberica SA | ESPAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Giraud Intern.Speditionsgesellschft GMBH | ALLEMAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Giraud International France | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Giraud International Italia | ITALIE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |

| Société | Pays | M | PC Année N | PI Année N | PC Année N-1 | PI Année N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Giraud Luxembourg | LUXEMBOURG | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Giraud Nord | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Giraud Ouest | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Giraud Portugal | PORTUGAL | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Giraud Région Parisienne | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Giraud Rhône-Alpes | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Giraud SRL | ROUMANIE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Gironde Express | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| GOGLS Algeria Sarl | ALGÉRIE | IG | 99,99 | 99,99 | 99,80 | 99,80 |
| Grimaldi ACL France | FRANCE | IP | 40,00 | 40,00 | 40,00 | 39,98 |
| Groupe Ermewa | SUISSE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Groupe MOVIS | FRANCE | ME | 40,00 | 40,00 | 40,00 | 40,00 |
| GW Freight Management Brazil | BRÉSIL | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| H F | FRANCE | IP | 50,00 | 50,00 | 50,00 | 49,98 |
| Hansebahn Bremen | ALLEMAGNE | IG | 51,00 | 51,00 | 51,00 | 51,00 |
| Haute Provence Express | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Helf | ALLEMAGNE | IG | 100,00 | 94,78 | 100,00 | 94,78 |
| Helu Trans Malaysia | MALAISIE | NC | - | - | 100,00 | 100,00 |
| Hérault Express | FRANCE | F | - | - | 100,00 | 100,00 |
| Holding Siderurgie | FRANCE | F | - | - | 100,00 | 100,00 |
| HTB | ALLEMAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| IGB | ALLEMAGNE | IG | 50,21 | 50,21 | 50,21 | 50,21 |
| Ile de France Ouest Transports | FRANCE | F | - | - | 100,00 | 100,00 |
| Immobilière Geodis I | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Immobilière Geodis II Logistics | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Immolog Paris Ouest | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Instit. de Form. Eur. Multimodal | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| ITL Cargo Gmbh | ALLEMAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| ITL Eisenbahngesellschaft mbH | ALLEMAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| ITL Polska | POLOGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| ITL Prag | RÉPUBLIQUE TCHÈQUE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| ITNOVEM | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Joud Libya | LIBYE | IG | 51,00 | 51,00 | 51,00 | 51,00 |
| JWE | RÉPUBLIQUE TCHÈQUE | NC | - | - | 50,00 | 35,53 |
| Le Bois Chaland (liquidée en 2011) | FRANCE | NC | - | - | 100,00 | 100,00 |
| Les Rouleurs du Cambresis | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Lexser France | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Lexser Luxembourg | LUXEMBOURG | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Lexsis | LUXEMBOURG | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Logifer | FRANCE | ME | 50,00 | 50,00 | 50,00 | 50,00 |
| Logistica | FRANCE | IP | 50,00 | 50,00 | 50,00 | 50,00 |

| Société | Pays | M | PC Année N | PI Année N | PC Année N-1 | PI Année N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| LORRY Rail | LUXEMBOURG | IG | 58,34 | 58,34 | - | - |
| MAW | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| MAY | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Messagerie Parisienne du Livre | FRANCE | NC | - | - | 100,00 | 100,00 |
| MG Transports | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| MGL | FRANCE | IG | 99,91 | 99,91 | 99,91 | 99,91 |
| MOSTVA | POLOGNE | ME | 50,00 | 48,02 | 50,00 | 48,02 |
| MTM | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | - | 0 |
| Naviland Cargo | FRANCE | IG | 99,98 | 99,98 | 99,98 | 99,98 |
| NEB | ALLEMAGNE | IG | 66,92 | 33,60 | 66,92 | 33,60 |
| Norferrus | FRANCE | IG | 100,00 | 96,04 | 100,00 | 96,04 |
| Normanche | FRANCE | IG | 100,00 | 96,04 | 100,00 | 96,04 |
| Normandie Rail Services | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | - | - |
| Novatrans | FRANCE | IG | 96,68 | 96,68 | 96,39 | 96,39 |
| Noyon | FRANCE | ME | 35,59 | 35,59 | 35,59 | 35,59 |
| One Source Logistics LLC | ÉTATS-UNIS | IG | 100,00 | 100,00 | - | - |
| OOO Geodis Rus (Log) | RUSSIE, FÉDÉRATION | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Ortrans | FRANCE | IG | 100,00 | 96,04 | 100,00 | 96,04 |
| P.L.C. | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Pan European Transport UK Logistics | GRANDE-BRETAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Pargesco | SUISSE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Paris 8 | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Pelsolutions SA. | CHILI | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Pharmalog | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | - | - |
| Polar Air & SeaCargo Oy | FINLANDE | NC | - | - | 100,00 | 100,00 |
| Provence Express | FRANCE | F | - | - | 100,00 | 100,00 |
| PT Geodis Wilson Indonesia | INDONÉSIE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| R4C-D | ALLEMAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| RBB | ALLEMAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Recontec | ALLEMAGNE | IG | 100,00 | 71,07 | 100,00 | 71,07 |
| Rhône Dauphiné Express | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Rhône Ferrus | FRANCE | IG | 100,00 | 96,04 | 100,00 | 96,04 |
| Rohde & Liesenfeld Canada Inc. | CANADA | ME | 50,00 | 50,00 | 50,00 | 50,00 |
| Rohde & Liesenfeld International GmbH & Co. KG | ALLEMAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Rohde & Liesenfeld Project GMBH (India) | INDE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Rohde & Liesenfeld Projects (China) Ltd. | CHINE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Rohde & Liesenfeld Projects GmbH | ALLEMAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Rohde & Liesenfeld Pty. Ltd. Australia | AUSTRALIE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Rohde & Liesenfeld Verwaltungsges. mbH | ALLEMAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Rohde & Liesenteld Ltd.New Zealand | NOUVELLE-ZÉLANDE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Rouch Intermodal (Geodis) | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |

| Société | Pays | M | PC Année N | PI Année N | PC Année N-1 | PI Année N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| S.G.W. | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| S.M.T.R. Calberson | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| S.N.T.C. | FRANCE | IG | 100,00 | 96,04 | 100,00 | 96,04 |
| SARI | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 99,97 | 99,97 |
| SCI BM Chelles | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SCI BM Le Fontanil | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SCI BM Mery | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SCI BM Salaise | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SCI Borny | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SCI Ceretif | FRANCE | IG | 100,00 | 95,00 | 100,00 | 95,00 |
| SCI Charval | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SCI Danjoutin | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SCI de la Brèche | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SCI de la Poudriere | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SCI de Vaux | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SCI du Rouvray | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SCI Etupes | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SCI FGH | FRANCE | IG | 75,00 | 63,00 | 75,00 | 62,97 |
| SCI Horizons | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SCI JCC | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SCI Le Polygone | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SCI Le Revard (liquidée en 2010) | FRANCE | NC | - | - | 66,70 | 66,70 |
| SCI Ouest | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SCI Région Alsace | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SCI Région Bretagne | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SCI Région Champagne Ardennes | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SCI Région Ile-de-France | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SCI Région Normandie | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SCI Région Sud-Est | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SCI Région Sud-Ouest | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SCI Royneau Le Coudray | FRANCE | IG | 100,00 | 99,05 | 100,00 | 99,05 |
| SCI Voujeaucourt | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SD Calberson | FRANCE | IG | 99,98 | 99,98 | 99,98 | 99,98 |
| Sealogis | FRANCE | F | - | - | 100,00 | 100,00 |
| SEGI | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Seine Express | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Sénart Affrètement | FRANCE | IG | 65,00 | 65,00 | 65,00 | 65,00 |
| SEP Transpul | FRANCE | IG | 100,00 | 41,50 | 100,00 | 41,50 |
| Setcargo | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Setrada | FRANCE | IG | 100,00 | 96,04 | 100,00 | 96,04 |
| Setram | ESPAGNE | ME | 25,00 | 24,01 | 25,00 | 24,01 |
| SFC/Agence de gestion de services maritimes | FRANCE | F | - | - | 100,00 | 99,95 |
| Shanghaï E&T Calberson Overseas | CHINE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |

| Société | Pays | M | PC Année N | PI Année N | PC Année N-1 | PI Année N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| SIBELIT | LUXEMBOURG | ME | 42,50 | 42,50 | 42,50 | 42,50 |
| Smethwick Properties Management Ltd | GRANDE-BRETAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SNC Bercy | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SNCF Fret Deutschland Gmbh | ALLEMAGNE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SNCF Geodis Services | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SNTN Calberson | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Sogewag | FRANCE | IG | 100,00 | 96,07 | 100,00 | 96,07 |
| Somap | FRANCE | IG | 81,75 | 81,75 | 81,75 | 81,71 |
| Somedat | FRANCE | IG | 100,00 | 96,04 | 100,00 | 96,04 |
| Soptrans | FRANCE | IG | 100,00 | 96,04 | 100,00 | 96,04 |
| Sopyrim | FRANCE | IG | 100,00 | 96,04 | 100,00 | 96,04 |
| Sotraf | FRANCE | IG | 100,00 | 96,04 | 100,00 | 96,04 |
| Speditionsservice Oy (dormant) | FINLANDE | NC | - | - | 100,00 | 100,00 |
| Sté de Gestion du Terminal d'AITON | FRANCE | IG | 65,00 | 33,14 | 65,00 | 33,14 |
| Sté Propriétaire Wagons Modalohr | FRANCE | IG | 100,00 | 50,98 | 100,00 | 50,98 |
| Stesimaf | FRANCE | F | - | - | 100,00 | 100,00 |
| STSI | FRANCE | IG | 99,45 | 99,45 | 99,45 | 99,45 |
| STVA SA | FRANCE | IG | 96,04 | 96,04 | 96,04 | 96,04 |
| STVA UK | GRANDE-BRETAGNE | IG | 100,00 | 96,04 | 100,00 | 96,04 |
| TBB | ALLEMAGNE | IG | 100,00 | 99,80 | 100,00 | 88,02 |
| TCL Cameroun | CAMEROUN | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| TCL Houston | ÉTATS-UNIS | IG | 88,63 | 88,63 | 88,63 | 88,62 |
| TCL Tchad | TCHAD | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Tethys | FRANCE | IG | 100,00 | 96,04 | 100,00 | 96,04 |
| TGP | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Thales Geodis Freight & Logistics | FRANCE | IP | 50,00 | 50,00 | 50,00 | 50,00 |
| TIBERCO | ITALIE | IG | 100,00 | 100,00 | - | - |
| TMF | FRANCE | NC | - | - | 100,00 | 75,00 |
| TMF Cita Belgium | BELGIQUE | NC | - | - | 100,00 | 75,00 |
| TMF Cita Deutschland | ALLEMAGNE | NC | - | - | 100,00 | 75,00 |
| TMF Cita Nederland | PAYS-BAS | NC | - | - | 100,00 | 75,00 |
| Transalpin Eisenbahn AG | SUISSE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Transinformatique | FRANCE | NC | - | - | 99,86 | 94,87 |
| Transplus | FRANCE | NC | - | - | 100,00 | 100,00 |
| Transport Ferroviaire Holding | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Transport Ferroviaire Services | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Transport Logistique Partenaires | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Transports Bernis | FRANCE | IG | 67,69 | 67,69 | 67,69 | 67,69 |
| Transports J. Savin | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Transportvoiture | BELGIQUE | IG | 99,95 | 96,00 | 99,95 | 96,00 |
| Transquercy | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |

| Société | Pays | M | PC Année N | PI Année N | PC Année N-1 | PI Année N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Transucre | FRANCE | NC | - | - | 100,00 | 100,00 |
| Transwaters | FRANCE | IG | 50,00 | 50,00 | 50,00 | 50,00 |
| TWE | ALLEMAGNE | IG | 99,80 | 99,80 | 88,02 | 88,02 |
| Uniroute | FRANCE | IG | 100,00 | 96,04 | 100,00 | 96,04 |
| Val Express | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Val Ferrus | FRANCE | IG | 100,00 | 96,04 | 100,00 | 96,04 |
| Valenda | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Valtrans | FRANCE | IG | 100,00 | 96,04 | 100,00 | 96,04 |
| Var Express | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| VC Holding | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | - | - |
| VC Italia | ITALIE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| VFLI | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Vilogistique | FRANCE | IG | 100,00 | 96,04 | 100,00 | 96,04 |
| Vitesse Logistics BV | PAYS-BAS | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Walbaum | FRANCE | IG | 99,76 | 99,76 | 99,76 | 99,76 |
| Waren Shipping | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| WEA | ALLEMAGNE | IG | 74,00 | 71,07 | 74,00 | 71,07 |
| Wilson Denmark Holding A/S STP | DANEMARK | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| XP LOG | FRANCE | IG | 99,97 | 99,97 | 99,97 | 99,97 |
| **SNCF GARES & CONNEXIONS** | | | | | | |
| A2C | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| AREP | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| AREP Architecture | FRANCE | ME | 25,00 | 25,00 | 25,00 | 25,00 |
| AREP Pekin | CHINE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| AREP Vietnam | VIETNAM | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| AREP Ville | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Parvis | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Sté d'Aménagement Mézzanine Paris Nord | FRANCE | IG | 60,00 | 60,00 | 60,00 | 60,00 |
| VALGA | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| **FONCTIONS COMMUNES ET PARTICIPATIONS** | | | | | | |
| Eco-Mobilité Partenaires SAS | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Espaces Ferroviaires Aménagement | FRANCE | IG | 99,99 | 99,99 | 99,99 | 99,99 |
| Espaces Ferroviaires Résidences du Rail | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Espaces Ferroviaires Transactions | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| EUROFIMA | SUISSE | ME | 22,60 | 22,60 | 22,60 | 22,60 |
| GARE | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| GIE Eurail Test | FRANCE | IG | 90,00 | 90,00 | 90,00 | 90,00 |
| ICF | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| MASTERIS | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| NOVEDIS-ICF | FRANCE | IG | 99,98 | 99,98 | 99,98 | 99,98 |

| Société | Pays | M | PC Année N | PI Année N | PC Année N-1 | PI Année N-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Orfea- SERHR | FRANCE | IP | 50,00 | 50,00 | 50,00 | 50,00 |
| S2FIT | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| S2FIT1 | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SA Chateau d'Arcy | FRANCE | IG | 98,08 | 98,08 | - | - |
| SARL Molière | FRANCE | NC | - | - | 100,00 | 100,00 |
| SCI du Cercle | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SCI La Chapelle | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SCI Ney | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SCI Paradis Clichy | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | - | - |
| Seafrance | FRANCE | NC | - | - | 100,00 | 100,00 |
| SNC Monceau | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SNC VEZELAY | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SNCF America Inc | ÉTATS-UNIS | IG | 100,00 | 100,00 | - | - |
| SNCF Conseil | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| SNCF Développement | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | - | - |
| SNCF Interservices | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | - | - |
| SNCF Participations | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Société des Trains Expositions (STE) | FRANCE | IG | 90,46 | 90,46 | 90,46 | 90,46 |
| SPFRD | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Ste Nationale d Espaces Ferroviaires | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| STELSIA | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Trans'actif Immobilier | FRANCE | IG | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |

# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

(exercice clos le 31 décembre 2011)

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi en date du 21 avril 2008, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :
– le contrôle des comptes consolidés de l'EPIC SNCF, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
– la justification de nos appréciations ;
– la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## 1 OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France, à l'exception du point décrit dans le paragraphe suivant ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Comme indiqué en *note 28.3* de l'annexe aux comptes consolidés, la SNCF a rendu public en septembre 2009 un nouveau schéma directeur du transport ferroviaire de marchandises. Le déploiement de ce schéma se poursuit et a conduit la société à modifier son organisation. Dans ce contexte, les modalités d'évaluation des moyens de production de l'activité Fret SNCF ont été adaptées.

À ce stade d'avancement du schéma et compte tenu de la documentation existante sur les projections d'activité et de rentabilité, les valeurs d'utilités retenues ont été déterminées à partir d'une méthodologie et d'hypothèses ne remplissant pas les conditions requises par les normes IFRS. Par ailleurs, le marché européen de la vente et de la location des locomotives est un marché restreint et la référence à des transactions est limitée. En conséquence, les valeurs retenues pourraient ne pas être représentatives des valeurs de marché.

Pour ces raisons, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la valeur recouvrable des moyens de production du Fret SNCF dont la valeur comptable après amortissement s'élève à 1,6 milliard d'euros avant une dépréciation de 1,2 milliard d'euros. Ce point faisait déjà l'objet d'une réserve au cours des exercices précédents.

Sous cette réserve, nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les *notes 3.5*, 8.2.1.1 et *28.1* de l'annexe aux comptes consolidés relative à l'UGT TGV France et Europe hors Eurostar qui décrivent les hypothèses et les résultats du test de perte de valeur de cette UGT ayant conduit à la constatation d'une dépréciation.

## 2 JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

Comme indiqué dans la *note 1.2* des comptes consolidés, les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2011 ont été réalisées dans le contexte d'une difficulté à appréhender les perspectives d'activité. C'est dans ce contexte que, en application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations auxquelles nous avons procédé, outre celles ayant conduit à la réserve mentionnée ci-dessus :

— Comme indiqué dans les *notes 2.9*, 3.5, 8 et 28 des états financiers, la SNCF a procédé à des tests de pertes de valeur sur ses actifs :

– les écarts d'acquisition, dont le montant s'élève globalement à 1,7 milliard d'euros, ont fait l'objet de tests de dépréciation selon les principes décrits en *note 2.9* des états financiers. Nos travaux ont consisté à examiner les modalités de réalisation de ces tests fondés sur l'actualisation des flux futurs de trésorerie des activités concernées, à apprécier la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelles issues des plans d'affaires révisés à fin 2011 et à vérifier l'information donnée dans les *notes 2.9*, 8.1 et 28.

– Lorsque des indices de perte de valeur ont été identifiés, la SNCF a procédé à des tests de perte de valeur sur les actifs rattachés à ces activités. Nous avons examiné les modalités retenues par la SNCF lors de la mise en œuvre de ces tests, les prévisions des flux de trésorerie et les hypothèses utilisées, et nous avons vérifié l'information donnée dans les *notes 2.9*, 3.5, 8 et 28.

— Comme indiqué en *notes 2.19* et 31, le Groupe reconnaît des impôts différés actifs au bilan en fonction de ses perspectives de bénéfices fiscaux futurs. Nous avons examiné les modalités de reconnaissance des impôts différés actifs ainsi que les prévisions de résultat et hypothèses sous tendant leur reconnaissance. Nos travaux relatifs à ces données et hypothèses nous ont permis d'apprécier le caractère approprié des estimations retenues et de l'information donnée dans les *notes 2.19* et *31*.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## 3 VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport d'activité du Groupe.

À l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés dans la première partie de ce rapport, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 16 février 2012

Les commissaires aux comptes

**MAZARS**
Lionel Gotlib
Franck Boyer

**PricewaterhouseCoopers Audit**
Éric Bertier
Philippe Vincent

# RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE ET LE CONTRÔLE INTERNE DU GROUPE SNCF

## RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LES CONDITIONS DE PRÉPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET SUR LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES

Le rapport sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration et sur les procédures de contrôle interne et de gestion des risques a été présenté par le président au Conseil d'administration.

Le plan de ce rapport s'appuie sur le cadre de référence proposé par l'AMF (Autorité des Marchés Financiers).

Les principales améliorations apportées aux dispositifs de contrôle interne et de gestion des risques de SNCF durant l'année 2011 concernent :

— La consolidation par la Direction de l'Audit et des Risques (DAR) des différents travaux en matière de gestion des risques et l'élaboration par celle-ci d'une synthèse des risques majeurs du Groupe.

— Les travaux menés par la DAR et la Direction Financière Groupe (DFG) sur les processus Paie, Immobilisations, Achats / Fournisseurs et assimilés, Engagements et Provisions, Trésorerie / Financement, et la conception pour les trois premiers de ces processus de points de contrôle clés, prélude à une campagne d'auto-évaluation qui sera menée début 2012 sur l'EPIC.

— La rédaction par la branche SNCF Geodis d'un référentiel de contrôle interne identifiant les contrôles clés à mettre en place par les différentes entités de la branche, quels que soient leurs métiers.

— La poursuite des séminaires organisés par l'université SNCF et destinés à sensibiliser les managers de l'entreprise à l'ouverture à la concurrence et aux enjeux associés en matière de régulation. Fin 2011, près de 500 cadres avaient ainsi été formés.

— En matière de sécurité des systèmes d'information :

– la réalisation au cours de l'année d'une cinquantaine de contrôles qui ont permis d'identifier certains risques et donc de mettre en œuvre les plans d'actions appropriés pour les traiter ;

– le lancement de travaux afin d'une part de renforcer encore le traitement des risques concernant la protection des données personnelles, d'autre part, de limiter l'impact d'une éventuelle indisponibilité d'un des systèmes d'information clés.

— En matière de prévention des risques psychosociaux, la mise au point d'une grille d'évaluation et la poursuite de la sensibilisation des dirigeants de proximité au travers d'un nouveau dispositif pluridisciplinaire intitulé « Comprendre pour agir ».

Ce rapport est disponible sur simple demande auprès de la Direction de l'Audit et des Risques de la SNCF – 34 rue du Commandant René Mouchotte, 75014 Paris.

SNCF.COM

**Conception et réalisation :** Lowe Stratéus